

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550211_0042

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE COMPARÉE
SUR LE PLACEMENT
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 19 février 1900, à 1 heure

Par **Georges NORMAND**

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

*Suffragants : } MM. CAUWÈS, { professeurs.
 } SOUCHON, {*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement



PARIS

JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

—
1900

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE

BIBLIOGRAPHIE.	13
INTRODUCTION	27

PREMIÈRE PARTIE

Etat actuel des institutions de placement en France.

TITRE I. — Placement gratuit.	36
Section I. — Placement personnel ou direct	37
Section II. — Placement charitable.	40
§ 1. — Énumération des principales œuvres charitables s'occupant de placement.	41
§ 2. — Ressources de ces institutions	48
§ 3. — Genre de placement.	49
§ 4. — Conditions auxquelles le placement est fait.	49
§ 5. — Résultats obtenus par les œuvres de placement charitable	50
Section III. — Placement par les associations dont les ou- vriers font partie	51
§ 1. — Placement par les Sociétés de secours mutuels.	52
§ 2. — Placement par les Sociétés de Compagnons.	58
§ 3. — Placement par les Syndicats	59
§ 4. — Placement dans les Bourses du Travail	66
Section IV. — Placement par les bureaux municipaux gra- tuits	78

§ 1. — Énumération des bureaux municipaux. . . .	80
§ 2. — Organisation des bureaux municipaux. . . .	83
§ 3. — Fonctionnement des bureaux municipaux . . .	85
§ 4. — Objet du placement	92
§ 5. — Mode de placement.	93
§ 6. — Conditions du placement	97
§ 7. — Ressources des bureaux municipaux. . . .	97
§ 8. — Résultats obtenus par les bureaux municipaux.	100
TITRE II. — Placement payant	108
§ 1. — Création des bureaux payants	109
§ 2. — Organisation et fonctionnement	118
§ 3. — Objet et mode du placement.	123
§ 4. — Conditions du placement.	125
§ 5. — Résultats obtenus par les bureaux autorisés. .	126
TITRE III. — Traits caractéristiques des institutions de placement en France	127

DEUXIÈME PARTIE

Etude comparée du Placement à l'Etranger.

CHAPITRE. I. — Allemagne.	133
TITRE I. — Placement gratuit.	134
Section I. — Placement personnel ou direct	134
Section II. — Placement charitable	135
§ 1. — Énumération des principaux bureaux de place- ment créés par des associations charitables ; leur organisation intérieure	136
<i>a.</i> — Etats prussiens	136
<i>b.</i> — Etats confédérés	138
Appendice. — Colonies ouvrières.	139
§ 2. — Ressources de ces bureaux	141

<i>a.</i> — Etats prussiens.	141
<i>b.</i> — Etats confédérés.	141
§ 3. — Genre de placement effectué par ces bureaux.	142
<i>a.</i> — Etats prussiens.	142
<i>b.</i> — Etats confédérés.	143
§ 4 — Conditions auxquelles le placement est effectué.	144
<i>a.</i> — Etats prussiens.	144
<i>b.</i> — Etats confédérés.	144
§ 5 — Résultats obtenus par ces bureaux.	145
<i>a.</i> — Etats prussiens.	145
<i>b.</i> — Etats confédérés.	147
Appendice. — Résultats obtenus par les colonies ouvrières	149
Section III. — Placement des ouvriers, employés et domes- tiques par les associations dont ils font partie	150
§ 1. — Enumération des diverses associations.	150
<i>a.</i> — Sociétés de secours mutuels.	150
<i>b.</i> — Corporations	150
<i>c.</i> — Syndicats professionnels de patrons ou d'ou- vriers	151
<i>d.</i> — Syndicats mixtes.	152
§ 2. — Résultats	153
Section IV. — Placement par les bureaux municipaux.	154
§ 1. — Création des bureaux municipaux	156
<i>a.</i> — Etats prussiens	156
<i>b.</i> — Etats confédérés	158
§ 2. — Organisation intérieure des bureaux municipaux	159
<i>a.</i> — <i>Première catégorie.</i> — Bureaux reliés aux Conseils de Prud'hommes	160
<i>a.</i> — Etats prussiens	160
<i>b.</i> — Etats confédérés.	162
<i>b.</i> — <i>Deuxième catégorie.</i> — Bureaux indépendants	

des Conseils de Prud'hommes.	165
<i>a.</i> — Etats prussiens.	165
<i>b.</i> — Etats confédérés.	165
§ 3. — Ressources des bureaux municipaux	166
§ 4. — Objet et mode du placement effectué	167
<i>a.</i> — Objet. = <i>b.</i> — Mode.	167
§ 5. — Conditions auxquelles le Placement est effectué.	171
§ 6. — Résultats obtenus par les bureaux de placement municipaux.	172
<i>Section V.</i> — Placement par des bureaux formés d'éléments divers.	177
TITRE II. — Placement payant	179
<i>Section I.</i> — Bureaux de placement privés.	179
<i>Section II.</i> — Bureaux de placement payants, organisés par les municipalités, les corporations, les associations charitables, etc.	182
TITRE III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement en Allemagne	182
1 ^{re} Extension des institutions de placement	185
2 ^{re} Gratuité du placement	189
3 ^{re} Prépondérance des bureaux municipaux	192
4 ^{re} Communication des bureaux entre eux et mouvement vers la fédération	193
CHAPITRE II. — Angleterre	201
TITRE I. — Placement gratuit.	201
<i>Section I.</i> — Placement personnel ou direct	202
<i>Section II.</i> — Placement charitable	204
<i>Section III.</i> — Placement par les associations dont les ouvriers ou les domestiques font partie	205
<i>Section IV.</i> — Bureaux municipaux	212
§ 1. — Création.	212
§ 2. — Ressources.	213

§ 3. — Fonctionnement	214
§ 4. — Résultats	217
TITRE II. — Placement payant	218
§ 1. — Création d'agences de placement	219
§ 2. — Fonctionnement de ces agences	220
§ 3. — Conditions auxquelles le placement est fait	221
§ 4. — Réclamations formulées contre les agences	221
§ 5. — Moyens proposés pour remédier aux abus	226
TITRE III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement en Angleterre	228
1° Placement corporatif	228
2° Placement par voie de publicité dans les journaux	229
3° Agences recommandées par associations connues	229
CHAPITRE III. — Autriche-Hongrie	231
A. — Empire d'Autriche	231
TITRE I. — Placement gratuit	232
Section I. — Placement personnel ou direct	232
Section II. — Placement charitable	233
a. — Par les sociétés privées	233
b. — Par les bureaux de secours	236
c. — Par les bureaux publics	237
Section III. — Placement par les associations dont les ouvriers font partie	238
a. — Syndicats professionnels (<i>gewerbliche Genos- schaften</i>)	238
b. — Corporations (<i>Gewerkschaften</i>).	240
Section IV. — Placement par les bureaux municipaux	241
TITRE II. — Placement payant	242
Section I. — Placement direct	242
Section II. — Bureaux de placement	243
§ 1. — Création des bureaux de placement	243
§ 2. — Énumération des bureaux de placement	244

§ 3. — Objet du placement qu'ils effectuent	245
§ 4. — Conditions auxquelles ils font le placement . .	245
§ 5. — Résultats obtenus	247
B. — Royaume de Hongrie	248
TITRE III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement en Autriche-Hongrie. . .	249
Traits caractéristiques	249
Inconvénients des bureaux de placement	250
Projets pour remédier à ces inconvénients	251
CHAPITRE IV. — Belgique.	253
TITRE I. — Placement gratuit.	253
Section I. — Placement personnel ou direct	254
Section II. — Placement charitable	255
Section III. — Placement par les Bourses du Travail . .	256
A. — Bourses officielles	256
B. — Bourses quasi-officielles	258
C. — Bourses professionnelles et bourses politiques.	262
TITRE II. — Placement payant	264
TITRE III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement en Belgique.	265
Opinion de M. Varlez.	266
Opinion de M. H. Lambrechts.	267
Opinion de M. le vicomte d'Hendecourt.	269
Proposition de M. Hector Denis	272
CHAPITRE V	277
TITRE I. — Etude des institutions de placement dans divers pays d'Europe	277
Section I. — Danemark	277
Section II. — Espagne.	280
Section III. — Grèce	281
Section IV. — Hollande	282
§ 1. — Placement gratuit.	283

A. — Placement personnel ou direct.	283
B. — Placement charitable	284
C. — Placement par association.	285
D. — Placement par les Bourses du Travail.	286
§ 2. — Placement payant.	287
<i>Section V. — Italie.</i>	288
<i>Section VI. — Grand-Duché de Luxembourg</i>	294
<i>Section VII. — Portugal.</i>	296
<i>Section VIII. — Roumanie.</i>	297
<i>Section IX. — Russie.</i>	299
<i>Section X. — Serbie.</i>	302
<i>Section XI. — Suède et Norvège.</i>	302
<i>Section XII. — Turquie.</i>	306
TITRE II. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement dans ces divers pays.	307
CHAPITRE VI. — Suisse	309
INTRODUCTION	309
TITRE I. — Vue d'ensemble sur les institutions de placement en Suisse.	313
<i>Section I. — Placement gratuit.</i>	314
A. — Placement personnel ou direct	314
B. — Placement charitable.	314
C. — Placement par associations	315
D. — Placement par les bureaux publics.	316
<i>Section II. — Placement payant</i>	317
TITRE II. — Institutions de placement spéciales à chaque canton	317
<i>Section I. — Zurich et Winterthur</i>	317
A. — Zurich	318
B. — Winterthur.	325
<i>Section II. — Berne</i>	328
<i>Section III. — Lucerne.</i>	332

<i>Section IV.</i> — Bâle	332
<i>Section V.</i> — Saint-Gall	338
<i>Section VI.</i> — Argovie	342
<i>Section VII.</i> — Genève	343
A. — Placement personnel ou direct.	343
B. — Placement charitable	344
C. — Placement par bureaux publics.	347
TITRE III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement en Suisse.	349
CHAPITRE VII. — Etats-Unis d'Amérique	358
TITRE I. — Placement gratuit.	358
<i>Section I.</i> — Placement personnel ou direct	358
<i>Section II.</i> — Placement charitable	359
<i>Section III.</i> — Placement par bureaux publics.	359
TITRE II. — Placement payant.	365
TITRE III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement aux Etats-Unis.	369

TROISIÈME PARTIE

Comparaison des institutions de placement françaises et étrangères et réformes proposées.

TITRE I. — Comparaison des institutions françaises et étrangères.. . . .	370
TITRE II. — Tentatives de réforme.	386
a) Projets antérieurs à 1897.	386
b) Projet présenté par MM. Boucher, Barthou, etc.	388
c) Projet de M. Coutant, 8 nov. 1898.	393
Interview de M. Mesureur.	397
» » M. Georges Berry.	400
» » M. Beauregard	401
CONCLUSION.	404

BIBLIOGRAPHIE.

ALLEMAGNE

a. — Livres, brochures et rapports.

Schriften des deutschen Vereins für Armenpflege u. Wohlthätigkeit. — Stenographischer Bericht über die Verhandlungen der achten Jahresversammlung des deutschen Vereins für Armenpflege u. Wohlthätigkeit am 27 u. 28 Sept. 1887 in Magdeburg. Leipzig, 1887.

Central Verein für Arbeits-Nachweis zu Berlin. RICHARD FREUND. — a). — Geschäftsbericht für das Jahr 1894 mit einer Uebersicht über die Organisation des allgemeinen Arbeitsnachweises in Deutschland. Berlin, 1895. — b) — Geschäftsbericht für das Jahr 1895, etc. Berlin, 1896.

J. JASTROW. — Die Einrichtung von Arbeitsnachweisen u. Arbeitsnachweis-Verbänden. — Verhandlungen der ersten deutschen Arbeitsnachweis-Konferenz (Karlsruhe, 13 Sept. 1897). Berlin, 1898.

K. K. HANDELSMINISTERIUM. — Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich. Wien, 1898.

a) Reichsgewerbeordnung §§ 35-37. Anhang, p. 169 *.

b) Verschiedene Circuläre und Bekanntmachungen des Ministers für Handel u. Gewerbe, 1885 — 1895 Anhang, p. 170

* et ss.

Board of Trade. — Report on agencies and methods for dealing with the Unemployed, p. 269 à 307.

Office du Travail. — Le Placement. Annexe, p. 681 à 683 et 689-690.

RAOUL JAY. — Son cours, 1895-96.

Von SCHULZE-GAEVERNITZ. — Rapport manuscrit au Musée Social, 1899.

b. — Publications périodiques.

Soziale Praxis. — (Herausgeber : Dr Ernst Francke). Leipzig.

a. — VIII Jahrgang, 1898-99.

b. — IX Jahrgang, 1899, n^{os} 1-12.

Der Arbeitsmarkt. — (Herausgeber : Dr J. Jastrow). Berlin.

a. — I Jahrgang, 1897-98.

b. — II Jahrgang, 1898-99.

c. — III Jahrgang, 1899, n^{os} 1-6.

Schriften des Verbandes deutscher Arbeitsnachweise, n^o 1. — Verhandlungen der ersten Verbandsversammlung u. Arbeitsnachweiskonferenz, am 27 sept. 1898, in München, Berlin, 1899.

Office du Travail. — Bulletin périodique, mai 1895, mars 1897.

ANGLETERRE

Board of Trade. — Labour Department. Report on agencies and methods for dealing with the Unemployed. London, 1893.

The St-Martin-in-the-Fields and the Board of Works for the Strand District joint Labour Exchange. Report of 31 st dec. 1897. London 1898.

ST-PANGRAS. — Report of the Chairman of the special Labour Bureau Committee on the proceedings of the committee during the year ending May 1897, London, 1897.

Associated Guild of registries. — Object and rules. First (1898) annual list. London, 1898.

London and Provincial Domestic Servants Union. — How Domestic Servants can obtain a compulsory character and establish Homes and Registry Offices of their own. London, 1897.

Office du Travail.

a. — Le Placement. Annexe, p. 683 et 684.

b. — Bulletin périodique. Février 1898.

PAUL LANGER. — Rapport manuscrit au Musée Social, 1899.

AUTRICHE-HONGRIE

K. K. Handelsministerium. — Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich, Wien, 1898.

Soziale Praxis. VIII Jahrgang (1898-99). Leipzig.

BELGIQUE

a. — Livres, brochures et rapports.

OEuvre du Travail, 3^e section.

a). — Maison du Travail, 68 rue Ulens. — Rapports 1894 à 1898.

b). — Colonie ouvrière libre. — Rapports 1897. — Bruxelles. Administration Communale de Schaerbeek. — Rapport sur la situation et l'administration des affaires de la commune pendant les exercices 1896-97 et 1897-98. — Bruxelles, 1897 et 1898.

Bureau du Travail établi à Pâturages.

a). — Historique et Organisation. Pâturages, 1895.

b). — Rapports annuels 1896 à 1898. Frameries, 1898.

Œuvre de l'Hospitalité de Nuit, de la Bouchée de Pain et de la Bourse du Travail à Charleroi. — Rapport sur les travaux de l'Œuvre. Exercices 1895-96, 1896-97 et 1897-98. Charleroi, 1896. 97, 98.

Bourse du Travail de Gand. — Rapport pour l'exercice 1897-98. Gand, 1898.

Annuaire statistique de la Belgique pour 1897.

Board of Trade. — Report on agencies and methods for dealing with the Unemployed. p. 320 à 329. London, 1893.

Office du Travail. — Le Placement, Annexe p. 691 à 696.

LAMBRECHTS (HECTOR). — (bibliothécaire de l'office du Travail belge). — Rapport manuscrit au Musée social, 1899.

VARLEZ (LOUIS). — Rapport manuscrit au Musée Social, 1899.

b. — Publications périodiques.

Bulletin Communal de Scharbeek (36^e année, n^o 13). — Conseil municipal. Séance du 26 mai 1896. Bruxelles.

Bulletin Communal de St-Gilles-lez-Bruxelles (25^e année, n^o 3). — Conseil municipal. Séance du 18 février 1897. Ixelles.

c. — Documents parlementaires.

Annales Parlementaires Belges. — Chambre des Représentants. 1895 : 19 février. Proposition de loi n^o 104.

1898 : 25 Novembre. Rapport fait au nom de la section centrale par M. Snoy. (N^o 15).

DANEMARK

Office du Travail.

a). — Le Placement. Annexe, p. 696 et 697.

b). — Bulletin périodique. Année 1896.

K. K. Handelsministerium. — Die Arbeitsvermittlung in Osterreich. Anhang, p. 168*

ESPAGNE

Office du travail. — Le Placement. Annexe, p. 697 et 698.

PIERNAS Y HURTADO. — Rapport manuscrit au Musée Social, 1899.

FRANCE

a. — Livres et brochures.

CAUVÈS. — Cours d'économie politique, 3^e édition, Paris, 1893.

CHARBONNEL. (EUG.). — Etude sur le placement gratuit. Nancy, 1896.

DALLOZ. — Rép. alph. de législation et de jurisprudence, v^e Industrie et commerce, n^o 185 et supplément au rép. alph. *eod. verbo*.

MARC HONNORAT. — Etude sur le placement des travailleurs. Paris, 1896.

JAY (RAOUL). — L'organisation du travail par les Syndicats professionnels. Paris, 1891.

MOLINARI (G. DE). — Les bourses du travail. Paris, 1893.

LÉON NADAUD. — La question du placement des ouvriers et employés. Paris, 1899.

Office du travail. De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger. Paris, 1893.

Office du travail. — Le placement des employés ouvriers et domestiques en France, son histoire, son état actuel. Paris, 1893.

PAUL DE ROUSIERS, DE CARBONNEL, FESTY, FLEURY et WILHELM. — Le trade unionisme en Angleterre. Paris, 1897.

b. — Publications périodiques.

FOUILLÉE (ALFRED). — L'idée de justice sociale. Revue des Deux Mondes, 1^{er} mars, 1899.

BEAUREGARD (PAUL). — Les bureaux de placement. Le monde économique, 5 nov. 1892, p. 506 et 13 mai 1893. p. 505.

MATAJA (VICTOR). — Le socialisme municipal. Revue d'économie politique, 1894, p. 968; et 1895.

Office du travail. — Bulletin périodique, 1894-95-96-97-98-99. Paris.

c. — Rapports présentés au conseil municipal de Paris.

α. — Pour la Bourse du Travail.

BLONDEAU. — Rapport au nom de la commission du travail sur l'art. 24 du chap. XIII (Bourse centrale du Travail et ann. A. bâtiments) et sur les art. 8 et 9 du chap. VII (Dépenses relatives à la Bourse du Travail), 1898.

FOUREST (Marius). — Rapport au nom de la Commission du travail sur le fonctionnement de la Bourse centrale du Travail et de l'annexe A, rue J.-J. Rousseau (Chap. VII, art. 9 et 10, dépenses), 1897.

Rapport par la Commission consultative de la Bourse du Travail.

β. — Pour les Bureaux municipaux.

ACHILLE. — Rapport au nom de la 2^e Commission, sur la répartition d'un crédit de 18.000 fr. entre les bureaux municipaux de placement gratuits, n. 101, 24 novembre 1898.

ACHILLE. — Rapport au nom de la 2^e Commission sur la répartition de la subvention de 35.000 fr. entre les bureaux municipaux de placement gratuits, n. 57, 21 juin 1899.

LABUSQUIÈRE (John). — Rapport au nom de la 2^e sous-commission du comité du budget et du contrôle sur le crédit à inscrire au budget de 1888, pour les subventions à allouer aux bureaux municipaux de placement gratuits, n. 151, 15 décembre 1897.

d. — Propositions de loi et Rapports présentés aux Chambres concernant le Placement.

α. — Chambre des Députés.

1882. 7 août. — Proposition de M. Clovis Hugues tendant à l'abrogation du décret du 25 mars 1852, n. 1291.

1887. 17 avril. — Pétition de M. Tony-Revillon et des députés de la Seine pour la suppression des bureaux de placement.

1887. 4 août. — Proposition Camélinat, Antide Boyer, etc. demandant le placement professionnel.

1888. 18 juin. — Rapport de M. Fonbelle par suite duquel la Chambre refuse la prise en considération de la proposition précédente, n. 1857.

1888. 7 juillet. — Proposition Mesureur et Millerand relative au placement gratuit des ouvriers et employés de toutes professions, n. 2962.

1889. 14 mars. — Rapport sommaire de M. Albert Ferry au nom de la 24^e commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition ci-dessus, n. 3603.

1889. 11 juillet. — Rapport de M. Chanson sur : 1^o la proposition Camélinat, etc. 2^o la proposition Mesureur et Millerand. Il préconise la liberté complète, n. 3929.

1889. 12 décembre. — Proposition Dumay, Joffrin, Moreau Beaulard et Maujan, pour le placement corporatif et, subsidiairement, municipal, n. 174.
1889. 17 décembre. — Proposition Mesureur et Millerand, n. 194.
1890. 30 janvier. — Rapport sommaire de M. Rabier, proposant la prise en considération de la proposition Dumay, etc., n. 309.
1890. 30 janvier. — Rapport de M. Arnauld Dubois, proposant la prise en considération de la proposition Mesureur-Millerand, n. 310.
1892. 9 avril. — Rapport de M. Arnauld Dubois sur les propositions de loi : 1^o de MM. Dumay, etc. ; 2^o de MM. Mesureur et Millerand. Il conclut par une proposition de loi qui peut se résumer ainsi : « la liberté dans la gratuité » n. 2067.
1893. 25 novembre. — Proposition de MM. Coutant, Toussaint et plusieurs de leurs collègues : (ancienne proposition Dumay), n. 47.
1894. 5 mai. — Proposition de M. Mesureur sur le placement gratuit des ouvriers et employés des deux sexes, n. 601.
1894. 10 mai. — Proposition de M. Georges Berry tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction, n. 620.
1895. 13 décembre. — Rapport de M. G. Berry au nom de la commission du travail chargée d'examiner les trois propositions ci-dessus, n. 1677.
1897. 16 mars. — Projet de loi sur le placement des ouvriers et employés, présenté par MM. Boucher, Barthou et Darlan, ministres, n. 2345.
1897. 16 mars. — Proposition de M. Léon Guillemin sur le placement des ouvriers ou employés des deux sexes. n. 2347.

1897. 18 mars. — Premier rapport supplémentaire fait par M. G. Berry au nom de la commission du travail chargée d'examiner : 1° la proposition Coutant (n° 47) ; 2° la proposition Mesureur (n. 601) ; 3° la proposition G. Berry (n. 620) ; 4° le projet de loi sur le placement des ouvriers et employés (n. 2345) ; 5° la proposition Guillemin (n. 2347), n. 2351.
1897. 24 mars. — Deuxième rapport supplémentaire de M. G. Berry, n. 2364.
1898. 7 mars. — Projet de loi de MM. Boucher, etc., revient à la Chambre après modifications du Sénat. n. 3105.
1898. 1^{er} avril. — Rapport de M. Léon Guillaïn au nom de la commission du travail chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté par le Sénat avec modifications, sur le placement des ouvriers et employés, n. 3206.
1898. 8 novembre. — Proposition de M. Coutant.

β. — Sénat.

1897. 10 décembre. — Rapport de M. Lourties fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés sur le placement des ouvriers et employés, n. 68.

e. — Discussions parlementaires.

α. — Chambre des Députés.

Première délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Coutant et de plusieurs de ses collègues, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions ; 2° la proposition de loi de M. Mesureur sur le placement gratuit des ouvriers ou em-

ployés des deux sexes ; 3^e la proposition de M. Georges Berry tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction.

1897. — 1^o Séance du 26 février. *J. O.* 27 février, p. 559. Suite de la discussion après déclaration d'urgence.

2^o Séance du 5 mars. *J. O.* 6 mars, p. 621.

3^o Séance du 12 mars. *J. O.* 13 mars, p. 721.

4^o Séance du 19 mars. *J. O.* 20 mars, p. 817.

5^o Séance du 2 avril. *J. O.* 3 avril, p. 1024.

6^o Séance du 9 avril, *J. O.* 10 avril, p. 1139.

β. — Sénat.

Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés sur le placement des ouvriers et employés.

1898. — Séance du 27 janvier. *J. O.* 28 janvier, p. 40.

Deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés sur le placement des ouvriers et employés.

1898. — 1^o Séance du 17 février. *J. O.* 18 février, p. 167.

2^o Séance du 18 février. *J. O.* 19 février, p. 180.

GRÈCE

Office du Travail. — Le Placement. Annexe, p. 698 et 699.

HOLLANDE

Office du Travail. — Le placement. Annexe, p. 700 à 705.

B. GEWIN. — Thèse de doctorat. Utrecht, 1898.

Board of Trade. — Report on agencies and methods for dealing with the Unemployed. p. 308 à 319.

TJENK WILLINK. — Rapport manuscrit au Musée social, 1899.

ITALIE

K. K. Handelsministerium. — Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich, Anhang, p. 181 *.

RAYNERI. (CH) — Rapport manuscrit au Musée Social, 1899.

LUXEMBOURG

Office du Travail. — a). — Le placement. Annexe, p. 706 et 707.

— b). — Bulletin périodique mars, 1895.

L'Organisation et le Fonctionnement de la Bourse du Travail.
dans le Grand-Duché de Luxembourg, 1892-1895. Luxembourg, 1896.

JAY (RAOUL) — Son cours, 1895-96.

PORTUGAL

Office du Travail. — Le placement. Annexe, p. 707 à 710.

ROUMANIE

K. K. Handelsministerium — Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich, Anhang, p. 185 * et ss.

RUSSIE

Office du travail. — Le placement. Annexe, p. 710 à 712.

K. K. Handelsministerium. — Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich. Anhang, p. 188*.

SERBIE

Office du travail. — Le Placement. Annexe, p. 713.

SUÈDE ET NORVÈGE

Office du travail. — Le placement. Annexe, p. 713 à 716.

K. K. Handelsministerium. — Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich. Anhang, p. 183 *.

Sociale Praxis. VIII Jahrgang. 20 juillet 1899, n° 42.

SUISSE

a. — Ouvrages généraux.

Confédération Suisse. — a). — Concordat entre les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève pour la protection des jeunes gens placés à l'étranger (Mai 1875).

b). — Règlement pour l'exécution du concordat intercantonal concernant la protection des jeunes gens placés à l'étranger. (Mars 1887).

c). — Règlement intercantonal concernant le placement des jeunes filles en Autriche-Hongrie. (Mars 1887). Neuchâtel, 1887.

XIV Heft der « Gewerblichen Zeitfragen ». Arthur Curti. — Bericht und Gutachten an das Schmeizer. Industrie departement betreffend Arbeitslosigkeit und Arbeitsnachweis. Zurich, 1896.

Office du travail. — a). — Le Placement, Annexe, p. 716 à 727.

b). — Bulletin périodique, 1895.

MICHEL (HORACE). — Rapport manuscrit au Musée Social, 1899.

b. — Ouvrages spéciaux.

α. — BALE

Reglement für das Arbeitsnachweissbureau, 1890.

Gesetz betreffend das öffentliche Arbeitsnachweissbureau von 10 März, 1892.

Berichte über die Thätigkeit des öffentlichen Arbeitsnachweissbureau des kantons Basel Stadt. VI, VII, VIII Berichte von Jahren 1895-1896-1897. Basel. 1896-1898.

6. — **BERNE**

Reglement über die städtische Anstalt für Arbeitsnachweis und die Versicherungskasse gegen Arbeitslosigkeit in der Gemeinde Bern. Berne, 1895.

Anstalt für Arbeitsnachweis u. Versicherungskasse gegen Arbeitslosigkeit in der Gemeinde Bern. Geschäftsbericht für die Jahre 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897. Berne, 1892-1898.

WASSILIEFF. — Arbeiter sekretariat der Stadt Bern und Umgebung. Der Lohn u. Anstellungsverhältnisse der Eidgenossen Arbeiter. Berne, 1898.

7. — **GENÈVE**

Chambre du Travail de Genève. — Premierrapport du président de la Commission administrative pour les années 1896-1897, du 15 juin 1896 au 30 juin 1897, Genève, 1897.

Questions sociales à Genève. — Notice rédigée à l'occasion de l'exposition nationale suisse, Genève, 1896.

LOMBARD M. F. — Annuaire philanthropique genevois, 3^e édition. Genève, 1893.

Agence gratuite en faveur des institutrices, gouvernantes et bonnes suisses à l'étranger. Notices et rapports, Genève.

Exposition nationale suisse, Genève, 1896, groupe XXII. Notice sur la Société de l'assistance par le travail à Genève, 1890-1896. Genève, 1896.

8. — **SAINT-GALL**

ZUPPINGER C. — Statistik des Kantons St-Gallen, II Heft. Die Arbeitslosigkeit in St-Gallen. Bern, 1895.

Gesetz über die Stellenvermittlung für Dienstboten im Inlande. St-Gall, nov. 1897.

Regulativ betreffend die mit den Verpflegungsstationen für bedürftige Durchreisende verbundenen Arbeitsnachweis bureaux. St-Gall, Januar, 1898.

ε. — WINTERTHUR.

Verordnung betreffend Einrichtung und Betrieb einer Anstalt für Arbeitvermittlung sowie betreffend Streitvermittlung zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern für die Stadt Winterthur (16 Februar 1896).

Instruktion für die Anstalt für Arbeitsvermittlung vom 4 Dezember 1896.

ζ. — ZÜRICH.

Arbeitsnachweis und Schutz gegen die Folgen der Arbeitslosigkeit. — Eingabe der kaufmännischen Gesellschaft Zürich an den Vorort des Schweiz. Handels u. Industrie Vereins. Zurich, 1895.

I Jahresbericht der Arbeitskammer der Stadt Zürich umfassend den Zeitraum vom 1 Mai bis 31 Dezember 1897. Zurich, 1898.

TURQUIE

Office du Travail. — Le Placement, Annexe, p. 727 et 728.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Laws of Ohio. — a). — Act of april 28 th 1890, vol. 87, p. 340. —
b). — Act of march 24 th 1891, vol. 88, p. 194.

New-York. — Act of May 28 th, 1896 : Free public employment bureaux. (Chapter 982).

Nebraska. — Act of April, 13 th 1897.

Montana. — Act of 1895 (Chapter 982).

Missouri. — Labour Bureau, 19 th report for the year 1897.

ÉTUDE COMPARÉE

SUR LE PLACEMENT

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

Le contrat de travail intervient entre un patron qui s'oblige à donner un prix déterminé à un ouvrier, en échange de services que celui-ci doit lui rendre ou d'un ouvrage qu'il doit faire (1) ; ce contrat, dit M. Gide, est la vente d'une marchandise qui, sous le nom de main d'œuvre, a un prix fixé en principe suivant les lois de l'offre et de la demande, et suivant l'utilité du travail et du besoin qu'on peut en avoir à une époque donnée (2).

Le placement consiste à mettre en rapports les deux parties qui veulent former un contrat de travail et qui ont nécessairement besoin de se rencontrer afin de régler les conditions de leur entente.

1. Bry. *Cours élémentaire de législation industrielle*, p. 48.

2. Gide. *Principes d'économie politique*. 3^e éd. p. 527.

Une bonne institution de placement doit donc avoir pour but :

1° de rechercher les offres et les demandes des parties qui cherchent à former un contrat de travail et qui restent inactives parce qu'elles s'ignorent ;

2° de grouper par professions ou industries toutes les offres et les demandes formulées dans tout le pays où elle opère ;

3° de mettre à la disposition des intéressés, par la publicité la plus grande, tous les renseignements désirables sur la nature et les conditions des emplois demandés ou offerts ; (1)

4° de faciliter enfin la formation du contrat de travail entre les parties dont elle vient d'opérer le rapprochement.

Par ces données sur la mission qui incombe à toute institution de placement, il est facile de concevoir l'importance d'une bonne organisation du placement dans un pays, puisque de cette organisation dépendront toujours évidemment, dans ce pays, l'emploi plus ou moins actif des forces productives qu'il possède et, par suite, ses progrès dans la formation de la richesse.

Faciliter en effet, par de bonnes institutions de placement, la formation fréquente du contrat de travail entre tous ceux qui cherchent, ce n'est pas seulement servir un intérêt général d'humanité en permettant à ceux qui

1. Peut-être aussi une bonne institution de placement devrait-elle se préoccuper de la moralité du placement qu'elle opère, et, par suite, se procurer et donner des renseignements sur la valeur morale des parties contractantes, ainsi que sur les aptitudes et la force productive de chacune d'elles.

en ont besoin de gagner leur vie, — à ce point de vue, « la question du placement fait depuis longtemps partie des revendications du monde du travail, surtout dans les grandes agglomérations industrielles et elle préoccupe tous ceux qui ont à cœur d'améliorer autant que possible les conditions sociales des classes laborieuses » (1) — mais c'est aussi concourir au bien-être social et à la prospérité générale, car « le travail n'est pas chose d'intérêt purement privé, c'est une fonction sociale, la source de la prospérité générale ».

Etant donnée l'importance de la question, nous voulons rechercher quelle est la meilleure solution qu'elle comporte.

La question est d'actualité, car, depuis 1884, plus de douze projets ou propositions de loi ont été présentés aux Chambres. En dernier lieu, un projet de loi sur le placement des ouvriers et employés, voté par la Chambre des Députés dans la séance du 9 avril 1897 et adopté avec modifications par le Sénat dans la séance du 18 février 1898, est revenu à la Chambre des Députés (de 1893-1898), trop tard pour que celle-ci pût le discuter et l'adopter avant l'expiration de ses pouvoirs. Mais le 8 novembre 1898, MM. Coutant, Chauvière et quelques-uns de leurs collègues ont déposé une nouvelle proposition de loi relative au placement des employés et des ouvriers.

Notre but est de rechercher quelle doit être en cette matière la mission du législateur.

1. Rapport de M. Lourties au Sénat. Séance du 10 décembre 1897.

Doit-il organiser, réglementer ou informer ?

Organiser, c'est-à-dire créer des institutions de placement dépendant de l'Etat et constituant des fonctions publiques ;

Réglementer, c'est-à-dire édicter des prescriptions qui protègent les intéressés contre les exigences et les fraudes de ceux qui s'offrent à les mettre en rapport pour former le contrat de travail ;

Informar, c'est-à-dire rechercher la connaissance des moyens auxquels peuvent recourir ceux qui composent la société laborieuse pour se procurer du travail ?

L'information existe depuis la loi du 20 juillet 1891 qui a créé, au ministère du commerce et de l'industrie à l'imitation des Etats-Unis un Office du Travail destiné à rassembler, coordonner et vulgariser tous les renseignements concernant la statistique du travail (1). Et précisément

1. « Aux Etats-Unis, un office d'informations d'ensemble a été organisé plus tôt et mieux que partout ailleurs : depuis 1886, existe à Washington un *Bureau of labor* ayant pour mission de centraliser tout ce qui se rattache au régime du travail, à sa durée, aux salaires, à la condition matérielle et morale des ouvriers. On sait quelles publications précieuses sont sorties du Bureau de Washington. Elles aident non seulement à l'étude des questions sociales, mais fournissent des renseignements de grande utilité pratique ; elles peuvent contribuer à prévenir les conflits par les faits qu'elles mettent en lumière. L'Etat est ainsi appelé à jouer le rôle d'informateur, mais non celui d'organisateur. Cette distinction si rationnelle n'a pas tout d'abord été faite chez nous, et c'est ce qui a retardé l'institution d'un *Office du Travail* analogue au *Bureau of labor* de Washington. Cette utile institution a enfin été créée par la loi du 20 juillet 1891 ». Cauwès, n° 837. III, p. 99 et 100.

une des premières études de l'Office du Travail a porté sur la question du placement des employés, ouvriers et domestiques. Un remarquable rapport a été fait sur la question par M. Emile Corra, sous la direction de M. Jules Lax, et publié en 1893 par l'Office du Travail (1). Il n'y a pas à revenir sur ce rapport qui est parfait de tous points, mais il est évident que le législateur ne peut se borner à « observer attentivement et dans tous leurs détails les conditions vraies du travail et les faits économiques en général, puis grouper avec méthode les résultats de ces observations pour les livrer à la libre discussion de qui-conque en voudra faire usage » (2). Il faut réglementer ou organiser.

La réglementation existe depuis le décret du 26 mars 1852, mais elle est vivement critiquée.

1. « Parmi les données qui permettront de dégager peut-être un jour (écrivait le 1^{er} novembre 1892 M. Jules Lax, directeur de l'*Office du Travail*, dans une lettre adressée à M. Jules Roche, ministre du Commerce et de l'Industrie, lettre qui sert d'introduction à ce rapport) les lois si complexes de l'activité de notre société laborieuse, l'une des plus essentielles est, sûrement, la connaissance des moyens auxquels peuvent recourir ceux qui la composent pour se procurer du travail. De fait, aussi, dans notre pays, la question du placement des travailleurs intéresse entre toutes, parfois même jusqu'à la passion, le monde ouvrier : c'est pourquoi, dès la mise en marche, en octobre 1891 du service dont vous m'avez confié la direction, j'ai cru devoir, avec votre assentiment, faire porter l'une de nos premières études sur la question du placement des employés, ouvriers et domestiques ».

2. Office du Travail. *Le Placement. Introduction*, p. VI.

Quant à l'organisation, il n'en a jamais été fait.

Il s'agit donc, à l'heure présente, de rechercher les améliorations dont la réglementation actuelle est susceptible, ou de décider s'il ne vaudrait pas mieux lui substituer une organisation nouvelle.

Dans ce but, nous avons l'intention d'exposer l'état du placement en France et dans tous les pays d'Europe, puis de comparer les institutions entre elles et de signaler à l'attention du législateur celles qui nous paraîtront les meilleures.

Notre étude sur le placement en France sera aussi condensée que possible : après le remarquable rapport de M. Corra dont nous avons parlé plus haut, après les thèses de doctorat de MM. Maurice Darmuzey (1), Marc Honnorat (2), Léon Nadaud (3), il nous a paru superflu de répéter tous les détails déjà connus sur les institutions de placement en France ; au résumé très succinct que nous en avons fait, nous avons seulement ajouté les résultats de l'enquête personnelle que nous avons faite à l'Office du Travail (4), à la Bourse du Travail, dans les mairies, chez les placeurs (5), etc.

1. Darmuzey. *Le Placement*. Paris, 1895.

2. Marc Honnorat. *Etude sur le Placement des travailleurs*. Paris, 1896.

3. Léon Nadaud. *La question du Placement des ouvriers et employés*. Paris 1899.

4. Nous devons des remerciements à M. Moron, alors directeur de l'Office du Travail, officier de la Légion d'honneur, pour les conseils et renseignements qu'il nous a donnés avec la plus grande amabilité.

5. Bien que nos idées soient entièrement opposées à celles des

Nous donnerons au contraire le plus d'extension possible à l'étude des institutions du placement à l'étranger ; d'autant plus que, sur notre demande, M. Mabillean, directeur du Musée Social (1), a bien voulu faire faire une enquête sur la question du placement auprès des correspondants du Musée Social dans tous les pays d'Europe et aux Etats-Unis, et que nous avons pu traduire et résumer des rapports absolument inédits sur ce sujet ; nous pouvons ainsi indiquer, pour chaque pays de l'Europe et pour les Etats-Unis, d'après les sources les plus autorisées, l'état des institutions de placement et signaler les traits caractéristiques de ces institutions dans chaque pays (2).

placeurs, nous devons rendre justice à la complaisance avec laquelle ont répondu à nos questions M. Goissaud et M. Govart l'ancien et le nouveau président de la Chambre syndicale des placeurs.

1. Le Musée Social, fondation du Comte de Chambrun, a pour but « de mettre gratuitement à la disposition du public, avec informations et consultations, les documents, modèles, plans, statuts, etc, des institutions et organisations sociales qui ont pour objet et pour résultat d'améliorer la situation matérielle et morale des travailleurs. Il s'interdit toutes discussions politiques et religieuses ».

Qu'il nous soit permis d'adresser ici nos sincères remerciements à M. Mabillean, directeur du Musée Social, et à tous ses collaborateurs au Musée qui, par leur obligeance et leur amabilité, ont singulièrement facilité notre tâche.

2. Jusqu'à présent, les ouvrages ou thèses qui ont traité du placement n'ont étudié les institutions étrangères que d'une manière accessoire, sous forme d'appendice. Il est vrai que les

Après avoir ainsi indiqué l'état du placement en France et en pays étranger, nous résumerons les enseignements que nous pouvons tirer de cette étude et nous indiquerons la proposition qui nous paraît la meilleure.

Nous diviserons donc notre étude en trois parties :

Première partie. — Le placement en France.

Deuxième partie. — Etude comparée des institutions de placement en Europe.

Troisième partie. — Comparaison des Institutions françaises et étrangères. — Conclusion.

documents publiés à ce sujet en langue française sont assez rares : le principal est le Bulletin périodique de l'Office du Travail, mais les notes sur l'étranger, bien que fort intelligemment choisies et soigneusement traduites par M. Barrat, délégué permanent à l'Office du Travail, sont malheureusement bien succinctes.

PREMIÈRE PARTIE

ETAT ACTUEL DES INSTITUTIONS DE PLACEMENT EN FRANCE.

Dans cette première partie, nous allons voir l'état actuel des institutions de placement en France.

Ainsi que nous l'avons dit dans notre Introduction, nous ne ferons pas une étude complète de ces institutions, car nous ne pourrions que répéter ce que l'Office du Travail a publié dans son ouvrage sur le *Placement des employés, ouvriers et domestiques en France* (1893) : l'enquête, à laquelle l'Office du Travail a procédé en 1891 et dont l'ouvrage que nous venons d'indiquer a pour but de publier les résultats, a été faite avec tant de soin que les données sont encore à peu près conformes à la situation actuelle (1). Nous voulons donc simplement, prenant pour base les statistiques recueillies par l'Office du Travail, former notre étude de faits postérieurs à 1891 et des

1. De l'aveu même de leurs auteurs, les chiffres ne correspondent pas toujours à la réalité, car tous les intéressés n'ont pas répondu au questionnaire de l'Office du Travail. Mais, cette réserve faite, on peut considérer cette statistique comme présentant une approximation suffisante; c'est, d'ailleurs, la plus complète sur la question du Placement.

renseignements que nous avons personnellement recueillis, afin de constater les progrès qui ont été réalisés dans chaque classe d'institutions de placement et de rechercher le sens vers lequel s'oriente l'évolution de ces organisations.

Etat actuel des Institutions de placement en France.

Toutes les institutions de placement se groupent en deux catégories principales :

1° Les unes font le placement sans rémunération spéciale pour la recherche et la mise en rapport des offres et des demandes de travail : quelles que soient leur nature et leurs conditions d'existence et de fonctionnement, ces institutions rentrent dans la catégorie des *bureaux de placement gratuits*.

2° Les autres font de la mise en contact de l'employeur et de l'employé une source de bénéfices, une industrie spéciale : il forment la catégorie des *bureaux de placement payants*.

Nous allons examiner ces diverses organisations sous deux titres :

Titre premier : — Du placement gratuit ;

Titre deuxième : — Du placement payant.

TITRE I. — Placement gratuit.

Le placement gratuit est fait :

1° Par voie de placement direct ;

2° Par œuvre charitable, par les couvents, par les sociétés religieuses, philanthropiques ou de bienfaisance ;

3° Par les associations dont les employeurs ou employés font partie : syndicats professionnels, sociétés de secours mutuels, sociétés de compagnons ;

4° Par les bureaux municipaux.

SECTION I. — *Placement personnel ou direct.*

Le placement personnel ou direct a lieu dans tous les cas où l'employeur contracte directement et sans intermédiaire avec l'employé. A notre époque où le contrat individuel est substitué à la coutume et au règlement collectif, cette forme de placement est pratiquée plus que jamais, mais il est impossible d'en indiquer l'importance numérique.

Pour en faire apprécier la valeur, il nous suffira de signaler que cette forme de placement comprend le placement par embauchage, soit dans les magasins ou ateliers du patron, soit par embauchage sur les places de grève, le placement par connaissance, relations ou fournisseurs, ou encore le placement par publicité. Il est évident que le nombre des placements effectués dans ces conditions est considérable, mais la statistique en est impossible (1).

Très avantageuse en général, cette forme de placement

1. Que l'on nous permette de rapporter ici une forme de placement fort originale. Nous avons vu dernièrement, avenue de l'Opéra, un individu se promener, portant au bout d'un parapluie une annonce ainsi conçue : « Ex sous-officier de cavalerie, 33 ans, cherche emploi quelconque. Bonnes références ».

ne va pas sans quelques inconvénients : c'est ainsi que l'embauchage favorise souvent l'abaissement des salaires ; c'est ainsi encore que le placement par fournisseurs, hôteliers ou aubergistes, est quelquefois des plus préjudiciables à la santé et à la bourse de ceux qui y ont recours ; c'est ainsi enfin que le placement par voie de publicité est parfois des plus onéreux et engendre souvent des escroqueries.

Un de ces journaux avait inséré dernièrement une annonce indiquant que l'on demandait un comptable. Or cette indication avait été prise dans les *Petites Affiches* où l'annonce avait été insérée par un placeur, mais conçue ainsi : « Bon comptable, parlant anglais et allemand, muni de bonnes références ». La petite feuille avait simplement copié les mots : on demande un comptable, et l'adresse du placeur, de sorte que celui-ci vit arriver chez lui plus de 20 personnes qui, ne sachant ni l'anglais ni l'allemand, ne pouvaient prétendre à l'emploi vacant. Ces 20 personnes avaient donné chacune 3 sous pour rien et elles avaient perdu leur temps. Ce fait dont nous avons été témoin au cours de notre enquête, se renouvelle tous les jours. Aussi, dans son rapport à l'Assemblée générale du 18 novembre 1891, M. Goissaud, président du syndicat des placeurs, condamnait-il énergiquement « le journal à l'abonnement, pullulant à Paris, escroqueur de première catégorie ».

Un des secrétaires des bureaux municipaux que nous avons visités, celui du IX^e arrondissement, a relevé la liste des personnes qui sont venues le trouver après avoir été trompées par les annonces de ces journaux à

trois sous. C'étaient souvent de pauvres gens pour lesquels ces trois sous étaient une grosse somme, et qui, plusieurs fois leurrés par ces annonces copiées dans les cadres-affiches ou dans les journaux, toujours tardives par conséquent, se décidaient à venir au bureau municipal.

Ces plaintes ont été groupées et le directeur du bureau de placement municipal du IX^e arrondissement, après s'être entendu avec ses collègues des autres bureaux, a porté une plainte collective à la Préfecture de police, en donnant toutes preuves à l'appui.

Nous ignorons le sort de cette plainte, mais il est à souhaiter que le préfet de police y donne suite et trouve le moyen d'empêcher ces abus qui, si minimes en apparence, sont cependant très préjudiciables, étant donné qu'ils dépouillent la classe la plus pauvre et la plus intéressante. Il faut avouer cependant que la répression de ces délits, dans l'état actuel de la législation, n'est pas aisée (1). D'ailleurs, quand elles sont poursuivies, ces feuilles paient les amendes qui leur sont infligées, le gérant fait la prison et elles n'en continuent pas moins à paraître.

Ce système de la publicité a encore un autre inconvénient, c'est qu'il est coûteux : pour se faire une idée des sommes qu'elle détourne de la possession des ouvriers, il suffit de rappeler les paroles que prononçait M. Jourde, à la Chambre des Députés, le 26 février 1897 : « les recettes d'un de nos grands journaux de Paris sont, dans une

1. V. Office du Travail. *Le Placement*, p. 302.

année, du fait de la colonne d'annonces relatives aux demandes d'emploi, de 1 million » (1).

Aussi beaucoup d'ateliers font-ils de la publicité par affiches manuscrites, mais ces affiches sont souvent enlevées ou recouvertes trop vite ; à Paris, le moyen le plus simple aujourd'hui est de s'adresser aux mairies qui ont presque toutes des tableaux grillagés où sont réunies toutes les offres d'emploi : dans quelques grandes villes, on a adopté ce système qui avait été inauguré par la municipalité du VI^e arrondissement.

Quoi qu'il en soit, le placement ainsi pratiqué donne des résultats considérables.

SECTION II. — *Placement charitable.*

En 1891, l'état général des opérations de placement effectuées par 76 œuvres de bienfaisance (2) accusait un total de :

132.036	demandes ;
25.911	offres ;
26.227	placements à demeure ;
107.431	placements à la journée ou extras.

1. Chambre des Députés, 26 février 1897.

2. Il est bon de remarquer que 76 œuvres de bienfaisance ont seules répondu à l'enquête ; or le nombre en est beaucoup plus considérable, les chiffres indiqués sont donc inférieurs de beaucoup au nombre des placements réellement effectués.

§ 1. — Enumération des principales œuvres charitables
s'occupant de placement.

L'Office du Travail classe ainsi les œuvres, destinées à procurer du travail ou des emplois, dont la philanthropie a inspiré la fondation à Paris :

- 1° Les œuvres d'assistance par le travail ;
- 2° Les œuvres des diverses hospitalités de nuit ;
- 3° Les offices de placement gratuits ;
- 4° Les couvents, refuges, homes et patronages qui s'occupent du placement ;
- 5° Les écoles professionnelles publiques ou privées ;
- 6° Les œuvres patriotiques.

Dans ce classement, nous croyons que figurent à tort le placement par les écoles professionnelles et même le placement par offices de placement gratuits ou par œuvres patriotiques.

Le placement par les écoles professionnelles est si peu une œuvre de charité qu'on lui reproche, et avec juste raison, de faire baisser le salaire, car les débutants sortant de ces écoles appartiennent à des familles relativement aisées et acceptent des emplois au pair ou fort peu rétribués.

Quant aux offices de placement gratuits, ils n'ont pas un caractère charitable pas plus que certaines œuvres patriotiques ; le *Sailor's Home*, par exemple, qui loge, nourrit et entretient les marins étrangers, pendant leur débarquement au Havre, moyennant 4 francs par jour, ne peut passer pour un établissement charitable ; le fait de faire

du placement gratuit n'implique pas nécessairement l'intention charitable ni surtout l'œuvre de charité.

Nous laisserons donc de côté les écoles professionnelles publiques ou privées ; nous mentionnerons seulement que leur importance grandit de jour en jour et que les placements opérés par elles sont de plus en plus nombreux ; et nous allons passer en revue les principales œuvres de placement vraiment charitable.

A. — *Assistance par le travail*. — M. Henry Defert, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, ancien maire du VI^e arrondissement, définit ainsi le but philanthropique et moral de cette œuvre :

« Il s'agit, écrivait-il le 25 avril 1892, de procurer *temporairement* de l'ouvrage, en attendant qu'ils aient ou qu'on leur ait trouvé une occupation régulière :

« 1° Aux ouvriers et ouvrières momentanément sans travail par suite de chômage, morte saison ou de toute autre circonstance indépendante de leur volonté ;

2° A tous ceux qui *pouvant physiquement travailler, ne le veulent pas* et préfèrent vivre aux dépens de la charité publique ou privée.

« Donner du travail aux premiers, c'est les empêcher de perdre l'habitude de travailler.

« Donner du travail aux seconds, c'est leur faire reprendre une habitude qu'ils ont malheureusement perdue.

« Dans les deux cas, c'est faire un acte éminemment profitable à la Société, puisque c'est lui conserver ou lui rendre des membres utiles et actifs » (1).

1. — Office du Travail, *Le placement*, p. 531.

Cette forme moderne du placement charitable est digne d'attention et d'encouragement.

La première société de ce genre paraît être la société d'assistance par le travail créée à Marseille le 25 mars 1891. Depuis, cet exemple a été suivi et, en 1895, on comptait en France 38 sociétés similaires dont 22 à Paris. Un certain nombre ont été reconnues d'utilité publique et le ministère de l'intérieur, dans les circulaires des 8 novembre 1894 et 5 avril 1895, a invité les préfets à encourager ces œuvres.

A Paris, il faut mentionner spécialement l'Union d'Assistance par le travail du XVI^e arrondissement, fondée en mai 1891 et celle du VI^e arrondissement qui est entrée en action le 19 mai 1892 sous l'impulsion de M. Henry Defert, alors maire du VI^e arrondissement.

Toutes ces œuvres font d'abord l'assistance par le travail, puis accessoirement le placement ; elles sont plus ou moins appuyées par les municipalités.

A côté de ces œuvres, il y a lieu d'en signaler une purement privée, fondée dans le VIII^e arrondissement par M. Mamoz en 1870 et qui procure près de 36.000 journées de travail par an. Mais son but essentiel et à peu près unique est l'assistance par le travail. On croit généralement que cette œuvre fait le placement (1). « C'est une erreur, nous répond la directrice, nous n'avons ni le personnel, ni les moyens nécessaires, et, si tout le monde faisait comme vous et venait s'informer de ce que nous faisons, on éviterait de déranger de pauvres gens

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 536.

que l'on nous envoie pour être placés et pour lesquels nous ne pouvons rien.

« Si nous casons une personne par mois, c'est tout. De même nous recevons un bulletin nous demandant nos résultats de placement ; nous ne pouvons pas y répondre et jamais on n'est venu s'informer de la cause de notre silence ».

B. — *Placement par les diverses œuvres de l'hospitalité de nuit.* — Ces établissements reçoivent des offres d'emplois de Paris et de la province, et ils choisissent parmi les hospitalisés les plus aptes aux places proposées.

C. — *Placement par l'intermédiaire des sociétés philanthropiques.* — Les sociétés philanthropiques se subdivisent en sociétés religieuses et sociétés laïques.

Les unes et les autres font le placement soit au moyen d'offices de placement gratuits, soit en donnant en même temps aux ouvriers et domestiques sans place, la nourriture et le logement.

Ainsi que le fait remarquer l'Office du Travail, beaucoup de ces œuvres ne sont, en réalité, que des « entreprises de logement à prix réduit, et rentrent plus ou moins dans la catégorie des hôteliers et restaurateurs qui font du placement pour s'attirer de la clientèle, si ce n'est dans celle des placeurs clandestins et des spéculateurs de charité (1).

a. — *Offices de placement gratuits.* — α *Œuvres religieuses.* — Une association qui nous a paru intéressante à étudier est celle des jeunes gens catholiques,

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 557.

section de l'œuvre des apprentis et des jeunes ouvrières qui a été reconnue d'utilité publique par décret du 8 novembre 1873.

Cette section a donné naissance au Syndicat des employés de commerce et de l'industrie qui a été fondé en 1887 par le frère Hiéron.

Cette association a pour but :

1° l'étude et la défense des intérêts professionnels et économiques des membres du Syndicat.

2° la création d'institutions d'assistance mutuelle et de prévoyance. (Art. 2 des statuts).

Aux termes de l'art. 6, pour faire partie du syndicat, il faut :

1° être employé.

2° être français et âgé d'au moins 16 ans.

3° être membre actif d'une œuvre catholique de persévérance ou avoir été admis par le Conseil après un stage de trois ans comme membre participant (art. 22).

4° adhérer aux statuts.

Un service de coopération donne aux syndiqués d'importants rabais dans un grand nombre de maisons, qui remboursent et au-delà aux syndiqués leur cotisation mensuelle de 0 fr. 50 c.

Le service du placement est aussi très important et n'occupe pas moins de quatre employés.

« Par le placement, le syndicat procure à ceux de ses associés qui sont sans place, ou qui désirent améliorer leur situation, des emplois dans des maisons de commerce parisiennes de premier ordre, plus spécialement chez les chefs de maisons importantes qui honorent le syndicat

de leur sympathie en recrutant leur personnel dans son sein ».

« Le service du placement étant basé dans notre association sur la mutualité et la camaraderie, il importe que chaque sociétaire fasse part au siège social de toutes les places qu'il peut découvrir et qu'il se mette plus particulièrement à la recherche des emplois indiqués au Bulletin mensuel au chapitre : demandes d'emplois (1) ».

Le service du placement est double : 1° il procure des places aux jeunes gens qui sortent des écoles des Frères et qui n'ont pu trouver à se caser dans leur région. Il y a Paris et dans les environs 70 de ces écoles. Chaque directeur fait le placement dans son quartier, il essaie de placer lui-même les élèves qui ont fini leurs études, et il n'envoie au Syndicat que ceux pour lesquels il n'a pas réussi. Si, par exemple, un jeune homme de Bercy désire entrer dans les tissus, on l'adresse au Syndicat qui, à proximité du Sentier, est à même de lui procurer un emploi. Les Frères s'efforcent de placer ces jeunes gens dans les maisons qui les rémunèrent de suite et n'acceptent d'emplois au pair que lorsqu'il y a un avenir indubitable et assez prochain (2).

Ces jeunes gens sont engagés à faire partie du syndicat. Mais aucune pression n'est exercée sur eux et en

1. Prospectus et compte-rendus des assemblées.

2. Une maison, entre autres, avait pris l'habitude de leur demander des jeunes gens au pair et de les renvoyer au bout des trois mois d'apprentissage ; aussi les Frères lui ont refusé leurs services dès qu'ils se sont aperçus du stratagème.

moyenne un cinquième des placés à peine demande à se syndiquer.

2° Les hommes sont également placés dans des emplois à partir de 125 francs ; cette part de la tâche du syndicat est moins facile. « Cela tient à plusieurs causes (1). D'abord par les temps difficiles que nous traversons, les bonnes places sont rares et ceux qui les occupent les conservent avec soin. De plus, notre bureau de placement est considéré comme s'occupant plutôt de fournir des débutants que des employés déjà formés. C'est un tort et une erreur ».

Pour cette section du placement, on accepte les étrangers au syndicat quand les offres d'emplois dépassent les demandes et que tous les syndiqués sont pourvus. Même pour les étrangers, le placement est entièrement gratuit.

Le syndicat augmente de jour en jour, ce qui est peu surprenant, étant données les garanties qu'il fournit sur la moralité de ses membres.

Une tentative toute nouvelle vient d'être faite par ce syndicat : au mois de novembre dernier, des lettres ont été envoyées à un grand nombre de commerçants étrangers ou français établis à l'étranger et dans les colonies afin de placer au pair les jeunes gens qui désirent apprendre le commerce en même temps que les langues étrangères et contribuer à la colonisation. C'est une heureuse initiative qui mérite d'être couronnée de succès.

β. — *Ouvres laïques*. — A côté de cette œuvre qui réussit très bien, nous pouvons citer :

1. Rapport à l'Assemblée générale de 1896.

1° L'Œuvre de la Miséricorde, fondée en 1822, dans le but de secourir les personnes qui, d'une position élevée ou aisée, sont tombées dans la misère.

2° L'Union internationale des amies de la jeune fille(1).

b. — *Couvents, refuges, etc.* — α. — *Œuvres religieuses.* — Parmi ces établissements qui donnent la nourriture et le logement tout en s'occupant du placement de leurs pensionnaires, le plus important paraît être à Paris la maison des sœurs de la Croix, rue de Vaugirard ; le prix de la pension est de 1 franc par jour, le placement est gratuit.

Dans les départements, c'est surtout par les couvents et les congrégations que s'opère le placement charitable.

β. — *Œuvres laïques.* — On peut citer spécialement le Patronage des jeunes filles apprenties et ouvrières du VI^e arrondissement, l'Institut protecteur des femmes de la société, etc. (2).

§2. — Ressources de ces institutions de placement charitables.

Pour l'union d'assistance par le travail du VI^e arrondissement, les ressources de l'association se composent :

1. Voir dans le *Paris-Hachette* (1899), p. 497 et suiv., le tableau des œuvres de bienfaisance privée.

2. Il est évident que nous ne donnons ici que quelques exemples ; pour plus amples renseignements, on peut consulter le *Manuel des œuvres* et l'*Office central des institutions charitables* qui a pour but de servir de lien entre les œuvres charitables et d'intermédiaire entre elles et le public, auquel il donne sur ces œuvres tous les renseignements désirables.

1° Des versements effectués par ses membres ;

2° Des dons, legs ou subventions ;

3° De la vente du produit des assistés, vente qui devra toujours avoir lieu aux prix courants du commerce.

4° De la valeur des bons de travail mis à la disposition des membres de l'association ou vendus au public ;

5° De toutes les recettes extraordinaires provenant des fêtes de bienfaisance, quêtes, ventes de charité, etc, etc, (art. 11 des statuts).

Pour toutes les œuvres charitables, il en est à peu près ainsi ; il est évident que les dons, legs et produits de quêtes sont les ressources les plus certaines de ces institutions.

§ 3. — Genre de placement.

En général, les œuvres de placement charitables s'occupent de toute espèce de placement ; il n'en est autrement que si la société a été fondée en vue d'un but spécial : dans ce cas, le nom seul de l'œuvre indique son objet (1).

§ 4. — Conditions auxquelles le placement est fait

Le placement est gratuit pour l'employeur et l'employé, mais dans certains refuges ou patronages, les personnes placées doivent abandonner, pour l'œuvre, une partie de leur denier à Dieu, généralement 5 francs, ce qui devient très onéreux si la personne ne reste pas en place long-

1. Voir notamment, ce que nous avons dit de l'association des jeunes gens catholiques.

temps ; en outre, dans plusieurs de ces sociétés philanthropiques, il faut payer une cotisation pour pouvoir bénéficier des avantages que procure l'œuvre.

§ 5. — Résultats obtenus par les œuvres de placement charitables.

Nous avons donné au début de ce chapitre, l'état général des opérations de placement effectuées par 76 œuvres de bienfaisance en 1891. A cette époque, l'Office du Travail avait procédé à une enquête extraordinaire et cependant 76 œuvres seulement avaient répondu.

En 1897, on n'a de réponse que de quelques sociétés de bienfaisance : aussi en additionnant les états mensuels dressés par le *Bulletin de l'Office du Travail* ne trouvons-nous qu'un total de 12.743 placements à demeure et 5760 placements extra effectués par diverses sociétés de bienfaisance : Paris compte dans ce nombre pour 9946 placements à demeure et 3095 placements extra.

Il est certain que ces chiffres sont inférieurs de beaucoup au nombre des placements réellement effectués par les diverses œuvres de placement charitables. Tout le monde sait, en effet, que les œuvres de bienfaisance sont en progrès constants et que leurs placements se font chaque année plus nombreux.

Pour ne citer qu'un exemple, voici les résultats des opérations de placement effectuées par l'association des jeunes gens catholiques :

En 1895, il y avait 1054 associés : 432 débutants et 110 vétérans, total : 542 ont été placés.

En 1896, 580 places ont été procurées.

En 1897, 449 débutants et 155 vétérans ont été placés, total : 604.

En 1898, il y avait : 1620 associés ; 500 débutants et 180 vétérans ont trouvé des emplois grâce à l'association ; le total des placements est de 680.

L'infériorité des chiffres de 1897 provient donc simplement de ce que, soit par discrétion, soit pour d'autres motifs, la majeure partie de ces œuvres refusent de donner la statistique de leurs opérations ; nous ne pouvons que le regretter, car un des principaux arguments des bureaux de placement payants est l'importance du nombre de leurs placements proportionnellement au nombre total des opérations effectuées en France. Or cet argument serait facilement rétorqué par la production d'une statistique exacte des opérations de placement gratuit.

SECTION III. — *Placement par les associations dont les ouvriers font partie.*

En 1891, les opérations de placement faites par :

54 syndicats patronaux,

323 syndicats ouvriers,

13 syndicats mixtes,

32 sociétés de compagnons,

59 sociétés de secours mutuels,

donnaient les résultats suivants :

	Demandes d'emplois	Offres d'emplois	Placements à demeure	Placements à la journée
Syndicats patronaux. . .	22.594	20.851	18.396	430
— ouvriers . . .	122.666	71.639	86.124	8.538
— mixtes. . .	2.558	1.882	1.896	1.396
Sociétés de compagnons.	6.288	6.188	6.188	»
— secours mutuels.	35.041	33.059	17.794	16.000
	189.147	133.619	130.398	26.364

Pour donner un aperçu de l'état actuel du placement effectué, nous allons examiner successivement :

- 1° Les Sociétés de secours mutuels.
- 2° Les compagnonnages.
- 3° Les syndicats professionnels.
- 4° Les Bourses du Travail.

§ 1. — Placement par les Sociétés de Secours mutuels.

Avant la loi de 1898, la plupart des Sociétés de secours mutuels coopéraient au placement de leurs membres, mais quelques-unes d'entre elles seulement avaient ouvert des registres d'offres et de demandes et constituaient de véritables offres de placement.

En vertu de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux Sociétés de secours mutuels : « Les Sociétés de secours mutuels peuvent créer des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage », et en vertu de l'article 3 : « Il peut être établi entre les Sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune son autonomie, des unions ayant pour objet notamment : e. — *Le service des placements gratuits.* »

Cette nouvelle législation stimulera peut-être les So-

ciétés de secours mutuels à s'occuper plus activement du placement.

a. — *Enumération des principales Sociétés de Secours mutuels qui constituent des offices de placement gratuits.*

Les plus importantes de ces sociétés sont :

A Bordeaux, l'Etoile, société de secours mutuels pour les garçons limonadiers, restaurateurs, etc.

A Lyon, la Société des garçons de salle et de chambre.

A Paris, la Prévoyance, société de prévoyance pour la boucherie.

L'Union de la charcuterie.

L'Union du commerce.

La Société des cuisiniers et la Saint-Laurent qui s'en est détachée.

L'Etoile pour les garçons restaurateurs-limonadiers.

La Saint-Michel pour les pâtissiers-glaciers.

A Sevrans (Seine-et-Oise), la Société de Sevrans et celle de la poudrerie de Sevrans-Livry.

L'*Union du Commerce*, fondée le 7 mai 1847 à Paris et reconnue comme établissement d'utilité publique, est une des plus anciennes sociétés philanthropiques, elle est aussi des plus importantes : au 31 décembre 1897, elle comptait plus de 17.200 sociétaires.

Le but principal de cette association est d'assurer gratuitement à ses membres les soins et médicaments nécessaires en cas de maladie, les frais d'enterrement et les secours aux familles, mais le placement des sociétaires est loin d'être négligé.

Un autre groupement intéressant à étudier est l'*Etoile*,

société de secours mutuels et de prévoyance des garçons restaurateurs et limonadiers de Paris, approuvée par décret du 26 avril 1865. Au 1^{er} janvier 1899, le nombre des sociétaires était d'environ 2600.

D'après l'article I des statuts : la société a pour but :

1^o De donner aux sociétaires malades les soins du médecin et des médicaments, une indemnité de maladie,... une pension de retraite,... des secours à la veuve et aux orphelins...

6^o De s'aider mutuellement à se procurer du travail.

En vertu de l'article 5, les dames caissières sont admises au titre de membre adhérent et ont droit au placement gratuit.

L'article 18 donne au gérant le droit de convoquer devant le Conseil tout sociétaire qui aurait commis une indécatesse ou un détournement, ainsi que pour infraction aux statuts et règlements.

L'*Etoile* prend toutes les précautions possibles pour assurer la bonne entente entre ses sociétaires et les patrons. Ceux-ci, d'ailleurs, reconnaissant les mérites de cette société, la protègent et y ont souvent recours pour se procurer leur personnel.

Citons encore la *Saint-Michel*, société de secours mutuels des pâtissiers glaciers, approuvée dans sa nouvelle organisation par arrêté ministériel du 25 septembre 1885, qui a été fondée en 1868 par des pâtissiers retirés pour donner des secours à ses membres malades ou âgés, et qui en outre, s'occupait du placement. La concurrence des placeurs la fit décroître : aussi, après sa reconstitution en 1885, la Saint Michel a renoncé à cette

seconde partie de son programme, mais elle est attaquée maintenant par les syndicats ouvriers comme « syndicat mixte en embryon, c'est-à-dire, à leur point de vue, syndicat patronal, ligue d'oppression et de tyrannie capitalistes (1). »

Cette situation est destinée, croyons-nous, à se généraliser : les sociétés de secours mutuels tendront à devenir des annexes du syndicat de la profession et c'est le syndicat qui, seul, s'occupera du placement.

C'est ainsi que l'*Union des gens de maison*, que l'on cite comme Société de secours mutuels, n'est pas autre chose qu'un syndicat auquel est annexée une Société de secours mutuels conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884. Nous reviendrons plus loin (2), quand nous étudierons les syndicats, sur cette importante union.

Malgré tout, cependant, ces Sociétés rendent encore des services au point de vue qui nous occupe.

b. — *Ressources de ces Sociétés.* — Les ressources se composent des cotisations des sociétaires et des dons ou legs.

A l'*Union du commerce*, la cotisation annuelle est de 25 francs ; à l'*Etoile*, le tarif d'admission varie suivant l'âge ; la cotisation mensuelle est de trois francs.

c. — *Objet et mode du placement.* — A l'*Union du Commerce*, un tableau placé dans les bureaux indique

1. Office du Travail. *La petite industrie*. T. I. L'alimentation à Paris 1893, p. 109.

2. Voir page 61.

les emplois vacants dont les adresses sont fournies aux sociétaires sur présentation de leur quittance. On ne donne qu'une adresse à la fois.

Il en est à peu près de même à l'*Etoile* : quand un sociétaire veut quitter la maison où il est employé, il doit le faire dans des termes convenables ; sinon, il peut être cité devant le conseil ; quand il quitte son emploi, il doit prévenir le gérant de la Société (art. 16 des statuts). Pour se placer, on lui indique une adresse de patron sur un bulletin spécial. Le sociétaire, porteur d'un bulletin qui ne se rendrait pas à son travail ou donnerait le bulletin à un autre, sera passible d'une amende ; en cas de récidive, son exclusion pourra être prononcée par le Conseil (art. 17).

Les deux Sociétés, dont nous venons de parler, peuvent être considérées comme types ; nous n'en citerons pas d'autres.

Chaque société place les travailleurs de la profession ; à l'*Union du Commerce* cependant on admet tous les commerçants, mais la plupart des sociétaires sont employés dans les tissus, confections, dentelles et magasins de nouveauté.

d. — *Conditions du placement.* — Le placement est fait gratuitement.

À l'*Etoile*, d'après l'article 15 (chap. IV du règlement d'administration) : tout travail ou emploi procuré par la Société ou par son intermédiaire est procuré à titre gratuit. Par le fait de son admission, tout sociétaire doit se considérer comme moralement engagé à aider les sociétaires à se procurer du travail.

Mentionnons cependant que, dans les moments de presse, cette société place des extras, étrangers à la société, et qu'elle leur fait verser 0 fr. 50 à la caisse de secours pour leur placement.

e. *Résultats obtenus par ces Sociétés.* — L'organisation du placement à *l'Union du Commerce*, quoique rudimentaire, a donné d'excellents résultats.

A l'assemblée générale d'avril 1898, le rapporteur pouvait dire : « 1.317 emplois vacants ont été indiqués à nos camarades ». Mais, après avoir constaté ce résultat, il ajoutait : « Nous sommes obligés d'appeler votre attention sur l'importance du service des emplois. Trop de sociétaires s'en désintéressent et il coûterait fort peu de dérangement à chacun pour être utile à tous ses camarades. Vous voudrez bien vous en souvenir ».

L'Etoile donne des résultats un peu plus importants : en 1896, elle a fait 2.198 placements à demeure et 17.350 extras ; en 1898, 1.714 à demeure et 18.259 extras.

Voici le tableau de la statistique du travail procuré par cette société l'année de sa fondation et pendant les années d'exposition :

En 1866 : 630 placements à demeure, 7.319 extras.

1867 : 1.064	—	11.523	—
--------------	---	--------	---

1878 : 2.087	—	13.302	—
--------------	---	--------	---

1889 : 3.644	—	19.850	—
--------------	---	--------	---

Dans les années d'exposition, les résultats ont été de beaucoup supérieurs aux autres ; dans ces années-là ainsi que dans les moments de presse, les sociétaires n'étant pas assez nombreux, *l'Etoile* a recouru pour ses extras à des étrangers à la société ; mais il suffit de com-

parer les chiffres des années 1866 et 1898 pour constater que le nombre des placements effectués par l'*Etoile* va toujours croissant. De 1866 à 1899 elle a procuré 45.092 places à demeure et 437.108 journées d'extras.

Ces œuvres sont à la fois morales et philanthropiques : on ne peut que se féliciter de les voir prospérer, d'autant plus que le placement qu'elles font est le placement professionnel, le meilleur de tous.

§ 2. — Placement par les Sociétés de Compagnons.

Ces sociétés tendent à disparaître : elles sont absorbées par les syndicats ou les sociétés de secours mutuels ; en outre on leur reproche une hiérarchie assez dure qui peut prêter aux actes de favoritisme, une discipline trop rigoureuse et des rites que l'on accuse d'être démodés. Aussi sont-elles en décadence malgré leur supériorité au point de vue des garanties professionnelles et de la moralité de leurs membres.

A Paris, le *Compagnonnage du devoir*, pour la boulangerie, est encore prospère ; tous les compagnons sont en place, car le compagnonnage évacue les bras inoccupés vers une autre loge du tour de France.

Ces sociétés présentent des avantages pour le placement : les compagnons élevés au patronat s'adressent à la société dont ils connaissent par expérience la discipline sévère sur les jeunes gens. Ceux-ci, d'autre part, sont sûrs que leurs qualités professionnelles seront appréciées ; en cas de chômage, ils sont nourris trois jours par les

compagnons de la ville (1). La discipline est stricte. L'enquêteur de l'Office du Travail a été témoin de la condamnation à une amende prononcée contre un sociétaire coupable d'avoir fait brûler une fournée après une scène d'ivresse : certains membres du conseil opinaient pour l'exclusion (2).

La disparition de ces sociétés sera très regrettable, car elles réalisent le placement professionnel avec la plus grande perfection (3).

§ 3. — Placement par les syndicats.

C'est en vertu de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, que les syndicats professionnels peuvent librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

a. — *Énumération des bureaux de placement créés par les syndicats.* — A l'heure actuelle tous les syndicats s'occupent de placement ; nous ne pouvons donc penser à en donner l'énumération. Nous nous bornerons à donner, dans les deux tableaux ci-dessous, le nombre des

1. Office du Travail. *Le placement*. (1891), p. 615.

2. Office du Travail. *La petite industrie*. T. I. L'alimentation à Paris. (1893), p. 88.

3. Art. 9 du règlement relatif au travail des compagnons boulangers du département de la Seine. « Le délégué aura le droit de suivre la liste des demandes *suivant les capacités de l'homme demandé*, sans être sujet aux observations de la part des ouvriers inscrits avant celui qu'il aura désigné ».

syndicats depuis 1884 et l'état du personnel des syndicats depuis 1890.

1° Nombre des Syndicats.

Au 1 ^{er} juillet	patronaux	ouvriers	mixtes	agricoles	Totaux
1884	101	68	1	5	175
85	285	221	4	39	549
86	359	280	8	93	740
87	598	501	45	214	1.358
88	859	725	78	461	2.123
89	877	821	69	557	2.324
90	1.004	1.006	97	648	2.755
91	1.127	1.250	126	750	3.253
92	1.212	1.589	147	863	3.811
93	1.397	1.926	173	952	4.448
94	1.518	2.178	177	1.092	4.965
95	1.622	2.163	173	1.188	5.146
96	1.731	2.243	169	1.275	5.419
97	1.823	2.316	170	1.371	5.680

2° Personnel des Syndicats.

	patronaux	ouvriers	mixtes	agricoles	Totaux
1890	93.411	139.692	14.096	234.234	481.433
1891	106.157	205.152	15.773	268.298	596.380
1892	102.549	288.770	18.561	313.800	723.680
1893	114.176	402.125	30.052	353.883	900.236
1894	121.914	403.440	29.124	378.750	933.228
1895	131.031	419.781	31.126	403.261	985.199
1896	141.877	422.777	30.333	423.492	1.018.479
1897	159.293	431.794	32.337	438.596	1.061.920

On le voit, le mouvement syndical, quoique moins

bruyant que dans les premières années, n'en devient que plus puissant.

Nous terminerons en donnant seulement quelques indications sur deux syndicats de formation récente, qui sont intéressants, d'abord en ce qu'ils concernent des professions qui paraissent difficilement susceptibles d'association syndicale et surtout parce qu'ils nous paraissent avoir le placement comme but essentiel de leur institution.

C'est d'abord l'*Union syndicale ouvrière des gens de maison* fondée le 7 mars 1890 et qui comprend aujourd'hui 5.800 membres.

Dans le livret d'adhérent qui nous a été remis au siège du Syndicat, nous lisons que l'association a pour but :

1° D'établir des rapports constants entre les membres de la profession, de veiller à leurs intérêts et à la défense de leurs droits ;

« 2° De faire la statistique des salaires et des besoins de la profession ; de faire valoir les justes réclamations de la société ou de ses membres ;

« 3° De faciliter l'embauchage des sociétaires par la création d'un office de renseignements pour les offres et demandes d'emplois ; de tenir, à cet effet, un registre destiné à recevoir ces offres ou demandes.

4° De faciliter l'épargne en créant une caisse de retraite pour la vieillesse et de secours mutuels ».

En réalité, c'est le placement qui est le but essentiel de cette union syndicale ; aussi, dans l'art. 40 des statuts, voyons-nous qu'il est décerné en Assemblée générale à la fin de l'année, des médailles de vermeil, d'argent ou de bronze aux membres honoraires ou participants qui au-

ront réussi pendant l'année à faire placer un certain nombre de sociétaires sans travail ou qui auront fait adhérer un certain nombre de membres nouveaux au Syndicat.

Signalons encore l'art. 38 des statuts aux termes duquel : « Tout membre de la société qui se sera rendu coupable d'une faute grave contre les convenances, la probité ou l'honneur professionnel sera cité devant le Conseil d'administration. Le Conseil, après avoir entendu ses explications pourra prononcer contre lui le rappel à l'ordre ou la radiation temporaire. Les décisions du Conseil d'administration sont susceptibles de recours devant l'Assemblée générale qui pourra seule prononcer la radiation définitive. Les décisions prises par l'Assemblée sont souveraines et ne sont susceptibles d'aucun recours même devant les tribunaux ».

Il faut remarquer enfin que la société admet, à titre de membres honoraires ou bienfaiteurs suivant l'importance de leurs versements, les maîtres et les commerçants.

Le second syndicat dont nous voulons parler est l'*association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'Etranger* (Instituteurs, institutrices, professeurs).

Cette association a été formée en 1897 entre les professeurs de l'Enseignement primaire et secondaire libre dans le but de soustraire les membres de cette corporation aux exigences des placeurs, de donner aux chefs d'établissements, toute garantie morale et enfin de resserrer les liens de solidarité qui les unissent entre eux. (Art. 1 des Statuts).

L'association comprend des membres titulaires (art. 7) et des membres adhérents (art. 8), mais elle ne peut comprendre que des professeurs et non des chefs d'institution (art. 27). Elle s'occupe surtout du placement, mais les ressources doivent être employées aussi pour partie à fonder une caisse de secours, dite caisse de chômage, et une caisse spéciale de secours, dite du « dernier adieu » (art. 22 et 23 des statuts). Enfin l'association offre le concours de son intervention à titre gracieux pour l'achat et la vente des institutions.

Mentionnons en terminant qu'un syndicat d'institutrices françaises, appartenant à l'enseignement privé, vient de se constituer à Paris, 15, rue de Verneuil. Il a pour but de procurer aux institutrices des emplois, sans qu'elles aient à subir les dures conditions des bureaux de placement.

b. — *Ressources.* — Les cotisations des membres des syndicats seraient généralement insuffisantes pour entretenir des offices de placement d'une manière permanente, d'autant plus qu'elles sont d'un taux minime et qu'elles ne sont pas toujours régulièrement payées. Aussi les associations syndicales, patronales, ouvrières ou mixtes qui cherchent à faire du placement gratuit, sollicitent-elles des subventions.

La nécessité de subventionner l'œuvre de placement gratuit entreprise par les syndicats est si bien reconnue que certaines municipalités votent annuellement des subventions et que, déjà en février 1891, le Conseil supérieur du travail avait émis le vœu suivant : « Le Gouvernement est invité à demander aux Chambres un crédit destiné à accorder, à titre d'encouragement, des subventions aux

syndicats de patrons et d'ouvriers qui créeraient des bureaux mixtes de placement ainsi qu'aux bureaux mixtes qui fonctionnent déjà ».

Ces associations syndicales reçoivent en outre des dons, des legs, enfin elles font chaque année quelques bénéfices en organisant des fêtes de bienfaisance. A ce sujet, il est intéressant de signaler l'entente qui existe entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier de la boucherie : leurs fêtes sont organisées en commun et les bénéfices répartis entre les deux groupes.

c. — *Objet et mode de placement.* — Dans chaque syndicat, le placement est professionnel, ce qui est excellent. On reproche, il est vrai, aux syndicats de désigner les ouvriers suivant l'ordre de leur inscription sans se préoccuper des aptitudes des ouvriers ni des exigences de celui qui les cherche (1). Mais c'est là un reproche qui manque totalement de fondement et M. Antide Boyer en a fait justice en constatant simplement ce qui se passe dans les syndicats : « quand on nous demande des ouvriers d'une catégorie spéciale, a-t-il dit (2), nous soumettons la liste totale des ouvriers sans emploi aux personnes qui viennent en demander ; nous inscrivons, à côté du nom de ces ouvriers, toutes leurs qualités et nous donnons l'indication des ateliers d'où ils sortent. Nous mettons en un mot tous les renseignements que l'ouvrier nous prie de donner à côté de son nom ; nous montrons

1. M. Léon Guillemin à la Chambre des députés. Séance du 5 mars 1897.

2. Chambre des députés, Séance du 5 mars 1897.

cette liste au patron qui choisit lui-même l'ouvrier qui lui convient ».

Mentionnons que, d'après les statuts de certains syndicats, les membres ne peuvent refuser plus de deux fois les emplois qui leur sont offerts (art. 8 § 1 des statuts de l'association syndicale des professeurs de l'enseignement libre de France et de l'Etranger) (1).

d. — *Conditions du placement.* — Dans tous les syndicats, le placement est essentiellement gratuit pour tous les membres adhérents. Il est même gratuit pour les non syndiqués quand l'association s'occupe d'eux, mais alors généralement elle exige d'eux un léger versement à la caisse de secours.

e. — *Résultats obtenus par les Syndicats.* — Nous n'avons pas de statistique récente qui permette de se rendre un compte exact de l'état actuel du placement opéré par les syndicats ; mais, pour apprécier les progrès que les syndicats ont pu accomplir en ce sens, il suffit de constater la tendance aujourd'hui générale de substituer au placement individuel le placement collectif, et de signaler qu'à l'heure actuelle, par suite de cette tendance, tous les syndicats s'occupent de placement. Si nous remarquons en outre que les opérations de placement, dont nous avons donné le nombre plus haut, ont été accomplies par 390 syndicats seulement (54 patronaux, 323 ouvriers, 13 mixtes), nous pouvons nous faire une idée

1. Ceci paraît résulter, il est vrai, de ce que cette association a une caisse de chômage et que la période dite « de chômage » doit être définie, déterminée. (art. 8).

de la quantité de placements que peuvent accomplir 5.680 syndicats avec 1.061.920 syndiqués !

Ce qu'il y a de certain, c'est que certaines chambres syndicales, celle des boulangers viennois (1) entre autres, ont mené à bien l'œuvre du placement et ont pu se débarrasser de la concurrence des bureaux pour leur spécialité.

Les syndicats patronal et ouvrier de la boucherie se sont unis pour lutter d'un commun accord contre les bureaux de placement, ils ont organisé le placement gratuit et la vente des fonds de commerce à titre gratuit. Les patrons ont accordé leur confiance, et les ouvriers ont désarmé en vue du bien commun (2). Les résultats sont excellents.

Il en est de même pour la charcuterie.

D'une manière générale, d'ailleurs, on peut remarquer que, dans toutes les professions où le placement professionnel et gratuit a été organisé à la suite d'une entente entre les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers, tout autre mode de placement a été rendu inutile (3).

§ 4. — Placement dans les Bourses du Travail.

Aux termes de l'art. 1 du décret du 7 décembre 1895, la Bourse du Travail de Paris, ainsi que ses annexes, a

1. Fondée en 1876.

2. Office du Travail. *La petite industrie*, t. I. *L'alimentation à Paris*, p. 235.

3. Voir sur ce point Jay. *L'organisation du travail par les syndicats professionnels*, p. 16 et 17 note 1.

pour objet de faciliter les transactions relatives à la main d'œuvre, au moyen de bureaux de placement gratuits, de salles d'embauchage publiques et par la publication de tous renseignements intéressant l'offre et la demande du travail. Il y est annexé des bureaux mis à la disposition des syndicats ouvriers et des salles pour les réunions corporatives.

Les syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés, légalement constitués et fonctionnant suivant les prescriptions de la loi du 21 mars 1884, sont admis à occuper un local dans la Bourse du travail et peuvent y établir un bureau de placement gratuit pour les membres de leur profession (art. 2).

Cette idée de créer des Bourses du Travail, telles qu'elles sont constituées aujourd'hui, paraît émaner de M. Ducoux, préfet de police en 1848, qui proposa successivement au conseil municipal de Paris, en 1848, puis à l'Assemblée Nationale en 1851, la construction à Paris, sous la direction de l'Etat, d'une Bourse de travailleurs. Cette Bourse, divisée en compartiments affectés aux différents corps de métiers, devait contenir des bureaux de placement pour les ouvriers et tous les renseignements propres à éclairer le public sur les différents éléments du travail (art. 2).

L'idée ne devait être réalisée qu'en 1886 en exécution d'une proposition que M. Mesureur avait déposée au conseil municipal du 25 juillet 1884, demandant « la création d'une Bourse du Travail destinée... 3° à établir des bureaux tenus par des agents commissionnés et payés à cet effet par la direction de la Bourse pour enregistrer et com-

muniquer aux intéressés les offres et les demandes et remplacer ainsi les bureaux de placement.

Le 5 novembre 1886, le conseil municipal de Paris (1) vota la construction d'une Bourse centrale du Travail, et, en attendant, une annexe fut inaugurée le 3 février 1887. La Bourse centrale, inaugurée le 22 mai 1892, fermée le 13 juillet 1893, a été définitivement rouverte le 8 décembre 1895 avec un nouveau règlement édicté par décret du 7 décembre 1895.

Pour être admis à occuper un local de la Bourse, les syndicats d'ouvriers doivent être régulièrement constitués (2) et faire une demande d'admission au préfet de la Seine qui statue après avis de la commission con-

1. Voir *Annuaire de la Bourse du Travail*, 1887-1888, p. 10. Office du Travail. *Le Placement*, p. 152.

2. On n'admet ni syndicats fictifs ni syndicats mixtes. C'est ainsi que l'exclusion du *Syndicat des infirmiers et infirmières* et l'exclusion du *Syndicat de la marine et des ports* ont été demandées et prononcées parce que ces syndicats étaient fictifs. Dans le premier cas, il s'agissait d'un prétendu syndicat constitué par une seule personne, sans qu'il ait été possible de découvrir d'autres membres. Dans le second cas, le syndicat ne comprenait que deux personnalités : un patron et son employé, dont la profession ne justifiait pas l'affiliation à un syndicat de la marine. C'est ainsi d'autre part que la Commission consultative a voté, après enquêtes, l'exclusion de la *Chambre syndicale des employés d'hôtel*, la *Vigilante*, et de la *Chambre syndicale de la gravure*, parce que ces deux syndicats admettaient des patrons. (Rapport moral présenté au conseil municipal de Paris par la commission consultative de la Bourse du Travail, p. 8).

sultative de la Bourse. Ces demandes doivent contenir pour les syndicats l'engagement de se conformer aux prescriptions des décrets et règlements qui régissent la Bourse (art. 3) mais, une fois admis, les syndicats s'administrent librement et prennent telles dispositions qui leur paraissent utiles pour tout ce qui concerne l'organisation de leurs bureaux, de leurs réunions ou assemblées et de leurs services de placement gratuit, (art. 4), décret du 7 déc. 1895) (1).

a. — *Énumération des Bourses du Travail.* — L'exemple de la municipalité de Paris fut aussitôt suivi par les grandes villes. Des Bourses du Travail furent successivement créées à Marseille, Saint-Etienne, Toulon, Toulouse, Bordeaux (1896), Tours, Nantes, Lyon, Angers, Cholet, Nîmes, Nice, Angoulême, Dijon, Le Havre, Grenoble, etc.

Voici le tableau de ces Bourses depuis 1895 :

Années	Nombre des Bourses	Nombre des Syndicats	Nombre des adhérents
—	—	—	—
1895	34	712	71.791
1896	45	946	144.787
1897	49	1047	166.886

1. Un certain nombre de syndicats s'étaient constitués en fédération après la fermeture de la Bourse du Travail en 1893 et avaient formé une Bourse indépendante rue de Bondy. En 1895, plusieurs ont refusé d'admettre le règlement qui leur était imposé par la Bourse du Travail et ont refusé de quitter leur installation de la rue de Bondy.

Tout récemment, dans le courant d'octobre 1899, une Bourse du Travail vient d'être créée à Albi (Tarn).

b. — *Ressources des Bourses du Travail.* — Les Bourses du Travail ne fonctionnent que sur les ressources du budget de la ville où elles sont établies : c'est une institution municipale, en principe.

A Paris, la Bourse du Travail reçoit une subvention d'environ 200.000 francs (1). Cette somme comprend tous les services de la Bourse, mais il y a un point qui nous intéresse spécialement (art. 9, chapitre VII, du budget de la ville de Paris).

La Bourse du Travail répartit une subvention importante entre les syndicats qui établissent une permanence pour le placement gratuit.

Mais elle n'accorde ces subventions qu'à deux conditions :

1° Que le placement soit essentiellement gratuit. C'est ainsi que la subvention fut refusée au syndicat des insti-

1. Au chapitre XIII du Budget de la ville de Paris pour 1899, nous lisons : art. 24 (p. 340). *Bourse centrale du Travail et annexe. A (bâtiments)*. Propositions de l'administration et de la commission : 47.000 francs. Au chapitre VII, art. 8. *Bourse du Travail*, nous voyons : propositions de l'administration : 480.000 ; de la commission consultative : 201,900 ; de la commission du travail : 181,400. (Rapport de M. Blondeau, n. 196, p. 2). Art. 8 *bis*. Création d'un bureau municipal de statistique et d'économie sociale, 1.000 fr. Art. 9, *Fonctionnement général de la Bourse du Travail*. Propositions du préfet 89.000 ; de la Commission consultative : 110.000 ; de la Commission du Travail : 100.000.

tuteurs et institutrices libres parce que le placement pratiqué par ce syndicat n'aurait pas été gratuit (1).

2° Que la permanence organisée par les syndicats fonctionnât depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente.

En 1897, la subvention allouée par le conseil municipal était de 69.000 francs répartis entre 65 syndicats.

En 1898, la subvention était de 85.000 fr., plus une somme 5.000 francs pour réserve et une autre somme de 5.000 francs pour frais de délégations auprès d'autres groupements ouvriers, ceci dans le but de favoriser les relations entre travailleurs et donner par ce moyen une nouvelle extension aux fédérations de métier et d'industrie (2). Cette réserve permet d'augmenter les subventions de trois syndicats et d'en subventionner six autres qui n'avaient pas le temps nécessaire au 1^{er} janvier (3).

Pour 1899, (4) la commission consultative de la Bourse du Travail avait demandé une somme totale de 110.000 francs :

1° Subvention aux syndicats comme participation aux frais de leurs permanences pour le placement

gratuit 105.000 fr. 00

2° Réserve. 5.000 fr. 00

Total. 110.000 fr. 00

1. Rapport de M. Briat au nom de la Sous-Commission consultative de la Bourse du travail, inséré dans le rapport présenté par M. Fourest au Conseil municipal, 1897, n° 185, p. 7 et 9.

2. Rapport de M. Briat inséré dans le rapport de M. Fourest, 1897, n° 185, p. 10.

3. Rapport de M. Briat, Annexe, n° 2 au rapport de M. Blondeau, 1898, n° 196, p. 15.

4. Rapport de M. Blondeau, 1898, n° 196, p. 11.

c. — *Mode de placement.* — La salle d'embauchage installée dans les bâtiments de la Bourse du Travail est ouverte aux patrons, ouvriers et employés de toute profession, syndiqués ou non. Généralement, quiconque aura une demande ou une offre de travail à faire y aura libre accès (art. 5 décret du 7 décembre 1895.) (1).

Mais en ce qui concerne les offres de travail transmises à la Bourse, en dehors des syndicats y ayant leur siège, la commission consultative a décidé que les offres seraient affichées, mais sans indication de prix, de manière à ne pas troubler l'action syndicale (2).

Les permanences subventionnées doivent être toute la journée (3) à la disposition des travailleurs.

Néanmoins l'éclairage ne durait que jusqu'à minuit et les portes étaient fermées après cette heure là, avant 1898. Pour 1898, il a été décidé de maintenir, en cas de besoin, certains locaux éclairés toute la nuit. On a voulu être utile en agissant ainsi aux employés des omnibus et des tramways, aux cochers, aux garçons limonadiers, restaurateurs, aux employés de bazars, etc. qui ne ter-

1. La grande salle de la Bourse est réservée à des réunions corporatives et professionnelles, ayant pour objets exclusifs l'étude et la défense des intérêts professionnels et économiques des ouvriers. Cette salle peut être affectée également aux cérémonies intéressant le travail. (art. 6, décret du 7 décembre 1895).

2. Rapport moral présenté au conseil municipal de la ville de Paris par la commission consultative de la Bourse du Travail, p. 25.

3. Ou tout au moins pendant un certain nombre d'heures déterminées à l'avance.

minent leur travail qu'à une heure avancée de la nuit et ne pouvaient en conséquence user de la liberté que leur donnait le règlement de la Bourse du Travail puisqu'ils prévoyaient la fermeture des portes à minuit (1).

Le placement est professionnel et il est fait d'après les règlements de chaque syndicat.

d. — *Conditions du placement.* — Le placement est essentiellement gratuit. Tout placement payant serait réprimé immédiatement. C'est ainsi que la commission consultative a demandé l'expulsion du *syndicat des instituteurs et institutrices libres* pour ce motif, entre autres, « que le placement ne serait pas gratuit (2). »

e. — *Résultats obtenus par les Bourses du Travail.* — Du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1897, sur 100 chambres syndicales qui avaient établi une permanence à la Bourse du Travail de Paris, 82 s'occupaient du placement gratuit de leurs membres, 72 avaient reçu une part de la subvention votée par le Conseil municipal pour l'année 1897.

Sur ces 72 chambres syndicales, 52 avaient indiqué le nombre des placements effectués par elles durant les trois premiers trimestres de l'année.

Au total, le nombre des placements à demeure effectués atteignait le chiffre de 8.202 et il y a eu en outre 8.539 placements comme extra, soit en tout 16.741 personnes placées par ces 52 syndicats.

Au 31 octobre 1898, 231 syndicats étaient admis à la Bourse du Travail : 117 étaient désignés pour recevoir une

1. Rapport de M. Fourest, n° 185, p. 2,

2. Même rapport, n° 185, p. 9.

subvention et s'occupaient du placement gratuit de leurs membres ; sur ces 117, 90 avaient donné un état imparfait des résultats obtenus ; du 1^{er} octobre 1897 au 1^{er} octobre 1898, ces 90 syndicats avaient accompli 16.782 placements d'extra et 16,144 placements à demeure, soit au total : 32.426.

Ainsi que le constate le rapport moral de la commission consultative de la Bourse du Travail(1), l'importance des placements effectués par les Chambres syndicales qui ont organisé des permanences témoigne de l'extrême utilité de ces permanences pour les ouvriers des diverses corporations.

Cette importance apparaîtrait mieux encore si les syndicats voulaient donner sans réserve les renseignements statistiques qui leur sont demandés.

Afin de remédier à cet état de choses et d'en éviter le renouvellement, la commission consultative a fait un formulaire uniforme pour le prochain exercice que les syndicats, s'occupant de placement, devront remplir et envoyer tous les mois à la commission.

En outre, la commission consultative, convaincue que les syndicats comprendront l'intérêt qu'il y a, au point de vue général, de fixer comme il convient, avec la plus scrupuleuse exactitude, la statistique du placement à la Bourse du Travail de Paris, a demandé la création d'un service de statistique sous le contrôle de la commission consultative (2).

1. Rapport de 1897, p. 26.

2. Rapport de M. Louis Meyer au nom de la commission consultative de la Bourse du Travail de Paris.

Mais, dit M. Blondeau dans son rapport : « Nous connaissons la cause principale qui empêche les groupements de la Bourse du Travail de fournir les renseignements statistiques qui leur sont demandés. C'est la crainte de voir ces renseignements servir au ministère de l'Intérieur et à la Préfecture de police ». Assurément cette crainte est puérile, car il est évident que ces deux administrations ont pris depuis longtemps toutes leurs dispositions pour avoir sur la Bourse du Travail les renseignements les plus précis. Seulement, ainsi que le fait remarquer M. Blondeau, « le bureau de statistique étant créé, il publiera certainement les renseignements qui lui parviendront et, de ce fait, les deux administrations si redoutées auront entre les mains tous les renseignements qui leur sont si utiles à elles-mêmes et si nuisibles toujours aux groupements ouvriers ». Par suite, il est à craindre : « que les syndicats mettent peu d'empressement à fournir au bureau dont ils demandent la création, les renseignements qu'ils refusent à la Commission consultative » (1).

Heureusement les membres ouvriers de la commission consultative, auxquels les membres du Conseil municipal ont voulu laisser toute liberté afin de leur bien montrer qu'ils ne sont là qu'en vertu d'un règlement qu'ils subissent, ont admirablement dirigé l'organisation syndicale (2). Grâce à cette influence, il est probable, ainsi que le croit M. Viturat (3) : « que la progression des syndicats

1. Rapport de M. Blondeau, 1893, n° 196, p. 4 et 5.

2. Rapport de M. Fourest, (24 décembre 1897 n° 185, p. 2).

3. Rapport à la commission consultative, 1898 n° 196, p. 34.

et leur orientation n'est qu'une affaire de jours et que, comprenant mieux leurs intérêts et leur véritable but, ils fourniront les éléments nécessaires pour que la commission consultative puisse, dans son prochain rapport, donner des chiffres précis indiquant une progression supérieure à celle déjà grande constatée dans l'année 1898 ».

Abstraction faite de tout chiffre d'ailleurs, il suffit de considérer ce qui s'est passé pour certaines industries, notamment l'épicerie et la charcuterie.

Dans le commerce de l'épicerie, les patrons sont abonnés à des bureaux moyennant le paiement annuel d'une somme qui varie avec l'importance de leur maison.

Au syndicat des employés (Bourse du Travail n° 25), une section est réservée à l'épicerie ; le secrétaire nous a donné très aimablement les renseignements suivants sur la grève de décembre 1898 :

a. — Les griefs invoqués étaient les suivants : 1° Exploitation pécuniaire, bien que minime. L'employé à la recherche d'un emploi doit payer un droit d'inscription de 0 fr. 25. L'agence lui donne alors une lettre de recommandation et lui fait payer de 0 fr. 50 à 0 fr. 75, puis on l'envoie dans une maison où, souvent on a déjà envoyé un autre employé la veille, à seule fin de savoir si la place est prise. Si la place est prise ou si l'employé ne s'entend pas avec le patron, on lui change sa lettre, mais parfois avec difficulté.

2° service inquisitorial de renseignements des agences.

Les agences exigent des renseignements et des certificats détaillés, de sorte que le patron sait très bien qui

il embauche, mais l'employé qui ne dispose pas des mêmes moyens d'information ignore souvent chez qui il entre. En outre, certains employés qui ont commis une faute mais qui se sont amendés ne peuvent trouver d'emploi, à cause de la marque infamante inscrite à cette sorte de casier judiciaire et qui empêche toute réhabilitation.

b. — Quel était le *desideratum* des grévistes ?

Le placement par le syndicat des employés.

c. — Quels ont été les résultats de la grève et de la propagande ?

1° Les employés de l'épicerie se sont acquis un certain nombre de sociétés coopératives qui avaient l'habitude de recruter leur personnel exclusivement parmi leurs membres, quelle que fut d'ailleurs leur profession.

2° Un certain nombre de patrons s'adressent maintenant au bureau de la Bourse du Travail.

Pour la boucherie, malgré les conditions défavorables de fonctionnement de la Bourse du Travail de Paris, c'est là que les patrons bouchers, d'accord avec le syndicat de la boucherie, ont adressé leurs demandes pour recruter leur personnel (1).

On peut encore citer les coiffeurs pour lesquels la Bourse a fait 8.552 placements en 1898, les limonadiers-restaurateurs, les cuisiniers, les biscuitiers, les typographes, etc.

Etant donnés les résultats obtenus par la Bourse du

1. Rapport sur les bureaux de placement au Conseil supérieur du Travail.

Travail à Paris, on peut juger des résultats qui ont pu être obtenus en province.

En 1891, la Bourse du Travail de Marseille avait fait 3.348 placements, les syndicats y adhérents en avaient fait 4.658, soit 7.906 en tout, la Bourse de Saint-Etienne en avait fait 1.276, celle de Nîmes 774, soit pour les trois Bourses 8.956 placements.

Quel chiffre doit être atteint aujourd'hui avec plus de 50 Bourses ? Il suffit de rappeler les chiffres de l'accroissement des syndicats pour s'en faire une idée.

Dans tous les cas, un point est certain, c'est que les services rendus par les Bourses du Travail ne sont plus contestables aujourd'hui, et la progression du mouvement syndical permet d'espérer que, dans l'avenir, cette institution arrivera à réaliser tous les bienfaits que, dans l'esprit de ses fondateurs, elle est appelée à procurer (1).

SECTION IV. — *Placement par les bureaux municipaux gratuits*

En 1891, le résumé des opérations de placement effectuées en France par 24 bureaux municipaux gratuits (dont 10 établis à Paris) donnait un total de :

24.805 demandes d'emplois,

13.292 offres d'emplois,

10.856 placements (2).

1. Voir le rapport de M. Mesureur au Conseil municipal de Paris (1886). Voir aussi l'art. 1 du décret du 7 décembre 1895.

2. Ces chiffres donnent les résultats des opérations de 20 bureaux seulement ; les bureaux de Jarville près Nancy (Meur-

Les dix bureaux de Paris donnaient, à eux seuls, les résultats suivants :

18.508 demandes d'emplois,
11.676 offres d'emplois,
9.472 placements.

Le bureau de Levallois-Perret, le plus ancien, donnait :

1.600² demandes d'emplois,
400 offres d'emplois,
400 placements.

Les neuf autres bureaux qui avaient envoyé à l'office du travail le résultat de leurs opérations, ceux de Bordeaux (Gironde), Sainte-Menehould, Vitry-le-François et Sézanne (Marne), Lille, Cambrai et Caudry (Nord), Flers et La Ferté-Macé (Orne) avaient donc obtenu :

4.697 demandes de travail,
1.216 offres,
984 placements.

En 1896, la ville de Paris avait à elle seule 16 bureaux qui donnaient un mouvement de :

52.955 demandes d'emplois,
45.197 offres d'emplois,
34.236 placements.

En 1899, ces mêmes bureaux ont opéré 58.582 placements !

the-et-Moselle), Le Havre (Seine-Inférieure), Noisy-le-Grand (Seine-et-Oise) et Nantiat (Haute-Vienne) n'avaient pas indiqué les résultats de leurs opérations.

L'importance de ces chiffres impose l'attention sur cette institution ; c'est là en effet, nous le croyons, une des institutions d'avenir dont l'organisation et le fonctionnement attirent en ce moment les préoccupations des législateurs et des municipalités. Nous allons exposer la situation actuelle de ces bureaux et indiquer les mesures qui viennent d'être prises pour en faire un véritable service public.

§ 1. — Enumération des bureaux municipaux gratuits.

Par décret des 8-10 mars 1848, le Gouvernement provisoire avait décrété qu'il serait établi dans chaque mairie de Paris un bureau gratuit de renseignements. « Ces bureaux devaient dresser les tableaux statistiques de l'offre et de la demande de travail ; ils devaient faciliter et régulariser les rapports entre les personnes qui cherchent un emploi ou du travail, d'une part, et celles qui demandent des travailleurs ou des employés, de l'autre. »

Ce décret n'a pas été sérieusement appliqué, et, bien qu'il n'ait jamais été abrogé, personne n'a jamais songé à en invoquer même le principe.

Ce n'est qu'en 1883 que la commune de Levallois-Perret (banlieue de Paris) constitua un bureau de placement gratuit. Cet exemple fut suivi par le Conseil municipal de Lille (Nord) qui décida, le 18 avril 1884, qu'un bureau de renseignements spécialement affecté à l'offre et à la demande de travail serait installé dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville, et qu'il serait créé une commission spéciale de huit membres, dont quatre désignés par l'administration municipale et quatre pris parmi les conseillers prud'hommes (deux patrons et deux ouvriers).

A Paris, ce n'est que le 15 juillet 1887, à la suite de l'agitation provoquée par les abus des bureaux de placement autorisés, que la municipalité du XVIII^e arrondissement, aidée des membres du bureau de bienfaisance, ouvrit le premier bureau municipal de placement gratuit.

L'année suivante, sur la proposition de M. Lavy et celle de M. Deschamps, le Conseil municipal invitait le Préfet de la Seine à intervenir auprès des maires d'arrondissement afin qu'ils obtinssent, par leur initiative, la création d'institutions de placement analogues à celle qui existait dans le XVIII^e arrondissement.

En exécution de cette délibération, le Préfet de la Seine envoya deux circulaires le 7 juillet et le 15 septembre 1888, aux maires de tous les arrondissements.

Aucun arrondissement ne répondit à la première circulaire, mais, après la deuxième, des bureaux de placement gratuits furent successivement créés par les municipalités : en 1888, dans le XV^e arrondissement (15 octobre), le I^{er} (30 octobre), le III^e (15 novembre), en 1889, dans le VI^e (7 janvier), le IV^e (11 mars), le V^e (1^{er} mai), le XIV^e (12 mai), en 1890, dans le XVII^e (janvier), en 1891, dans le II^e (1^{er} avril) et le XIII^e (12 septembre).

A l'heure actuelle, Paris possède 16 bureaux de placement municipaux gratuits.

Seuls, les VII^e et VIII^e, XI^e et XVI^e arrondissements n'en ont pas constitué : le XI^e et le XVI^e ont des sociétés d'assistance par le travail (1), qui s'occupent aussi du placement et elles ont jugé le cumul inutile. Les VII^e et VIII^e n'ont ni bureau municipal ni œuvre analogue : « au VII^e

1. Ce sont : la Société du travail du XI^e arrondissement et

arrondissement, dit M. Le Bailly, on ne voit pas la nécessité d'un bureau sous aucune forme ; les fortes industries trouvent facilement des ouvriers. Il y en a peu de petites, les grosses maisons bourgeoises et les hôtels ne viendraient pas à la mairie. On ne fera donc rien » (1). Quant au VIII^e arrondissement, il n'y a pas à proprement parler d'industrie. « Il est pris, de temps à autre, dit M. Le Bailly, note officieuse de certaines offres et demandes sur un livre spécial ; ce livre est soumis aux administrateurs du bureau de bienfaisance, qui cherchent à donner satisfaction dans leurs relations personnelles ». La municipalité s'occupe, il est vrai, avec le comité de la caisse des écoles, du placement gratuit des enfants au sortir de l'école, mais elle ne fait rien pour les adultes.

Il est regrettable que ces quatre arrondissements n'aient pas suivi l'exemple des autres, car assurément leurs bureaux rendraient des services. M. Le Bailly cite d'autres arrondissements, notamment le X^e, qui étaient opposés aux bureaux de placement gratuits ; ils en ont créé depuis, et ces bureaux fonctionnent avec succès ; ce qui prouve qu'ils étaient dans l'erreur.

En province, nous savons que des bureaux municipaux de placement gratuits ont été successivement fondés en 1888 à Bordeaux, en 1889, dans la Marne à Sainte-Mene-

l'Union d'assistance du XVI^e. Cependant, d'après le rapport de M. Labusquière (1897) n° 151, p. 9, M. Chaune, conseiller municipal du XI^e, a demandé qu'un bureau municipal soit créé dans le XI^e arrondissement. En réalité, ajoutait M. John Labusquière, il devrait y en avoir un dans chaque arrondissement.

1. Le Bailly.

hould, Vitry-le-François et Sézanne, dans le Nord à Cambrai et à Caudry, dans la Seine-Inférieure au Havre, dans la Seine-et-Oise à Noisy-le-Grand, en 1891, dans la Meurthe-et-Moselle à Jarville près Nancy, dans l'Orne à Flers et à La Ferté-Macé, dans la Haute-Vienne à Nantiat. En outre, les municipalités de Rouen et de Poitiers ont fait installer, à l'Hôtel-de-Ville, des tableaux sur lesquels toute personne habitant la ville peut se faire inscrire pour offre ou demande d'emploi.

Nous n'avons pas d'indications précises sur l'état des bureaux municipaux de province à l'heure actuelle ; mais, étant donnée l'augmentation des Bourses du Travail qui constituent elles aussi des institutions municipales, dans lesquelles même se trouve installé parfois, comme à Bordeaux, le bureau municipal de placement gratuit, il est évident qu'il suffirait d'une indication de la loi ou de l'administration aux municipalités pour faire éclore aussitôt une série de bureaux de ce genre.

§ 2. — Organisation des bureaux municipaux.

Nous avons dit qu'à Lille le bureau municipal avait été organisé par la municipalité avec le concours des conseillers prud'hommes. C'est un employé, nommé par le maire sur la proposition de la commission de surveillance et rétribué par la ville, qui est chargé des inscriptions des demandes et offres d'emploi.

A Paris, au XVIII^e arrondissement, le bureau, qui a servi de bureau type, a été organisé par la municipalité et les membres du bureau de bienfaisance : un agent

comptable et un garçon de bureau sont chargés des opérations sous la surveillance d'une commission de contrôle composée du maire, des adjoints et de 5 membres du bureau de bienfaisance (2 administrateurs, 3 commissaires).

C'est cette organisation qui a été proposée comme modèle : dans sa circulaire du 7 juillet 1888 dont nous avons parlé plus haut, M. Poubelle, préfet de la Seine, s'exprimait ainsi :

« J'appelle tout particulièrement votre attention sur l'institution due à l'initiative de MM. les membres du bureau de bienfaisance du XVIII^e arrondissement ; elle a rendu d'utiles services à la population laborieuse et a un but éminemment moralisateur.

« Je vous prie de vouloir bien rechercher s'il ne serait pas possible, en faisant appel au concours des habitants de votre arrondissement, de créer des bureaux de placement semblables et je serais heureux d'apprendre que vos efforts ont été couronnés de succès ».

C'est dans cet esprit que les bureaux municipaux de placement gratuit ont été successivement constitués par les municipalités, soit avec le concours de sociétés philanthropiques comme dans les I^{er}, III^e, IV^e, VI^e, XIII^e et XV^e arrondissements, soit avec le concours des membres du bureau de bienfaisance comme dans le II^e et le V^e, soit avec les membres du bureau de bienfaisance et les administrateurs de la caisse des Ecoles dans le XIV^e arrondissement.

Un seul de ces bureaux, celui du VI^e a 3 employés ; les

bureaux des I^{er}, III^e, IV^e, X^e, XVIII^e et XX^e ont 2 employés, les 9 autres n'ont qu'un seul employé.

La commission qui les surveille est toujours composée du maire et des adjoints, auxquels viennent se joindre suivant les cas, soit un certain nombre d'adhérents quand le bureau a été organisé par une société philanthropique, soit un certain nombre de délégués de la commission administrative du bureau de bienfaisance quand le bureau est organisé de concert avec les membres du bureau de bienfaisance; dans le XIV^e arrondissement, la commission comprend en outre quatre délégués du conseil d'administration de la caisse des écoles. Mentionnons que, dans les I^{er} et XIV^e arrondissements, le député et les conseillers municipaux sont membres de droit de la commission.

Dans tous les cas, ce qu'il faut bien remarquer c'est que ces bureaux, organisés par l'initiative des municipalités et des habitants des quartiers, sont en dehors du service administratif et fonctionnent comme institutions privées.

§ 3. — Fonctionnement des bureaux municipaux

Nous avons dit que la plupart de ces bureaux n'avaient qu'un seul employé, six en ont 2, un seul en a 3. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les heures d'ouverture de certains bureaux paraissent insuffisantes. Le bureau du II^e arrondissement n'est ouvert en effet que 2 heures par jour, les bureaux du V^e, du VI^e, du X^e ne sont ouverts que 3 heures par jour; les bureaux du I^{er}, du IX^e, du XII^e, du XIV^e, du XVIII^e sont ouverts 4 heures par jour, celui du XX^e est ouvert 5 heures par jour.

Il est évident que c'est insuffisant.

Quelques bureaux restent ouverts plus longtemps, il est vrai : le bureau du XIV^e est ouvert 6 heures et demie, ceux du IV^e et du XVII^e restent ouverts 7 heures, ceux du XV^e, et du XIII^e 7 heures et demie, enfin celui du III^e, 9 heures par jour.

Ainsi que le faisait déjà remarquer dans son rapport de 1897 M. John Labusquière, « les heures d'ouverture et de fermeture des divers bureaux sont très variables ; il y en a de notoirement insuffisantes. Il est de toute urgence que les bureaux qui se trouvent dans ce dernier cas apportent sur ce point les modifications nécessaires » (1).

Dans son rapport de 1899, M. Achille ajoutait : « On comprend peu en effet, qu'un bureau de placement ne soit pas ouvert dans la journée, et le matin et l'après-midi ; on ne comprend pas davantage qu'il ne soit ouvert, comme en certaines mairies, qu'une heure ou deux, *à la fin de la journée*. Et l'on se demande pourquoi tous les bureaux de placement ne reçoivent pas le public à des heures uniformément fixées, de neuf heures à midi, par exemple, et de deux heures à cinq heures.

« Cela permettrait aux patrons et aux ouvriers de s'adresser aux divers bureaux à tout moment sans hésitation ni fausses démarches. Il en résulterait de grands avantages et pour les travailleurs en quête d'ouvrage et pour les patrons ayant un besoin immédiat d'employés ou d'ouvriers. Les uns et les autres sauraient qu'à défaut de réus-

1. Rapport de M. John Labusquière (1897) n° 151. p. 6.

site dans une mairie, ils pourraient à toute heure et dans le même temps s'adresser à une autre. »

M. Achille exprimait en conséquence le désir qu'une règle uniforme et des heures communes d'ouverture fussent adoptées par tous les bureaux municipaux de placement qui sont devenus, disait-il, de véritables services publics étroitement liés à notre organisation administrative et municipale, et il concluait ainsi sur ce point : « Nous voulons espérer que la Commission des bureaux de placement, qui se réunit périodiquement à la Direction des Affaires municipales, prendra à tâche de réaliser le vœu que nous exprimons et qui constitue, à notre avis, une des plus urgentes réformes à effectuer si l'on veut mettre les bureaux de placement en situation de répondre aux besoins du public spécial qui use de leur utile intermédiaire » (1).

Ce n'est pas seulement quant au nombre des employés, à la constitution des commissions de surveillance et au nombre d'heures d'ouverture des bureaux que nous trouvons entre les bureaux municipaux de placement gratuits à Paris les dissemblances les plus grandes, c'est aussi au point de vue du système de comptabilité et de la méthode de statistique qu'ils emploient pour constater leurs opérations.

Sur le premier point, le Conseil municipal de Paris vient de rendre la décision suivante :

« Le Conseil,

Considérant qu'il importe de répartir équitablement

1. Rapport de M. Achille (1899) n° 57, p. 13 et 14.

entre les divers bureaux municipaux de placement gratuit la subvention inscrite au budget ;

Qu'une telle répartition n'est possible qu'à la condition d'être opérée sur une base certaine, établie au moyen de statistiques exactes et sincères ;

Qu'il est nécessaire d'assurer un contrôle permanent des opérations de chaque bureau ;

Que, pour atteindre ce but, il y a lieu d'unifier l'organisation des divers bureaux de placement en ce qui concerne la comptabilité des offres et des demandes d'emplois et des placements effectués ;

Vu le rapport n. 57 de 1899, présenté par M. L. Achille, au nom de la deuxième Commission (1) ;

Délibère :

Article premier. — L'Administration est invitée à dresser les modèles :

1° D'un registre destiné à recevoir les offres d'emploi.

2° D'un registre destiné à recevoir les demandes d'emploi.

3° D'un imprimé destiné à recevoir la mention du refus ou de l'acceptation du patron.

Article 2. — Ces divers modèles seront transmis aux bureaux municipaux de placement, qui devront les mettre en œuvre à partir du 1^{er} août 1899. »

Quant à l'unification de la méthode de statistique, elle

1. La 2^e Commission (*Administration générale. Police. Sapeurs-pompiers. Domaine*) est composée de MM. Alfred Lamouroux, président ; Grébauval, vice-président ; Deville, secrétaire ; L. Achille, Alpy, Cornet, Despatys, Ruel, Georges Villain, Bernier, Desplas, Levée.

ne saurait tarder si l'appel pressant de M. Achille est écouté : « Une autre réforme essentielle, disait-il le 21 juin 1899 (1), s'impose à l'attention de la Direction des Affaires municipales, qui centralise les résultats obtenus par les divers bureaux de placement. Cette réforme consiste à apporter plus de clarté dans les rubriques figurant sur les tableaux de statistique destinés à nous renseigner sur les diverses opérations des bureaux, et notamment sur le nombre de placements effectués.

Il est à remarquer, en effet, que les bureaux de placement interprètent très diversement le sens qu'il faut attribuer aux classifications suivantes :

Placements à demeure ou définitifs.

Placements à la journée, extras, corvées.

Autrement dit, lorsqu'un emploi a le caractère d'un placement permanent ou de durée, on doit le classer dans les placements à demeure ou définitifs. Lorsqu'il n'a, au contraire, comme les coups de main, les courses, les corvées passagères, les extras, qu'un caractère essentiellement provisoire, on doit le classer dans les placements à la journée.

« D'autre part, certains bureaux classent dans les placements à la journée quelques professions classées par tous les autres dans les placements à demeure.

Exemple : Dans un de ses relevés, le X^e arrondissement, notamment, classe dans les placements à la journée 1909 apprentis. Il est difficile d'admettre cette classification, car la qualité d'apprenti implique nécessairement un pla-

1. Rapport de M. Achille (1899), n° 57, p. 14.

cement de longue durée, et par conséquent un placement à demeure.

« Il est donc nécessaire, au point de vue de la clarté des statistiques, de s'entendre définitivement sur le sens qu'il faut attacher aux termes des classifications à observer » (1).

M. John Labusquière avait déjà signalé en 1897 la nécessité de cette réforme : « Sous la rubrique on ne peut plus vague *Divers*, figure un grand nombre de demandes, d'offres, de placements à demeure et à la journée, et ceci a son importance, car il est matériellement impossible de démêler sur quelles catégories de travailleurs ont porté ces diverses opérations. Or il est indispensable, à tous les points de vue, de pouvoir analyser, jusque dans le détail, le fonctionnement de nos bureaux de placement gratuits » (2).

Nous croyons en effet que l'emploi d'une méthode de statistique uniforme s'impose d'une manière absolue, mais après la réforme du système de comptabilité qui vient d'être votée et qui est déjà appliquée, on peut considérer la deuxième réforme comme accomplie, car une simple circulaire préfectorale nous paraît suffisante pour réaliser cette heureuse innovation. Il suffit que l'attention de l'administration ait été appelée sur ce point pour être assuré que la réforme s'accomplira.

Enfin, et ceci est encore une conséquence de ce que les bureaux, issus de l'initiative privée, ont été orga-

1. Rapport de M. Achille (1899), n° 57, p. 14.

2. Rapport de M. John Labusquière, 1897, n° 151, p. 4.

nisés et fonctionnent sans règle fixe, il faut remarquer qu'il n'y a aucun lien entre les divers bureaux municipaux.

Il en résulte cet inconvénient très grave, c'est que, dans certains bureaux, pour plusieurs industries, il y a eu un excédent d'offres d'emplois et que, faute de communications entre les bureaux, beaucoup d'offres d'emplois n'ont pu être satisfaites ; d'où perte de place pour les intéressés et parfois perte de la clientèle des patrons pour les bureaux (1).

Déjà, dans la séance du 24 novembre 1891, M. Rouanet avait exposé cet inconvénient au Conseil municipal et, appuyant son réquisitoire par des exemples, avait demandé une centralisation des offres et des demandes communiquées, au moyen de l'administration centrale, à tous les bureaux de quartier (2).

Le renvoi à la deuxième commission fut prononcé, mais, dans une séance ultérieure, le Conseil municipal a passé à l'ordre du jour sur cette proposition « attendu que les demandes étant toujours plus nombreuses que les offres il n'y a pas lieu de faire la dépense considérable que nécessiterait la mesure proposée ».

Nous verrons plus loin (3) combien cette déclaration est erronée ; néanmoins la proposition de M. Rouanet n'a pas été renouvelée officiellement. M. Paul Bernard a seulement déposé une proposition tendant à l'établissement du téléphone en vue de relier entre eux les bureaux de placement gratuits.

1. Voir Le Bailly. *Bureaux municipaux gratuits*.

2. Voir Charbonnel. *Etude sur le placement gratuit* (1896).

3. § 8. même section, p. 102.

Sur ce point, il y a tout lieu d'espérer que la réforme s'effectuera bientôt, car M. Achille a déclaré dans son rapport de 1899 : « Je crois pouvoir affirmer que le Conseil municipal ne reculera devant aucun sacrifice pour favoriser le développement de cette œuvre essentiellement démocratique ». Or la dépense de l'établissement et de l'entretien du téléphone entre les divers bureaux ne s'élèverait pas à un chiffre très considérable.

« Nous avons, dit M. Labusquière, demandé à l'administration d'établir un devis de la somme nécessaire pour réaliser le reliement téléphonique.

« Le devis fixe cette somme pour chaque bureau logé dans une mairie, et dans les meilleures conditions, pour assurer un service régulier, à 81 fr. 60 par poste, soit pour les 16 bureaux 1.305 fr. 60 pour les frais de premier établissement et à 4.800 francs de dépense annuelle pour l'abonnement, à raison de 300 francs par poste. »

Cette réforme apparaît donc comme prochaine, et elle produira certainement d'excellents effets.

Dans un temps rapproché, le fonctionnement des bureaux municipaux sera donc assuré d'après les règles uniformes en ce qui concerne :

- 1° les heures d'ouverture des bureaux ;
- 2° le système de comptabilité ;
- 3° la méthode de statistique ;
- 4° les communications entre bureaux.

§ 4. — Objet du placement.

Les bureaux municipaux de placement gratuit font le

placement de toutes les catégories de travailleurs des deux sexes.

En analysant les statistiques des opérations de ces bureaux, on constate que les plus gros chiffres sont atteints par les placements, pour les hommes, de garçons de course, d'apprentis, d'hommes de peine, d'employés aux écritures, de garçons de magasins, etc ; pour les femmes, par les placements de bonnes (clientèle particulièrement profitable aux agences privées), femmes de ménage, couturières, mécaniciennes, cuisinières, lingères, fleuristes, modistes, etc.

On voit que près de la moitié des professions relevées forme la clientèle des agences privées ; les bureaux municipaux gratuits ont donc pour effet d'attirer à eux cette clientèle.

Ajoutons que, sur la demande de M. Giron, depuis 1896 toutes les demandes et offres d'emplois doivent être acceptées par tous les bureaux sans condition de résidence ou de domicile dans l'arrondissement (1). Tout demandeur est ainsi garanti que sa démarche n'a pas été vaine.

§ 5. — Mode de placement.

Quant au mode de placement, il est basé sur l'un des trois systèmes suivants :

a. — *Système du cadre affiche.* — Ce système a été inauguré par le VI^e arrondissement en 1890 (2).

1. Rapport de M. John Labusquière p. 6.

2. Au VI^e arrondissement, une boîte est installée sous le péristyle de la mairie pour recevoir toutes les communications

Il peut être employé de deux manières : L'offre d'emploi est inscrite sur l'affiche avec l'adresse du patron, celui qui cherche du travail peut s'y rendre directement. Le bureau remet alors au patron une lettre qu'il doit renvoyer dès qu'il n'a plus de place vacante, en indiquant le nombre des personnes embauchées par l'intermédiaire du bureau.

Ou bien l'emploi est inscrit sur l'affiche sans l'adresse du patron ; celui qui cherche du travail s'adresse alors à la mairie où on lui remet une lettre d'introduction qu'il doit ensuite rapporter.

b. — *Système de l'inscription.* — Les offres et les demandes de travail sont seulement inscrites ; puis les intéressés passent une ou deux fois dans la journée voir s'il y a des places ; dans ce cas, le demandeur d'emploi est envoyé par le bureau chez le patron avec une lettre de présentation qu'il doit toujours rapporter avec la mention : « Accepté » ou « Refusé ».

c. — *Système du rapprochement personnel.* — Les bureaux qui possèdent un vaste local, ont aménagé une relative au bureau de placement et notamment les offres d'emploi.

Au XVIII^e arrondissement, on a installé, dans les salles d'attente, un bureau sur lequel on place des imprimés que les patrons n'ont qu'à remplir et à mettre dans une boîte ouverte chaque soir.

Mentionnons encore qu'à Lille, d'après le règlement du 18 avril 1884, des tableaux spécifiant les divers besoins par catégories d'industries devaient être appendus sur les murs de la ville et que des renseignements sur les besoins des centres industriels de la région devaient être fournis au public. (*Bulletin adm. de la ville de Lille*, 1890, n^o X).

salle où les personnes qui viennent chercher du travail peuvent attendre. Ce système est surtout employé pour les bonnes et les domestiques : lorsqu'une dame vient chercher une bonne, on fait venir dans le bureau la personne dont la demande correspond le plus à son offre : elles peuvent débattre sur-le-champ leurs conditions et, si elles ne s'entendent pas, on appelle une autre bonne ; c'est le moyen le plus simple et le plus rapide.

C'est dans le but de favoriser ce dernier système de placement que le bureau du XV^e arrondissement a aménagé, dans le cours de l'année 1897, deux salles de réception distinctes pour les offres et les demandes d'emplois.

Dans ce même arrondissement, la Commission surveille le service des bureaux et provoque les offres de travail par tous les moyens en son pouvoir. La propagande se fait par affiches souvent renouvelées et par des démarches que les membres du bureau font auprès des commerçants du quartier.

Ceci montre combien sont peu justifiés certains reproches qui ont été formulés contre les bureaux de placement. On a critiqué le peu d'intérêt qu'apportent à leur tâche les fonctionnaires chargés du placement. On a dit encore : les bureaux municipaux seront insuffisants, leur rôle sera trop automatique, il se réduira à l'ouverture de registres. M. le sénateur Rolland, dans la séance du 17 février 1898 (1), affectait de considérer les bureaux

1. Séance du Sénat, du 17 février 1898.

des mairies comme de simples boîtes aux lettres. Or le placement demande plus d'activité.

Tous ces reproches tombent devant l'évidence des faits ; non seulement l'exemple du XV^e arrondissement a été imité ailleurs : ainsi que l'a très bien dit M. Paul Strauss dans la même séance du Sénat, le bureau de placement municipal peut être aussi un instrument de recherche et c'est dans cet esprit qu'a été créé le bureau du IX^e arrondissement, mais encore l'un des secrétaires d'un des bureaux municipaux que nous avons visités nous disait : « Il faudrait que chaque bureau ait 2 employés dont l'un serait chargé des écritures ; l'autre plus au courant du placement examinerait les certificats et irait visiter les industriels et commerçants de l'arrondissement pour solliciter les offres de travail. »

On voit par là combien est éloignée de l'esprit de ces fonctionnaires l'indifférence qu'on leur impute. Sans doute il importe de bien choisir les gérants des bureaux municipaux, car ce poste exige de nombreuses qualités d'intelligence, de souplesse et de tact, mais, à en juger par ceux que nous avons visités, nous pouvons affirmer que les secrétaires des bureaux municipaux sont à la hauteur de leur tâche et comprennent admirablement leur mission.

D'après l'enquête personnelle que nous avons faite, nous pouvons assurer que, le jour où les réformes d'unification, dont nous avons parlé dans le paragraphe précédent, auront été accomplies, si l'on donne aux bureaux municipaux, un local bien approprié et un personnel suffisant, le mode de placement ne laissera rien à désirer.

§ 6. — Conditions du placement.

Le placement opéré par les bureaux municipaux est essentiellement gratuit.

Dans le IX^e arrondissement, M. Soudoyen a eu l'heureuse idée de faire placer des troncs dans la salle d'attente. Souvent les patrons demandent : « Combien vous dois-je » ? — Absolument rien, répond l'employé, mais, si vous désirez encourager l'œuvre, il y a là des troncs ». Et ils versent 2, 3 francs, quelquefois plus. De leur côté, beaucoup de domestiques, d'ouvriers même, contents d'avoir trouvé une place, déposent 10 sous, 20 sous dans la caisse de l'œuvre. D'autres mettent davantage ; dernièrement un concierge, à qui on venait de procurer une bonne place, a donné 10 francs. Il est évident que ces offrandes volontaires ne modifient en rien le caractère essentiellement gratuit du placement opéré dans ces bureaux.

§ 7. — Ressources des bureaux municipaux.

D'après la circulaire du préfet de la Seine, en date du 16 juillet 1888, « les ressources nécessaires au fonctionnement de cette institution ont été fournies, à l'origine, par des cotisations volontaires, puis par des fêtes organisées par la municipalité de l'arrondissement ». Nous savons qu'il s'agissait du XVIII^e.

Au XIV^e, la première ressource a été une avance de 500 francs versée à titre gracieux et à charge de remboursement par la Caisse des écoles.

A l'heure actuelle, les ressources des bureaux municipaux proviennent encore des subventions, des dons, des cotisations et du produit des fêtes données par les municipalités.

La principale ressource consiste dans la subvention accordée par le Conseil municipal de Paris et répartie entre les divers bureaux aussi équitablement que possible : cette subvention est aujourd'hui de 35.000 francs (1).

En 1897, les mairies avaient demandé pour 1898 une subvention de 39.950 francs ; mais le rapporteur M. John Labusquière proposa de ne pas augmenter la subvention de 35.000 francs parce que tous les bureaux, sauf celui du XII^e arrondissement, avaient des réserves importantes : (2) « Nous ne pensons pas que nos bureaux, assurés du concours matériel de la ville de Paris, aient un si grand besoin de réserves. Sans doute il est souhaitable que l'esprit de sage économie, sans parcimonie, préside à leur gestion ; mais il n'est pas utile qu'ils thésaurisent et qu'ils se créent des réserves trop fortes. Il faut qu'ils se fassent à cette idée que la subvention n'a d'autre but que d'assurer leur fonctionnement et qu'elle se proportionnera naturellement et fatalement à leurs besoins, sur le vu de leur comptabilité et de leur exacte situation financière. »

1. En 1888, la subvention était de 500 francs ; en 1891, elle était de 15.500 francs pour 10 bureaux ; en 1894, de 20.500 francs pour 12 bureaux ; depuis 1897, elle est de 35.000 francs pour 16 bureaux.

2. Le montant de ces réserves s'élevait à 31.869 francs 24 c. ; le bureau du IX^e arrondissement seul avait en caisse 6917 fr. 18.

« En résumé, concluait M. John Labusquière (1) à l'exception du bureau du XII^e arrondissement, qui n'a pas de ressources dues aux concours privés et qui, du reste, a besoin d'une réorganisation plus complète et appropriée à ce qu'il doit rendre, la situation financière des bureaux est bonne ou très bonne, ce qui nous conduit à ne pas demander un relèvement de la subvention globale votée l'an passé par le Conseil municipal. ».

Pour 1899, la subvention n'a pas été augmentée. Certains bureaux cependant, invoquant la raison tirée de l'accroissement du nombre de placements effectués, avaient demandé une élévation du chiffre du crédit qui leur avait été alloué en 1898. Mais la commission a estimé qu'aucune modification n'était possible à cause de la difficulté de répartir équitablement la subvention. Avec le nouveau système uniforme de comptabilité, qui vient d'être mis en vigueur le 1^{er} août 1899, un contrôle efficace et permanent de la situation des divers bureaux municipaux de placement sera possible et le Conseil sera « en état d'opérer dès l'année prochaine une répartition méthodique et équitable des ressources dont peut disposer la ville de Paris pour assurer le développement de cette institution démocratique (2) ».

En outre de la subvention du Conseil municipal, certains bureaux reçoivent une subvention de l'Etat; c'est ainsi que le bureau du II^e et celui du III^e reçoivent de l'Etat cinq

1. Rapport de 1897, n° 151, p. 8.

2. Rapport de M. Achille. (1899) n° 57. p. 14 et 15.

cents francs, les bureaux du IX^e et du XX^e une subvention de trois cents francs.

Enfin les dons et les cotisations viennent augmenter un peu les ressources de ces bureaux (1). C'est le XIII^e arrondissement qui a recueilli la plus forte somme: 869 fr.50; les bureaux situés dans les arrondissements peut-être les plus pauvres, le XIX^e et le XX^e, ont recueilli, celui du XX^e: 521 francs, celui du XIX^e: 367 francs 50.

Nous allons voir qu'avec ces ressources relativement peu importantes les bureaux municipaux ont obtenu des résultats remarquables.

§ 8. — Résultats obtenus par les bureaux municipaux.

En 1898, les 16 bureaux municipaux de Paris ont reçu :

72.068 demandes	}	25. 658 hommes.
		46. 410 femmes.
et 59. 317 offres de travail	}	13. 013 hommes.
		46. 304 femmes.

Le nombre des placements effectués par les 16 bureaux municipaux de Paris a été en 1898, de 58.582 qui se décomposent ainsi :

41.077 placements à demeure	}	11. 472 hommes.
		29. 399 femmes (2).
17.505 placements à la journée (extra)	}	5. 257 hommes.
		12. 248 femmes.

1. Il faut ajouter le produit des fêtes données au profit de l'œuvre. Peut-être pourrait-on organiser des fêtes plus fréquentes.

2. Il y a une erreur d'addition dans la statistique de l'année

En 1891, les 16 bureaux de Paris ne donnaient que 9.472 placements !

Ainsi en 7 ans le nombre des placements effectués par ces bureaux a plus que quintuplé.

Et cependant nous avons vu que le personnel et le nombre d'heures d'ouverture des bureaux étaient insuffisants ; nous savons en outre que beaucoup d'ouvriers placés négligeant de rapporter la lettre d'introduction que leur a donnée le bureau et que beaucoup de patrons, qui ont embauché des employés par l'intermédiaire du bureau, oubliant d'en indiquer le nombre, les résultats sont incomplets ; enfin, et ceci est une observation des plus graves, nous constatons que, dans certains bureaux et pour certaines professions, le nombre des offres de travail est supérieur au nombre des demandes, et que, faute de communication entre les bureaux, un grand nombre de demandes formulées par les patrons n'ont pu être satisfaites.

En 1897, M. John Labusquière signalait six bureaux, ceux des II^e, III^e, V^e, X^e, XVII^e et XIX^e arrondissements qui avaient réuni en 1896 un chiffre total de 23.837 offres contre 20.880 demandes d'emplois, soit un excédent de 2.957 offres.

Pour 1898, nous trouvons, en ce qui concerne les hommes, dans les VI^e, X^e et XII^e, 4.131 offres de travail contre 2.667 demandes, soit un excédent de 1.464 offres ; en ce qui concerne les femmes, dans les V^e, X^e, XIV^e, XVII^e,

1898, annexe au rapport de M. Achille (1899) n° 57, p. 20. Les chiffres de ce tableau ne concordent pas exactement avec ceux que M. Achille donne à la page 2.

XVIII^e, XX^e, 16.142 offres de travail contre 8,696 demandes, soit un excédent de 7.446. L'excédent total est de 8.910 offres de travail (1).

Il est à remarquer que certains métiers ont suscité un nombre d'offres de travail supérieur à l'ensemble des demandes dans tous les arrondissements réunis : c'est ainsi que 5.148 emplois d'apprentis ont été offerts alors que 2.398 seulement ont été demandés, et que nous trouvons :

5.539 couturières demandées,	4.852	présentées
1.700 lingères	—	1.373 —
2.848 fleuristes	—	1.087 —
1.323 modistes	—	697 —
1.768 mécaniciennes	—	1.497 —
10.135 de métiers divers—	9,069	—

On peut, sans exagération, évaluer à 7 ou 8.000 le nombre de placements qui auraient dû être opérés en plus si, d'une part, les bureaux avaient pu communiquer entre eux et se signaler les excédents des offres de travail, et si, d'autre part, par la centralisation de toutes les opérations de placement dans un bureau de statistique ou de placement central, on avait pu se rendre compte du manque de bras dans ces industries où précisément le chômage est si fréquent et attirer vers ces industries des forces venues d'ailleurs, soit de métiers différents, soit de pays différents.

En somme cette institution des bureaux municipaux a donné à Paris des résultats vraiment prodigieux.

1. Annexe au rapport Achille, 1899, n° 57, p. 15.

Pour mieux apprécier, il faut se rappeler combien cette institution, en outre des difficultés d'ordre matériel que nous avons signalées : faibles ressources, insuffisance du nombre des employés, des locaux, des heures d'ouverture des bureaux, a eu à lutter contre les attaques des placeurs (1), contre la suspicion des socialistes (2) et surtout contre l'ignorance du public (3).

1. « Dans la commune dont j'ai été le maire, disait M. Antide Boyer à la Chambre, j'ai fait ouvrir un registre. Qu'est-ce qui a empêché cette mesure de réussir ? C'est qu'il y avait à côté un placeur qui menaçait tout employé, qui irait se faire inscrire au bureau de la mairie, de ne plus s'occuper de lui. Il faisait un prélèvement, et non seulement il faisait ce prélèvement sur les ouvriers, mais il partageait avec le patron, ou tout au moins patron et placeur allaient, comme on dit vulgairement, manger la bouillabaisse ensemble sur le dos des ouvriers. Dans toutes les communes, il est très simple d'ouvrir un registre où les patrons pourront trouver la liste des personnes sans travail. »

2. Des conseillers municipaux considérant les bureaux municipaux gratuits comme un obstacle au développement du mouvement syndical et de la Bourse du Travail ont déposé le 10 décembre 1891 sur le bureau du conseil municipal un projet de délibération tendant à refuser des subventions aux bureaux municipaux et même à les faire disparaître complètement.

Cette proposition a été renvoyée à la Commission du Travail.

3. Toutes les personnes compétentes à qui nous avons parlé nous ont assuré que si les bureaux gratuits étaient plus connus on les soutiendrait davantage. Pour beaucoup de personnes, en effet, c'est une révélation quand on leur signale l'existence de ces bureaux.

Enfin les adversaires du placement gratuit n'ont épargné aux bureaux municipaux ni diffamation, ni injures : nous avons déjà fait justice (1) de certains reproches formulés contre le rôle trop automatique de ces bureaux, contre l'indifférence du personnel, mais on a encore reproché à ces bureaux la cherté du placement effectué par eux, le défaut de moralité de leurs placements, le défaut d'assortiment ; pour en empêcher la constitution, on a agité la répugnance que la population montre en général à s'adresser à l'administration, puis, quand les bureaux ont été constitués et ont bien fonctionné, on n'a pas hésité à taxer d'exagérées leurs statistiques.

En ce qui concerne la cherté du placement, le reproche a pu être fondé à l'origine pour quelques bureaux : tel bureau sans clientèle devait faire face aux frais du personnel et à des dépenses de premier établissement qui n'étaient pas en rapport avec les chiffres des placements effectués ; tel autre a pu avoir à lutter contre les difficultés résultant d'une organisation défectueuse ayant pour premier effet d'occasionner un excédent de dépenses. (2). Mais aujourd'hui il n'en est plus ainsi, et le coût du placement le plus élevé qui, dans le XII^e arrondissement, était de 6 fr. est tombé à 3 fr. 29 ; dans le XIV, il a été encore abaissé de 1 fr. 89 à 1 fr. 84 malgré une légère diminution du nombre des placements ; à l'heure actuelle, nous croyons que la moyenne du coût de placement ne dépasse pas 0, 80 à 0,90.

1. Voir page 96.

2. Rapport de M. Achille (1899), n^o 57, p. 13.

Quant au défaut de moralité, au peu de garantie qu'offrent les bureaux municipaux sur la moralité des travailleurs, le reproche n'est pas mieux fondé ; dans tous les bureaux, dont nous avons étudié le fonctionnement *de visu*, les secrétaires sont très stricts sur la production des derniers certificats et exigent une attestation du maire si l'ouvrier dit avoir passé quelque temps dans sa famille après avoir quitté sa dernière place ; de plus, par l'habitude qu'ils acquièrent, les employés des bureaux reconnaissent rapidement la valeur des certificats qu'on leur présente et dévoilent les fraudes commises journellement.

Les autres reproches ont été surtout formulés par M. le sénateur Prévot (1). « Est-ce que vous vous imaginez que la mairie va prendre ce soin particulier de bien placer les employés suivant les aptitudes et la place qu'ils désirent ?

« Eh ! bien le placeur, lui, procure cet emploi ; il est l'auxiliaire de l'employé ; il a même un autre intérêt, il contribue à l'élévation des salaires.

« Dans les bureaux de mairie, cela importe peu ; il s'agit de faire des statistiques, d'arriver à 200.000 ou 300.000 placements, sauf à faire jouer aux ouvriers ce rôle des soldats du cirque qui sortent ou qui rentrent indéfiniment, à les faire voltiger tous les huit jours d'une place à une autre ».

M. Prévot, dans le feu de la discussion, s'est laissé entraîner à de regrettables exagérations qui ne sont

1. Séance du Sénat, 17 février 1898.

nullement justifiées par le fonctionnement des bureaux municipaux de Paris tel que nous avons pu le voir.

Nous ne répéterons pas ici les éloges très mérités qu'ont formulés sur M. Soudoyen, secrétaire de bureau du IX^e arrondissement, M. Georges Berry, à la Chambre des députés et M. Strauss, au Sénat, mais nous rappellerons que M. Foussier a donné au bureau municipal de placement du III^e arrondissement une somme de mille francs dont les arrérages sont convertis en un prix annuel de 30 francs accordé à l'ouvrier ou l'employé comptant chez un patron la plus longue durée de services ; nous rappellerons encore que le bureau du VI^e arrondissement donne, sous la forme de livrets de caisse d'épargne, des primes aux domestiques qui, placés par ses soins, sont restés pendant trois ans dans la même place (1).

Est-il permis de voir là des procédés de gens qui n'ont aucun souci de bien placer les employés suivant leurs aptitudes et la place qu'ils désirent ?

En outre, nous avons vu que, dans plusieurs bureaux et pour plusieurs industries, les offres d'emplois sont plus nombreuses que les demandes ; les bureaux municipaux avouent donc qu'ils n'ont pu satisfaire toutes les demandes patronales !

Est-il permis d'affirmer après cela que les bureaux exagèrent le nombre de leurs placements !

Si M. le sénateur Prévot avait étudié *de visu* l'organisation et le fonctionnement des bureaux municipaux de Paris, ses appréciations eussent certainement été différentes.

1. Voir rapport de M. Achille. (1899) n° 57, p. 8.

En réalité, de l'ensemble des résultats obtenus par les bureaux municipaux de Paris, il résulte les constatations suivantes :

1^o la clientèle patronale, loin de désertier nos bureaux, grandit chaque année, ce qui est de nature à y amener une plus nombreuse clientèle de demandeurs ;

2^o près de la moitié des placements effectués sont faits pour des professions qui formaient la clientèle des bureaux payants ; le nombre des placements opérés par ces derniers bureaux en est donc réduit d'autant ;

3^o de réels services sont rendus à une foule de corporations dont les membres n'avaient pas autrefois l'habitude de recourir à un intermédiaire et s'adressaient directement aux patrons : couturières, mécaniciennes, fleuristes, demoiselles de magasins, apprentis (1)

Le Conseil municipal de Paris ne peut donc que s'applaudir de l'appui moral et financier qu'il a prêté aux bureaux municipaux de placement gratuits, ainsi que le disait avec juste raison M. Achille (2), qui ajoutait : « Je crois pouvoir affirmer que le Conseil ne reculera devant aucun sacrifice pour favoriser le développement de cette œuvre essentiellement démocratique qui, depuis 1888, date de la fondation du premier bureau, a arraché un minimum de 250.000 travailleurs au chômage et à l'exploitation des bureaux qu'on appelle par euphémisme des bureaux

1. Rapport de M. John Labusquière (1897) n^o 151. p. 4.

2. Rapport de M. Achille sur la répartition de la subvention de 35.000 francs entre les bureaux municipaux de placement gratuits (21 juin 1899) n^o, 57 p. 1 et 2.

payants, alors qu'ils sont payés très grassement par la clientèle des travailleurs.

« En évaluant à 5 francs le coût d'un placement opéré par les bureaux dits « payants », il résulte du chiffre des placements cité plus haut que les bureaux municipaux de placement gratuit ont économisé aux travailleurs, depuis leur création, 1.250.000 francs.

« Nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'importance de ce chiffre ».

TITRE II. — Placement payant.

Le placement payant est pratiqué en France par des bureaux de placement que, suivant l'article premier du décret du 25 mars 1852, « nul ne pourra tenir, sous quelques titres et pour quelques professions, places et emplois que ce soit, sans une permission spéciale délivrée par l'autorité municipale, et qui ne pourra être accordée qu'à des personnes d'une moralité reconnue ».

D'après l'Office du Travail, il y avait en France, en 1891, 1.374 bureaux autorisés, dont 369 dans le département de la Seine ; 994, dont 216 dans la Seine, avaient répondu à la demande de renseignement formée par l'Office du Travail.

Les opérations de ces 994 bureaux autorisés se subdivisaient ainsi :

2.495.079 demandes d'emplois.

938.237 offres d'emplois.

459.459 placements à demeure.

361.991 placements à la journée, extras.

Dans le département de la Seine seul, nous relevons :

1.977.540 demandes d'emplois.

570.770 offres d'emplois.

263.518 placements à demeure.

302.532 placements à la journée (extras etc.).

A l'heure actuelle , la situation est à peu près la même nous a-t-on dit à l'Office du Travail.

Néanmoins, nous devons signaler qu'en 1891, il existait 369 bureaux autorisés dans le département de la Seine et qu'au 1^{er} janvier 1899 il n'en existait que 294. Nous trouvons en effet, pour les trois dernières années, le nombre de bureaux suivant :

Au 1 ^{er} janvier.	1897	1898	1899
	—	—	—
A Paris	280	279	278
Dans la banlieue.	16	16	16

§ 1. — Création des bureaux payants.

Nous avons donné plus haut le texte de l'art. 1^{er} du décret du 25 mars 1852.

Depuis cette date, aucun bureau ne peut être créé sans une permission spéciale délivrée par l'autorité municipale, à Paris par le préfet de police (ord. 5 octobre 1852).

Cette nécessité d'une autorisation préalable a fait naître une très vive controverse sur le point de savoir quel-

le est la nature du droit des tenanciers (1) de bureaux de placement autorisés.

M. Bovier Lapierre n'a pas hésité à déclarer que c'était une délégation de l'autorité et pas autre chose (2). M. Georges Berry ne voit aussi là qu'une autorisation révocable *ad libitum*, une concession à durée limitée (3).

M. Julien Goujon, au contraire, a posé très nettement la question devant la Chambre des Députés ;

« Le double problème qui se pose est celui-ci : 1° Le placeur exerce-t-il sa profession ou son industrie en vertu de la loi de 1791 (4), ou l'exerce-t-il en vertu, seulement du décret de 1852 ? 2° Le placeur est-il propriétaire légitime de son fonds ou n'existe-t-il qu'en vertu d'une simple tolérance ? N'a-t-il, en d'autres termes, qu'un droit de jouissance, une propriété précaire dont il peut être dépouillé, *ad nutum*, par l'administration » ?

Et M. Julien Goujon, s'appuyant sur un jugement du tribunal de simple police de Paris rendu le 1^{er} février 1849 (5), soutenait que le placeur exerce son droit en ver-

1. Le mot *tenancier* a souvent été mal interprété. Nous l'employons, parce que le décret dit : « nul ne pourra *tenir*... ». mais nous le considérons comme synonyme de *gérant*.

2. Chambre des Députés. Séance du 12 mars, 1897.

3. Chambre des Députés. Séance du 12 mars, 1897.

4. C'est la loi qui proclame la liberté du commerce et de l'industrie.

5. En 1848, le préfet de police Caussidière avait, par un simple arrêté, supprimé purement et simplement les bureaux de placement ; mais un jugement du tribunal de simple police de Paris, rendu le 1^{er} février 1849, refusa de faire application de cet arrêté par les motifs suivants : « que les bureaux de placement

tu de la loi de 1791, et que la nécessité de l'autorisation pouvait être une entrave au libre exercice, mais ne transformait pas la nature du droit des placeurs, ne détruisait pas le caractère de propriété qui appartient au tenancier d'un bureau de placement (1).

L'intérêt de la question est considérable, car, suivant que l'on adopte l'une ou l'autre opinion, on décide que les bureaux de placement peuvent être supprimés sans indemnité ou qu'ils ne peuvent être expropriés que moyennant une juste et préalable indemnité.

A notre avis, la question ne peut soulever un doute sérieux : il nous paraît évident que les bureaux de place-

tels qu'ils étaient établis avant le dit arrêté constituaient une industrie qui n'avait rien d'illicite ni de contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public ;

« Que cette industrie se trouvait protégée et garantie par l'article 7 de la loi du 17 mars 1791 en vertu duquel il est libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art et métier, qu'elle trouve bon ;

Que tout placeur, en payant patente et en se conformant aux règlements de police, était en droit d'exercer sa profession, et qu'il ne peut en être dépouillé par le caprice de l'autorité ;

« Que l'arrêté du 28 mars 1848 a été rendu d'urgence et dans des circonstances où il n'a pas été permis au préfet de police d'alors de calculer l'étendue et la portée de ses attributions.

« Que cet arrêté a eu pour résultat évident d'anéantir une propriété privée, une profession utile et protégée par la loi, ce qui excède en tous points le pouvoir municipal ;

En conséquence le Tribunal disant que l'arrêté du préfet de police du 28 mars 1848 a été rendu en dehors de ses attributions, le déclare illégal, en conséquence nul et de nul effet ».

1. Chambre des Députés. Séance du 12 mars 1897.

ment, tels du moins qu'ils sont organisés depuis le décret de 1852, ne peuvent être l'objet d'un droit de propriété au profit des titulaires de l'autorisation et, par conséquent, nous croyons que ces bureaux de placement pourraient être supprimés sans indemnité.

Nous appuyons notre conviction sur les arguments suivants :

1° Le décret de 1852 a été rendu à une époque où l'on se préoccupait de mettre le salaire de l'ouvrier à l'abri de l'exploitation des placeurs; la commission chargée de l'enquête avait examiné longuement le point de savoir si le placement constituerait désormais un service public ou si l'Etat se déchargerait de ce soin sur des particuliers; le gouvernement opta pour ce dernier parti, mais en faisant de l'autorisation municipale la condition *sine quâ non* de la création, de l'existence des bureaux. Cette autorisation, la municipalité est libre de l'accorder ou de la refuser pour *défait de moralité*! Et cette autorisation est si nécessaire que l'art. 1^{er} du décret de 1852 a donné un délai de trois mois aux possesseurs des bureaux existant à cette époque pour se pourvoir de la permission. Les bureaux, qui ne l'ont pas demandée ou qui ne l'ont pas obtenue, ont été supprimés sans indemnité! C'est donc bien du décret de 1852 que les bureaux actuels tiennent leur droit!

2° Et ce droit est si précaire qu'il est purement personnel, que l'administration peut à son gré en augmenter ou en diminuer la valeur, qu'elle peut en refuser la transmission, qu'elle en règle les conditions d'exercice et

qu'elle peut retirer l'autorisation si le placeur ne se conforme pas aux conditions prescrites.

En 1891, dans la séance du 26 juin, le Conseil municipal de Paris rendit la délibération suivante : « En attendant la suppression des bureaux de placement, la préfecture de police est invitée à n'autoriser d'aucune sorte la transmission de la propriété d'une agence ».

Ainsi que l'a constaté M. Georges Berry : « Le préfet de police n'a plus, il est vrai, donné des autorisations nouvelles à de nouveaux demandeurs ; mais il n'a pas voulu, sous le prétexte que cela ne le regardait pas, ne plus donner d'autorisations de transmissions.

« Et le résultat, c'est qu'au lieu d'avoir atteint les bureaux de placement payants, nous les avons fortifiés, nous leur avons donné un monopole absolu. On n'en crée plus de nouveaux, mais on laisse les anciens se transmettre de père en fils, on permet aux titulaires de vendre leurs charges. Le bureau de placement est devenu un monopole, comme celui des avocats à la cour de cassation et au Conseil d'Etat, comme celui des avoués et des notaires. Au lieu de les avoir affaiblis, M. le préfet de police, en ne faisant que la moitié de ce que nous demandons, a doublé leur force » (1).

Ce monopole absolument illégal, je dirai plus : institutionnel, est, à notre avis, le meilleur argument pour démontrer la précarité du droit des placeurs.

Si les placeurs avaient réellement un droit de propriété sur leurs agences, ce droit ne pourrait être refusé à per-

1. Chambre des Députés. Séance du 12 mars 1897.

sonne en vertu d'une décision réglementaire du préfet de police, basée sur une délibération du Conseil municipal.

En ce qui concerne les bureaux de Paris, les seuls importants, nous nous trouvons donc en présence d'un monopole illégal ; l'illégalité de cette situation n'en confirme-t-elle pas la précarité ?

Car ceux qui voudraient créer un bureau de placement pourraient se prévaloir aussi de la loi de 1791 si celle-ci était réellement la base du droit des placeurs.

3° De même que la création, la révocation est possible *ad libitum*. M. Georges Berry en a cité des exemples (1), et le bon sens seul suffit à faire reconnaître ce principe : supposons que l'autorisation ait été donnée à un placeur, l'art. 1^{er} du décret exige qu'il soit d'une moralité reconnue. Si l'autorité constate que la moralité est ou devient douteuse, il ne nous paraît pas douteux que l'autorisation peut et doit être retirée.

En parlant des tarifs, nous verrons d'ailleurs qu'il serait bien facile à l'administration de retirer indirectement son autorisation.

4° Nous croyons absolument, avec M. Arnauld Dubois, que : « ce que l'on nomme l'industrie du placement est né d'une fausse compréhension de la liberté individuelle et commerciale. »

Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les paroles que M. Georges Berry a prononcées à la Chambre des Députés en réponse à M. Guillemin qui défendait les bureaux autorisés au nom de la liberté commerciale :

1. Chambre des Députés. Séance du 12 mars 1897.

« Vous avez parlé de liberté commerciale, Monsieur Guillemin ; je répons par liberté individuelle (1).

« Vous assimilez les placeurs à des commerçants, vous les placez sous le patronage de la loi de 1791. Ce n'est pas possible : il me semblait jusqu'à aujourd'hui que le commerçant était, d'après la loi, celui qui achète et qui revend ; vous considérez donc l'ouvrier qui cherche du travail comme un bétail humain, comme un esclave, comme une chose à acheter et à vendre ?

« Mais l'esclavage a été depuis longtemps aboli en France, Monsieur Guillemin ! et il me semble, au contraire, que plus l'homme est malheureux, plus nous avons le droit de le défendre, parce que plus il est faible, plus il a le droit d'être soutenu.

« Non ! ce n'est pas de la liberté commerciale qu'il s'agit ! Le placeur n'est pas sous l'égide de la loi de 1791 ; il dépend uniquement de la préfecture de police, il est toléré par elle, et voilà tout. N'en faites pas un commerçant ; les commerçants ne font pas de ces bénéfices-là ! »

5° Enfin, nous croyons que, pour refuser un droit de propriété aux placeurs, il suffit de rechercher rigoureusement, d'après les principes, en quoi consiste l'objet du droit des placeurs.

Cet objet est un fonds de commerce de courtage.

Par suite, de quels éléments se compose ce fonds ?

Il se compose des éléments suivants :

1° Le droit au bail des locaux occupés par le bureau ;

1. Chambre des Députés. Séance du 12 mars 1897.

2° Le matériel du bureau, les registres, les fiches de renseignements, etc. ;

3° Le droit de prélever des taxes tarifées par l'administration toutes les fois que le bureau a effectivement opéré le placement d'un travailleur à la recherche d'un emploi.

De ces trois éléments, il y en a deux qui évidemment sont inattaquables, c'est le droit au bail et le matériel ; sur ces deux éléments, il est évident que le placeur a un droit de propriété conformément aux articles 544, 529 et 528, Code civil.

Mais, sur le troisième élément, il est impossible d'attribuer au placeur un droit de propriété.

Pour nous faire bien comprendre, nous allons faire une comparaison.

On sait que le marchandage est aboli, et la cour de cassation, par arrêt du 4 mai 1898, a déclaré que le § 2 du décret du 2 mars 1848 qui abolit l'exploitation de l'ouvrier par les sous-entrepreneurs, et l'arrêté du 21 mars qui réprime le délit de marchandage, sont encore en vigueur comme n'ayant été abrogés soit expressément soit implicitement par aucun texte de loi (1).

Voilà donc des sous-entrepreneurs qui ont été privés des sous-entreprises qu'ils avaient préparées. A-t-on porté atteinte à un droit de propriété ? Pour répondre à cette question, il suffit de se demander en quoi consiste l'objet de leur droit ?

1. Voir *Revue des Conseils de prud'hommes*, juin 1898, p. 9.

L'objet du droit des sous-entrepreneurs est composé des éléments suivants :

1° Du droit au bail des bureaux ou chantiers.

2° Des matériel et accessoires, l'industrie du sous-entrepreneur.

3° Du droit de faire exécuter certains travaux en sous-entreprise et de faire des bénéfices à cette occasion.

Avant 1848, il en était ainsi.

Depuis 1848, le troisième élément est réprimé par les lois correctionnelles; le droit du sous-entrepreneur se trouve donc réduit aux deux premiers éléments.

Au nom de la loi de 1791, ces sous-entrepreneurs avaient-ils le droit de demander des indemnités parce que leur industrie était supprimée ?

Evidemment non, car la loi de 1791 ne protège que les industries licites.

Eh bien ! nous estimons que la situation des placeurs est analogue à celle des marchandeurs. Le décret de 1852 n'a pas supprimé le courtage du placement, il a hésité à en faire un service public à cause des responsabilités et des difficultés qu'il redoutait, mais il a fait de ce courtage une entreprise tolérée, réglementée et n'existant jamais qu'en vertu d'une autorisation toujours révocable de l'administration.

L'administration en donnant cette autorisation ne s'engage à rien vis-à-vis des placeurs.

Que demain la loi proclame que le placement gratuit est seul permis en France, les placeurs à titre onéreux feront comme les marchandeurs; ils garderont le droit au bail de leurs bureaux et leur matériel, et ils pourront

l'employer à d'autres affaires, mais ils n'auront droit à aucune indemnité parce que la source de leurs revenus sera tarie, parce qu'elle aura été déclarée illicite, car ils n'ont aucun *droit acquis* sur ce troisième élément de leur fonds de commerce.

§ 2. — Organisation et fonctionnement des bureaux payants.

Les tenanciers des bureaux payants sont tenus de se conformer aux conditions et aux dispositions réglementaires contenues dans les arrêtés municipaux rendus à cet effet (art. 2 et 3, décret du 25 mars 1852).

L'autorité municipale est en outre chargée de surveiller les bureaux pour y assurer le maintien de l'ordre et la loyauté de la gestion.

Mais cette surveillance est souvent nominale et les abus les plus scandaleux sont reprochés à ces bureaux.

M. Lourties, rapporteur du projet de loi de 1897, en a fait une énumération que nous allons reproduire :

Les abus reprochés aux placeurs peuvent se résumer de la manière suivante :

1° Abus que font les placeurs de la faculté qui leur a été attribuée par la législation de 1852 de percevoir une avance pécuniaire, le droit de placement n'étant régulièrement exigible qu'après un placement effectif de huit jours ;

2° Refus de restitution de l'avance par le placeur et perte par l'ouvrier d'une certaine somme (2 fr. à 5 fr.) sans avoir obtenu l'emploi sollicité ;

3° Exigence de certains placeurs, notamment pour les ouvriers boulangers (Primes de 20 francs) ;

4° Annonce d'un emploi qui n'existe pas ou qui a déjà été procuré, accompagnée d'une remise de fonds ;

5° Entente entre placeurs et patrons pour provoquer le renvoi de l'ouvrier dès qu'il a acquitté le droit de placement ;

6° Envoi de mineurs dans des maisons ou chez des individus mal famés ;

7° Entretien factice du chômage par l'appel à Paris d'ouvriers en nombre supérieur aux besoins du travail (1).

A cette énumération, nous n'ajouterons que les observations suivantes qui nous ont été communiquées par un instituteur libre et qui contiennent l'ensemble des reproches que suscite le placement dans cette profession (2).

I. — Attaches du placeur vis-à-vis des patrons :

1° Il leur vend les institutions, se fait l'intermédiaire et parfois se porte garant de l'acheteur. Cette garantie est souvent matérielle. Certain placeur est renommé pour avoir obligé maints chefs d'institution qu'il tient en laisse par cette chaîne.

2° Il les marie parfois et renforce ainsi la chaîne.

3° Il leur cède une partie des placements.

4° Ils vont jusqu'au faux serment pour soutenir en justice les prétentions exorbitantes du patron.

1. Rapport de M. Lourties au Sénat, 10 décembre 1897, n° 68, p. 25.

2. Nous rapportons textuellement ces observations dont nous laissons à leur auteur toute la responsabilité.

En retour, les patrons sont tenus vis-à-vis du placeur :

1° De ne prendre leur personnel que chez le placeur qui les a obligés.

2° D'observer l'interdiction absolue d'accepter un professeur qui ne serait pas envoyé par le placeur.

3° Il n'est pas, absolument parlant, le maître de son personnel. Il n'en dispose dans ce cas qu'après le placeur.

4° Le patron est responsable des droits de placement, 5 pour cent par an, qui doivent être perçus dans les deux mois.

II. — Quant à la situation du personnel, elle est facile à définir : il est entre l'enclume et le marteau :

1° Il ne travaille guère que pour le placeur. Une fois entré dans l'établissement, il doit se soumettre à toutes les vexations, sous peine de retomber sous la griffe du placeur ou de crever de faim.

4° La préoccupation constante est de sortir de son esclavage, ... mais où aller ?

5° A 35 ans, il est déclaré un peu vieux ; à 40 et 45 ans, il lui est très difficile de trouver à se caser. Plus tard, cela lui est impossible (Pour apprécier ceci, il suffit de feuilleter les dossiers de l'Assistance publique).

6° Dans les mains du patron et du placeur, il n'est qu'un jouet, un ballon, qu'ils se repassent le plus souvent possible, pour partager chaque fois le placement d'une année.

Pour réprimer tous ces abus, du moins à Paris, la Préfecture de Police se montre avec raison de plus en plus sévère ; la proportion des poursuites exercées surtout

contre les bureaux clandestins a augmenté dans des proportions notables les deux dernières années.

Contre les bureaux autorisés, nous trouvons :

1893 :	2	poursuites	—	pas de suite.
1894 :	2	—	—	pas de suite.
1895 :	1	—	—	5 fr. d'amende.
1896 :	5	—	—	4 amendes.
1897 :	15	—	—	1 acquitté, 1 fermeture, 13 amendes.
1898 :	35	—	—	la moitié ont été punis d'amendes.

Contre les bureaux clandestins :

1893 :	3	poursuites.
1894 :	5	—
1895 :	6	—
1896 :	26	— plusieurs condamnations.
1897 :	48	— nombr. amendes, prison, fermeture.
1898 :	28	— presque tous punis d'amendes.

Désirant être aussi impartial que possible, nous allons résumer les réponses des placeurs aux divers reproches qui leur sont adressés ; on trouvera ces réponses *in extenso* dans le livre déjà cité de l'Office du Travail : *Le Placement*, p. 326 à 330.

La chambre syndicale des placeurs proteste de la façon la plus énergique contre le dire des prélèvements abusifs et déguisés et des majorations d'honoraires : aucun fait de ce genre n'a pu être établi, dit-elle, et les livres des placeurs sont en règle.

Quant au placement intentionnel de mauvais ouvriers ou serviteurs destiné à provoquer des changements fréquents, ainsi qu'aux démarches secrètes faites auprès des patrons pour les exciter à changer de personnel, ce se-

rait la mort des bureaux de placement, dit M. Goissaud. Le placeur est un commerçant qui a besoin, pour réussir, de la confiance des patrons ; or, en les satisfaisant mal ou en tentant auprès d'eux de semblables manœuvres, il perdrait à tout jamais leur confiance.

Enfin les placeurs rejettent sur « les annonces alléchantes trouvées à la quatrième page des journaux à un sou, répandus dans les campagnes » la responsabilité de l'entretien factice du chômage par l'appel à Paris d'ouvriers en nombre supérieur aux besoins du travail, et sur les agences clandestines de placement le grave reproche d'excitation à la débauche.

Les membres du syndicat des placeurs nous ont d'ailleurs souvent déclaré qu'ils n'étaient nullement opposés à une réglementation encore plus sévère à seule fin que l'on réprime les fraudes des bureaux clandestins, unique moyen de délivrer les vrais placeurs d'une concurrence déloyale et qui leur porte un grave préjudice matériel et moral.

Cependant lorsqu'ils eurent connaissance de l'art. 14 du projet de loi de 1897, qui correctionnalisait les peines, les membres du syndicat protestèrent. Mais ils furent pris dans ce dilemme habilement posé par M. Moron, alors directeur de l'Office du Travail : « Si vous êtes honnêtes, peu vous importent les peines prononcées : au contraire, plus elles sont graves, mieux elles vous protègent ; si vous êtes malhonnêtes, la loi vous punit et vous le méritez. » Les placeurs furent obligés de convenir de la justesse de ce raisonnement.

A la vérité les membres du syndicat des placeurs avec

lesquels nous avons été en rapport nous ont semblé fort honnêtes et convaincus de la noblesse de leur tâche : la diminution du chômage. M. Goissaud, président pour 1898 et M. Govart président pour 1899, qui ont eu l'amabilité de nous fournir des documents intéressants, exercent leur métier, qu'ils considèrent comme une fonction, avec zèle et dévouement. Si nos convictions nous ont imposé une conclusion différente de la leur, nous considérons comme un devoir de leur rendre ici la justice qui leur est due.

§ 3. — Objet et mode de placement.

La demande à fin de permission de tenir un bureau de placement doit contenir les conditions auxquelles le requérant se propose d'exercer son industrie (art. 2, Décret du 25 mars 1852).

Cette règle oblige, à notre avis, le gérant d'un bureau de placement autorisé à ne faire que le placement et à ne le faire que pour les professions et industries qui sont indiquées dans sa demande d'autorisation.

A la Chambre des Députés, M. Chauvin a signalé les inconvénients qui résultaient de ce que les gérants des bureaux de placement faisaient aussi la vente des fonds de commerce : « Si l'on interdisait aux placeurs de faire la vente des fonds de commerce, disait-il, ils n'auraient plus de clients. »

1^o Cette objection ne peut se faire à Paris qu'à une minorité des placeurs, puisque beaucoup s'occupent des domestiques. Dans la chambre syndicale, très peu de

placeurs font ce commerce, une dizaine, nous a dit M. Govart.

2° Les placeurs affirment que ni la vente des fonds de commerce, ni les mariages qu'ils font pour leurs clients, ne leur donnent la haute-main sur eux. Souvent même, c'est le contraire, paraît-il. Les individus auxquels ils ont rendu service reviennent rarement chez eux. Ainsi souvent un employé que le placeur a refusé d'inscrire, s'il devient patron ou chef de service dans un établissement, viendra s'adresser à ce même placeur pour avoir des employés. Il lui dit : « Vous n'avez pas été aimable avec moi, mais vous aviez raison et vous avez surtout été franc. » Beaucoup d'employés au contraire qui ont été placés par un intermédiaire ne s'adressent plus à lui lorsqu'ils sont patrons ou chefs de service.

De plus, après avoir perçu sa commission sur la vente du fonds, l'intermédiaire s'occupe d'autres affaires.

3° Si l'on veut interdire aux placeurs la vente des fonds de commerce, ils établiront un homme de paille qui fera cette partie de leur métier et ils garderont le placement, ou réciproquement. Et, en effet, on voit souvent, dans le même immeuble, au premier étage, une grande enseigne signalant l'existence d'un bureau de placement pour les ouvriers boulangers et, au second étage, une autre enseigne signalant la présence d'une agence de vente de fonds de commerce de boulangerie.

Il est évident qu'il serait très difficile de réprimer cette fraude, mais, dans tous les cas, ce qui nous paraît certain, c'est qu'un agent de bureau de placement ne peut faire la vente des fonds de commerce, s'il ne l'a pas si-

gnalé dans sa demande d'autorisation ou s'il n'y a pas été autorisé.

Ni les municipalités, ni la Préfecture de police ne surveillent cet oubli des prescriptions de l'art. 2 du décret de 1852 ; c'est un grave tort, car il y a là une source d'abus certains.

§ 4. — Conditions du placement.

L'autorité municipale règle les droits qui peuvent être perçus par le gérant (art. 3. Décret du 25 mars 1852).

Cette règle n'a aucun correctif, si ce n'est que l'arrêté municipal rendu en vertu de cette disposition n'est, comme tous les autres arrêtés rendus en cette matière, exécutoire qu'après l'approbation du préfet, (art. 7. Décret du 25 mars 1852).

Nous croyons qu'il y a là un des arguments les plus sérieux pour démontrer la précarité du droit des placeurs. Peut-on soutenir que l'industrie des placeurs est une industrie susceptible du droit de propriété alors qu'elle est subordonnée à l'autorisation, à la réglementation, à la surveillance de l'autorité municipale et que c'est cette autorité qui fixe elle-même les tarifs du placement c'est-à-dire les bénéfices que peut et doit rendre cette industrie ?

Malgré cette limitation, M. Georges Berry signalait dans son rapport et à la Chambre des Députés que les sommes prélevées sur les salaires des ouvriers par ces bureaux s'élevaient à Paris seulement à près de 7 millions !

§ 5. — Résultats obtenus par les bureaux de placement autorisés.

Nous avons donné plus haut les résultats publiés par l'Office du Travail en 1891.

Nous n'avons pas de nombres plus récents et l'Office du Travail, auquel nous nous sommes adressés pour connaître les statistiques des dernières années, nous a répondu que la situation était à peu près la même.

Néanmoins il nous paraît évident que la situation de ces placeurs ne peut que décroître ; les bureaux d'assistance par le travail, les syndicats, les bureaux municipaux font des placements de jour en jour plus nombreux : ces bureaux absorberont naturellement de jour en jour une partie plus considérable de la clientèle des bureaux payants.

Peut-être, il est vrai, le nombre des placements ne diminuera pas dans les statistiques des bureaux payants, mais ce fait ne fera que confirmer d'une manière irréfutable la déclaration que faisait M. Chauvin à la Chambre des députés : « Nous ne craignons pas d'avancer que si le nombre des ouvriers placés annuellement par les bureaux s'élevait à 450.000, cela pourrait atténuer la mauvaise impression que nous font éprouver ces agences interlopes ; mais nous avons la certitude que ce nombre n'est pas exact, parce qu'il se trouve des personnes placées cinq, six, huit, dix et jusqu'à douze fois dans la même année, par suite des agissements frauduleux que nos prédécesseurs ont signalés en 1893 ! » (1)

1. Chambre des Députés. Séance du 26 février 1897.

Nous croyons volontiers que le nombre des placements restera le même chez les placeurs, mais, sans même mettre en cause la bonne foi des placeurs, nous croyons que ce fait résultera de ce que la clientèle la meilleure de ces bureaux est la clientèle de ceux qui changent souvent de place ; or ceux qui changent souvent de place ne sont pas les meilleurs ouvriers ou employés. En admettant donc que le nombre des placements reste le même, il sera démontré que le placement opéré par ces bureaux ne porte que sur la lie de la population ouvrière et que le maintien de ces bureaux a pour conséquence l'entretien du chômage.

TITRE III. — Traits caractéristiques des institutions de placement en France.

Nous avons vu qu'en France le placement direct et le placement charitable avaient tous deux une importance considérable. Mais ces deux modes ne peuvent être considérés que comme des modes accessoires de placement, car ils ne pourront jamais servir à résoudre les difficultés que soulève l'organisation du travail.

Il faut mentionner cependant que le placement charitable tend à devenir moins une œuvre de charité proprement dite que la troisième étape de la réhabilitation des pauvres sans travail. En effet, la charité donne au malheureux les premiers secours ; l'assistance par le travail lui fait reprendre des habitudes laborieuses, et le placement vient couronner l'œuvre en lui procurant une situation honorable. Cette évolution doit être considérée

comme un heureux progrès au point de vue de la dignité de l'ouvrier et de la moralité du placement.

Mais, malgré l'extension toujours grandissante du placement charitable, c'est le placement par les associations dont les ouvriers font partie et le placement par les bureaux municipaux qui tendent à drainer toutes les opérations.

Le nombre des syndicats et, par conséquent, des syndiqués augmente de jour en jour ; le placement par les syndicats doit donc suivre la même progression.

L'organisation des bureaux municipaux s'améliore de jour en jour à Paris, le nombre des placements est de plus en plus grand ; cet exemple ne peut qu'être suivi par les départements.

Les syndicats et les bureaux municipaux doivent fatalement, s'ils y sont aidés par une sage prévoyance de l'Etat, suffire à tous les besoins et résoudre pour le mieux la question du placement en France.

Mais ceci n'est qu'une espérance : il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle les bureaux de placement payants font encore des opérations nombreuses et fructueuses ; nous ne rappellerons pas les abus qui leur sont reprochés ; nous devons simplement constater ici l'existence des institutions de placement en fonctions, or, les bureaux de placement payants constituent encore en France à l'heure actuelle un rouage des plus importants quoique les progrès des bureaux gratuits soient de nature à diminuer de plus en plus leurs opérations.

En somme, nous nous trouvons en France en présence d'institutions de placement, dont les unes sont en voie

d'organisation dans des conditions excellentes et les autres en voie de décomposition.

Dans ces conditions, nous ne pouvons pour le moment que répondre négativement à la question suivante :

L'organisation du placement, telle qu'elle existe actuellement, assure-t-elle une connaissance du marché du travail suffisamment exacte et sérieuse pour obtenir les résultats que doit donner toute bonne organisation du placement, savoir :

1° L'emploi permanent de toutes les forces productives du pays ?

2° La possibilité de diriger l'effort des forces productives du pays vers telle industrie ou telle région qui manque de bras ?

3° La faculté donnée aux employeurs et employés de débattre librement les conditions auxquelles l'état économique de chaque industrie dans ce pays permet de former le contrat de travail ?

Non, la France ne peut obtenir ces résultats avec l'organisation actuelle du placement ; mais précisément parce qu'elle se trouve dans une période de transition, nous pouvons espérer que le législateur s'arrêtera à une organisation qui conciliera tous les intérêts d'humanité, de science et de progrès.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE COMPARÉE DU PLACEMENT EN EUROPE

Nous allons étudier successivement les institutions de placement, leur organisation et les services qu'elles rendent dans les pays suivants :

- 1° Allemagne (y compris la Bavière),
- 2° Angleterre,
- 3° Autriche,
- 4° Belgique,
- 5° Danemark,
- 6° Espagne,
- 7° Grèce,
- 8° Hollande,
- 9° Italie,
- 10° Luxembourg,
- 11° Portugal,
- 12° Roumanie,
- 13° Russie,
- 14° Serbie,
- 15° Suède et Norwège,
- 16° Suisse,
- 17° Turquie,

18° Dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Nous chercherons ensuite les enseignements que nous pouvons tirer de nos observations pour la réglementation du placement en France.

CHAPITRE I

Allemagne.

La question du placement a fait l'objet de nombreuses ligues, conférences ou congrès en Allemagne.

Elle présente d'autant plus d'intérêt dans ce pays qu'elle se lie, non seulement à la question du chômage comme ailleurs, mais aussi à la question du vagabondage. M. Jay nous signale cette coutume qu'ont les ouvriers allemands de rechercher du travail à travers tout le pays : cette coutume qui existe encore aujourd'hui aussi bien qu'au moyen âge répond, dit M. Schulze Gævernitz, à un besoin de voyage inhérent à la race allemande. Quelqu'en soit le motif, elle donne naissance au vagabondage et à la mendicité à un tel point qu'on a pu dire : le fléau de la race latine, c'est le bureau de placement : le fléau de la race germanique, c'est le vagabondage et la mendicité qu'entraîne la recherche du travail.

La réglementation du placement en Allemagne correspond donc à un triple but :

- 1° Suppression du vagabondage et de la mendicité,
- 2° Suppression du chômage,

3^e Meilleur emploi de toutes les forces productrices du pays.

Nous allons passer en revue les différents modes de placement en les groupant, ainsi que nous l'avons fait pour la France, dans les deux grandes classes de placement : placement gratuit, placement payant.

TITRE I. — Placement gratuit.

Le placement gratuit est fait en Allemagne comme en France.

- 1^o Par voie de placement direct ;
- 2^o Par œuvre charitable, par les couvents, par les sociétés philanthropiques ou de bienfaisance ;
- 3^o Par les syndicats professionnels, les sociétés de secours mutuels, les sociétés de compagnons ;
- 4^o Par les bureaux municipaux ;
- 5^o Par des ligues ou unions formées d'éléments divers.

SECTION I. — *Placement personnel ou direct.*

Le placement se fait beaucoup en Allemagne par la recherche personnelle du travail à travers tout le pays ; il se fait par embauchage direct, par relations, par l'entremise des fournisseurs, chez les aubergistes, enfin par publicité dans les journaux.

Ce sont les employés surtout qui se placent grâce à des annonces publiées dans les journaux.

Les ouvriers sont embauchés plutôt sur les chantiers

ou dans les *Herberge*. Dans chaque *Herberge* (hôtellerie à prix très réduit, entretenue par une corporation ou un corps de métier), la liste des patrons chez lesquels il y a de l'ouvrage est à la disposition des ouvriers de passage. Souvent aussi le patron se rend à l'*Herberge* et embauche directement ses ouvriers. (1)

Les matelots de commerce sont enrôlés dans les ports par un entremetteur, appelé *Bass*, qui est souvent aubergiste et est chargé par les capitaines de réunir l'équipage dont ils ont besoin (2).

SECTION II. — *Placement charitable.*

Les sociétés humanitaires et de bienfaisance, organisations patronales ou pour l'éducation des ouvriers, pour le bien des classes ouvrières, associations catholiques, évangéliques ou israélites, (3) sont fort nombreuses en Allemagne.

Comme le placement est considéré dans ce pays comme un moyen préventif contre le vagabondage et la mendicité, toutes les sociétés privées d'assistance s'occupent du placement soit des pauvres appartenant à la population sédentaire, soit de ceux qui voyagent; d'autres œuvres

1. Office du Travail : *Le placement*, p. 682.

2. *Eod loco*.

3. Au sujet du placement juif à Berlin, voir *Der Arbeitsmarkt*. Deuxième année, n° 5, 15 février 1899, P. 105. L'union pour le placement fondé par les *Bnai Briss Logen* a publié son troisième rapport où elle donne le compte-rendu de l'année 1898; elle a procuré 1512 emplois fixes contre 758 en 1897 et 661 en 1896.

s'occupent du placement des prisonniers libérés et des pauvres honteux.

Au Congrès de Magdebourg de 1887, il a même été proposé de laisser aux sociétés d'assistance le soin de placer les pauvres pour certains emplois qu'eux seuls consentiraient à remplir, notamment pour certaines catégories de travaux grossiers de femmes : lavages, nettoya-
ges, récurages, etc.

Sur tout le territoire de l'Allemagne, nous trouvons des bureaux de placement créés et entretenus par les associations charitables : nous allons énumérer les principaux en les groupant par Etat et indiquer successivement :

Leur organisation intérieure ;

Leurs ressources ;

Le genre de placement qu'ils effectuent, les conditions auxquels ils effectuent le placement ;

Les résultats qu'ils obtiennent.

§ 1. — Enumération des principaux bureaux de placement créés par des associations charitables ; leur organisation intérieure.

a. — *Etats prussiens.* — A Berlin, un bureau de placement charitable a été créé par le *Centralverein für Arbeitsnachweis zu Berlin* (1). Cette union centrale pour le placement est une institution privée, dirigée par un comité de 26 membres : rentiers, grands commerçants

1. *Centralverein für Arbeitsnachweis zu Berlin. Geschäfts Bericht für 1894 von Dr. Jur. R. Freund*, p. 33 et suiv.

ou industriels, présidé par le Dr Freund, président de l'office d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse. Cette institution est présentée comme type d'institution charitable.

En Posnanie, à Posen, un bureau central de placement soutenu par une société philanthropique, a été fondé le 3 juin 1894 sur l'initiative des autorités municipales. D'après les statuts constitués par cette société, le comité directeur du bureau comprend : 1 président qui doit être un magistrat nommé par le premier bourgmestre, 1 membre choisi par l'assemblée des autorités municipales et parmi elles, et 5 personnes nommées par l'assemblée générale, dont deux ouvriers.

A Erfurt (Saxe), un bureau de placement fondé par la ligue contre la mendicité existe depuis 1885.

A Dortmund (Westphalie), les associations de bienfaisance ont aussi établi un bureau de placement.

A Siegen, un bureau a été fondé en 1880 par l'Union pour le soulagement des pauvres.

A Wiesbaden (Hesse-Nassau), c'est sur l'initiative du Comité central des corporations du Nassau que s'est fondée une ligue pour le placement qui a créé un bureau de placement le 31 janvier 1894.

Dans la Prusse Rhénane, Düsseldorf possède depuis 1891 un bureau central de placement pour les Provinces Rhénanes et la Westphalie ; ce bureau est dirigé par un Comité de 17 membres. Essen possède un bureau fondé au commencement de 1884, par l'Union pour le placement pour la ville et le district. Aix-la-Chapelle, Barmen ont aussi des bureaux de placement fondés par des so-

ciétés philanthropiques, mais qui n'offrent rien de particulier.

A Hanovre, un bureau central de placement a été installé en 1889 par trois sociétés ; ce bureau est dirigé par une Commission de 9 personnes.

b. — Etats confédérés. — Dans le grand duché de Bade, Carlsruhe possède un bureau de placement pour toutes les professions, qui a été fondé par 12 sociétés réunies. Chacune d'elles envoie deux représentants à l'assemblée qui charge trois personnes de la conduite de l'établissement. Cet établissement a créé de nombreuses succursales dans les districts voisins ; grâce à ces succursales, les emplois vacants dans les districts respectifs sont connus très rapidement. Fribourg possède aussi depuis 1892 un bureau de placement créé par la réunion de 13 sociétés et corporations : l'administration en est confiée à un comité dont le président est le bourgmestre. A Pforzheim, le bureau a été formé par une vingtaine d'associations charitables.

En Bavière, à Augsbourg, ce sont les grands industriels qui, d'accord avec le cercle ouvrier « les amis de l'ordre » ont fondé un bureau de placement gratuit.

Dans le grand Duché de Hesse, à Darmstadt, c'est une société philanthropique qui a fondé en décembre 1892 un bureau de placement dont la direction a été confiée à un comité de neuf membres.

Dans le royaume de Saxe, à Dresde, dès 1888, un bureau de placement a été fondé par la Ligue contre la pauvreté et la mendicité.

A Stuttgart, dans le Wurtemberg, depuis 1865 existe

un bureau de placement fondé par trois sociétés de bienfaisance, chacune envoyant 3 délégués qui s'occupaient de la direction. Après la création du bureau municipal, les Sociétés se sont retirées de la direction et l'ont abandonnée au gérant qui avait dirigé le bureau jusque-là.

A Brême, le bureau de placement est lié au bureau des Caisses d'assurance contre la maladie ; il est placé sous la direction de la Chambre des métiers et administré par un comité de 3 ouvriers et de 3 patrons.

A Hambourg, pendant l'épidémie de choléra de 1892, un comité de secours a fondé un bureau de placement qui n'a pas très bien réussi ; en 1894, le Sénat l'a confié à la Société Hambourgeoise des Arts et métiers avec charge de le réorganiser et d'étendre son action.

Enfin à Mulhouse, en Alsace, une Société philanthropique a installé, en 1889, un office de placement dirigé par un Comité de deux personnes. L'établissement a deux employés salariés dont l'un passe la journée à parcourir la ville afin de découvrir les emplois vacants.

Appendice. — On connaît la triple forme que revêt l'assistance par le travail en Allemagne, où elle est généralement instituée ou subventionnée par les pouvoirs publics et administratifs, et pratiquée sous leur contrôle par des comités composés de particuliers (1). On trouve dans presque toutes les villes et bourgs d'Allemagne les *auberges hospitalières* qui hébergent l'ouvrier de passage

1. *Bulletin de l'Office du Travail*. Avril 1899, p. 361. Extrait de la *Labour Gazette* d'après *Der Wanderer* organe officiel du bureau central des colonies de travail allemandes.

à très bas prix, moyennant le strict remboursement de sa dépense.

Les *stations de secours* au nombre de plus de 1.000 le recueillent et l'hospitalisent moyennant travail lorsqu'il se trouve complètement dénué de ressources et ne peut même pas payer sa dépense à l'auberge hospitalière.

Enfin les *colonies de travail* (*arbeiter kolonien*) au nombre de 29 sont des refuges de rééducation professionnelle pour les indigents devenus incapables de pourvoir à leur existence autrement qu'en mendiant. Une de ces colonies est industrielle (Berlin) une mixte, mi-industrielle, mi-agricole (Magdebourg); les autres sont agricoles.

Ces colonies emploient aux travaux de culture les ouvriers d'industrie qui ne peuvent trouver d'occupation dans leur métier.

La première colonie ouvrière a été fondée en mars 1882 par le Pasteur von Bodelschwingh à Wilhelmsdorf près Bielefeld (Westphalie), et, depuis, elles sont répandues dans toute l'Allemagne.

Leur développement rapide est dû à trois raisons :

1. La crise de l'industrie après le développement énorme que lui avait donné le paiement de l'impôt de guerre par la France et la réparation des pertes matérielles subies par l'Allemagne ;

2. La nécessité pour les conservateurs de donner quelque soulagement aux indigents pour contrebalancer l'influence des socialistes ;

3. Un souffle humanitaire qui se répandit dans toute l'Allemagne.

§ 2. — Ressources de ces bureaux.

a. — Etats prussiens. — A Berlin, la commune donne à ces bureaux charitables une allocation de 5000 marks, les cotisations s'élevaient en 1896 à 4000 marks.

A Posen (Posnanie), la ville fournit le local et une allocation de 1000 marks.

A Siegen (Westphalie), le bureau a été mis depuis le 1^{er} avril 1895 sous le contrôle de la municipalité qui supporte les frais.

A Wiesbaden (Hesse-Nassau), la commune subventionne la ligue de 600 marks chaque année, et fournit un local gratuit à l'Hôtel-de-ville.

A Essen (Prusse Rhénane), les frais de fonctionnement sont supportés par les cotisations des membres et par des subventions des communes, corporations, sociétés industrielles, etc. La commune donne à cette société un secours annuel de 300 marks.

b. — Etats confédérés.

Le bureau de Carlsruhe est plus avantagé. Lors de la création du bureau, la commune lui avait alloué 600 marks, mais, depuis le 1^{er} août 1894, la commune de Carlsruhe a élevé à 1000 marks son secours annuel et le district a alloué pour 1894 une somme de 500 marks ; les gérants des succursales font le service en plus de leurs occupations moyennant l'abandon d'une partie des taxes.

Le bureau de Fribourg reçoit 900 marks par an de la commune ; celui de Mannheim reçoit aussi un secours de la commune.

Le bureau d'Augsbourg ne reçoit au contraire aucune aide de la commune.

A Stuttgart, les frais du bureau sont couverts par les abonnements, les cotisations des membres et des sociétés et par les taxes perçues.

A Mulhouse, lors de la création du bureau, la commune lui a donné un secours de 500 marks.

§ 3. — Genre de placement effectué par ces bureaux.

a. — Etats Prussiens. — A Berlin, dans le *Centralverein für Arbeitsnachweis*, il y a deux sections : une pour les hommes, l'autre pour les femmes.

Le *Centralverein* a installé en connexion avec le bureau de placement une cantine où les ouvriers peuvent avoir des vivres à bon marché et une bibliothèque où ils peuvent se procurer des livres. Deux salles d'attente, une pour les hommes et une pour les femmes, ont été adjointes en 1896. (1)

Le *Letteverein* place exclusivement des femmes et des

1. Depuis deux ans le *Centralverein* s'occupe du placement dans les colonies allemandes, et c'est à lui que s'adresse souvent le ministère des colonies. C'est ainsi qu'en 1898, le Gouvernement impérial lui demanda des bras pour la construction du port de Swakopmund ; 55 ouvriers se firent inscrire, mais on n'en eut besoin que de 20. En octobre 1899, le Gouvernement choisit un mécanicien qu'il envoya au Cameroun, et, en novembre, il prit un maçon, un serrurier et un mécanicien de 2^e classe à destination du même pays. *Soziale Praxis*, n° 7, 16 novembre 1899, p. 175.

jeunes filles à Berlin et en dehors. La *Haushaltung schule* (école de tenue de maison) adjointe au *Verein* place aussi les femmes de ménage, dames de compagnie, etc.

Le *Kaufmannische Hifsverein*, le *Verein Junger Kaufleute von Berlin* et les *Christlichen Herbergen* font le placement des hommes avec plus ou moins de succès.

Le *Hifsverein* place les ouvrières, femmes commerçantes et apprenties.

A Erfurt (Saxe) le placement se fait surtout pour les ouvriers non qualifiés (sans métiers).

A Düsseldorf (Prusse Rhénane), le bureau s'occupe surtout des ouvriers manuels, mais on fait aussi le placement des domestiques. Une *Herberge* est adjointe au bureau de placement.

Le bureau central de Hanovre fait le placement des hommes et des femmes. Ce sont surtout les compagnons de métiers qui fréquentent ce bureau. Au bureau, est adjoint un office où l'on occupe les écrivains et les employés de commerce sans place.

b. — *Etats confédérés*. — Dans le grand duché de Bade, le bureau de Carlsruhe fait le placement pour tous les métiers y compris les domestiques femmes ; le bureau est ouvert de 8 heures à midi et de 2 h. à 6 h. Le bureau de Fribourg place des ouvriers de toutes sortes, industriels et agricoles, des professeurs et des domestiques ; l'action de ce bureau ne se limite pas à la ville, mais s'étend au district et même à l'étranger. Une *Herberge* pour servantes est liée au bureau : 265 jeunes filles y ont logé en 1894.

En Saxe, le bureau de Dresde a surtout placé des ouvriers *sans métier* et des femmes de journées, laveuses etc.

Dans le Wurtemberg, le bureau de Stuttgart ne fait que le placement des ouvriers mâles et des apprentis. On place des ouvriers de toutes branches, mais ayant un métier. Le bureau s'occupe, en outre du placement, des secours de voyage.

A Hambourg, le placement comprend 3 parties : la première pour les ouvriers sans métier, la seconde pour les ouvriers proprement dits c'est-à-dire ayant un métier, la troisième pour les ouvriers de l'agriculture et différents autres travaux hors de Hambourg.

§ 4. — Conditions auxquelles le placement est effectué.

a. — Etats prussiens. — Le placement charitable ainsi pratiqué n'est pas toujours gratuit.

C'est ainsi qu'à Düsseldorf, on fait payer aux employés qui en ont le moyen une taxe de 50 pf. dont la moitié leur est restituée si on ne peut leur procurer d'emploi. Les employeurs paient de 1 à 3 marks pour chaque inscription ; toutefois ils peuvent se procurer des cartes d'abonnement à prix réduit. A Hanovre, les employeurs et les employés paient des taxes de placement.

b. — Etats confédérés. — A Carlsruhe, jusqu'au 1^{er} août 1894, le bureau prélevait 20 pf. des ouvriers, (50 pf. de ceux qui n'étaient pas de la ville), 50 pf. des domestiques, (1 mark des étrangers) et 50 pf. des patrons, (1 mark des étrangers) ; des cartes d'abonnement étaient

délivrées aux patrons. Depuis le 1^{er} août 1894, le placement est gratuit excepté pour les domestiques et pour ceux qui n'habitent pas le district de Carlsruhe ; cette innovation a été rendue possible à cause de l'augmentation des subventions fournies par la commune et le district de Carlsruhe à partir de cette date.

Le bureau de Fribourg perçoit une taxe dont le montant varie suivant la profession ; en cas de non placement, on la restitue entièrement.

A Darmstadt, des taxes sont perçues pour le placement d'après un tarif.

A Stuttgart, les patrons paient une taxe de 40 pf. ; les étrangers à la ville 50 pf. ; les ouvriers paient 20 pf.

A Mulhouse, l'ouvrier paie une taxe de 25 pf., mais seulement lorsqu'il est placé.

§ 5. — Résultats obtenus par ces bureaux.

a. — *Etats Prussiens.*

A Berlin, voici les résultats obtenus pour quatre années :

	Demandes d'emplois		Offres d'emplois		Placements faits	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1893	11.208	2.872	7.393	1.535	7.101	1.435
1894	11.218	3.503	7.216	1.789	6.975	1.682
1895	12.792	3.392	9.627	1.997	9.382	1.882
1893 (1)	38.000		25.000		24.000	
1899 (2)	38.270				26.947	
jusqu'à nov.						

1. *Soziale Praxis*, n° 16. 19 janvier 1899, p. 418.

2. *Soziale Praxis*, n° 8, 23 novembre 1899, p. 202.

A Posen (Posnanie), le bureau central marche très bien, d'après le rapport du président, et a de nombreux clients en dehors de Posen.

Dans l'année 1895, il y a eu 5.292 demandes, 6.934 offres, 1289 placements.

En Westphalie, à Dortmund, il y a eu :

En 1890-1891 : 2342 offres d'emplois, 1847 demandes, 1501 placements.

En 1893-1894 : 886 offres d'emplois, 1296 demandes, 685 placements (1).

A Siegen, en 1894, 140 placements ont été faits : en quinze ans, on a demandé à ce bureau 6820 ouvriers ; 3252 situations ont été procurées.

A Wiesbaden (Hesse-Nassau) en 1895, il y a eu : 4.230 demandes, 1.881 offres, 1.660 placements.

Dans la Prusse Rhénane, à Düsseldorf, la première année (1891), 720 hommes et 13 femmes ont été placés ; en 1894, 930 personnes ont trouvé un emploi. En 1895, il y a eu : 2.266 demandes, 2.155 offres, 1.308 placements.

A Cologne, en 1895, il y a eu : 15.820 demandes, 10.293 offres, 8.860 placements.

Le bureau fondé à Essen en 1884 a donné aussi de bons résultats.

Le bureau de Hanovre a reçu en 1895 : 2.244 demandes, 2.400 offres ; il a fait 1.467 placements.

Pendant l'année 1892-1893, 4.464 ouvriers et 3.233

1. La cause de cette diminution, dit le rapport, est la concurrence des bureaux de placement corporatifs. En outre, l'*Umschau* s'est développé dans les fabriques.

patrons s'étaient fait inscrire; 3.438 placements ont été faits, dont 1.813 hors du pays.

b. — Etats confédérés. — Dans le grand duché de Bade, en 1892, le bureau de Carlsruhe a inscrit 3.418 ouvriers, dont 1.124 furent placés. A partir de 1894, la gratuité du placement a donné les meilleurs résultats à tous les points de vue : en 1894, le nombre des places offertes a été de 2.540; on a demandé 4.944 emplois; sur ce chiffre, 93 0/0 ont été satisfaits. Les succursales de ce bureau ont enregistré, en 1894, 549 demandes et 880 offres. En 1895, il y a eu 8.385 demandes, 4.754 offres, 8.066 placements.

Il faut mentionner les services rendus par ces divers établissements au moment de la libération de la classe au mois de septembre dans le XIV^e corps d'armée; sur 98 demandes, 15 ont été satisfaites immédiatement (1).

Le bureau de Fribourg, dans les sept premiers mois de son existence (1892), a inscrit 2.023 ouvriers, et 1.818 patrons; il a procuré 1.329 places. En 1894 on a inscrit 2.884 hommes et placé 2.054, on a inscrit 1.492 femmes et placé 1.319, on a inscrit 141 apprentis et placé 78. Les succursales du bureau de Fribourg ont inscrit 67 patrons et en ont satisfait 36, 31 ouvriers dont ils ont placé 12.

En 1895, il y a eu: 6.369 demandes, 5.881 offres, 5.183 placements.

Sur 56 soldats libérés inscrits, 44 ont été placés.

1. En outre, les autres bureaux privés ont fait de nombreux placements de cette catégorie : Carlsruhe : 58; Fribourg : 25; Mannheim : 45; Mulhouse : 59.

Le bureau de Mannheim, au bout de dix-sept mois d'existence, avait enregistré 24.118 demandes d'emploi et fait 7.656 placements. En 1865, il y a eu : 21.888 demandes, 10.706 offres, 10.661 placements.

A Pforzheim, en 1895, il y a eu : 1.432 demandes, 1.114 offres, 950 placements.

En Bavière, le bureau d'Augsbourg a reçu en 1895, 3.297 demandes, 637 offres. Il a fait : 1.962 placements.

Dans le grand duché de Hesse à Darmstadt, en 1893, sur 817 inscrits, on a placé 300 ouvriers.

En 1895, le bureau a enregistré : 2.552 demandes, 1.262 offres, 857 placements.

Dans le royaume de Saxe à Dresde, le bureau a reçu, en 1895, 7.530 offres d'emplois et a fait 8.630 placements : 2.183 hommes et 6.447 femmes.

Dans le Wurtemberg à Stuttgart, pendant l'exercice 1894-1895 : 8.570 chômeurs se sont fait inscrire, 6.533 patrons ont demandé des bras, 5.690 places ont été procurées.

Le bureau de Brême a enregistré en 1895 : 12.084 demandes et 2.152 placements.

Celui de Mulhouse a inscrit, en 1892-93, 3.841 ouvriers et 2.563 patrons et a fait 1931 placements ; en 1895, ce bureau a enregistré : 2.557 demandes, 1.516 offres, 1.469 placements.

Enfin le bureau de Hambourg qui en 1894 avait reçu 3.749 demandes d'emplois dont il avait satisfait la moitié est maintenant dans une situation des plus florissantes et procure chaque année plusieurs milliers de places (1).

Appendice. — Résultats obtenus par les colonies ouvrières.

Nous avons dit que l'institution des colonies ouvrières s'était répandue dans toute l'Allemagne.

En 1891, il y avait 22 *Arbeiter Kolonien*.

Ces établissements font à la fois l'assistance par le travail et le placement.

Voici, pour Wilhelmsdorf (Westphalie), le pourcentage de ces placements (1) :

1885-1886 :	28,9	pour cent.
1887-1888 :	28,7	—
1888-1889 :	28,8	—
1889-1891 :	26,7	—

Dans toutes les colonies, le pourcentage est tombé de 27,4 en 1885-1886 à 19,7 en 1889-1891.

Ce dernier chiffre représente 2.623 placements pour près de deux ans.

A la fin de l'année 1898, 29 colonies de travail répandues dans l'Empire pouvaient recevoir 3.390 pensionnaires et n'en contenaient que 2.804 au 31 décembre. Elles en avaient reçu 7.333 dans l'année et refusé 1.181 dont 351 pour manque de place, 79 pour incapacité de travail, 110 pour invalidité, 32 pour intempérance. Le nombre des journées de travail effectuées en 1898 dans les 29 colonies a été de 655.012 (2). 877 ouvriers avaient été placés par la colonie, 958 s'étaient placés par eux-mêmes.

1. Ce calcul est fait sur le nombre total des individus ayant quitté la colonie pour quelque motif que ce soit : leur propre volonté, la maladie, le renvoi pour ivresse, inconduite, etc.

2. *Bulletin de l'Office du Travail*. Avril 1899, p. 362 et 363.

SECTION III. — *Placement des ouvriers, employés, domestiques par les associations dont ils font partie.*

Le placement se fait aussi beaucoup en Allemagne par les associations dont font partie les ouvriers, employés ou domestiques :

§ 1. — Enumération des diverses associations.

a. — *Sociétés de secours mutuels.* — Les employés de commerce sont, en général, membres d'une société de secours mutuels ou d'une association amicale : ces sociétés ou associations s'occupent aussi de trouver des places pour ceux qui en font partie ; elles sont, principalement dans les grandes villes, subventionnées par le corps des marchands (1).

b. — *Corporations.* — Les corporations existant encore en Allemagne, l'embauchage s'y effectue naturellement dans les corps de métiers.

L'article 97 de la loi sur l'industrie du 1^{er} Juillet 1883 titre : *des corporations*, indique, comme une des attributions de celles-ci, le soin de pourvoir aux besoins de leurs membres et de leur procurer du travail.

Les « *arbeitgeber* » ont installé des bureaux de corps de métier (*Arbeitsnachweisstellen der Innungen*) en rapport constant avec les *Herberge*, auberges où s'arrêtent les trimardeurs (2).

1. Office du Travail : *Le placement*, p. 681.

2. L'habitude du trimardage est très fortement ancrée dans les mœurs allemandes. Quand le travail fait défaut dans un

Les membres, qui font partie de ces unions purement volontaires et nullement obligatoires pour chaque genre de métier, s'obligent à n'employer aucun autre moyen de placement que celui du corps de métier.

La grande industrie n'a aucune corporation qui s'occupe de placement ; la raison en est sans doute que les offres d'emploi sont toujours plus nombreuses que les demandes.

c. — *Syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers.* — Les Syndicats professionnels soit de patrons, soit d'ouvriers, s'occupent aussi du placement mais il semble que cela ne donne pas de bons résultats à raison de l'animosité qui existe entre patrons et ouvriers.

Les organisations des ouvriers émanent des *Gewerkschaften, Gewerksvereine*, en un mot des syndicats ouvriers.

Leur tendance est contraire à celle des employeurs : elle consiste à obliger ceux-ci à s'adresser exclusivement aux associations ouvrières. Leur but est, en monopolisant le placement, d'obtenir une hausse des salaires. Le placement ne fonctionnera naturellement que pour les patrons qui consentiront aux réclamations ouvrières pour le salaire et le temps du travail. On espère mettre à l'index les autres patrons et leur refuser des ouvriers.

D'après M. Schulze Gævernitz, les organisations des patrons et des ouvriers seront toujours combattues et discutées par la partie adverse : les ouvriers ne cessent de protester contre les institutions de placement des corps
endroit, les corporations donnent à l'ouvrier et à sa famille un secours de voyage (*Reisegeld*) et les envoient aux endroits où la main d'œuvre est plus recherchée et mieux rémunérée.

de métier (*Innung*) et les entrepreneurs contre les associations professionnelles ouvrières.

Aussi voyons-nous une tendance générale à confier le placement à des syndicats mixtes composés d'employeurs et d'employés. Mentionnons cependant que, dans certaines professions où l'ouvrier est nourri et logé (boulangers, bouchers), les corporations patronales font le placement, c'est un monopole.

d. — *Syndicats mixtes*. — La nécessité de confier le placement à des syndicats mixtes a été reconnue tout récemment par des unions de placement, à Düsseldorf et à Berlin.

Dans la première réunion de l'Union pour procurer du travail, dans le district de Düsseldorf le 11 octobre 1898, le président, l'ingénieur Rademacker, dit que, seules, les associations mixtes de patrons et d'ouvriers peuvent faire un placement efficace parce qu'elles inspirent aux uns et aux autres une égale confiance. Là seulement on peut trouver l'impartialité et il condamne la prétention de certains cercles patronaux qui prétendent avoir seuls le droit et les moyens de faire le placement (1).

A Berlin, l'Union centrale pour le placement a tenu récemment, sous la présidence du Dr Freund, une séance dans laquelle, après avoir examiné les résultats de l'exercice 1898, on a discuté la question de l'organisation du placement par des syndicats professionnels mixtes (2). Voici l'ordre du jour voté par l'Assemblée : L'assemblée

1. *Soziale Praxis*. N° 3. 20 octobre 1898, p. 75.

2. *Soziale Praxis*. N° 16, 19 Janvier 1899, p. 418.

de l'Union centrale pour le placement est persuadée que le placement professionnel sous la surveillance simultanée des patrons et des ouvriers et la présidence d'une personne impartiale est la seule forme juste et possible de l'organisation du placement professionnel, et décide d'encourager avec toute son énergie la création de semblables institutions. »

Signalons à cet égard l'entente des imprimeurs : les patrons et les ouvriers imprimeurs se sont unis pour faire un bureau de placement commun, installé aux frais des deux parties.

§ 2. — Résultats obtenus par les corporations et les syndicats professionnels.

En Prusse, nous trouvons, pour 1894, les résultats suivants :

	Demandes	Offres	Placements
Corporations	121.342	54.614	47.093
Syndicats patronaux . . .	34.873	17.400	16.910
— agricoles	3.759	2.612	1.629
— ouvriers	76.046	32.968	26.760
— mixtes	58.584	33.153	23.129

Si nous comparons le placement par les syndicats à l'ensemble des résultats obtenus par les diverses institutions de placement, nous trouvons, pour 1894, en Prusse :

	Demandes	Offres	Placements
Résultats obtenus par les syndicats.	173.262	86.133	68.428
Résultats totaux	1.217.981	764.190	587.721

En 1894, les bureaux des corps de métiers ont opéré à Dusseldorf, Elberfeld, Duisbourg et Crefeld, 1.478 placements. Des 17 unions d'ouvriers, 4 seulement ont procuré plus de 100 emplois.

A Brême, le placement syndical a donné de 1894 à 1895 les résultats suivants :

Professions	Années	Demandes	Placements
Bouchers	1894	959	265
—	1895	958	267
Maçons et Charpentiers . .	1894	1.474	228
—	1895	1.731	466
Menuisiers et ébénistes . .	1894	3.093	593
—	1895	3.136	736
Peintres et vitriers. . . .	1894	842	100
—	1895	699	130
Serruriers et forgerons . .	1894	3.985	182
—	1895	3.537	431

Il faut reconnaître que le placement par les syndicats ou corporations n'a pas, en Allemagne, une importance capitale.

SECTION IV. — *Placement par les bureaux municipaux.*

Actuellement, en Allemagne, c'est le placement par bureaux municipaux qui est le plus pratiqué et qui prend une extension de plus en plus grande sur tout le territoire.

D'après M. Schulze Goevernitz (1), ce placement communal est ce que l'on a trouvé de plus impartial et ser-

1. Rapport au Musée Social.

vant le mieux les intérêts des deux partis, surtout quand on peut mettre à la tête une personne payée par la ville et qui dirige le bureau comme une entreprise privée.

L'impulsion vers la création et l'organisation de bureaux municipaux a été d'autant plus forte qu'elle se rattache principalement aux Conseils de Prud'hommes (*Gewerbe-gericht*).

Les Conseils de prudhommes ont été créés par la loi du 29 juillet 1890 ; ils comprennent une égale représentation d'ouvriers et de patrons, mais les membres ouvriers ou patrons ne composent pas à eux seuls le tribunal comme en France ; en Allemagne, le président et le vice-président sont pris nécessairement en dehors de l'élément patronal ou ouvrier, et sont nommés par l'autorité municipale (1).

Ce sont ces conseils qui ont donné l'impulsion pour la création de bureaux municipaux.

En 1893, le Conseil de Stuttgart avait élaboré un projet de bureau municipal et le président publiait un mémoire au nom du *Gewerbegericht* pour indiquer quels étaient les motifs du projet (2). Il constatait qu'en 1893 la plus grande partie des placements sont obtenus à l'aide de la recherche personnelle et du bureau rétribué, ce qui est dommageable pour les patrons et pour les ouvriers.

Il indiquait la nécessité de créer dans toutes les villes une institution centrale de placement à laquelle il ne faudrait pas donner un caractère philanthropique parce

1. M. Jay, à son cours.

2. Cf. article d'Oldenberg dans le *Jarbuch für Gesetzgebung und Verwaltung*. 1895, 1^{er} cahier.

que les institutions charitables ont une clientèle limitée.

Ce qu'il faut, ce sont des bureaux municipaux dont la direction serait confiée, non aux ouvriers, car alors il y a méfiance de la part des patrons, mais à une représentation des deux éléments patronal et ouvrier et, pour cela, il faut faire appel aux *Gewerbegerichte* (1). Le placement devait être gratuit pour ne pas laisser subsister les modes vicieux de placement actuel.

C'est sur ces indications que fut créé le bureau municipal de Stuttgart et presque aussitôt après le bureau de Francfort-sur-le-Mein, de Munich, etc.

Nous allons étudier successivement la création des bureaux municipaux ;

Leur organisation intérieure ;

Les ressources de ces bureaux ;

Le mode de placement qu'ils effectuent ;

Les conditions auxquelles ce placement est effectué ;

Enfin les résultats obtenus par ces bureaux.

§ 1. — Création de bureaux municipaux.

a. — *Etats prussiens*. — A Schöneberg, près Berlin, le Conseil municipal a déposé une proposition tendant à créer un bureau de placement gratuit (2).

Dans la province de Brandebourg, l'administration communale de la ville de Spandau avait jusqu'à présent repoussé la proposition des délégués démocrates, consis-

1. M. Jay, à son cours.

2. *Soziale Praxis*, n° 19, 9 février 1893, p. 509.

tant à créer un bureau de placement municipal sous prétexte que le besoin ne s'en faisait pas sentir. Actuellement, le ministre de l'Intérieur lui-même a ordonné à l'administration de faire cette création (1).

A Charlottenbourg, un bureau gratuit a été ouvert le 1^{er} octobre 1898 (2).

En Poméranie, à Stettin, la commission saisie du projet de fondation d'un bureau gratuit de placement s'est prononcée pour l'affirmative (3). D'autre part, le 12 novembre 1898, la Chambre agricole de Poméranie a discuté l'opportunité d'établir un bureau de placement agricole ; la question a été renvoyée à une commission qui concluera sûrement dans un sens favorable (4).

En Silésie, à Breslau, la chambre agricole a ouvert un bureau de placement le 3 octobre 1898 (5).

Dans la province de Saxe, des bureaux de placement municipaux existent à Erfurt, Halle, Nordhausen ; à Magdebourg, l'assemblée municipale, après un long et vif débat, a voté le 17 novembre 1898, par 29 voix contre 22, la création d'un bureau municipal ayant pour but de rapprocher les employeurs et les employés (ouvriers industriels et agricoles, journaliers, domestiques et apprentis des deux sexes) et pouvant entrer en rapport avec d'autres institutions analogues (6).

1. *Soziale Praxis*, n° 5, 3 novembre 1898, p. 121.

2. *Soziale Praxis*, n° 16, 6 octobre 1898, p. 20.

3. *Soziale Praxis*, n° 21, 23 février 1899, p. 571.

4. *Soziale Praxis*, n° 8, 24 nov. 1898, p. 204.

5. *Soziale Praxis*, n° 3, 20 octobre 1898, p. 76.

6. *Soziale Praxis*, n° 8, 24 nov. 1898, p. 204.

En Westphalie, nous trouvons aussi des bureaux municipaux à Bielefeld, Duisbourg, Hörse.

Dans la province de Hesse-Nassau, un bureau de placement municipal a été créé à Francfort-sur-le-Mein dès le 18 janvier 1895 sur le modèle de celui de Stuttgart.

Dans la Prusse Rhénane, des bureaux municipaux existent déjà à Crefeld, Elberfeld, Mayence, Trèves. Enfin, à Bonn, le conseil municipal a décidé, le 25 novembre 1898, la création d'un bureau municipal pour le placement des employés et ouvriers des deux sexes (1).

Dans la province de Hanovre, à Osnabrück, le bureau municipal a été fondé le 1^{er} septembre 1896 (2), à Gœttingen, les collèges municipaux ont décidé la création d'un bureau gratuit fonctionnant à dater du 1^{er} janvier 1899, d'après le type de celui d'Erfurt.

Dans le Schlessvig Holstein, un bureau de placement municipal existe à Itzehœ.

b. — Etats confédérés. — Dans le royaume de Bavière, des bureaux municipaux de placement ont été créés à Munich (15 juin 1895), à Bamberg, à Furth et à Nuremberg. Cette institution ne peut qu'augmenter d'importance d'autant plus qu'en juin 1894 le ministre de l'intérieur de Bavière adressait une circulaire aux municipalités à l'effet de favoriser la création de bureaux municipaux (3).

Dans le royaume de Saxe, un bureau municipal existe

1. *Soziale Praxis*. N° 9, 2 décembre 1898, p. 233.

2. *Soziale Praxis*. N° 13, 29 décembre 1898, p. 344.

3. *Soziale Praxis*, n° 15, 12 janvier 1899, p. 384.

à Mülhausen ; en outre, à Chemnitz, les délégués démocrates demandent la création d'un bureau municipal de placement gratuit (1).

Dans le royaume de Wurtemberg, nous trouvons d'abord le bureau de Stuttgart qui a servi de modèle à tous les autres : les statuts du bureau municipal de cette ville ont été faits le 27 octobre 1894, le bureau fonctionne depuis le 1^{er} avril 1895. Depuis, des bureaux analogues ont été créés à Cannstatt, Esslingen, Heilbronn, Ravensburg, Ulm.

Dans la principauté de Reuss Schleitz, Gera possède un bureau de placement municipal.

Enfin, en Alsace, nous trouvons aussi un bureau de ce genre à Strasbourg.

A l'heure actuelle, partout où il existe des *Gewerbe-gerichte*, il est créé un bureau municipal de placement ; le mouvement a pris une grande extension et tous les gouvernements allemands ont beaucoup favorisé ces créations.

§ 2. — Organisation intérieure des bureaux municipaux.

Nous venons de voir que le nombre des bureaux municipaux de placement augmente chaque jour et nous avons dit que ce mouvement d'expansion du placement municipal dérivait principalement des *Gewerbegerichte*. Ces conseils constituent des institutions municipales et c'est surtout sur leur initiative que les municipalités se sont occu-

1. *Soziale Praxis*, n° 8. 24 novembre 1898, p. 204.

pées du placement; aussi, en général, les bureaux municipaux dépendent-ils de ces conseils et c'est sous leur surveillance qu'ils font leurs opérations. Mais, dans certaines villes au contraire, les bureaux ont été créés par les municipalités et ne dépendent que d'elles.

Les bureaux municipaux peuvent donc se diviser en deux catégories :

La première comprendrait les bureaux pour lesquels la commission directrice est composée en tout ou en partie des membres du Conseil des Prud'hommes (*Gewerbegericht*).

La deuxième comprendrait les bureaux indépendants des *Gewerbegerichte* et surveillés par une Commission composée de personnes étrangères à ces conseils ; le plus souvent alors, ce sont des magistrats municipaux.

Première catégorie. — Bureaux municipaux reliés plus ou moins aux Conseils de Prud'hommes.

a. — *Etats prussiens.* — A Charlottenburg, dans le Brandebourg, le comité directeur du bureau municipal comprend le président du Conseil des Prud'hommes assisté de 3 patrons et de 3 ouvriers (1).

A Stettin, en Poméranie, le bureau municipal sera dirigé par une commission de 7 membres : le président sera un membre du Conseil municipal, il sera assisté de 3 patrons, dont 2 prud'hommes, et de 3 ouvriers, dont 2 prud'hommes également (2).

A Breslau, en Silésie, c'est un comité de 15 personnes qui organise et surveille le bureau ; il comprend : 1 ma-

1. *Soziale Praxis*, n° 1. 6 octobre 1898, p. 20.

2. *Soziale Praxis*, n° 21. 23 février 1899, p. 571.

gistrat comme président, 7 patrons et 7 ouvriers, dont 4 patrons et 4 ouvriers nommés par les membres du *Gewerbegericht* et 3 patrons et 3 ouvriers nommés par l'assemblée des délégués municipaux ; ils sont élus pour trois ans.

Dans la province de Saxe, le bureau municipal de Magdebourg est sous la surveillance d'une Commission ainsi composée : 1 membre du conseil municipal, assisté de 5 patrons et de 5 ouvriers, dont 6 membres des prud'hommes et 4 de l'assemblée des délégués communaux : ils sont nommés pour trois ans (1). A Halle, une commission dirige le bureau sous la surveillance du conseil municipal qui nomme le président ; elle comprend 6 membres et 4 suppléants, moitié ouvriers, moitié patrons, nommés pour deux ans par leurs pairs du *Gewerbegericht* ; à Nordhausen, le conseil municipal nomme les 4 membres de la commission parmi les membres des prud'hommes (2 patrons et 2 ouvriers), mais il choisit le président en dehors.

Dans la province de Hesse Nassau, à Francfort-sur-le-Mein, le président est nommé par le Conseil municipal et les 8 membres par leurs pairs des prud'hommes.

Dans la Prusse Rhénane, le bureau de Crefeld, fondé en octobre 1894, est dirigé par le président du *Gewerbegericht* qui a, à ses côtés, une commission nommée par les magistrats municipaux ; le bureau de Trèves, au contraire, a une organisation semblable à celle de Stuttgart (2).

1. *Soziale Praxis*, n° 8. 24 novembre 1898, p. 204.

2. Voir plus loin, p. 162.

b. — *Etats confédérés.* — Dans les Etats confédérés, nous devons citer en première ligne le Wurtemberg. C'est en effet le conseil des prud'hommes de Stuttgart, capitale du Wurtemberg, qui a donné l'impulsion à ce mouvement vers la création et l'organisation des bureaux municipaux, et c'est le projet formulé par ce conseil qui a servi de modèle à la plupart des autres pays, du moins dans ses grandes lignes.

Aussi croyons-nous bien faire de donner ci-dessous les statuts du bureau de Stuttgart qui sont d'ailleurs parmi les plus complets sur la matière :

1° Le bureau de travail de la ville de Stuttgart a pour but de servir d'intermédiaire (au travail) entre les patrons et les travailleurs (ouvriers, domestiques et apprentis).

2° Le bureau comprend une section masculine et une section féminine.

3° Le bureau est soumis au haut contrôle du conseil communal (*Gemeinderath*), il est conduit et surveillé par une commission composée :

a) — D'un président et de 2 suppléants;

b) — De 8 membres et de 8 suppléants.

Le Président de la commission et ses suppléants sont le président du *Gewerbegericht* et ses suppléants.

Les membres de la commission et leurs suppléants sont choisis par les membres du *Gewerbegericht* et parmi eux, à raison de 8 représentants (4 membres et 4 suppléants) par chacun des 2 partis : patrons et ouvriers.

Les collèges municipaux ont le droit de déléguer chacun un de leurs membres qui prendra part aux séances de la commission avec voix délibérative.

4° Pour la validité de l'élection, il faut qu'au moins la moitié des membres patrons et ouvriers du Conseil des Prud'hommes prennent part au scrutin.

La charge des membres et des suppléants cesse en même temps que leur mandat de membres du Conseil des Prud'hommes.

Quand on n'arrive pas à une élection valable du côté des patrons ou du côté des ouvriers, ou bien si un membre élu refuse d'entrer dans la Commission et qu'un second choix n'ait pas plus de succès, l'élection est déferée aux collèges municipaux réunis. Ceux-ci choisissent alors les membres de la Commission et leurs suppléants parmi les personnes désignées au § 10 de la loi impériale du 29 juillet 1890, comme pouvant faire partie des *Gewerbegerichte*. Le choix doit comprendre 4 membres et 4 suppléants pour chacun des deux partis (patrons et ouvriers).

5° Les séances de la commission auront lieu selon les besoins sur convocation du président, mais au moins tous les deux mois.

Quand un membre est empêché d'assister à la séance on appelle un remplaçant. Pour chaque séance, les membres reçoivent une indemnité de 3 marks.

6° Les employés de bureau sont choisis par le Conseil communal après rapport de la commission.

7° Le fonctionnement du bureau sera déterminé par une ordonnance rendue par le Conseil communal après rapport de la commission (1).

1. L'ordonnance annoncée fixe les heures d'activité du bureau, la tenue des livres, etc.

8° Les frais de l'entretien du bureau seront supportés par la ville ; le placement est gratuit.

9° Le bureau fonctionnera à partir du 1^{er} avril 1895.

Les autres bureaux, soumis au contrôle des *Gewerbe-gerichte*, ne diffèrent guère de celui-ci que par des détails de fonctionnement.

Dans le Wurtemberg, les uns tels que le bureau de Cannstatt, celui d'Esslingen fondé le 1^{er} avril 1894, celui d'Heilbronn fondé le 24 septembre 1894, celui de Ravensburg fondé le 1^{er} avril 1895 ont admis une organisation absolument semblable à celle de Stuttgart ; les autres ne l'ont adoptée qu'en partie, c'est ainsi que, dans le bureau d'Ulm, les membres de la commission et leurs suppléants sont bien nommés par le Conseil de Prud'hommes et pris dans son sein, mais le président de la commission est choisi par le *Gemeinderath*.

En Bavière, à Munich, la commission a un président spécial dont le suppléant est le président du *Gewerbegericht*. Les 3 membres patrons sont choisis parmi les *Gemeindebürger* par le Conseil municipal et le collège communal ; les 3 membres ouvriers, par les membres du *Gewerbegericht*. A Nuremberg, le bureau est placé sous la haute surveillance de la municipalité. La direction en est confiée à un président compétent, à 2 membres du Conseil municipal et du collège communal et à 4 patrons et 4 ouvriers dont 2 au moins de *Gewerbegericht*. A Bamberg, la commission est composée de 11 membres ; le président est celui du *Gewerbegericht* ; les membres patrons et ouvriers sont nommés par différents collèges et associations.

Deuxième catégorie. — Bureaux municipaux indépendants des *Gewerbergerichte*.

a. — *Etats prussiens.* — Dans les Etats prussiens, nous trouvons des bureaux municipaux de ce genre en Saxe, en Westphalie, dans la Prusse Rhénane, dans le Hanovre.

En Saxe, à Erfurt, le bureau est administré par 1 président, 6 membres et 4 suppléants. Le conseil municipal choisit le président ; les membres et leurs suppléants sont choisis par l'assemblée des représentants municipaux : moitié parmi les patrons, moitié parmi les ouvriers pour une durée de deux ans.

En Westphalie, à Hörde, le bureau est surveillé par un comité dont le président est nommé par la commission du district qui choisit également, parmi ses membres, 6 assesseurs et 6 suppléants. Il en est de même à Duisbourg, mais là, c'est le bourgmestre qui surveille.

Dans la Prusse Rhénane à Elberfeld, le bureau est administré par 1 président et 12 membres composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers, sous la surveillance du bourgmestre.

A Göttingen, dans le Hanovre, le conseil municipal exerce, par une commission, son contrôle sur le bureau qui fonctionne à partir du 1^{er} janvier 1899 (1).

b. — *Etats confédérés.* — Dans les états confédérés, nous trouvons des bureaux de ce genre à Fürth (Bavière), à Mülhausen (Saxe) à Gera, à Strasbourg.

A Mülhausen, dans le royaume de Saxe, le bureau de

1. *Soziale Praxis*. n° 13, 29 décembre 1898, p. 344.

placement est relié au bureau de recensement des habitants.

A Gera, dans la principauté de Reuss Schleitz, le *Stradtrath* surveille le bureau de placement. L'organisation et la surveillance immédiate appartiennent à une commission mêlée, composée de 2 membres du conseil communal et 2 autres membres pris parmi les concitoyens, dont un patron et un ouvrier.

A Strasbourg, en Alsace, la surveillance du bureau de placement est confiée à une commission de 5 membres : 1 président et 4 assesseurs, moitié patrons, moitié ouvriers. Les membres de la Commission sont nommés par le *Gemeinderath* pour une durée de quatre ans.

§ 3. — Ressources des bureaux municipaux.

Dans toutes les villes où il existe un bureau municipal, c'est la commune qui supporte tous les frais de création, d'entretien et de fonctionnement du bureau.

Dans le Wurtemberg, on a donné pour 1895-1897 une somme annuelle de 5.000 marks pour fournir au placement ; cette subvention a été élevée à 6.000 et même 7.000 marks dans les années 1897-1899. Nous avons indiqué plus haut (1) le § 8 des statuts du bureau de Stuttgart, aux termes duquel les frais de l'entretien du bureau sont supportés par la ville. Il en est de même pour tous les bu-

1. Voir page 164.

reaux qui ont été créés à l'imitation de celui de Stuttgart (1).

A Munich, la commune supporte aussi tous les frais ; ces frais se sont élevés, en 1896, à 12.574 marks (dont 2000 marks de loyer).

§ 4. — Objet et mode du placement effectué par les bureaux municipaux.

a. — *Objet*. — En principe, les bureaux municipaux s'occupent du placement de tous les ouvriers, domestiques ou employés sans distinction de sexe.

Il en est ainsi notamment dans la province de Brandebourg à Charlottenbourg (2), dans la Prusse Rhénane à Bonn (3), ainsi que dans les bureaux du Wurtemberg et de la Bavière.

En Westphalie, le bureau de Bielefeld ne s'occupait que du placement des hommes ; depuis le 1^{er} janvier 1899, il place aussi les femmes (4).

Certains bureaux s'occupent exclusivement de travaux agricoles ; il en est ainsi à Stettin (Poméranie), à Breslau (Silésie) (5).

b. — *Mode*. — La manière dont le placement est fait

1. Notamment Francfort-sur-le-Mein (§ 9 des statuts du bureau municipal de cette ville).

2. *Soziale Praxis*, n. 1, 6 octobre 1898, p. 20.

3. *Soziale Praxis*, n. 9, 2 décembre 1898, p. 233.

4. *Soziale Praxis*, n. 7, 17 novembre 1898, p. 179.

5. *Soziale Praxis*, n. 3, 20 octobre 1898, p. 76 et n. 8, 24 novembre 1898 p. 204.

dans ces bureaux de placement est des plus remarquables.

Le bureau de Stuttgart, que l'on peut considérer comme le bureau type, s'est mis à la recherche de la clientèle et, à cet effet, a recouru à tous les procédés de publicité; il s'est mis en rapport avec les journaux locaux de toute opinion pour y insérer des annonces, il adresse des circulaires à toutes les associations industrielles ou professionnelles ; il fait placer des affiches un peu partout. Le téléphone joue un rôle prépondérant, car il relie le bureau au *Gewerbegericht* et à tous les industriels importants.

Enfin les huit bureaux municipaux du Wurtemberg se sont fédérés : ils sont reliés par le téléphone, et le ministère a même ordonné la communication téléphonique de tous les bureaux entre eux aux frais de l'Etat. Chaque bureau doit avoir une communication directe, et non plus, comme c'était l'habitude dans les petits bureaux, un simple raccordement au téléphone de la mairie. L'Etat prend à sa charge non seulement le prix annuel de l'abonnement (100 marks), mais encore les taxes que l'on perçoit pour les communications avec les faubourgs de Stuttgart et les villes du voisinage : chaque année, au mois d'avril, un relevé de ces frais est fourni au ministère (1).

En outre, pour rendre le placement plus facile sur tout le territoire, tous les bureaux municipaux font entre

1. On pourrait croire que ce sont les bureaux extérieurs qui se servent le plus du téléphone pour tâcher de placer leurs ouvriers en chômage à Stuttgart ; cependant le nombre des communications de la ville à l'extérieur est sensiblement égal à celui des communications venant de l'extérieur.

eux l'échange réciproque des listes d'emplois vacants. Cette communication se fait par le ministère de l'intérieur. Deux fois par semaine, les gérants envoient une liste des emplois qui leur ont été offerts ou demandés (1) : on a choisi pour cela le mardi et le vendredi, car c'est surtout le lundi et le jeudi qu'affluent les offres et les demandes (2). Celles auxquelles on n'a pu donner immédiatement satisfaction sont inscrites sur la liste ; celle du vendredi contient en outre les vacances depuis le commencement de la semaine. Ces informations arrivent à Stuttgart dans la soirée ; elles sont aussitôt réunies sur une seule liste tirée à cent exemplaires. Les employés en ont connaissance le samedi et peuvent se présenter dès le lundi au bureau qui a l'emploi vacant.

Il est à remarquer que le téléphone et cette liste servent beaucoup plus à procurer des emplois aux hommes qu'aux femmes, car celles-ci se déplacent plus rarement et préfèrent travailler dans la ville où elles sont ou dans les environs immédiats.

L'exemple du bureau de Stuttgart a été suivi par beaucoup d'autres bureaux ; nous croyons bien faire en donnant ici le résumé des observations de M. l'inspecteur Hartmann relativement au bureau de Munich.

Le bureau de placement de Munich est une institution municipale de bienfaisance : la ville en supporte les frais.

1. Chaque gérant reçoit 60 marks pour l'envoi des listes.

2. Le docteur Harlenstein estime qu'un envoi plus fréquent des listes donnerait beaucoup de mal aux employés des bureaux et aucun résultat, car d'un jour à l'autre les changements sont insignifiants.

Le bureau situé dans un bâtiment municipal, se divise en deux sections : celle des hommes et celle des femmes. Chacune a son local spécial et son branchement téléphonique particulier.

Le local de la section masculine est divisé en deux bureaux et quatre salles d'attente ; celui des femmes comprend deux bureaux et deux salles d'attente.

Les patrons sont reçus séparément et peuvent exposer leurs conditions sans être vus ni entendus des ouvriers.

Les garçons de bureau qui sont dans le corridor et les ouvriers en chômage dans la salle d'attente sont appelés dans le bureau par une sonnerie électrique ; ces derniers ne doivent pénétrer que 5 à la fois.

Le bureau publie les offres et demandes d'emplois de toutes sortes pour les deux sexes, pour toutes sortes de métiers, travailleurs sans instruction ni métier, employés de commerce et apprentis des deux sexes.

Pour faire connaître les ouvriers en chômage et les places vacantes, on se sert de listes que l'on divise pour les hommes en 32 cases et pour les femmes en 10 cases correspondant à autant de classes dans lesquelles on a rangé les différentes professions.

Le patron qui cherche un employé peut faire sa demande oralement ou renvoyer au gérant du bureau un formulaire qui lui est donné gratuitement.

L'ouvrier vient dans la salle d'attente où il remplit son formulaire de demande.

Dès qu'un emploi est offert, on l'annonce dans la salle d'attente et s'il s'y trouve quelqu'un qui puisse réunir les conditions exigées, on le fait entrer dans le bureau des pa-

trons si celui-ci est venu en personne, ou bien on envoie l'ouvrier à son domicile avec une carte de recommandation : cette carte doit être signée du patron et rapportée par l'ouvrier au gérant du bureau afin que l'on sache si la place est acceptée ou s'il faut y envoyer d'autres personnes.

Le téléphone rend au bureau des services signalés ; presque tous les patrons qui sont reliés au réseau téléphonique ne correspondent que par ce moyen : pour ce bureau, le téléphone est devenu indispensable.

Partout, les bureaux municipaux usent de la publicité la plus grande : pour Breslau (Silésie), de grandes affiches, apposées dans les gares silésiennes, recommandent cet établissement (1).

§ 5. — Conditions auxquelles le placement est fait par les bureaux municipaux.

Le placement fait par les bureaux municipaux est essentiellement gratuit. C'est un principe qui se trouve consacré expressément dans les statuts du bureau de Stuttgart et des autres bureaux fondés sur des modèles analogues, notamment à Francfort-sur-le-Mein, à Munich, etc. (2).

Certains bureaux cependant prélèvent, sur les employeurs, une taxe très légère, soit afin de diminuer les charges de la commune : il en est ainsi à Strasbourg, soit afin de pouvoir donner plus d'extension au placement :

1. *Soziale Praxis*. N° 3, 20 octobre 1898, p. 76.

2. § 10. « *Die Arbeitsvermittlung geschieht unentgeltlich.* »

c'est ce qui vient d'être proposé à Bielefeld. Nous verrons plus loin (1) les motifs qui ont été donnés pour justifier l'établissement de ces taxes; pour le moment mentionnons simplement que le principe de la gratuité est généralement consacré par les statuts des divers bureaux.

§ 6. — Résultats obtenus par les bureaux municipaux.

Les résultats obtenus par les bureaux municipaux ont été excellents, et tous les rapports font espérer un rapide accroissement.

Le bureau municipal de Stuttgart fondé le 1^{er} avril 1895 a, dans sa première année, surpassé de beaucoup le bureau fondé par les sociétés de bienfaisance et qui existait depuis trente ans. En voici les résultats.

Année — Exercice	Bureau des Sociétés de	Demandes d'emplois	Offres	Placements
1894-1895	Bienfaisance	8.570	6.533	—
Du 1 ^{er} avril au 31 décembre 1895	Bureau municipal	15.816	13.576	7.512

Du 1^{er} avril au 31 août 1895, le bureau de Stuttgart a fait 3.131 placements; en décembre il a placé 494 ouvriers bien que le mois soit très défavorable au placement des manœuvres.

Pendant l'année 1896, les bureaux publics de placement ouverts par les municipalités ont reçu: 34.855 offres d'emplois et 50.150 demandes de travail, sur lesquelles

1. Voir p. 189.

20.306 placements ont été effectués, dont 15.056 concernaient des hommes et 5.250 des femmes (1).

A Munich, le bureau municipal a reçu en 3 ans : 144.328 demandes de travail, 100.794 offres et a fait 83.822 placements. Dans le premier mois de son existence, il avait déjà effectué 875 placements ; dans le mois de décembre 1895 seul, le bureau avait fait 1.096 placements ; ceci tient, il est vrai, à ce qu'il s'occupe aussi des employés de commerce (2).

Voici d'ailleurs un tableau des principaux résultats que nous avons pu connaître :

Première catégorie de bureaux municipaux.

Années	Provinces	Villes	Demandes de travail	Offres de travail	Placements
—	—	—	—	—	—
<i>a. — Etats prussiens.</i>					
1895 (du 1 ^{er} octob. au 31 déc.).	Saxe	Halle	924	548	277
1895	Prusse Rhénane	Trèves (3)	1617	749	»
1897-1898 (du 1 ^{er} mai au 1 ^{er} mai).	»	Mayence (4)	h. 5554 f. 473	3636	2026
				683	98
1898-99	Silésie	Breslau (5)	11.475	10.493	8.319 $\left\{ \begin{array}{l} 4.665 \text{ h.} \\ 3.654 \text{ f.} \end{array} \right.$

1. *Bulletin de l'Office du travail*, mars 1897.

2. *Bulletin de l'Office du travail*, février 1896, p. 110.

3. La plupart des offres et des demandes ont été satisfaites, mais peu ont été annoncées au bureau.

4. *Soziale Praxis*, n° 15, 12 janvier 1899, p. 394.

5. *Soziale Praxis*, n° 12, 21 décembre 1899, p. 307.

b. — *Etats confédérés.*

1895 (2 mois)	Bavière	Munich (1)	2.639	9.661	1.965
1896	»	»	30.057	47.008	25.586
1897	»	»	34.726	41.002	28.855
1898	»	»	38.991	54.994	32.336
1895	Wurtemberg (2)	Cannstatt	4.757	2.625	1.166
»	»	Esslingen	2.446	991	422
»	»	Heilbronn	2.939	1.196	315
»	»	Ravensburg	2.826	1.544	545
»	»	Ulm	4.170	5.932	2.459

Deuxième catégorie de bureaux municipaux.

Années	Provinces ou Etats	Villes	Demandes de travail	Offres de travail	Placements
—	—	—	—	—	—

a. — *Etats prussiens.*

1895	Saxe	Erfurt	12.394	9.218	8.354
1895	Westphalie	Duisbourg	438	30	249
1895 (du 15 août 1895 au 31 janvier 1896).	Prusse	Hörde	377	337	178
1895	Rhénane	Elberfeld	2.205	917	901
1897-1898 (du 1 ^{er} avril 1897 au 1 ^{er} avril 1898).	Hanovre	Osnabrück (3)	h. 1.277 f. 703		1.051
					476

b. — *Etats confédérés.*

1895	Bavière	Fürth	3.813	3.769	2.197
1895 (du 1 ^{er} avril au 31 déc.).	Saxe	Mulhausen	51	102	29
1895-1896 (du 1 ^{er} nov. au 31 mars).	Alsace	Strasbourg	2.006	1.121	737

1. *Soziale Praxis*, n° 25, 23 mars 1899.

2. Voir les résultats du bureau municipal de Stuttgart, p. 172.

3. *Soziale Praxis*, n° 13, 29 décembre 1898, p. 314.

On le voit, les résultats obtenus par les bureaux municipaux sont considérables et l'on ne peut qu'applaudir au développement de cette institution puisqu'elle assure le placement gratuit à tous ceux qui ont besoin de travailler pour vivre ; au point de vue moral comme au point de vue économique, au point de vue social comme au point de vue des intérêts privés, le placement municipal apparaît comme un des procédés les plus parfaits.

M. Jay a fait cependant observer très justement que le développement de ce placement municipal peut, dans tous les pays, soulever une question délicate : Quelle sera l'attitude de ces bureaux en cas de grève ou de renvoi d'ouvriers ?

Nous verrons plus loin comment la question a été résolue en Suisse. En Allemagne, les créateurs du bureau de Francfort-sur-le-Mein avaient voulu insérer dans les statuts une disposition permettant au bureau de cesser de fonctionner en cas de grève, mais le gouvernement a refusé d'approuver cette clause des statuts. M. Jay fait remarquer qu'il serait pourtant possible de subordonner la décision du bureau, en cas de grève, à l'attitude des parties en présence, par exemple, subordonner la décision du bureau à la soumission à la sentence rendue par le *Gewerbegericht* ; ce serait une sanction à ces sentences d'arbitrage (1), car le bureau refuserait ses services aux

1. En Allemagne, les Conseils de Prud'hommes ont un double rôle : non seulement ils interviennent comme en France dans les discussions qui s'élèvent entre patrons et ouvriers à l'occasion de l'exécution du contrat de travail, mais encore ils sont appelés à jouer le rôle de Conseils de conciliation en cas de con-

ouvriers ou aux patrons qui ne se sont pas conformés ou soumis à la sentence. Un bureau allemand a adopté récemment ce système.

Cette question *Streik Klausel* a été examinée au congrès de Carlsruhe le 13 septembre 1897 dans la séance de l'après-midi (*Gruppenversammlung*).

L'opinion que nous avons précédemment énoncée y a été soutenue mais l'opinion contraire y a été également défendue notamment par le Dr Flesch de Francfort-sur-le-Mein.

D'après lui, ce sont les ouvriers qui doivent s'abstenir d'aller au bureau de placement pendant la grève, afin de soutenir leurs camarades, mais il n'y a pas de raison pour fermer ces offices. En effet, le patron pourra toujours, même si le bureau lui refuse ses services, faire embaucher des ouvriers par un placeur libre ou au moyen d'annonces. Par conséquent, ce n'est pas de la fermeture du bureau que dépend le succès ou l'échec d'une grève, mais bien de l'attitude des ouvriers. « Le salut des ouvriers dans leurs luttes, dit le Dr Flesch, ne consiste pas dans le chômage des offices de placement, mais dans la fortification de leurs organisations, lesquelles sont complètement en dehors de l'influence des bureaux de placement gratuits et qui, de même, ne peuvent influencer sur ceux-ci en aucune façon ».

testations survenues entre patrons et ouvriers à l'occasion des conditions de continuation ou de reprise du contrat de travail (Titre III, art. 61, loi du 29 juillet 1890). *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'Etranger*. Chap. V.-I Allemagne p. 473 à 481.

SECTION V. — *Placement par des bureaux
formés d'éléments divers.*

Nous voulons parler ici des bureaux formés soit par des ligues pour l'encouragement à la formation de bureaux de placement, soit par des unions formées entre les municipalités et les associations charitables, ou encore entre les municipalités et les syndicats.

C'est ainsi qu'à Liegnitz en Silésie, un bureau de placement a été créé le 15 novembre 1898 ; il subsiste au moyen de subventions de la ville, de la province et des associations charitables. Ce sont aussi des membres de ces divers corps qui s'occupent de l'administration du bureau. Le placement est complètement gratuit pour les ouvriers : on perçoit un léger droit des patrons (1).

En 1896, une ligue pour l'encouragement des bureaux de placement s'est formée dans la Prusse Rhénane. Le comité se compose d'hommes occupant des positions totalement différentes tels que premiers employés du gouvernement, propriétaires de fabriques, particuliers.

Un bureau central ayant son siège à Düsseldorf a été établi avec la triple mission :

1^o De recevoir chaque semaine les offres et demandes de travail des bureaux particuliers, d'en dresser la liste générale et de la leur renvoyer.

2^o De donner à ces offices particuliers tous les rensei-

1. *Soziale Praxis*. N^o. 9. 2 décembre 1898, p. 233.

gnements qu'ils pourront lui demander en ce qui concerne le marché du travail ;

3° De fonder de nouveaux bureaux de placement et de les protéger.

La ville de Cologne a réuni les associations de toute nature en vue de la création d'un bureau de placement commun.

§ 1. — Les Unions et corporations ci-dessous de notre ville ;

1° L'union des métiers : *Der Gewerbeverein.*

2° L'union des artisans indépendants : *Der Verein selbständiger Handwerker.*

3° L'élite des corporations : *Der Innungsausschuss.*

4° *Der Katholische Gesellenverein.*

5° *Der evangelische Arbeiterverein.*

6° *Die Katholischen Arbeitervereine.*

7° *Das Gewerkschaftskartell.*

forment une union qui se donne pour but, par un travail commun, de mettre en rapport les donneurs et les chercheurs de travail.

Le placement est gratuit (§ 3). Il est fait pour les chômeurs des deux sexes de tout état et de toute condition.

Ces bureaux ainsi composés ne jouent évidemment qu'un rôle secondaire dans le placement. Quelques-uns d'ailleurs, comme celui de Fribourg (1) sont fondés dans un but charitable et nous les avons indiqués au titre I, section II de ce chapitre.

TITRE II. — Placement payant.

Nous trouvons aussi en Allemagne le placement payant qui est pratiqué surtout par des bureaux de placement privés analogues à ceux qui existent en France.

SECTION I. — *Bureaux de placement privés.*

Ces bureaux n'existent en Allemagne que pour le placement des domestiques, gens de maison des deux sexes.

Ces bureaux sont cependant assez nombreux : le nombre des loueurs de domestiques à Berlin est de 130. A Stuttgart, dans le Wurtemberg, il y en avait 74 en 1891, pour les domestiques, garçons de café et de restaurant, cordonniers.

Ces bureaux sont régis par les art. 35 et 38 de la *Gewerbeordnung* ou loi sur l'industrie du 1^{er} juillet 1883 (1).

1. Le § 35 interdit d'accorder aux personnes, dont on ne connaît pas pertinemment la prudence et les capacités, l'autorisation de donner des leçons de danse, gymnastique et natation. Certains autres métiers sont soumis à la même règle : les uns sont dangereux pour la santé (commerce de vieux habits, vieux linges, vieux lits, batterie de cuisine en métal, etc) ; les autres menacent la sécurité publique (commerce de dynamite et autres matières explosibles) ; d'autres encore, parmi lesquels sont classés les bureaux de placement, sont considérés comme dangereux au point de vue moral.

Plusieurs Etats de l'Empire allemand ont, en outre, des règlements particuliers sur les bureaux de placement.

En Prusse, une proclamation du ministre du commerce et de l'industrie du 18 mars 1885 prescrivait 2 registres et fixait certaines règles pour l'inscription des patrons et des ouvriers, en donnant aux employés de la police la mission de veiller à l'exécution de ces règlements (1).

En Saxe, l'ordonnance du 28 mars 1892 § 32 prescrit une tenue de livres régulière sous la surveillance de la police.

En Bavière (2), le principe est la libre autorisation des bureaux de placement conformément à la *Gerwerbeordnung* impériale, à l'exception toutefois des agences opérant le placement pour les professions mentionnées au § 35 de la dite ordonnance. Mais il y a, en outre, beaucoup de décisions anciennes et de règlements de police anciens ou récents qui règlent la tenue des livres, les

1. Deux circulaires des ministres de l'Intérieur, et du Commerce et de l'Industrie sont relatives aux agences théâtrales. La première du 30 novembre 1892 flétrissant les procédés de certains de ces bureaux qui réduisent à la mendicité les malheureux qui s'adressent à eux, ou qui excitent à la débauche la partie féminine de leur clientèle, enjoint aux employés de la police de constater les délits et de les réprimer très sévèrement. La deuxième circulaire renforce les précautions prises envers les agences théâtrales et leur impose des règles particulières pour la tenue de leurs livres.

2. Renseignements empruntés au mémoire. *Die Arbeitsvermittlung in Bayern*, publication périodique du Bureau de statistique bavarois. 1896.

tarifs et les autres détails du placement. La plupart édictent de fortes amendes en cas de contravention.

Dans le grand duché de Bade, une ordonnance du ministre de l'Intérieur du 18 mars 1887 commentant le § 38 de la *Gewerbeordnung* du 1^{er} juillet 1883, prescrit aux placeurs, dans les villes d'au moins 3.000 habitants, l'usage de deux livres cotés par première et dernière sans blancs ni ratures. Outre le numéro d'ordre et la date, les noms, domicile, profession, etc., des patrons et des employés, on doit y mentionner le droit perçu pour le placement. Ces prescriptions peuvent aussi être imposées aux placeurs des villes moins importantes. Si les placeurs ont besoin d'une autorisation pour s'établir, ils doivent en obtenir une également pour cesser leur commerce. Le tout est sanctionné par des amendes.

Toute cette réglementation n'empêche pas les abus et les plaintes. Sans doute il n'y a pas de réclamations bruyantes dans la presse (1), mais on remarque que maîtres et serviteurs s'adressent avec plus de confiance aux associations véritables qu'aux bureaux de placement et ceux-ci en sont souvent réduits à utiliser les offres et demandes d'emplois publiées par les journaux (2).

D'après M. Schulze-Gövernitz, le placement en tant qu'industrie privée rend service en certains cas, mais pas d'une façon remarquable.

Les gérants de ces bureaux privés ont intérêt à ce que les ouvriers changent le plus possible, ce qui est très dommageable pour eux.

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 683, VI.

2. *Eod. loc.* p. 683, VII.

SECTION II. — *Bureaux de placement payants organisés par les associations charitables, les corporations et syndicats, les municipalités.*

Nous avons dit déjà que certains bureaux organisés par des associations charitables, par des corporations ou des syndicats, par des municipalités, prélevaient certaines taxes soit sur les deux parties, soit sur les employeurs seulement.

C'est ainsi qu'à Karlsruhe notamment, dans le grand duché de Bade, le bureau, fondé par 12 corps de métiers réunis, faisait percevoir jusqu'au 1^{er} août 1894, 20 pf. des ouvriers (50 pf. de ceux qui n'étaient pas de la ville), 50 pf. des domestiques (1 mark des étrangers) et 50 pf. des patrons (1 mark des étrangers) (1).

A Strasbourg, le bureau municipal perçoit 1 mark de chaque patron qui lui adresse des offres de travail.

Mais en réalité la modicité des taxes prélevées par ces bureaux en fait plutôt des bureaux de placement gratuits et d'ailleurs les abus que l'on reproche aux bureaux privés de placement payants ne sont pas à redouter de bureaux composés comme le sont ceux de cette dernière catégorie.

TITRE III. — Traits caractéristiques des institutions de placement en Allemagne.

Nous avons dit qu'en Allemagne la réglementation du placement correspondait à un triple but :

1. Les patrons peuvent obtenir des cartes d'abonnement.

1° Suppression du vagabondage et de la mendicité ;

2° Suppression du chômage ;

3° Meilleur emploi de toutes les forces productives du pays.

Jusqu'en 1890, c'est surtout la suppression du vagabondage et de la mendicité ainsi que du chômage que les diverses institutions de placement ont eu en vue. Les résultats d'ailleurs sont appréciables ; car, en 1810, 23.093 individus avaient été punis de prison pour vagabondage ; en 1890, 13.583 seulement, soit une diminution de plus de 41 0/0. Quelle que soit l'exactitude de ces chiffres, il n'est pas douteux que le vagabondage a considérablement diminué d'importance en Allemagne.

Mais, vers 1890, le mouvement en vue du placement prit un essor nouveau sous l'influence d'aspirations plus élevées : la question du placement devint une question d'organisation scientifique du marché du travail, et en 1894, surtout, sous l'impulsion d'une institution nouvelle : les *Gewerbegerichte*, le placement devint une fonction de l'autorité administrative municipale qui devait désormais créer les institutions régulatrices du marché du travail ou tout au moins exercer sur elles un contrôle général (1).

1. En 1897, le Dr Jastrow faisait remarquer au Congrès de Carlsruhe les progrès accomplis depuis le Congrès de Francfort en octobre 1893. « Ce congrès, disait-il, n'a fait qu'étudier les questions de chômage et de placement. Il lui revient sans doute le mérite d'avoir attiré une plus grande attention sur ces questions. Mais quelle différence entre la façon dont cette question était traitée alors, et celle dont elle l'est aujourd'hui après le cours de 4 ans ! Autrefois le fondement était le pro-

Nous avons passé en revue les diverses institutions de placement qui ont été établies en Allemagne sous l'influence de ce mouvement dans toutes les parties du territoire, nous en avons indiqué les résultats les plus récents.

De l'ensemble de nos observations, quatre faits nous paraissent se dégager nettement, qui dominent l'organisation du placement en Allemagne à l'heure actuelle. Ce sont les suivants :

1° Extension des institutions de placement dans tous les Etats de l'Allemagne ;

2° Prédominance du principe de la gratuité dans toutes les institutions de placement nouvellement créées ;

3° Prépondérance des bureaux municipaux dépendant plus ou moins des *Gewerbegerichte* ;

4° Liaison de tous les bureaux entre eux et fédération de toutes les institutions de placement afin d'assurer l'application uniforme des méthodes statistiques et la convergence constante de toutes les opérations de placement, pour faciliter la mise en valeur de toutes les forces productives du pays et maintenir ainsi toujours, sur tout le territoire, l'équilibre des offres et des demandes de travail.

blème du chômage, véritable calamité pour le pays. Aujourd'hui cette question n'a joué aucun rôle dans notre assemblée ; le placement est devenu l'objet d'une réglementation régulière ». Il ne s'agit plus en effet que de constater les résultats de cette réglementation et de donner une direction rigoureusement scientifique aux institutions régulatrices du marché du travail. *Die Einrichtung von Arbeitsnachweisen. Résumé über die Plenarversammlung*, p. 59.

Reprenons ces divers faits.

En premier lieu, nous assistons à une extension considérable de toutes les institutions de placement dans toute l'Allemagne.

Nous ne reviendrons pas sur les détails que nous avons donnés plus haut.

Mentionnons seulement les déclarations de M. Arnolds au Congrès de Carlsruhe en 1897 et l'intervention ingénieuse des directions de chemins de fer à l'effet de créer des offices de placement dans les gares.

a. — Dans les Etats prussiens, province Rhénane, district de Düsseldorf, avant la réglementation de 1894, dit M. Arnolds, le placement n'était fait que par quelques sociétés de compagnons, les auberges (*Herberge*) et par les établissements suivants :

1° le bureau de placement adjoint par la ville de Lennep à son office de secours en nature ;

2° l'office de secours en nature, de la ville de Ronsdorf dont le directeur était aussi chargé depuis 1886 de faire connaître les emplois vacants ;

3° le bureau fondé depuis quelques années par le canton de Ruhrort ;

4° et 5° les deux bureaux installés à M^r Gladbach et Grevenbroich en 1889 par une société charitable ;

6° le bureau installé en 1889 à Düsseldorf par une union d'utilité générale sous le nom de bureau central de placement pour les provinces Rhénanes et la Westphalie.

De ces six institutions, la dernière seule a prospéré ; en 1894, elle a opéré 930 placements sur 1180 ; les cinq

autres bureaux n'ont donc procuré ensemble que 250 emplois.

Depuis, le nombre des offices de placement s'est augmenté considérablement et avec rapidité, sous l'influence des deux circulaires ministérielles du 31 juillet 1894 et 7 mars 1895.

Au 31 décembre 1894, on ne comptait pas moins de 105 bureaux ainsi répartis :

- 29 bureaux des corps de métiers (*von Innungen*).
- 17 — d'unions d'ouvriers (*Arbeiter vereine*).
- 23 — d'unions catholiques.
- 12 — d'unions évangéliques.
- 12 — d'unions d'utilité publique (*gemeinnützige*)
- 12 — des communes (*von Gemeinden*).

De 1894 jusqu'en juin 1896 le nombre des bureaux municipaux est monté jusqu'à 30; mais tous ne fonctionnent pas très sérieusement et à Düsseldorf, Essen et M' Gladbach, par exemple, les offices des sociétés d'utilité publique sont bien plus florissants, que ceux des municipalités.

b. — D'autre part, la direction des chemins de fer prussiens, publie dans le « *Eisenbahn Nachrichtenblatt* » la circulaire suivante :

« Sur l'ordre de la direction des chemins de fer de Breslau (Silésie), et afin d'établir un rapport plus rapide et plus efficace entre l'offre et la demande, on a installé des bureaux de placement dans les gares de Breslau, Liegnitz et Görlitz. Cette institution ayant bien réussi, je recommande aux autres administrations de chemins de fer de suivre cet exemple. La direction de Breslau four-

nira de plus amples renseignements sur l'installation et le fonctionnement de ses bureaux (1). »

Ces deux exemples, pris à dessein sur des points opposés de l'Allemagne, nous paraissent bien montrer que l'extension des institutions de placement sur tout le territoire est une chose indiscutable.

Les chiffres d'ailleurs prouvent avec éloquence l'efficacité des efforts accomplis dans cette voie.

Pour la Prusse, nous trouvons les résultats suivants obtenus en 1894 pour les diverses institutions de placement (2).

	Demandes.	Offres.	Placement.
Bureaux privés	535.020	481.358	381.206
Corporations	121.342	54.614	47.093
Syndicats patronaux . .	31.873	17.400	16.910
» agricoles	3.759	2.612	1.629
» ouvriers	76.016	32.968	23.760
» mixtes	58.581	33.153	23.129
Unions catholiques. . .	24.065	20.820	11.140
» évangéliques . .	155.366	46.870	30.932
» religieuses diverses	26.767	9.895	3.563
Sociétés de bienfaisance.	134.081	49.574	35.272
Administrat. communal.	10.992	4.095	3.523
Unions de districts. . .	36.865	8.259	5.180
Asiles privés	6.221	2.572	1.384
	1.213.981	761.190	587.721

Nous ne reviendrons pas sur les résultats que nous avons indiqués plus haut. Citons seulement le tableau du

1. *Soziale Praxis*. N° 21 du 23 février 1899, p. 571.

2. *Bulletin de l'Office du Travail*. mai 1895, p. 306.

marché du travail en Allemagne, en 1898 et 1899 (1), établi par un certain nombre de bureaux et qui montre d'une manière saisissante la marche ascendante des institutions de placement sur tout le territoire.

*Placement gratuit des Corporations
et des Municipalités.*

Nombre de bureaux observés	Mois de :	OFFRES D'EMPLOIS			DEMANDES D'EMPLOIS		
		Hommes	Femmes	Ensemb.	Hommes	Femmes	Ens.
1898							
55	Janvier	14.505	7.754	22.259	25.993	7.160	33.158
55	Février	15.205	7.800	23.005	24.000	6.880	30.880
53	Mars..	24.131	10.338	34.469	27.701	7.979	35.680
64	Avril..	23.156	9.360	32.516	27.553	7.747	35.299
53	Mai....	21.676	8.225	29.901	27.125	6.981	34.106
55	Juin...	24.897	9.021	33.918	30.268	8.065	38.333
57	Juillet.	25.294	8.202	33.496	30.322	7.369	37.691
55	Août..	26.567	8.310	34.907	30.888	6.988	37.876
59	Septem.	30.132	10.855	40.987	31.542	8.756	40.298
57	Octobre	27.013	8.776	35.789	32.238	8.834	41.072
56	Novem.	19.951	5.474	25.425	28.540	7.144	35.684
58	Décem.	13.243	4.910	18.183	20.268	4.315	24.583
1899							
55	Janvier	17.848	9.151	26.999	27.877	7.611	35.518
55	Février	21.042	10.108	31.150	26.716	7.881	34.597
53	Mars..	27.338	12.828	40.166	27.170	8.394	35.864
64	Avril..	29.344	11.621	40.965	30.754	8.377	39.131
53	Mai...	27.502	11.078	38.572	30.044	8.101	38.148
55	Juin...	30.521	11.411	41.932	31.163	8.095	39.258
57	Juillet.,	32.235	10.738	42.973	35.296	7.993	43.289
55	Août...	32.169	11.277	43.446	33.442	7.727	41.169
59	Septem.	32.687	12.596	45.283	35.681	9.092	44.773
57	Octobre	31.128	11.061	42.189	36.271	9.734	46.005
56	Novem.	21.419	7.958	29.377	30.325	7.906	38.231
58	Décem.	14.731	5.698	20.429	22.644	4.158	26.802

1. Résumé et traduit du journal mensuel *Der Arbeitsmarkt*.
(1^{re} et 2^e année).

En second lieu, nous constatons la prédominance du principe de la gratuité dans toutes les institutions de placement nouvellement créées.

Ce principe a été reconnu formellement au Congrès de Munich en 1898: « Presque tous les bureaux des associations charitables et de nombreux bureaux municipaux dit le Dr Fuchs de Carlsruhe, ont adopté le système de la gratuité absolue et s'en trouvent fort bien » (1).

Il faut reconnaître cependant que, dans le même congrès, certains orateurs ont préconisé le système du placement payant, mais tous étaient unanimes sur la nécessité de n'établir que des taxes minimales destinées seulement à alléger les charges des municipalités et la plupart proposaient d'ailleurs de n'exiger ces taxes que des patrons seulement.

C'est ainsi que le pasteur Mörchen, de Bielefeld, qui prit la parole contre la gratuité, préconisait l'établissement de taxes légères dans l'unique but de donner plus d'extension aux opérations de son bureau sans surcharger le budget de la commune.

« Les *Herberge zur Heimath* font depuis quarante ans dit-il, le placement gratuit et ont procuré l'année dernière 112.000 places. De plus je représente le placement principal (*Hauptarbeitsnachweis*) de Bielefeld, que j'ai créé il y a neuf mois et pour lequel nous avons adopté le principe de la gratuité complète. Mais il ne faut pas regarder l'envers de la médaille.

1. *Schriften des Verbandes deutscher Arbeitsnachweise*, n° 1, p. 116.

« A Bielefeld, nous ne faisons jusqu'à présent que le placement des hommes, mais nous voulons entreprendre le placement des ouvrières et des domestiques du sexe féminin. Il nous faut une gérante et plus de place (1).

« La dépense annuelle monte de 2.500 à 4.000 marks et nous ne pouvons pas obtenir cette somme des contributions volontaires ou communales. Nous n'avons qu'un moyen de rendre possible l'agrandissement de notre institution, c'est l'introduction des taxes. Pour beaucoup d'autres bureaux, c'est une question d'existence de vouloir ou non percevoir des taxes. Hanovre, par exemple, est une ville de ressource, et perçoit cependant des taxes qui lui rapportent environ 1800 marks. On m'assurait à Hanovre que les taxes ne nuisent pas au résultat, et qu'au contraire elles ont de bons effets. Le proverbe : *was nichts kostet ist nichts werth* ne manque pas d'à propos dans la question de la gratuité du placement.

« Le placement est aussi un moyen de procurer du travail qui a une certaine valeur marchande ; pourquoi ne percevrait-on pas pour le service rendu une légère taxe de ceux qui peuvent l'acquitter, les patrons, par exemple ? A Bielefeld, ils le proposent eux-mêmes, quand on leur a procuré des ouvriers.

« La gratuité a souvent de mauvais effets et fait du tort aux patrons ; ainsi, par exemple, les asiles pour vagabonds qui n'exigent aucun certificat et qui, sans autre épreuve, procurent gratuitement un emploi dont on abuse souvent pour s'écarter du chemin du travail.

1. *Eodem loco*, p. 120.

« Les bureaux de secours sont souvent la source de la mendicité et du vagabondage. Je veux donc dire que, dans ces cas où l'existence d'un bureau dépend de la non gratuité, il faut décider : Il vaut mieux un office de placement avec de petites taxes volontiers payées par les patrons qu'une gratuité complète ».

Les mêmes intentions furent exprimées par M. Von Goltz de Strasbourg.

« A la catégorie des bureaux de placement qui ne sont pas complètement gratuits appartient celui de la ville de Strasbourg et je considère comme mon devoir d'expliquer clairement pourquoi la gratuité absolue n'a pas été introduite et quels motifs a eu le conseil municipal d'adopter un point de vue différent de celui de beaucoup d'autres villes. D'abord il faut remarquer que le placement est complètement gratuit pour les employés, ensuite que les employeurs de la ville ne paient qu'un mark quand on leur procure des domestiques de l'un ou l'autre sexe.

« Je ne veux pas poser cette règle comme la seule juste, mais je dois expliquer comment le conseil a été amené à l'adopter. Avant l'établissement d'un office de placement communal, on percevait pour le placement des domestiques des droits importants de 5, 10 et même 20 marks et cela non seulement des patrons, mais aussi des ouvriers. Pour remédier à ces abus, la ville a pris en main le placement des domestiques avec l'unité de taxe de 1 mark pour les deux sexes et qui n'est perçue que des employeurs. Ce droit est payé volontiers et procure à la caisse municipale un apport qui n'est pas à dédaigner, sans avoir causé le moindre inconvénient ».

Enfin les mêmes idées furent encore exprimées, avec plus de netteté peut-être, par le Dr Thoma de Fribourg :

« L'établissement que je dirige compte aussi parmi les *mauvais* établissements qui perçoivent encore partiellement des taxes, non pas des employés, il est vrai, mais des employeurs. Ce droit est minime : 20 pfennigs. pour les ouvriers, 50 pf. pour les domestiques. Chez nous, ce n'est pas une question de principe ; c'est beaucoup plus simple. C'est une décision de la municipalité qui peut la modifier quand elle voudra.

« *Au point de vue pratique*, je crois que la perception de petites taxes sur les patrons ne peut avoir aucun inconvénient.

« *Au point de vue social*, je trouve que les employeurs doivent être aussi exempts de taxes et jouir de la gratuité. Faire payer aux patrons un droit quelconque est à mon avis une pure question financière, dont la solution peut être laissée à chaque ville à sa volonté (1) ».

Comme conclusion à cette discussion, le président Dr Freund ne voulut pas se prononcer (2). Mais, on le voit, le principe de la gratuité n'en est pas moins reconnu et, en fait, il est appliqué partout.

En troisième lieu, nous constatons partout, en Allemagne, la prépondérance des bureaux municipaux dépendant plus ou moins des *Gewerbegerichte*.

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit plus

1. *Eodem loco*, page 122.

2. *Eodem loco*, page 123.

haut, mais nous devons mentionner que c'est à la fois grâce à l'extension prise par les bureaux municipaux de placement et pour encourager ce développement qu'a eu lieu le congrès de Carlsruhe qui a été désigné sous le nom de Première conférence allemande sur le Placement (1).

Enfin nous constatons, en quatrième lieu, une tendance à créer partout l'union entre tous les bureaux de placement.

L'union des bureaux de placement dans le grand-duché de Bade existe depuis le 4 mai 1896.

C'est une union libre qui respecte l'autonomie de ses membres en tout ce qui ne touche pas à la question des communications.

Les deux buts poursuivis sont la gratuité et la rapidité du placement. Pour cela on a obtenu du ministère de l'intérieur un secours annuel de 10.000 marks, et les administrateurs des bureaux se sont mis en rapport avec les directeurs de certaines feuilles locales qui font gratuitement des annonces périodiques, des offres et demandes d'emploi.

« Je puis affirmer, dit M. Fuchs, que l'union badoise a

1. Ce congrès tenu le 13 septembre 1897 s'est divisé en 2 séances: le matin, l'assemblée générale (*Plenarversammlung*), l'après midi, l'assemblée des groupes (*Gruppenversammlung*). L'assemblée générale s'est occupée des 3 points suivants : 1^o les communications entre les différents bureaux d'un pays ; 2^o la liaison des bureaux de placement des villes avec leurs environs les plus proches ; 3^o l'organisation intérieure et le fonctionnement des bureaux de placement. (*Die Einrichtung von Arbeitsnachweisen*).

fait une organisation pratique et a obtenu ce résultat d'augmenter l'activité de chaque bureau particulier... Non seulement on a procuré dans la première année (1896) 14.000 emplois, mais encore tous les bureaux sont en développement croissant. Il serait à souhaiter qu'à travers toute l'Allemagne s'établisse un réseau entre les différents bureaux ».

Sur la centralisation du placement en Bavière, le Dr Menzinger de Munich attestait au congrès de Carlsruhe qu'à part quelques grandes villes industrielles, la plupart des cantons ruraux n'ont pas encore senti la nécessité de rapprocher les offres et demandes d'emplois

Il y a cependant un commencement de centralisation entre 9 bureaux sur le modèle du Wurtemberg ; le siège est établi à Kaiserslautern.

En août 1896, il y a eu 178 offres d'emploi, 134 demandes et 50 placements faits. En août 1897, 360 offres, 286 demandes et 222 placements.

Cependant à Munich existe une sorte de centralisation ; on a procuré, en 1896, 2261 places à des ouvriers de l'extérieur, dont 2065 de la Haute-Bavière.

L'idée de centralisation de l'offre et de la demande de placement en Bavière remonte cependant loin ; on la trouve déjà dans une ordonnance de 1816. De même la loi de 1869 sur les secours à donner aux indigents et aux malades prescrit aux communes le placement comme moyen préventif de la pauvreté.

Enfin l'ordonnance ministérielle du 30 juillet 1894 a développé l'idée de centraliser les différents offices locaux.

Nous avons déjà mentionné plus haut les efforts tentés

pour relier entre eux tous les bureaux par téléphone et pour assurer la communication ainsi que la publicité de tous les renseignements utiles au placement.

Au Congrès de Carlsruhe de 1897, le D^r Thoma (de Fribourg) et le D^r Hartenstein ont insisté avec éloquence sur les bienfaits du téléphone (1). De son côté, M. Henri Muller (de Constance) se prononçait pour une liaison étroite des campagnes avec les offices des villes et préconisait le système adopté en Luxembourg où l'on se sert des facteurs ruraux pour faire connaître aux intéressés les offres et les demandes d'emplois.

Quels que soient les procédés employés, la communication des bureaux entre eux est indispensable ; tous les orateurs en reconnaissaient la nécessité absolue (2).

1. Le téléphone permet de faire à peu de frais de nombreux placements dans un rayon assez étendu. et il évite aux ouvriers des voyages inutiles, puisqu'il permet de s'informer si la place offerte est toujours vacante.

2. Le bureau de Magdebourg, récemment créé, a voté une motion reconnaissant cette nécessité : « Dans le pays plat et les petites villes, dit-il, pour faire connaître les emplois vacants dans le même lieu ou dans le voisinage, il faut que les différentes associations communiquent ; l'organisation actuelle a des défauts, il faudrait plus d'union entre les bureaux des corporations et les sociétés de secours aux voyageurs ».

A Charlottenbourg, dans le Brandebourg, le magistrat directeur a décidé, sur demande de la députation pour le placement municipal :

1^o Que le bureau ferait partie de l'union allemande du placement à Berlin.

2^o De s'efforcer, dans les contrats avec les entrepreneurs, que

Le docteur Jastrow de Berlin, résumant la discussion, proposa la résolution suivante : « Après les explications qui nous ont été fournies sur le fonctionnement des bureaux en Bavière, en Wurtemberg et dans le duché de Bade, nous pouvons proclamer hautement qu'une liaison des bureaux de placement, sous quelque forme que ce soit, est une nécessité incontestable ».

Cette résolution, mise aux voix, fut adoptée à l'unanimité moins cinq voix sous la forme suivante : « La première conférence allemande sur le placement, réunie le 13 septembre 1897 à Carlsruhe... signale comme important et désirable que des ligues semblables à celles représentées ici soient fondées dans toutes les provinces allemandes et attire sur cette question l'attention des autorités de l'Empire, des Etats et des Provinces ».

Le principe de la communication entre tous les bureaux ou institutions de placement une fois admis, il n'a plus été question que d'en rendre plus efficace l'application : le but à atteindre est la mise en valeur de toutes les forces productives du pays et le maintien de l'équilibre entre les offres et les demandes de travail ; les moyens seuls doivent être recherchés et c'est leur étude qui a fait l'objet des préoccupations du Congrès le plus récent.

A la conférence réunie le 27 décembre 1898 à Munich, sous la présidence du Dr Richard Freund, les deux questions suivantes ont été posées :

ceux-ci prennent leurs ouvriers autant que possible seulement au bureau municipal.

3° A partir du 1^{er} avril, de ne plus ouvrir le bureau le dimanche.

Première question. — Que peuvent faire les institutions de placement pour retenir *les forces du travail* à l'agriculture et les y reconduire ?

Après une assez longue discussion, le Dr Naumann de Hambourg conclut (1) : « Je suis heureux de constater l'accord qui s'est manifesté sur un point important, notamment de la part de MM. les représentants des Chambres agricoles, à savoir qu'il faut encourager l'union entre les bureaux de placement des villes et des campagnes. Ils doivent apprendre à se connaître mieux que jusqu'à présent, et, poursuivant le même but, ils doivent concentrer leur action. Une heureuse décision est celle des Chambres agricoles prussiennes qui vont organiser elles-mêmes des offices de placement. Il va de soi que ces institutions pourront faire le placement dans l'agriculture mieux que nous, mais notre participation est cependant nécessaire, car les trimardeurs qui viennent de la campagne dans les villes ne s'adresseront pas au bureau agricole, mais bien à nous ; c'est pourquoi nous devons leur adresser les gens qui viennent se faire inscrire dans nos bureaux ».

C'est aussi l'avis du Président Dr Freund, et, malgré l'opposition de certains membres, il pense que l'on ne doit pas considérer la question comme insoluble et que si l'on ne peut pas prendre une solution radicale, il faut au moins prendre de nombreuses petites mesures qui amèneront un grand résultat, l'union des institutions de placement des villes et des campagnes.

Tout récemment le ministre de l'Intérieur wurtem-

1. Page 76.

bergeois s'est entendu avec ses collègues bavarois et badois pour unifier le placement dans ces trois états (1).

Deuxième question. — Statistique du placement.

La discussion porte sur la difficulté de faire des statistiques exactes et sur l'exagération que font certains bureaux, et toujours à leur avantage.

Le conseiller supérieur des Finances, M. Fuchs de Karlsruhe dépeint d'une façon intéressante les obstacles que l'on doit surmonter pour satisfaire les multiples intérêts :

a). — Les employés qui dirigent le bureau et qui, sans négliger le reste, doivent toujours savoir si l'office jouit de la confiance des patrons et des ouvriers et dans quelle proportion sont les uns par rapport aux autres.

b). — Le monde des affaires en général qui a le droit d'être renseigné sur le « marché du travail »

c). — Les fonctionnaires de l'Etat qui, eux aussi, doivent avoir des statistiques exactes.

Le président trouve que le seul moyen est la nomination d'une commission pour l'étude des moyens à prendre afin d'être renseigné exactement sur le nombre d'offres, de demandes et de placements opérés et de les consigner avec précision.

Mentionnons qu'à Munich, pour la statistique mensuelle, on se sert d'un formulaire qui reproduit les 32 classes d'hommes et les 10 de femmes, mais réunies les premières en 12 groupes et les secondes en 6.

« Il faudrait, dit l'inspecteur Hartmann, pour travail-

1. *Soziale Praxis*, 7 sept. 1899. n° 49, p. 1297.

ler efficacement à la centralisation et pour donner une réelle valeur aux informations qui paraissent dans la publication mensuelle du docteur Jastrow « *Arbeitsmarkt* », que tous les renseignements fournis par les bureaux assez importants pour que cela soit utile, soient donnés de la même manière pour tout l'Empire. L'on saurait alors exactement à quel endroit la main-d'œuvre est trop abondante et à quel endroit elle fait défaut ».

Ces deux questions sont d'une importance capitale en cette matière : il est évident en effet que le jour où on aura réussi à grouper tous les renseignements nécessaires pour n'appeler les ouvriers que là où il y a pénurie de bras et où, par l'application uniforme des méthodes statistiques, on pourra connaître exactement les conditions de travail dans tout le territoire, la question du placement sera bien près d'être résolue dans les conditions les plus favorables aux intérêts de tous et dans toute l'Allemagne.

C'est par le groupement des efforts individuels scientifiquement conduit qu'on peut arriver à une perfection générale.

« On prévoit, disait un rapport du Conseil général de France à Hambourg, que le jour où la concentration des bureaux de placement se sera effectuée par la pratique dans chaque localité, il sera possible d'en arriver à une centralisation générale dans toute l'étendue du royaume et par suite de l'Empire » (1).

Cette prédiction s'est réalisée. *L'Union des bureaux*

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1895, p. 51.

de placement allemands fondée au commencement de l'année 1898 avec 26 adhérents comprend maintenant 92 bureaux ainsi répartis sur l'ensemble du territoire impérial :

Prusse : 47. Bavière : 7. Saxe : 3. Wurtemberg : 13. Bade : 12. Hesse : 5. Lippe : 1. Villes de la Hanse : 2. Alsace-Lorraine : 2 (1).

C'est un beau début plein de promesses pour l'avenir (2).

1. *Soziale Praxis*, 23 nov. 99. n° 8. P. 200.

2. Notre étude sur les institutions de placement en Allemagne était déjà terminée quand la *Revue politique et parlementaire* (Directeur : Marcel Fournier) a publié, dans son numéro du 10 juillet 1899, un article de M. Hauser, professeur à l'Université de Clermont, sur les « Indicateurs de travail » (*Arbeitsnachweise*) ou bureaux publics de placement en Allemagne. Bien qu'il ne nous ne paraisse rien ajouter à ce que nous avons dit, nous nous faisons un devoir de citer cet article.

CHAPITRE II

Le placement en Angleterre

En Angleterre plus qu'ailleurs, à raison de l'organisation foncière et successorale, le nombre des personnes des deux sexes qui sont obligées de chercher un emploi est considérable.

Professeurs, institutrices, ouvriers, commis et employés de toutes sortes ne se passent que difficilement d'intermédiaires : aussi ceux-ci se sont-ils naturellement multipliés.

Nous allons passer en revue les différentes classes d'intermédiaires pour le placement en les groupant comme nous l'avons fait plus haut sous les deux titres : placement gratuit et placement payant.

TITRE I. — Placement gratuit.

Le placement gratuit est fait en Angleterre comme en France :

- 1° Par voie de placement direct ;
- 2° Par œuvre charitable ;
- 3° Par les syndicats professionnels (*Trade Unions*) ;
- 4° Par les bureaux municipaux.

SECTION I. — *Placement personnel ou direct.*

Le placement se fait en Angleterre comme partout par embauchage direct, par relations, par l'intermédiaire des fournisseurs : beaucoup de domestiques en effet arrivent à se placer par l'intermédiaire des bouchers, boulangers et autres commerçants auxquels il est souvent demandé des indications ou des renseignements (1). Dans les villes et les villages, il y a aussi des auberges où logent les ouvriers de telle ou telle profession ; les patrons vont les chercher là.

Mais le procédé le plus employé pour réaliser le placement personnel ou direct consiste dans la publicité dans les journaux. Ceci provient du goût spécial qu'ont les Anglais pour la réclame et l'annonce ; à Londres, tous les murs, les tunnels du métropolitain, les palissades des maisons en construction sont couvertes d'affiches avec une profusion encore inconnue à Paris ; quant aux journaux ils sont dans toutes les mains ; on les lit partout, dans tous les milieux, dans toutes les classes. Aussi un grand nombre de domestiques ont-ils recours aux journaux quotidiens qui, plus que dans tout autre pays, publient une liste détaillée des offres et des demandes de situations ; tous les jours, les journaux ont des colonnes entières, remplies d'innombrables annonces soigneusement rangées sous deux rubriques ; *Wanted*, et *Situations vacant*.

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 681.

Le placement, opéré directement à la suite de cette publicité, est gratuit, mais la publicité ne l'est pas : l'annonce varie entre 1 sh. 4^d et 2 sh. 3^d les 3 lignes ; les *advertisements* dans les journaux du soir ne coûtent que 1/2 d. par mot, mais sont moins recherchés.

Ce procédé de placement par annonces est si répandu que M. Langer, correspondant du Musée social y voit un des moyens de perfectionner les modes de placement : « Au lieu de dépenser de grosses sommes à des Bourses de Travail centrales, dit-il, nous voudrions voir des Conseils municipaux voter une indemnité aux journaux qui s'engageraient à ouvrir une ou plusieurs colonnes, voire même à encarter un supplément pour les demandes des patrons aussi bien que des ouvriers. Le tarif devrait en être naturellement à la portée des petites bourses ».

Signalons ce fait qu'un ou deux journaux spéciaux, le *Weekly Star* notamment, ont récemment entrepris de publier *gratuitement* une liste des situations vacantes et des ouvriers cherchant du travail. Jusqu'ici, on ne saurait connaître la mesure dans laquelle ils ont réussi à rapprocher patrons et ouvriers (1).

Pour les marins et toutes personnes en général, employées sur des navires, l'embauchage se fait directement entre l'armateur et l'intéressé ou leurs représentants ; mais dans tous les cas l'accord doit être constaté par écrit, et signé par le maître et l'employé à l'office du *Board of Trade* (ministère du commerce) établi dans chaque port. Les matelots sont pour la plupart embau-

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 684.

chés dans les maisons mêmes où ils demeurent en nombre.

La « Fédération maritime » (*Shipping federation*), association d'armateurs, donne la préférence aux marins qui lui sont affiliés (1).

SECTION II. — *Placement charitable.*

Beaucoup de sociétés philanthropiques se chargent du placement.

La plupart cherchent des emplois pour tous les travailleurs sans distinction d'origine ou de profession.

Quelques-unes se limitent au placement des soldats obligés de quitter l'armée. Il y en a trois de ce genre :

1° *The national Association for the employment of Reserve Soldiers*, qui a procuré, en 1892-93, 2838 places.

2° *The Army and Navy Pensioner's Employment Society* établie en 1855.

3° *The corps of Commisionaires* qui date de 1859.

D'autres sociétés enfin font le placement exclusif des prisonniers libérés. Le comité central, fondé en 1877 sous le nom de *Central comittee of discharged prisoners and societies*, rapporte dans sa statistique de 1891 que l'on s'est occupé de 20.000 individus dont plusieurs milliers ont été placés, les autres ont été simplement secourus ou remis aux mains de parents ou d'amis.

Un certain nombre de *Labour bureaux* datent de la grande crise qui a sévi à Londres il y a six ou sept ans.

D'après le rapport du *Board of Trade* il y avait, en

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 684.

1892-1893, 25 bureaux dont 15 temporaires et 10 permanents.

Parmi les plus importants dirigés par des associations particulières, nous citerons les *Labour bureaux* de l'Armée du Salut, l'union chrétienne des jeunes filles, l'association polytechnique de *Regent street*.

Sur 10.743 inscrits en 1892, l'Armée du Salut (*Salvation Army*) a, d'après le *Board of Trade*, procuré 6.654 emplois ainsi répartis :

Au service de la *Salvation Army*. 3010.

Ayant trouvé un emploi à demeure 421.

Ayant trouvé un emploi temporaire 3223.

Enfin des bureaux d'inscription (1) ont été institués dans un but philanthropique, principalement ceux qui placent les ouvriers des campagnes. La municipalité de Chelsea (distinct de Londres) a récemment ouvert un bureau de ce genre ; mais les résultats ont été jusqu'ici peu satisfaisants.

SECTION III. — *Placement par les associations dont les ouvriers ou domestiques font partie.*

A. — En ce qui concerne les ouvriers en général, les *Trade Unions* constituent leur meilleur bureau de placement. C'est par leur intermédiaire que se font presque

1. Ces bureaux d'inscription (*Registry offices*) sont, en réalité, des bureaux de placement où les intéressés peuvent connaître les situations offertes et les engagements cherchés. Office du Travail. *Le Placement*, p. 684.

toujours les engagements, et l'on peut assurer qu'il en sera ainsi de plus en plus dans l'avenir, car l'importance des *Trade Unions* ne fait que grandir.

En 1896, on comptait 1330 *Trade Unions* comprenant 1.487.562 membres, dont 966.953 dans les 100 principales (1).

En 1893, M. de Rousiers avait constaté qu'il existait 687 unions. Pour 534 d'entre elles seulement, on comptait 1.166.922 membres disposant d'un revenu annuel de 1.897.300 livres sterling. Les dépenses en 1893 se sont élevées à 2.157.000 livres sterling à cause des grèves (2)

Ces *Trade Unions* ont, en général, un triple objet :

1^o Donner un secours à leurs membres en chômage (*unemployed benefit*).

D'après la dernière statistique complète (qui date de 1891), 202 sociétés comprenant 682.025 membres ont distribué des secours s'élevant à 222.088 livres à leurs membres en chômage. Généralement les sommes allouées suivent une progression descendante ; par exemple, une union de charpentiers donne 10 shillings les 12 premières semaines et 6 sh. les 12 suivantes. C'est une moyenne, car

1. Parmi les *Trade Unions*, le plus grand nombre sont de formation relativement récente, avec un âge moyen de 18 ans. Mais les Unions à gros effectif, 693 qui comprennent 1.099.594 membres ont été fondées entre 1850 et 1859 ; 514 Unions avec 170,523 membres sont postérieures à 1889 et 118 sociétés avec 217.445 associés ont été créées avant 1850. *Bulletin de l'Office du Travail*, février 1898, p. 139.

2. M. Paul de Rousiers. Conférence au *Musée social. Circulaire* n^o 2 de la série A.

d'autres unions commencent à des sommes plus élevées ; les carrossiers de Londres commencent à 18 sh. ; d'autres à des sommes très inférieures ; l'union textile commence à 3 sh. 6 d. (1).

En 1895, les dépenses annuelles faites dans les 100 principales *Trade Unions* ont été dans la caisse de chômage de 11.051.782 fr. 30 centimes ; les autres secours et allocations ont atteint le chiffre de 1,256,334 fr. 30 centimes.

En 1896, la caisse de chômage a coûté 7.194.685 francs 94 centimes et les autres secours ou allocations 1.631.254 fr. 82 centimes.

2° Fournir des subventions de voyage *travelling benefit*.

De nombreuses unions donnent à leurs membres, en plus de l'indemnité de chômage, un secours destiné à subvenir à leurs frais de route s'ils vont ailleurs chercher de l'ouvrage. Cette méthode a un lien intime avec le placement, car elle permet aux ouvriers qui ne trouvent pas d'ouvrage d'aller vers des endroits moins encombrés à la recherche d'une situation.

Mais de nombreux abus ont été commis : malgré une surveillance active, des membres paresseux se sont fait

1. La caisse que les ouvriers désignent sous le nom de *Donation benefit* remonte à une date très peu éloignée quoique les registres des fondeurs en fer fassent mention de son existence à partir de 1830, année durant laquelle les membres sans travail touchèrent des indemnités s'élevant à près de 366 livres sterling. Georges Howel. *Le passé et l'avenir des Trade Unions*, 1892.

subventionner sans profiter des emplois qui leur étaient offerts. Aussi les *Trade Unions* s'efforcent-elles surtout d'atteindre leur troisième but : le placement de leurs membres.

3° Effectuer le placement de leurs membres.

Dans quelques corporations, par exemple le *London Society of Compositors*, les patrons ont pris l'habitude de s'adresser à l'office de la Société qui agit alors comme un véritable *Labour bureau*.

D'autres, au contraire, comme les Boulangers de Dublin, vont jusqu'à défendre à leurs membres d'accepter du travail en dehors de celui que la Société leur procure.

En général les *Trade Unions* aident leurs membres à trouver des emplois par des indications officielles souvent multiples. Quelques-unes se donnent beaucoup de peine pour caser leurs membres en chômage (1). Certaines allouent une prime de 6 pences à tout membre qui procure une place à un autre.

« Mon meilleur bureau de placement, disait un ouvrier à M. Paul Langer, ce sont mes amis ». Et, en effet, dès qu'une vacance est sur le point de se produire, avant que la chose se soit ébruitée, avant même que le patron n'en soit averti, les ouvriers préviennent un ou deux camarades auxquels ils portent intérêt, leur donnant tous les renseignements nécessaires pour se faire agréer par le patron.

1. Notons que plusieurs *Trade Unions* égalisent le travail, c'est-à-dire qu'en temps de calme elles font travailler tous leurs membres chaque jour pendant quelques heures seulement ou tous les deux jours.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que le placement soit fait dans de grandes proportions par les *Trade Unions*, et c'est ce qui explique pourquoi les bureaux municipaux sont à peu près complètement et de plus en plus délaissés.

Peu à peu, croyons-nous, la clientèle des *Labour bureaux* se restreindra aux non syndiqués, car les membres des *Trade Unions* ont avantage à s'adresser à leurs sociétés généralement plus à leur proximité et qui ont un intérêt à ne pas les laisser en chômage.

B. — En ce qui concerne les domestiques, nous constatons, notamment à Londres, l'existence d'unions ou associations qui s'occupent du placement de leurs membres.

La principale, *The London and provincial domestic servants Union* a, récemment, indiqué dans une sorte de circulaire-rapport la situation pénible faite aux domestiques à raison des abus commis par les bureaux de placement et l'intérêt que les domestiques auraient à s'unir pour remédier à ces abus; nous reproduisons ci-dessous presque intégralement la deuxième partie de ce rapport (1).

The London and provincial domestic Servants Union conseille surtout à ses collègues domestiques d'encourager le but et les principes du système de placement établi par l'Union.

Au lieu de payer 56.250 livres aux placeurs, les domestiques de Londres devraient établir des bureaux et

1. Voir la première partie, p. 236 et suivantes.

homes à eux, sur le principe de celui déjà fondé par l'Union.

Chaque membre paie 4 sh. 4^d par an. Cette somme lui donne droit à une entière protection et à tous les avantages que la société assure par ses règlements.

Le *Home* déjà établi est pour 17 personnes. Les membres paient 3/- et les étrangers 3 sh. 6^d par semaine (pas d'extras) pour leurs logements, et ils ont l'avantage d'une maison propre et confortable. Si la société réussit à procurer une situation à un de ses membres, il ne lui est rien compté pour cela, tandis que les étrangers paient 1/- au-dessous de 20 livres, et 2 sh. 6^d au-dessus. Dans le cas où un sociétaire aurait quelques difficultés à propos des gages, etc., l'assistance légale lui est fournie gratuitement, mais cela n'arrive pas souvent, car les membres de l'Union sont protégés contre ces inconvénients. Une *liste noire* de mauvais patrons est tenue par l'Union et empêche dans une grande mesure les membres d'aller dans de mauvaises places (1).

1. Dans ce sens, dit le rapport de l'Union, nous avons pu donner à un sociétaire — une cuisinière vivant à Eastbourne — une démonstration pratique des avantages du système que nous employons. Elle était sur le point de s'engager chez une dame de Londres et elle en aurait été pour ses frais si elle n'avait eu la précaution de s'informer auprès du secrétaire de l'Union au sujet de la dame en question. Une recherche dans la liste noire n'eut pas de succès ; une enquête fut faite à d'autres sources et fit ressortir ce fait que le futur patron changeait ses domestiques tous les mois. Un avertissement envoyé par la poste à notre sociétaire lui a évité les frais du voyage d'Eastbourne à Londres, et le destin inévitable de quitter à la fin du mois.

« Si les 250.000 domestiques de Londres devenaient membres de la Domestic Servants Union chacun payant 4 sh.^{4d} par an, cela produirait la somme de 54.166 livres 13/4. Avec ce large revenu, nous pourrions établir, dit le rapport, 270 bureaux de placement à nous, et des *homes* en relation avec eux ; on leur allouerait 200 livres pour les meubles et la direction. Chaque *home* serait en communication téléphonique avec les autres ; ils pourraient être disséminés dans des locaux appropriés dans tous les coins de Londres ».

Quand un domestique quitte sa place, il n'aurait qu'à s'adresser au bureau le plus voisin et à demander des renseignements ; s'il n'y a rien qui puisse lui convenir à ce bureau, le directeur ou le secrétaire communiquera avec les autres offices jusqu'à ce que la place désirée soit trouvée. En d'autres termes, les domestiques n'ont pas à courir d'un bureau à l'autre comme avec le système actuel, et retourner à la maison, fatigués, ayant mal aux pieds et déçus.

« Avec les 270 *homes*, ajoute le rapport, nous pourrions pourvoir 4.590 serviteurs, en se basant sur 17 pour chaque *home*, nombre que nous recevons dans celui que l'Union a déjà ouvert. Il n'y a pas le moindre doute qu'ils se suffiraient à eux-mêmes au bout de la première année. Pourvu, naturellement, que tous les membres restent fidèles à l'Union, les souscriptions de l'année suivante permettraient à la société de réduire le prix du logement de 3 sh. à 2 sh.^{6d} par semaine. Achetant aux prix de gros, la société pourrait en vendant ses provisions au prix coûtant réduire considérablement les frais de nourriture. C'est

une grande considération pour ceux qui ont le malheur d'être en chômage (1).

« Bien que nous ne nous montions pas la tête en espérant que chaque serviteur à Londres deviendra membre de cette Union, conclut le rapport, nous sommes sûrs qu'avec un vingtième de leur nombre l'Union pourrait étendre et développer ses plans de façon à changer les choses et que le présent système si corrompu, employé pour obtenir une situation, serait bientôt une chose du passé ».

Le système proposé par la *Domestic servants Union* n'est pas à dédaigner et nous croyons en effet que, mis habilement en œuvre, il pourrait corriger beaucoup d'abus, mais il n'a pas reçu jusqu'à présent l'extension désirable.

SECTION IV. — *Placement par les bureaux municipaux.*

§ 1. — Création des bureaux municipaux.

Un certain nombre de bureaux municipaux avaient été créés, il y a quelques années, au moment de la crise qui a sévi à Londres.

Des bureaux créés à cette époque, c'est à peine si une dizaine subsistent encore, dont la moitié à Londres et les autres dans la province et en Ecosse.

1. Des endroits de divertissement pourraient aussi être bâtis dans des centres convenables dans tout Londres, procurant des distractions gratuites, afin que tout membre, qui a du loisir, ait un endroit où il puisse aller rompre la monotonie d'une existence malheureuse.

Ils emploient surtout à des travaux communaux les ouvriers qui se font inscrire ; quelques municipalités même ont entrepris de nouveaux ouvrages pour leur fournir du travail.

Mais ils n'en font pas moins tous leurs efforts pour étendre leur action sur l'ensemble du placement et permettre à tous, ouvriers ou patrons, de trouver chez eux les bras ou l'emploi qu'ils désirent.

§ 2. — Ressources des bureaux communaux.

Les ressources des bureaux communaux proviennent de subventions des municipalités.

Mais le correspondant du Musée Social signale une difficulté à l'occasion des bureaux qui dépendent des *Vestries* (Conseils municipaux) et qui sont portés au budget municipal.

Strictement cette façon d'agir est illégale : la loi ne permet pas de faire payer aux contribuables les frais des *Labour bureaux*. On a même, paraît-il, saisi de la question le *Local government Board* qui, comme nos préfets dans les départements français, surveille les dépenses municipales. On a dû, pour tourner la difficulté, considérer ces bureaux comme chargés de recruter des bras pour les travaux communaux. Si, en sus de ce travail, les employés de la *Vestry* peuvent rendre des services au public, on ne peut guère empêcher celui-ci de s'en servir.

Les dépenses ne sont d'ailleurs pas bien élevées.

Pour faciliter l'œuvre des bureaux municipaux, on a

considérablement simplifié l'organisation des *Labour Bureaux*.

Ainsi le plus important, celui de St-Pancras a pour tout personnel le directeur (*super intendant*) qui fait lui-même tout le service du bureau (tenue des registres, comptabilité, etc.) et un garçon de bureau.

Le directeur est logé, chauffé, éclairé et touche 30 sh. par semaine; le garçon, vieil habitué du *Work-house* reçoit un pourboire hebdomadaire de 2 sh. Ce bureau coûte en tout chaque année 180 livres : 4.500 francs.

C'est une dépense raisonnable, mais les résultats semblent encore bien minimes en comparaison.

Et pour les autres bureaux c'est encore pire.

§ 3. — Fonctionnement des bureaux municipaux.

Des bureaux municipaux qui subsistent encore, le plus important est actuellement celui de St-Pancras. D'après son dernier rapport, on voit que, du 30 avril 1896 au 30 avril 1897, 4.038 personnes ont réclamé les services de ce bureau, qui a procuré 2.125 emplois. Mais l'hiver de 1897, bien que peu rigoureux, a vu le 23 janvier une forte bourrasque de neige et il faut tenir compte que 443 hommes ont été employés à l'enlèvement des neiges. C'est donc un total de 1.682 individus, hommes et femmes, qui ont été placés, modeste résultat pour une paroisse aussi importante que St-Pancras.

Cependant le bureau fait tous ses efforts pour procurer du travail à ceux qui lui en demandent, tout en leur con-

seillant de se fier surtout à eux-mêmes, de lire les annonces des journaux et d'être aux aguets lorsqu'ils entendent parler de travail : ces recommandations sont faites afin de ne pas encourager la négligence et la paresse.

Quand, dans les annonces, le directeur en trouve une d'un établissement voisin et qu'il a sous la main un employé qui peut faire l'affaire, il écrit à cette maison pour recommander son protégé.

De grands efforts sont faits pour obtenir la clientèle des patrons. Le plus grand soin est apporté à ne leur envoyer que des personnes aptes à remplir l'emploi vacant.

Les offres d'emplois sont inscrites sur un tableau à la porte du bureau, afin d'attirer l'attention et de faire connaître l'établissement (1).

Le rapporteur estime que le nombre de 1682 placements n'est qu'un chiffre minimum, car, outre la négligence de quelques employés à faire savoir au bureau qu'ils sont placés, on affiche à la porte des colonnes d'annonces des principaux journaux, et, à voir l'empressement, l'avidité même avec laquelle les *unemployed* lisent ces *advertisements* et prennent les adresses, beaucoup sans doute vont se présenter aux endroits indiqués et sont peut-être assez heureux pour se faire embaucher.

Le bureau de St Martin in the Field est le second en importance, il est associé avec le *Board of Works* de la paroisse voisine, le Strand.

1. *Report of the chairman of the special Labour Bureau Committee.* 1897.

Ce bureau a pris le titre de *Labour exchange*, Bourse du Travail.

Il n'y a pas de véritable Bourse du Travail en Angleterre, c'est-à-dire pas d'organisation centrale comme à Paris et dans d'autres villes et l'on n'en réclame pas la création. Les *Trade-Unions* autour desquelles sont groupés les ouvriers leur évitent une perte de temps et un dérangement considérables, car ils sont souvent loin de l'organisation centrale.

2184 personnes sont venues en 1897 demander un emploi, 893 patrons ont offert des places. Les résultats sans être considérables augmentent chaque année : le bureau a opéré, en 1897, 524 placements contre 437 en 1896; on a constaté une diminution de 3 apprentis et 18 femmes, mais l'augmentation des hommes est de 108.

La plupart des bureaux municipaux inscrivent tous les *unemployed* qui se présentent sans s'occuper de leur capacité ni de leur moralité. Mais cette façon d'agir discrédite ceux qui s'adressent à ces offices, et beaucoup d'ouvriers hésitent à s'en recommander. C'est ce qui a déterminé beaucoup d'autres *Labour bureaux* à prendre des renseignements précis ; ils limitent ainsi beaucoup leur clientèle mais ainsi que l'écrit le directeur du bureau d'Ipswich : « Les ouvriers avec de bonnes références doivent seuls être inscrits et recommandés aux patrons. Les gens âgés, physiquement incapables ou vicieux doivent être impitoyablement écartés. Une autre manière d'agir serait préjudiciable au bureau » (1).

1. Rapport du *Board of Trade*, p, 98.

§ 4. — Résultats obtenus par les bureaux municipaux.

Voici les résultats des différents *Labour bureaux*, pendant la crise (1):

Bureaux	Année	Nombre de personnes qui se sont adressées au bureau	à demeure.	tempor.
—	—	—	—	—
I. — <i>La métropole.</i>				
St-Pancras	23 janvier 93			
	au 31 août 93	3,297	298	148
Chelsea.	1 ^{er} janvier 92			
	au 31 déc. 92	3,402	4,329	320
Battersea.	1 ^{er} janvier 93			
	au 30 juin 93	2,315	68	501
Camberwell.	19 décem. 92			
	au 25 mars 93	2,230	57	246
Westminster.	6 mars 93			
	au 15 juin 93	936	25	
II. — <i>La province.</i>				
Egham.	1 ^{er} octobre 93			
	au 31 déc. 93	382		289
Ipswich.	31 octobre 91			
	au 31 oct. 92	458	450	141
Wolverhampt.	29 décemb. 92			
	au 20 juin 93	763	10	10
Salford.	19 décemb. 92			
	au 1 ^{er} juin 93	1,436	217	78

Ces résultats peu brillants expliquent facilement la disparition de la plupart de ces bureaux.

1. Rapport du *Board of Trade*, p. 114-120.

En mars 1899, les bureaux de placement gratuit ont indiqué les résultats suivants (1):

	Demandes d'emplois	Offres d'emplois	Placements à demeure, extra
	—	—	—
Mars 1898: . . .	1.990	919	1044
Février 1899 . . .	1.813	894	874
Mars 1899 . . .	1.796	836	319 628

TITRE II. — Placement payant.

Le placement payant est pratiqué en Angleterre par un grand nombre de bureaux d'inscription (*Registry offices*), qui sont des entreprises privées et où les intéressés peuvent connaître les listes d'offres de situations et de demandes d'engagements (2).

Les *Agencies* sont, en Angleterre, ce que sont, en France, les bureaux de placement mais il faut éviter de les confondre avec les offices qui portent le nom de bureaux.

En Angleterre, en effet, il y a une différence capitale entre les bureaux et les agences ; les bureaux sont absolument gratuits, les agences prennent pour leur entremise une rémunération plus ou moins élevée.

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1899, p. 315. Sur les 10 bureaux de placement qui ont fourni les renseignements au *Labour department* en mars, 6 sont situés à Londres et 4 en province, Ipswich, Plymouth, Liverpool et Glasgow.

2. Office du Travail. *Le placement*, p. 683.

Mais il faut aussi tenir compte que les bureaux ne donnent en général aucun renseignement sur la moralité des personnes qu'ils inscrivent, tandis que les agences, sans *garantir* les personnes qu'elles placent, ne les recommandent le plus souvent qu'après avoir pris des renseignements sérieux.

Les certificats écrits ne sont pas en usage en Angleterre. En France, où ils existent, ils donnent lieu à de nombreuses falsifications, fausses signatures, légalisations frauduleusement obtenues, etc. Le système des renseignements oraux qui existe seul chez nos voisins d'Outre-Manche donne aussi lieu à de grands abus. Si l'on écrit à la maîtresse que vient de quitter la domestique que l'on veut prendre, on reçoit souvent une réponse émanant d'un compère, parfois de la servante elle-même. Si l'on va soi-même aux renseignements, on peut être victime d'une autre mystification ; souvent la prétendue maîtresse de la domestique n'est qu'une de ses complices plus ou moins luxueusement installée et qui, en échange d'autres services, donne sur elle les meilleurs renseignements. Ce fait bizarre se produit aussi en France.

On a donc souvent avantage à recourir aux *Agencies* qui ont des éléments d'information plus sûrs et plus complets.

§ 1. — Création d'agences de placement.

Ces offices ne sont soumis à aucune législation (1).

En Angleterre ouvre qui veut une *agency*. Le système

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 684.

de la liberté complète est en vigueur ; il n'y a ni déclaration ni autorisation préalable. Le gouvernement n'intervient que si un individu se croit lésé dans ses intérêts. Il est facile d'imaginer les inconvénients que peut, que doit même entraîner un pareil système. Aussi les plaintes se sont-elles élevées de tous côtés.

§ 2. — Fonctionnement de ces agences.

Quant à la manière dont opèrent ces maisons, nous l'empruntons, dans ses grandes lignes, au rapport de M. Langer, (1), qui prend pour type une *Agency* recommandée par l'*Associated Guild of Registries*.

Mme H..., propriétaire de cette *agency*, n'exige aucun droit d'inscription ; si elle ne fait pas de placement, elle n'exige pas de rétribution. Même lorsqu'un emploi a été procuré à un domestique, il ne lui est rien réclamé : c'est le patron, la maîtresse de maison, qui acquitte les frais.

Pour donner une idée de l'importance de cette *Agency*, nous dirons que Mme H... a reçu 187.212 lettres et en a envoyé par la poste 252.782. Pendant la même année, 38.595 patrons sont venus chercher des employés et 36.580 serviteurs ont demandé un emploi. Il est tenu une liste noire (*Black list*) sur laquelle sont inscrits les mauvais patrons ; en 1892, elle s'est enrichie de 143 noms.

Tout le travail de l'*Agency* est fait par 22 employés sous la surveillance immédiate de M. et Mme H..., leurs fils et leurs filles.

1. Rapport au Musée social.

Cette Agency remet à ses clients un petit carnet dans lequel une page est consacrée à chaque genre de domestiques : cocher, bonne à tout faire, bonne d'enfants, etc. Il suffit de remplir un de ces bulletins tout préparés, indiquant l'âge des serviteurs que l'on désire, leurs gages, leur religion ; si on les blanchit, si on leur fournit le thé ou quelle somme on leur donne en remplacement ; si leur service se fera à Londres, à la campagne ou aux deux endroits alternativement. Un questionnaire particulier pour chaque spécialité accompagne ces renseignements généraux. Ce système est éminemment pratique.

§ 3. — Conditions auxquelles le placement est fait

Le tarif des droits à payer mérite d'être étudié. Il varie en général pour chaque profession. Nous prendrons comme type les professeurs et instituteurs dont s'occupent exclusivement plusieurs *agencies*. Cette branche spéciale exigeant l'importation en Angleterre d'étrangers des deux sexes, ces agences sont souvent en rapport avec leurs Eglises respectives. Généralement un droit d'inscription peu important est perçu ; en cas d'engagement l'employeur paie une taxe de 6 à 7 francs ; les professeurs et institutrices ont aussi souvent à verser de 2 1/2 à 5 0/0 sur leurs salaires.

§ 4. — Réclamations formulées contre les agences.

Nous avons dit plus haut que le système de la liberté absolue en cette matière avait entraîné les inconvénients les plus graves et que des plaintes se sont élevées de tous côtés. Toutes ces plaintes ont été groupées dans une

sorte de circulaire-rapport qui forme un véritable réquisitoire contre les agences et qui a été publié par *The London and provincial domestic servants Union*.

Nous croyons intéressant de donner ici la traduction intégrale de ce document parce qu'il donne, à ce que prétend son auteur, un tableau saisissant de la situation :

« Le système des bureaux de placement est, par suite de la concurrence, devenu si corrompu qu'il nécessite une sévère enquête sur les méthodes d'après lesquelles il est conduit.

« Pendant les vingt dernières années, leur nombre a considérablement augmenté ; il y a à peine une rue de quelque importance dans laquelle on ne trouve un bureau de placement et, dans quelques-unes, il y en a une douzaine. Cela n'est pas le fait de la capitale seule ; le même état de choses existe dans la totalité de nos villes de province.

« Pendant que les bureaux de placement croissaient en nombre, le type du service domestique dégénérait proportionnellement. La concurrence a fait d'une institution jadis utile un moyen frauduleux d'extorquer de l'argent aux domestiques, sans leur donner en retour ce qu'ils ont le droit d'en attendre. Pasteurs, militaires, dames ayant eu des revers et intrigants ayant échoué dans d'autres sphères de la vie, deviennent propriétaires de ces établissements, sachant qu'avec peu de capital et encore moins de conscience, ils peuvent obtenir un bon revenu. De tous côtés, nous entendons les serviteurs se plaindre du mauvais traitement qu'ils reçoivent dans ces établissements. Ce n'est pas étonnant que les domestiques soient

en rébellion ouverte contre eux. Quand on considère qu'il y a 250.000 domestiques dans Londres seulement, il est facile de comprendre que l'argent payé aux titulaires de ces agences pour obtenir ou ne pas obtenir un emploi, doit être une très forte somme, en supposant que chaque serviteur change de situation une fois par an seulement et que chacun paie 3 pence (six sous) par livre. Sur un gage moyen de 18 livres, les domestiques de Londres paient annuellement aux bureaux 56.250 livres. Qu'ont-ils en retour pour cette forte somme ?

« Nous savons que des milliers de jeunes filles respectables avec des antécédents irréprochables, sont envoyées vivre avec des patrons dont la moralité ne peut supporter l'examen, et souvent à des centaines de milles de distance; elles s'aperçoivent alors qu'elles sont obligées de quitter leur emploi à la fin du mois, ce qui entraîne une grande dépense et souvent de grandes privations pour ceux dont les ressources sont déjà bien modestes.

« Le gérant du bureau sait pertinemment que les domestiques n'ont aucun moyen de découvrir le caractère des maîtres auxquels on les envoie avant d'avoir vécu avec eux. Les placeurs ont perçu le droit, et, quand on leur reproche leur manœuvre, ils allèguent avec impudence leur innocence ; nous savons au contraire que d'autres ont été envoyés auparavant et que très probablement ils en enverront encore d'autres pour occuper le poste devenu vacant (1).

1. L'auteur de ce réquisitoire ajoute : Un conseil à nos collègues ; quand on leur a joué ce tour, qu'ils aillent au bureau qui les a si mal traités, le matin au moment où il y a foule, et

« D'un autre côté, les maîtres ne sont guère mieux traités. De mauvais serviteurs leur sont envoyés, qui négligent leur devoir et causent tant de désagréments à leurs patrons que ceux-ci se figurent que tous sont aussi mauvais ; ils se dégoûtent de la classe tout entière et concluent volontiers que les domestiques sont tous perdus sans rémission.

« Le but du placeur est de provoquer des changements, car plus les domestiques changent, meilleur est son profit ».

Une autre manœuvre consiste à faire miroiter aux yeux des travailleurs un excès de l'offre d'emplois sur la demande.

« En effet les placeurs, par des insertions dans les journaux ou par d'autres moyens, font croire qu'il y a plus d'emplois vacants que de serviteurs en chômage. Ceci est fait pour engager les parents à mettre leurs enfants en service ; car, si deux serviteurs sont en compétition pour une situation, cela donne aux patrons une plus grande indépendance et une plus grande liberté pour choisir ; ils n'hésitent pas à renvoyer leur domestique à la moindre offense, sachant qu'un autre attend pour s'installer à sa place. Pour quelques sortes de serviteurs, tels que cuisiniers et femmes de chambre, on en demande plus que l'on n'en peut trouver, mais, en général, c'est le contraire. Si quelqu'un met en doute cette assertion, nous le référons aux colonnes de *Morning Post* et des jour-

qu'ils dénoncent hautement le gérant, afin que les autres domestiques puissent se méfier.

naux quotidiens principaux. Ils trouveront que les demandes sont dix fois plus nombreuses que les offres d'emplois. Il y a des milliers d'honnêtes et honorables serviteurs qui chôment pendant des mois avant de pouvoir obtenir une situation ; on les voit par centaines s'adresser semaine après semaine aux bureaux de placement pour obtenir une place, mais en vain. De plus, il y a ce fait que des milliers de domestiques vigoureux doivent chercher un refuge dans les *Workhouses* ; leur seul crime est d'être trouvés trop vieux pour le service. Comment cet état de choses serait-il possible s'il était vrai qu'il y a plus de situations que de serviteurs ? S'étendre sur les maux de ce système de placement ferait un gros volume.

« Nous ne pouvons passer sur les iniquités que l'on fait subir à notre classe sous d'autres rapports. Nous faisons allusion aux *Homes* tenus concurremment avec les organes de placements. Que ce soit une spéculation, cela ne fait aucun doute : 8 domestiques sont forcés de coucher dans une seule chambre, à 2 dans un lit d'une personne et paient 3sh.6d par tête. Encore est-on peu scrupuleux sur la moralité de ceux qui résident dans ces *homes*. Des jeunes filles innocentes, de la campagne, doivent coucher dans la même chambre et souvent dans le même lit que des femmes immorales, mais elles n'osent pas protester, tremblant d'une menace d'expulsion. Prenant en considération que ces jeunes gens sont amenés de la campagne, ignorants de la vie de Londres, nous ne pouvons être surpris de leur silence. Ceux qui sont accoutumés à la vie des villes se gardent généralement de ces sortes d'endroits.

« Il y a aussi les soi-disant *Christian Homes*, qui ne

valent guère mieux ; les propriétaires font dans la presse des annonces sur les perspectives d'emplois et les avantages d'un *Christian Home*. Prêchant à leurs hôtes les principes chrétiens tant qu'ils ont de l'argent dans leurs poches, ils les jettent à la rue dès qu'elles sont vides.

« Combien de temps encore les domestiques supporteront-ils ce traitement ? Nous ne le savons, mais l'avoir enduré si longtemps ne fait pas grand honneur à leur intelligence ! »

§ 5. — Moyens proposés pour remédier aux abus commis par les agences.

Les moyens proposés pour remédier aux abus commis par les agences sont de trois sortes :

En premier lieu, *The London and provincial domestic servants Union* conseille à tous les domestiques de se joindre à elle et de former une vaste et puissante association qui, par l'importance des ressources dont elle disposera, pourra organiser le placement dans les conditions les plus favorables aux intérêts de ses sociétaires.

The London and provincial domestic servants Union propose ensuite que l'on fasse une loi plaçant tous les bureaux de placement sous le contrôle administratif, abolissant les droits d'inscription et fixant une échelle de taxes proportionnelles aux gages, le maximum étant de 2sh. 6d. Cette somme doit comprendre les dépenses accidentelles, incidentes.

Enfin, pour mettre à l'écart les placeurs qui se livrent à une exploitation éhontée des chercheurs d'emplois ainsi que les agences qui profitent de l'inexpérience des provinciales et des étrangères pour se livrer au fructueux

commerce de la traite des blanches (1), une association a été fondée tout récemment à Londres dans le but de fournir au public la liste des sociétés ou des particuliers offrant des garanties d'honorabilité qui permettent de s'adresser à eux en toute confiance.

Cette Fédération « *Associated Guild of Registres* » s'est fondée sous les auspices d'une dizaine des plus importantes sociétés philanthropiques de Londres :

The charity organisation Society,

The Church of England women's help Society,

The Girl's friendly Society,

The metropolitan Association for befriending Young Servants,

The national Union of women workers,

The national vigilance association,

The Union internationale des Amies de la jeune fille,

The Society for promoting the employment of women,

The Young women's christian Association.

Pour pouvoir être inscrit sur la liste des maisons re-

1. M. Langer, correspondant du Musée social, à qui nous empruntons les renseignements qui suivent sur cette association, nous dit qu'il a, lui-même, eu l'occasion d'intervenir afin d'empêcher une jeune fille française d'être victime d'une exploitation éhontée. De splendides promesses l'avaient attirée en Angleterre ; après lui avoir fait verser une forte commission, on lui procura un emploi : mais, à peine était-elle placée, on exigea d'elle de nouvelles sommes, avec menace, si elle ne s'exécutait pas, de la faire mettre à la porte. Et encore, ajoute M. Langer, bien heureuses sont les jeunes filles qui en sont quittes pour l'exploitation pécuniaire.

commandées, le placeur doit présenter une demande qui est soumise à une enquête des plus sévères, et ce n'est qu'après avoir acquis des preuves certaines de l'honorabilité du titulaire que l'on agréé sa demande. Encore l'inscription n'est-elle valable que pour une année ; passé ce délai la demande doit être renouvelée.

Ce mécanisme fournit au public des garanties sérieuses sur la valeur des *Agencies* qui figurent sur la liste de la Fédération.

« Cette idée d'agences recommandées par des associations connues nous semble des plus heureuses, conclut M. Langer. La liberté n'a pas à se plaindre et celui qui s'adressera à une agence interlope ne faisant pas partie de la Fédération, saura d'avance qu'il n'aura pas la garantie qu'il eut trouvée auprès d'une agence recommandée par la Fédération et inscrite sur sa liste ». Cette innovation peut donner en effet les meilleurs résultats.

Titre III. — Indication des traits caractéristiques des institutions de placement en Angleterre.

Le placement en Angleterre, d'après les documents que nous avons donnés plus haut, nous paraît présenter les traits caractéristiques suivants :

1° Le placement est surtout corporatif ou professionnel.

Pour les ouvriers en effet, le placement se fait principalement par les *Trade Unions*. Il est difficile de donner des chiffres exacts, car ces sociétés aiment peu à donner des renseignements sur leur organisation ; mais on peut affirmer que le placement y est pratiqué dans des pro-

portions considérables, étant donné surtout que beaucoup de *Trade Unions* encouragent le placement mutuel et que le placement fait dans ces circonstances réunit toutes les conditions pour faire un bon placement, car, étant professionnel, il a plus de chances d'assurer le rapprochement des patrons et des ouvriers suivant leurs aptitudes et leurs besoins.

Ce système des *Trade Unions* est donc excellent à tous les points de vue puisqu'il tend à la diminution du chômage et au développement de la solidarité.

Cet exemple a été suivi par les domestiques qui cherchent, eux aussi, à former des unions et à opérer les placements par l'intermédiaire de ces unions.

Avec une organisation du travail ainsi conçue, on comprend facilement pourquoi les bureaux municipaux sont si délaissés.

2° En second lieu, le placement se fait beaucoup en Angleterre par voie de publicité dans les journaux.

L'importance de ce mode de placement est un résultat des mœurs anglaises ; ce moyen présente partout les mêmes avantages et les mêmes abus ; malgré tout, il augmente sans cesse d'importance, à tel point que le correspondant du Musée Social émet le vœu, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de subventionner des journaux pour assurer la publication permanente et régulière des offres et demandes d'emploi.

3° Enfin l'idée d'agences recommandées par des associations connues, comme celles qui ont pris à Londres l'initiative de ce mouvement, mérite considération.

C'est une mesure qui peut faire disparaître beaucoup

d'abus et effacer quelques-uns des griefs les plus graves formulés contre les agences de placement, puisque les agences recommandées seront seulement celles qui ne peuvent susciter aucun reproche. Sans doute, les agences véreuses ne disparaîtront pas pour cela, mais du moins celui qui s'adressera à des agences interlopes saura, par avance, qu'il ne peut espérer de garanties sérieuses que dans les agences recommandées par la Fédération et inscrites sur sa liste.

Ajoutons que c'est une mesure d'initiative privée suscitée par l'absence de réglementation légale des bureaux de placement.

Ainsi donc nous trouvons en Angleterre :

- 1° Prédominance du placement corporatif ;
- 2° Importance considérable du placement par la publicité dans les journaux ;
- 3° Formation de listes d'agences recommandées pour leur probité et leur exactitude, en l'absence de réglementation.

Tels sont les trois traits caractéristiques des institutions de placement en Angleterre.

Quant au principe de la gratuité, il n'a guère été préconisé ; même dans les *Trade Unions*, ce principe est considéré comme l'accessoire de l'association corporative plutôt que comme la source d'un mode principal de placement.

CHAPITRE III

Le placement en Autriche-Hongrie.

A. — *Empire d'Autriche.* — La section de statistique du ministère du commerce de l'Empire d'Autriche s'est livrée en 1896 et 1897 à une enquête sur le placement (1), analogue à celle que notre Office du Travail a faite en 1891.

D'après les résultats publiés en 1898, le placement est fait en Autriche :

Par les associations charitables.

Par les syndicats professionnels.

Par les bureaux de secours et les bureaux publics.

Par les bureaux de placement privés.

En résumé, conclut le rapport, 2,385 offices de placement de différentes sortes ont procuré 319,000 emplois.

Les bureaux autorisés en ont fourni 180,692 c'est-à-dire 56,62 0/0 ; les associations en général : 76,875 places, c'est-à-dire 24,09 0/0 ; les bureaux publics : 44,544 places, c'est-à-dire 13,96 0/0 dont 13,52 0/0 aux bureaux de secours en nature ; enfin les associations charitables et patriotiques : 17,002 places, c'est-à-dire 5,33 0/0.

1. *Die Arbeitsvermittlung in Oesterreich.* Tous les chiffres que nous allons citer sont extraits de cette étude.

Le rapport mentionne l'importance que prend la question du placement dans toute l'Europe et en Autriche.

Faisant seulement allusion aux anciens projets de loi de 1874 et de 1884, il s'étend sur les résultats acquis par certains établissements qui s'augmentent sans cesse, notamment les bureaux de secours en nature en Bohême ; il note les innovations : la fondation du *Landeswohlthätigkeitverband*, en Styrie, et du bureau municipal de Prague, ainsi que la tendance des associations ouvrières à s'occuper de plus en plus activement du placement.

Il fait remarquer que ces moyens de placement sont les plus avantageux ainsi que les bureaux publics, puisqu'ils sont gratuits pour la plupart. De plus les bureaux publics sont répartis dans tout le pays, spécialement les *Naturalverpflegstationen* qui sont de beaucoup les plus nombreux et dont les 80 0/0 sont dans des villes de 4.000 habitants au plus.

Nous allons étudier successivement ces divers modes de placement.

TITRE I. — Placement gratuit.

Le placement gratuit est fait en Autriche comme ailleurs par œuvre de charité, par les syndicats professionnels et par les bureaux publics.

SECTION I. — Placement personnel ou direct.

Le placement personnel ou direct est très usité en Autriche ; il est fait à la suite de recherches personnelles, ou

dans certaines auberges, places publiques, dans certains cafés, lieux de réunions, ou encore à la suite d'annonces dans les journaux.

Pour les marins de la marine marchande, c'est surtout cet embauchage qui est pratiqué. Le capitaine qui a besoin de pilotes, machinistes, timonniers, matelots, mous-ses, les embauche directement dans certaines auberges connues à cet effet. « Cette forme « sauvage » pour ainsi dire, du mode de placement est encore très fréquente en Autriche ». (1)

SECTION II. — *Placement charitable.*

Le placement charitable est fait par des sociétés privées ou par des bureaux publics.

a. — Placement charitable par les Sociétés privées.

Parmi les sociétés privées qui s'occupent de placement citons :

La Société contre l'appauvrissement et la mendicité ;

La congrégation des ouvriers fidèles ;

La société de propagation du travail manuel parmi les Israélites ;

La société cen'rale pour le placement des apprentis ;

La société d'asile pour ceux qui n'ont pas de gîte ;

La société des détenus libérés ;

La société de commerce de Vienne qui a une section spéciale pour le placement des commis et des employés de commerce.

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 685.

La société d'enregistrement des offres et demandes de travail (*Verein für Arbeitsvermittlung in Wien*), qui existe à Vienne et qui a pour but de procurer du travail aux ouvriers inoccupés, qui n'appartiennent à aucune corporation, mérite une mention spéciale.

M. de Plener, le chef du parti des Allemands libéraux, est à la tête de cette société, qui est composée à la fois de patrons et d'ouvriers. Les patrons paient une cotisation annuelle de 5 à 10 florins et les ouvriers de 50 kreuzer. Tout ouvrier, pourvu qu'il paie une cotisation d'au moins 10 kreuzer (environ 0 fr. 25) est en droit de recourir à cette société.

La société a des succursales à Brünn et à Wiener-Neustadt. En 1891, 10.749 personnes se sont fait inscrire et 3.698 ont trouvé des places. Ces places étaient de toute sorte : ouvriers de fabrique, cochers, domestiques, etc. (1).

Cette société reçoit une subvention de la Diète provinciale de la Basse-Autriche et aussi de la ville de Vienne.

De 1885 à 1895, cette société a reçu 73.203 demandes d'emplois et a procuré 28.887 places.

Dans les mêmes conditions, l'union nationale de bienfaisance de Styrie a fondé le 5 juillet 1897 un bureau de placement à Graz. Pour deux mois d'inscription, les ouvriers paient 10 kreuzer. Pour se servir une fois du bureau, les patrons paient 20 kreuzer, pour dix fois, 1 guinée ; pour 1 an 1 guinée et 50 kr. Les patrons se sont souvent plaint de ces taxes ; les ouvriers jamais.

Du 5 juillet 1897 au 5 août 1898, il y a eu : 3.973 de-

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 689.

mandes, 1.565 offres et 712 placements : 538 hommes et 174 femmes (1).

Voici les résultats obtenus en 1895 par les différentes associations :

	Demandes	Offres	Placements
	—	—	—
I. — <i>Wohlthaetigkeitsvereine.</i>			
4 <i>Lehrlingsvereine</i> . .	27.338	6.350	4.467
18 <i>Frauenvereine</i> . . .	1.811	2.224	783
53 <i>Associations purement charitables</i>	708	492	482
II. — <i>Fachverbaende</i>			
17 <i>v. Arbeitgebern</i> . .	4.464	6.056	2.809
95 <i>v. Arbeitnehmern</i> . .	9.416	8.366	4.848
28 <i>Gemischte Fachverbaende</i>	6.136	5.534	2.008
III. — <i>Arbeitsvermittlungvereine.</i>			
5 Unions ont procuré.			8.682
IV. — <i>Ausschliesslich nationale Vereine.</i>			
17 Unions ont procuré.			490
Au total, 227 <i>Vereine</i> ont obtenu les résultats suivants : demandes : 56.392 hommes et 11.535 femmes			
offres : 27.785	—	13.143	—
placements : 17.778	—	6.791	—
Nous pouvons citer encore les <i>Arbeiter Bildungs Vereine</i> ; sur 514, 16 ont des bureaux de placement dont 10 placent leurs membres seulement et 6 placent aussi des étrangers, 9 placent seulement les hommes et 7 les femmes seulement. Le placement est insignifiant. Ces			

1. Extraits de la *Statistische Monatschrift*. Dr Ernst Mischler, Wien. A. Holder 1898.

sociétés soutiennent les ouvriers pendant les chômages et leur donnent de l'argent pour voyager à la recherche d'une situation.

b. — Placement par les bureaux de secours en nature : Naturalverpflegstationen.

Cette institution a quelque analogie avec nos sociétés charitables dépendant de l'Etat, l'hospitalité de nuit, par exemple. Il ne faut pas croire qu'elle puisse faire concurrence aux bureaux de placement : ce n'est pas la même clientèle ; ceux-ci ne placent guère que des domestiques, des serviteurs attachés à la personne. Les *Naturalverpflegstationen* au contraire s'efforcent de procurer de l'ouvrage aux trimardeurs et de leur donner un peu de stabilité.

Voici les résultats pour 1895 dans les provinces suivantes :

Basse-Autriche.	7.586	placements.
Syrie.	5.239	—
Moravie	1.047	—
Vorarlberg	539	—
Silésie.	378	—
Haute-Autriche.	3.023	—
Bohème.	25.343	—
	43.125	

Ces chiffres sont peut-être en-dessous de la vérité, car beaucoup de placements effectués dans le voisinage des bureaux ne sont pas mentionnés.

Le rapide accroissement du placement par ces bureaux

de secours, a nécessité la promulgation de certaines mesures. C'est ce qu'a fait le gouvernement bohémien dans sa circulaire du 14 octobre 1897, n° 60.665 dont nous extrayons quelques passages :

La régulation du placement se rapporte à deux questions principales :

- 1° Connaître et faire connaître les places vacantes ;
- 2° Organiser les forces de travail disponibles.

L'annonce des places vacantes peut être faite aux bureaux oralement ou par écrit ; afin de faciliter ce dernier moyen, des cartes-correspondances seront créées.

Dans chaque district, six ou sept stations seront choisies comme bureaux principaux ; ils fonctionneront comme bureau particulier pour leur propre canton et comme bureau central pour un territoire déterminé. Les bureaux principaux sont obligés de faire connaître par la poste au *Landesinspectorat*, au plus tard, le samedi à dix heures du matin, les places libres annoncées et encore vacantes.

La manière d'opérer de ces bureaux est à peu près la même que celle qui a été introduite dans le canton d'Argovie par les instructions du 10 juin 1897 (1). On emploie des formulaires différents pour annoncer une place vacante, présenter un ouvrier, prévenir de son embauchage faire continuer le voyage aux travailleurs et les recommander à un autre bureau, etc. Mais ici le système est plus compliqué qu'en Suisse.

c. — Certains bureaux publics *öffentliche Anstalten*

1. Voir le placement en Suisse, p.343.

s'occupent du placement, les uns d'une manière suivie : 40 seulement sur 229, les autres (189) à l'occasion. Ils ont fait 6.888 placements en 1895.

SECTION III. — *Placement par les associations dont les ouvriers font partie.*

a. — Placement par les Corporations : *Gewerbliche Genossenschaften.*

Le placement est une des tâches les plus importantes de ces corporations (1).

Le § 114 de la loi du 15 mars 1883, après avoir rappelé leurs devoirs de secours et de coopération, ajoute : « La corporation doit s'occuper des relations entre patrons et ouvriers, spécialement de l'union au point de vue du travail, de la création et de l'installation d'auberges pour les compagnons ainsi que du placement (2) ».

1. Ces corporations ont été classées en 3 groupes. Cette division a été faite en 1896 par le ministère du commerce pour faciliter les travaux statistiques des chambres de commerce et de métiers. *Systematische Verzeichnis der Gewerbe.* Wien, 1896. K. K. Hof. und Staatsdruckerei. Le premier groupe comprend les corporations de métiers (*Gewerbe-genossenschaften*) ; le deuxième comprend les corporations de commerce (*Handels-genossenschaften*) ; le troisième comprend les corporations mixtes (*Gemischte Genossenschaften*), c'est-à-dire de différentes natures. Ces 3 groupes sont subdivisés chacun en trois parties.

2. En vertu de la loi du 15 mars 1883, les syndicats sont obligatoires en ce sens que tous les patrons de chaque métier doivent être membres d'un syndicat professionnel. Office du Travail. *Le Placement*, p. 688.

Nous laissons dans cette note le mot *syndicat* parce qu'il a

Le § 116 explique le principe ainsi posé : « Afin de faciliter la rencontre des patrons et des travailleurs, les corporations devront prendre des informations qui seront portées à la connaissance des ouvriers en chômage et de ceux qui offrent du travail. Pour les sociétés qui ont des auberges particulières, ces renseignements doivent être fournis à tout le monde dans les localités respectives.

Le placement dans ces conditions est aussi prescrit par la loi du 14 août 1896 sur la création de corporations pour l'exploitation des mines.

En 1896, 393 corporations avaient ouvert des bureaux de placement : 30 seulement avaient un local spécial, 134 avaient installé leur bureau au siège de la société, 84 au logement particulier du gérant, 117 dans une auberge (*in dem Herberge*).

La plupart de ces corporations se servent, outre leur bureau de placement, soit des bureaux d'autres associations ou de sociétés de secours, soit d'annonces dans les journaux, soit d'auberges privées ou appartenant à des associations. Peu ont recours aux bureaux privés.

En 1895, ces 393 bureaux des *Gewerbliche Genossenschaften* ont opéré 40.996 placements (36.542 hommes et 4.454 femmes).

Une autre attribution des corporations est de distribuer, comme en Allemagne, des secours de voyage pour l'ouvrier et sa famille et de l'obliger à aller chercher ailleurs

été employé par l'Office du Travail ; mais nous croyons que *Gewerbe-genossenschaft* se traduit mieux par *corporation*, par opposition à *Gewerkschaft* (syndicat ouvrier).

le pain que l'on ne peut lui procurer dans l'endroit où il est.

Les corporations s'occupent également de réglementer les conditions de l'apprentissage.

Le rôle de ces corporations rappelle beaucoup le fonctionnement des anciennes maîtrises (confréries) qui avaient des « maisons communes d'appel » et des maisons de corps de métier où chaque ouvrier sans travail devait s'annoncer.

Les corporations, de même que les bureaux de placement, souffrent surtout des restrictions et des entraves qui sont imposées par l'administration à leur sphère d'activité.

Néanmoins on peut affirmer que le placement de l'ouvrier et du simple apprenti ne se fait que rarement par l'intermédiaire du bureau de placement. Ce sont presque toujours les corporations qui se chargent de ce soin.

b. — *Placement par les syndicats ouvriers: Gewerkschaften.* — Sur 1.194 syndicats ouvriers comprenant 53.703 membres, 249 (1) ont des bureaux de placement ; 242 font le placement gratuit, 6 font le placement payant (2) ; 160 placent leurs membres seulement, 88 placent tout le monde, 137 placent les hommes seulement, 111 placent les ouvriers des deux sexes.

134 syndicats ouvriers ont envoyé leurs résultats pour 1895 ; ils ont procuré 9.928 places ; ils donnent aussi des secours de chômage et de l'argent de voyage.

1. Un syndicat ouvrier n'a pas indiqué sa manière de faire.

2. Trois syndicats ouvriers exemptent leurs membres des droits à payer, deux ne font payer que les patrons.

Depuis le 1^{er} octobre 1896 jusqu'à fin 1897, 20 syndicats ouvriers comprenant environ 2.250 membres ont ouvert un bureau de placement dont nous ne connaissons pas les résultats.

c. — *Placement par les associations ouvrières.* — En outre 164 associations ouvrières font le placement des apprentis et leur avaient procuré 2800 emplois en 1895 (2445 jeunes gens et 355 jeunes filles).

Enfin on peut citer les associations de compagnons catholiques (*Katholische Gesellenvereine*) : Sur 182, 67 ont des bureaux de placement. Pour 1895, 52 ont répondu aux demandes de renseignements ; ils ont placé 1267 hommes. Sur ces 52 bureaux, 31 ont donné des détails : ils ont reçu 3606 demandes et 944 offres, ils ont effectué 842 placements.

SECTION IV. — *Placement par les bureaux municipaux.*

Un bureau municipal a été créé à Vienne.

Depuis le moment où il est entré en activité, c'est-à-dire au 1^{er} septembre 1898 jusqu'à fin février 1899, il y a eu :

35.593 demandes d'emplois des ouvriers, ouvrières et apprentis ;

13.959 offres d'emplois de la part des patrons ;

10.787 placements ont été faits.

Ces résultats ne portent presque que sur des ouvriers et ouvrières ayant un métier ; les ouvriers sans métier ne forment que l'exception ; il y a beaucoup

de domestiques, cochers, aides de diverses catégories et journaliers (1), même d'employés aux écritures. Les places dans l'enseignement sont aussi offertes en nombre, mais on manque de postulants (2).

A Prague, un bureau municipal avait été créé en 1897. (*Staedtische Arbeitsvermittlung in Prag*).

TITRE II. — Placement payant.

Le placement payant est pratiqué non seulement par les bureaux de placement privés, ce qui est très normal, mais aussi dans le cas d'embauchage direct, ce qui mérite d'être signalé.

SECTION I. — *Placement direct.*

Dans la grande industrie, pour la construction des chemins de fer, canaux ou autres grands travaux du même genre, la majeure partie des ouvriers sont directement embauchés par les contremaîtres, chefs d'équipes ou surveillants.

Ceux-ci n'hésitent pas à prélever une prime assez forte sur le salaire qui doit être alloué aux ouvriers ainsi embauchés. « Cette prime rend les ouvriers tributaires de leurs surveillants aussi longtemps qu'ils ne se sont pas acquittés. La concentration dans la même main de la force disciplinaire et de la qualité de créancier amène par-

1. *Soziale Praxis*, n° 24 du 16 mars 1899, p. 651.

2. *Bulletin de l'Office du Travail*. Avril, 1899, p. 363.

fois une oppression sans limite et une sorte d'atteinte portée au travail de l'ouvrier » (1).

Les abus de ce genre sont signalés par les inspecteurs de l'industrie et sévèrement réprimés par les autorités, mais trop souvent ils restent ignorés.

SECTION II. — *Bureaux de placement.*

Le placement payant est surtout pratiqué par les bureaux de placement privés, autorisés par l'autorité administrative et qui fonctionnent sous la surveillance et le contrôle de cette autorité (2).

§ 1. — Création des bureaux de placement.

La législation autrichienne, s'inspirant des principes du décret rendu en France le 25 mars 1852, (3) soumet à une autorisation préalable tous ceux qui veulent s'occuper de fournir à d'autres un emploi ou du travail.

Cette matière est réglée par une ordonnance ministérielle du 28 février 1863.

1. Office du travail, *Le placement*, p. 685 et 686.

2. Voici l'énumération des contraventions infligées à quelques-uns de ces bureaux en 1896 :

Délits contre les mœurs : 5.

Délits contre la propriété : 13.

Manquement à la sûreté de la vie et de l'honneur : 12

Autres délits : 15.

28 bureaux ont mauvaise renommée.

3. Office du Travail. *Le placement* p. 685 et suiv.

Les agences de placement privées ne peuvent être ouvertes qu'en vertu d'une autorisation accordée par le gouverneur de la province (*Statthalter*).

Cette autorisation ne doit être accordée que dans des cas exceptionnellement nécessaires, et les autorités sont très sévères quant au choix de la personne chargée de la direction.

Celui qui a demandé une autorisation de ce genre, et qui ne l'obtient pas, peut en appeler aux ministres de l'intérieur et du commerce. Mais ceux-ci se montrent assez sévères en pareille matière (1).

Quand l'autorisation de créer un nouveau bureau de placement est demandée, l'autorité administrative ne doit l'accorder que si la nécessité s'en fait sentir d'une manière absolue, eu égard au nombre d'agences publiques et privées existant dans la même circonscription.

L'autorisation donnée aux agences ne peut être générale, c'est-à-dire pour toute sorte de placements : le but pour lequel la concession est accordée doit être soigneusement déterminé. L'autorité administrative est d'ailleurs libre de régler à sa guise les conditions de l'autorisation.

§ 2 — Enumération des bureaux de placement.

En 1896, nous trouvons 916 bureaux (dont 219 à Vienne, 302 en Bohême (Prague, Pilsen, etc.)

216 existaient avant 1885 ;

278 se sont fondés de 1885 à 1891 ;

377 se sont fondés de 1891 à 1896.

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 686 et 687.

§ 3. — Objet du placement effectué par les bureaux.

Nous avons dit que le but pour lequel la concession était accordée aux bureaux devait être rigoureusement déterminé. Quelquefois cependant les bureaux reçoivent une autorisation conçue en un sens très large, mais le plus souvent, l'autorisation est restreinte au placement des gens de maison, des femmes de service, par exemple, ou des serviteurs pour hôtels et restaurants, ou bien des ouvriers des champs, des ouvriers qui travaillent aux constructions de chemins de fer ou encore des ouvriers d'usines et de fabriques.

La plupart des bureaux de placement existant en Autriche s'occupent surtout de ce que l'on appelle « place et emploi » dans un sens restreint, c'est-à-dire des gens de maison ou bien des petits employés (1). Les ouvriers sont généralement placés par les syndicats ou les sociétés charitables.

§ 4. — Conditions auxquelles le placement est effectué dans les bureaux.

Le placement est effectué, dans ces bureaux, moyennant le paiement d'un droit d'inscription et d'un droit de placement, quelquefois de l'un de ces deux droits seulement.

Le placement est payant pour les employés et pour les patrons, quelquefois il n'est payant cependant que pour les employés seuls ou pour les patrons seuls.

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 687.

Sur 916 bureaux, 110 font payer seulement les employés, 37 font payer les patrons seuls, 769 font payer les deux.

Dans 37 bureaux, les employés ne paient aucun droit ; dans 57 ils paient à l'inscription seulement, dans 383 au placement seul, dans 439, ils paient lors de l'inscription et après le placement.

Dans 110 bureaux, les patrons ne paient aucun droit ; dans 77, ils paient un droit d'inscription seulement ; dans 646, ils paient seulement après que le bureau leur a fourni un employé ; dans 83 ils paient aux deux moments.

Quel est le montant des droits d'inscription et de placement ?

Le droit d'inscription et le tarif de placement varient selon les provinces et les différentes catégories des chercheurs de places.

C'est à Vienne et dans le district de la Chambre de commerce de cette ville que les prix sont les plus élevés et ceci dans une grande proportion. La Bohême vient après.

Le droit d'inscription à payer par les chercheurs d'emplois est, en général, de 30 kreuzer au maximum, en province, et de 30 à 50 kreuzer à Vienne et dans quelques villes de Bohême ; quelquefois même, dans ces endroits, ce droit dépasse 50 kreuzer. Pour certaines professions, le droit d'inscription est de 0,50 florin en province, de 0,50 à 1 florin à Vienne, en Bohême et en Galicie, quelquefois de plus de 1 florin.

Si un emploi est procuré, quel est le droit de placement perçu sur les chercheurs d'emplois ?

250 bureaux perçoivent de 0,50 à 2 florins selon la ville où ils sont.

358 bureaux perçoivent de 1 à 5 florins et quelquefois plus selon la profession.

121 bureaux perçoivent de 10 à 20 0/0 du salaire du premier mois.

10 bureaux perçoivent 20 0/0 et plus du salaire du premier mois.

29 bureaux perçoivent 1 à 5 0/0 du salaire de l'année.

27 bureaux perçoivent 5 0/0 et au-dessus du salaire de l'année.

Dans les bureaux où l'employeur paie soit le droit d'inscription, soit le droit de placement, soit les deux, le montant de ces droits est en principe le même que celui qui est perçu sur les chercheurs d'emplois ; mais la plupart des bureaux perçoivent des droits moins élevés sur l'employeur que sur l'employé et nous avons vu même que 110 bureaux n'exigeaient aucun droit de l'employeur.

§ 5. — Résultats obtenus par les bureaux de placement.

La statistique des placements opérés par les bureaux de placement donne les résultats suivants :

	Demandes d'emplois	Offres d'emplois	Placements effectués
	—	—	—
Dans tout l'Empire. .	257.944	330.515	180.692
A Vienne.	134.615	223.425	53.354
En Bohême . . , .	49.115	53.354	35.383

Ces chiffres comprennent, outre les domestiques, ouvriers et employés, les gérants, secrétaires de voyage, chanteuses, chefs d'orchestre, artistes et danseuses, pharmaciens et musiciens.

B. — *Royaume de Hongrie*. — La Hongrie a des dispositions spéciales, entre autres la loi sur l'industrie de 1884.

Le § 10 indique l'industrie du placement parmi celles qui nécessitent une concession.

Le § 15 exige une caution et pose des règles pour la tenue des livres.

Outre la concession qui ne peut être accordée qu'à des personnes sûres, on exige donc une caution du titulaire. Le tarif est fixé d'avance et ne peut être augmenté. Les livres sont soumis au contrôle de la police. Le local du bureau doit être tenu en bon état. Des peines sont prononcées contre les contrevenants.

Un statut particulier pour Budapest, fait en 1888, a consacré pour cette ville la plupart des dispositions précédentes en déterminant le chiffre des cautions et des amendes. Le § 4 fixe le tarif du placement selon les professions en classant d'une part les domestiques, d'autre part tous les autres travailleurs.

Un autre statut du 10 septembre 1894 fixe des règles analogues pour la ville d'Arad.

Tout récemment, le ministre du commerce, considérant qu'il y a en Hongrie 100.000 ouvriers sans ouvrage, ce qui, avec une moyenne de 300 jours de travail, fait une perte de 24 millions de florins, a lancé une circulaire par laquelle il voudrait organiser un placement gratuit (art. 4) dont les frais seraient supportés par l'État pour un tiers

et par les municipalités et les chambres de commerce pour les deux autres tiers (art. 1 et 2). Les ouvriers seront représentés dans la direction (art. 3). L'essai sera fait à Budapest et généralisé plus tard. En cas de grève, le bureau continue à fonctionner (1).

TITRE III. — Traits caractéristiques des institutions de placement en Autriche-Hongrie.

L'organisation du placement en Autriche-Hongrie se caractérise par les trois traits suivants :

1° Importance très grande des bureaux de secours en nature : *Naturalverpflegstationen*.

2° Les corporations considèrent comme un de leurs devoirs les plus importants le placement des ouvriers de leur profession, et, de leur côté, les syndicats ouvriers s'efforcent de procurer des situations à leurs membres.

3° Les bureaux de placement payants ne sont autorisés qu'en nombre restreint et pour un objet déterminé ; en outre ils sont soumis à une surveillance rigoureuse.

4° Quant aux bureaux gratuits, l'Autriche ne s'était décidée que dans ces dernières années à en créer ; mais les essais qui ont été faits dans cette voie ont eu d'excellents résultats qui ont encouragé à persévérer et c'est ce principe de la gratuité qui sera la base de la législation en voie de formation.

Il est reconnu en effet que l'organisation des bureaux

1. *Soziale Praxis*. 21 septembre. 1899. N° 51, p. 1354,

de placement, telle qu'elle existe en Autriche, laisse beaucoup à désirer.

Avant tout, la centralisation fait défaut, de sorte qu'il est très difficile de compenser l'offre et la demande de travail, aussi bien dans chaque province qu'entre les différentes régions de l'Empire. On s'en aperçoit bien vite aussitôt que le travail vient à manquer dans quelque centre important. L'affluence, sur certains points, d'ouvriers en quête de travail prouve qu'ils sont sans direction (1).

Beaucoup d'autres inconvénients pourraient être signalés, aussi de nombreux projets ont-ils été proposés pour organiser le placement sur de nouvelles bases.

Un projet relatif au placement remonte à 1874.

Un autre a été présenté en 1884 par le Dr Julius Wolf, lié intimément à l'assurance contre les accidents.

Comme projets nouveaux, nous pouvons citer les projets de Galicie et de Silésie.

Au Landtag de Galicie, on a repris le projet de fonder une *Postarbeitsbørse* sur le modèle de celle du Luxembourg. Elle comprendrait trois parties :

1 *Landesarbeitsbørse* ;

74 *Bezirksarbeitsbørsen* ;

12 *Localarbeitsbørsen für gewisse Staedte*.

A la fermeture du Landtag le 29 janvier 1898, la question a été renvoyée à la session suivante.

En Silésie, dans sa séance du 8 février 1898, le Landtag, considérant les révélations de l'enquête du ministère du commerce autrichien et reconnaissant les lacunes existant

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 688.

actuellement dans l'organisation du placement demande que l'on dépose des propositions pour l'organisation du placement dans la Silésie autrichienne et un système embrassant tout le pays.

Le 1^{er} juin 1898, le gouvernement autrichien a déposé sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi en vue de créer au sein du ministère du commerce une section chargée de réunir et de mettre en ordre des données statistiques destinées à servir de base à la législation sociale.

Cet Office du Travail a élaboré un projet de loi sur le placement, qui préconise le placement gratuit.

M. Heinrich Adler de Vienne résume ainsi le projet de loi de l'Office du Travail élaboré par l'ancien ministre du Commerce Dr. Baernreither.

Le placement ne se fera plus que par les corporations, les institutions charitables et les bureaux publics qui procureront des emplois gratuitement ou en ne percevant qu'une taxe infime. Ces établissements régneront bientôt seuls sur le marché du travail.

Il y aura un bureau central auquel seront reliés les autres bureaux disséminés sur tout le territoire. Dans chaque ville de 30.000 habitants (analogie avec le projet français), on créera un bureau gratuit, ainsi que dans toutes les autres villes où l'autorité en verra la nécessité.

On exigera une autorisation pour les bureaux de placement commerciaux, mais ils ne subsisteront pas longtemps et « leur mort ne fera pas verser beaucoup de larmes en Autriche, ajoute M. Adler, car souvent ils

pillent de malheureux indigents qui ne savent pas se défendre ».

Les bureaux gratuits observeront la plus stricte neutralité entre patrons et ouvriers : les deux partis seront également représentés dans le comité directeur. Partout où existent des Prud'hommes, ceux-ci participeront à la direction ; partout ailleurs on prendra des entrepreneurs faisant partie de la représentation communale et les ouvriers qui dirigent la caisse des maladies.

En cas de grève, le bureau doit observer une neutralité absolue ; d'ailleurs, l'administration étant sous le contrôle des Prud'hommes, ceux-ci s'efforceront d'arriver à concilier les deux partis (1).

La Commission auquel ce projet a été renvoyé l'a accepté dans ses grandes lignes. Quant à l'organisation des bureaux municipaux, elle veut qu'ils soient soumis à la surveillance simultanée des patrons et des ouvriers également représentés dans une commission directrice. Celle-ci, en cas de grève ou *lock out*, décidera si le bureau doit continuer ou suspendre ses services (2). Le président sera choisi en dehors des ouvriers et des patrons par le ministre du Commerce et celui de l'Intérieur et de l'Agriculture.

On le voit, c'est le principe de la gratuité qui l'emporte avec l'établissement de bureaux municipaux, en général sous la dépendance des Prud'hommes.

1. *Soziale Praxis*, 22 décembre 1898.

2. *Soziale Praxis* n° 16, 19 janvier 1899, p. 420, et n° 10 (9^e année) 26 octobre 1899, p. 20.

CHAPITRE IV

Le placement en Belgique.

Le placement se fait en Belgique sous les deux formes : placement payant, placement gratuit.

Mais il y a ici un caractère spécial à signaler : En Belgique, chaque ville, chaque région a ses usages spéciaux en matière de placement. Il faut surtout tenir compte des deux races dont est composée la population belge et il est parfois dangereux de conclure de ce qui existe dans le pays flamand à ce qui doit exister dans le pays wallon. Néanmoins il y a des traits communs, et nous allons essayer de donner une vue d'ensemble du placement en Belgique.

TITRE I. — Placement gratuit.

Le placement gratuit est fait sous forme de placement personnel, par œuvre charitable, mais il est surtout pratiqué dans les Bourses du Travail.

SECTION I. — *Placement personnel ou direct.*

Le placement personnel est très employé en Belgique.

Les 3 principales formes sont :

1° la recherche personnelle ; l'ouvrier guidé par son flair ou par des indications officieuses va chez le patron exposer son mérite et ses prétentions ;

2° les relations ; ce deuxième moyen a l'avantage de fournir aux employés et aux patrons des renseignements réciproques. Souvent un ouvrier recommande un concitoyen ou un ami ; d'autres fois c'est un fournisseur qui s'entremet gratuitement dans l'espoir de s'attirer des clients ;

3° les annonces dans les journaux. Bien que très usitée surtout par les commis et les domestiques, elle ne doit être employée qu'avec prudence, car les annonces des journaux cachent souvent des escroqueries, surtout celles qui demandent un timbre pour la réponse. Il nous paraît intéressant de citer à ce sujet le fait suivant raconté par le journal : « *La Réforme* » du 2 décembre 1890 (1) : « La Bourse du Travail de Bruxelles, désirant se rendre compte du bénéfice que l'on pouvait réaliser par ce moyen, fit insérer une annonce dans un journal promettant « une place » à qui enverrait son nom et son adresse, en payant 10 centimes pour la réponse. L'annonce coûta 1 fr. 50 centimes, et les réponses procurèrent 4 fr. 30 centimes en timbres poste. Ces timbres furent remis aux envoyeurs avec un avis les engageant à

1. Cité par l'Office du Travail, *Le Placement*, p. 694.

montrer à l'avenir quelque défiance pour ces annonces trompeuses ».

Pour les ouvriers du bâtiment, des ports, etc., l'embauchage se fait à des sortes de grèves tenues près de l'endroit où s'élevait autrefois la maison de leur corporation.

Une décision récente du syndicat des patrons peintres de Gand rétablit ou tout au moins maintient l'usage des *grèves* :

« Les ouvriers se tiennent à un « Coin » désigné où les entrepreneurs vont chercher les journaliers dont ils ont besoin ». « Gand possède une quinzaine de ces grand'gardes de la misère, dit M. Varlez (1), et le patron, qui a besoin de « bras » plutôt que de « têtes », sait qu'il trouvera toujours quelque déclassé prêt à toucher un salaire ».

SECTION II. — *Placement charitable.*

Heureusement une compensation existe dans les nombreuses institutions philanthropiques, civiles et religieuses qui s'occupent du placement des bonnes. Ces établissements ont la meilleure clientèle, car le public montre de la défiance pour les bureaux de placement. Il s'est même formé une ligue qui a fondé à Bruxelles une maison des servantes. Des affiches placées dans les gares conseillent aux jeunes filles qui arrivent de s'adresser à cette maison.

1. Rapport au Musée Social.

SECTION III. — *Placement par les Bourses du Travail.*

Les Bourses du Travail jouent un grand rôle en Belgique (1).

D'après M. Lambrechts, bibliothécaire de l'Office du Travail belge à Bruxelles et correspondant du Musée social, les Bourses du Travail qui existent actuellement peuvent être classées en Bourses officielles, quasi officielles, professionnelles et politiques (2).

A. — Les Bourses officielles sont au nombre de six :

a. — Molembeek Saint-Jean (Brabant) : dès 1878 fut organisé à la mairie un service d'affichage des demandes de travail. Suspendu en 1879, ce système fut repris en décembre 1896 : l'affichage était remplacé par un registre. Six mois plus tard (juin 1897), on n'avait enregistré que 155 offres et 20 demandes de travail. Depuis lors, aucune inscription n'a été faite.

b. — Schaerbeek (Brabant). Ouvert le 6 novembre 1896, ce bureau, véritable musée communal, est constitué dans la division de l'état civil; il ne place que les habitants de la commune.

Les syndicats ouvriers peuvent lui communiquer la liste de leurs membres en chômage et le bureau les place dans l'ordre d'inscription.

1. M. Hector Denis a donné dans l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée le 19 février 1896 un exposé fort complet de l'histoire des premières Bourses du Travail.

2. Rapport de M. Lambrechts au Musée social.

Du 1^{er} juillet 1897 au 1^{er} juillet 1898, le total des demandes s'est élevé à 1910, celui des offres à 1120, celui des sujets placés à 734 (1).

En général, il y a pénurie d'ouvriers et de servantes, mais pléthore d'hommes de peine, magasiniers, camionneurs et femmes à la journée.

Les sans travail inscrits à la Bourse ont été employés à l'enlèvement des neiges, au nettoyage de caves inondées, etc. Un service d'échardonnage et d'échenillage y a été établi et a fonctionné.

c. — Saint-Gilles (Flandre Orientale). Créée le 12 novembre 1896, cette bourse a un règlement analogue à celle de Schaerbeek.

Ces 3 bourses situées dans des communes de l'agglomération bruxelloise doivent leurs maigres résultats au grand succès de la Bourse de la capitale qui leur fait une concurrence victorieuse et leur porte un préjudice considérable.

d. — Enghien (Hainaut). Cette bourse fonctionne depuis le 12 novembre 1895, grâce à une subvention annuelle de 300 francs donnés par la commune et de 200 francs donnés par le Conseil provincial : elle doit leur fournir un rapport.

Ses opérations sont multiples : elle intervient dans les difficultés relatives aux accidents du travail et elle s'occupe d'arbitrage en cas de contestations relatives aux salaires.

1. *Rapport de l'administration communale de Schaerbeek*, p. 19.

e. — Alost (Flandre Orientale). Fondée par une délibération du conseil communal du 10 août 1876, elle a eu jusqu'à la fin de cette année 90 offres et 85 demandes d'emplois.

f. — St-Nicolas (Flandre Orientale) Créée le 1^{er} avril 1897 par le collège échevinal.

B. — Il y a 5 Bourses du Travail que l'on peut qualifier de quasi-officielles.

a. — La plus ancienne est celle de Liège, ouverte le 11 février 1888, grâce à l'œuvre des chauffoirs et à l'appui de la Chambre de commerce.

La commission directrice comprend : 6 membres nommés par la Chambre de commerce, 1 délégué communal, 3 membres ouvriers nommés par leurs pairs des prud'hommes, des Conseils de l'Industrie et du Travail et des sociétés de secours mutuels.

Les services sont gratuits pour l'ouvrier. Les inscriptions annuelles dans chaque sens sont généralement supérieures à 2.000.

b. — *Bruxelles.* — Dès 1884, M. Buls, bourgmestre de Bruxelles, fit adopter une résolution tendant à faire de la Bourse du Travail que l'on devait créer une association des syndicats patronaux et ouvriers avec l'appui moral et le concours financier de la commune.

Cet établissement devait s'occuper de la statistique du travail et du placement des travailleurs.

Pour les débats qui furent entamés avec les représentants des associations ouvrières et les entrepreneurs, le professeur Hector Denis avait rédigé un rapport circons-

tancié qui donnait des renseignements suffisants sur les buts où tendait ce projet (1).

Pour M. Hector Denis, la Bourse du Travail est l'organisation qui convient, de notre temps, au marché du travail et qui doit en opérer, non seulement une juste répartition suivant les lieux, mais encore une égalisation, également juste, des salaires. Elle concourt à préparer une forme supérieure du louage du travail, où l'individu ne stipule pas isolément en face d'un autre, mais où se trouvent en présence des associations représentant des intérêts collectifs.

« La Bourse du Travail n'a pas seulement à constater le taux des salaires qui doivent être fixés pour un certain temps par des conventions passées entre les patrons et les syndicats ouvriers, mais elle doit encore servir d'intermédiaire entre le capital et le travail. Le but de cette institution devait donc être de mettre en contact direct et permanent, dans un lieu déterminé, l'offre et la demande de travail, de faciliter le placement gratuit des ouvriers, de constituer la statistique du travail sous tous les aspects, de fournir aux ouvriers les renseignements nécessaires concernant l'état du marché et d'assurer au travail la plus grande mobilité possible, en tant que cette mobilité dépend des lumières jetées sur le marché économique, de rendre par là et dans ces limites la circulation et la distribution du travail, dans les diverses industries qui s'y exercent, aussi régulières, aussi promptes, aussi gé-

1. Victor Mataja. Le socialisme municipal. *Revue d'économie politique*, 1894, p. 976.

nérales que possible, de réduire ainsi le plus possible le nombre et la durée des chômages, de donner de la stabilité au taux du salaire, de hâter la constitution des unions syndicales ouvrières, de favoriser, grâce à des rapports incessants entre patrons et ouvriers, les règlements amiables entre les syndicats de toutes les difficultés se rattachant à la question du travail, à ses conditions, et de s'efforcer d'aboutir à la constitution définitive de conseils de conciliation permanents ».

L'hostilité des patrons et l'indifférence des ouvriers firent échouer le projet.

Le bourgmestre Buls reprit son idée en 1889 avec l'Œuvre du Travail, société constituée en dehors des partis et essentiellement fondée en vue de venir en aide aux ouvriers sans occupation. Laissant de côté l'intervention directe des employeurs et des employés, il se borna à faire ouvrir un guichet où l'on recevait les demandes et les offres d'emploi. Les commissaires de police sont chargés de les centraliser dans les communes de l'agglomération bruxelloise.

Le placement s'effectue par des employés qui reçoivent les demandes et par le marché du travail qui fonctionne depuis le 25 mai 1891 et où les patrons et les ouvriers peuvent entrer directement en relations.

La Bourse, présidée par le bourgmestre, a une manière curieuse de faire connaître au patron la moralité des ouvriers qu'elle lui envoie ; suivant leurs qualités, la Bourse remet aux ouvriers ou employés, qu'elle envoie aux patrons qui en demandent, l'adresse avec un mot de recom-

mandation, l'adresse écrite seule, ou simplement verbalement l'adresse.

Ce système fonctionne depuis 1889.

Le service est gratuit pour les ouvriers ; les patrons paient 0,50 centimes d'inscription.

La Bourse du Travail de Bruxelles est dirigée par un comité de 3 membres. Ses ressources proviennent de subventions particulières ou communales : la ville lui a assigné un local aménagé. Un comité d'études a été formé composé de 2 délégués des patrons et de 2 délégués des ouvriers.

c. — Gand (Flandre orientale). Cette Bourse, ouverte le 9 juillet 1891, est soutenue par la ville et par des sociétés patronales ; c'est même une de celles-ci qui est chargée de l'administration sous l'inspection d'un comité de surveillance formé par des délégués des administrations communale et provinciale et des cercles industriels. Les renseignements sont gratuits.

d. — Paturages (Hainaut). Créée le 17 mai 1895 sur l'initiative des Comités de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance, cette Bourse dessert 37 communes d'une population de 130.000 habitants, dont 26.000 ouvriers industriels. Des subsides communaux, provinciaux et privés permettent de couvrir les frais et de donner des renseignements gratuits.

e. — Charleroi (Hainaut). Création de l'œuvre de l'hospitalité de nuit, cette Bourse est subsidee par la ville et la province. Ses indications sont gratuites.

Voici les résultats des Bourses quasi-officielles :

	Demandes des ouvriers		Offres d'emplois par les patrons	
	1895-1896	1896-1897	1895-1896	1897-1897
Bruxelles (1) . . .	3.300	3.333	3.533	3.654
Gand	3.241	2.829	1.943	1.398
Liège	2.284	2.449	1.517	1.742
Charleroi	2.162	2.921	4.147	4.126
Paturages		576		145

En 1897-1898, la Bourse du Travail de Charleroi a enregistré 2642 offres des patrons, 3049 demandes d'emplois et elle a réalisé 1873 placements.

En général, les Bourses du Travail belges se plaignent de l'indifférence des employeurs et des employés. Les ouvriers sérieux et capables ne s'y adressent pas volontiers et les patrons ne recevant guère de ces établissements que des employés défectueux préfèrent l'embauchage direct. Les patrons qui paient mal sont à peu près les seuls qui aient habituellement recours aux Bourses du Travail.

C. — *Bourses professionnelles et Bourses politiques.*
— Il y a aussi en Belgique de nombreux bureaux de placement organisés directement par les intéressés, patrons

1. Les progrès sont assez satisfaisants : dans le courant de l'année 1893-1894, 1.735 ouvriers et 2.030 patrons s'étaient adressés au marché du travail ; il y avait eu, à la Bourse, 2.306 inscriptions de demandes d'occupation et 3.153 d'offres de places. Cf. Victor Malaja. Le socialisme municipal. *Revue d'Economie politique*. 1894, p. 977.

ou ouvriers, généralement par les associations syndicales et qui fonctionnent gratuitement pour les travailleurs en chômage. Mais il serait difficile de citer une seule de ces institutions qui ait un caractère essentiellement professionnel ; toutes ont plus ou moins dégénéré.

Les patrons ont fait peu de choses :

A Gand (Flandre orientale), une œuvre du placement chrétien a existé jusqu'en 1897, puis s'est dissoute.

A Tournai (Hainaut), nous trouvons face à face la Bourse du Cercle anticlérical et celle du Bureau de placement catholique.

Ces œuvres ont donc un but essentiellement politique et sont d'ailleurs peu considérables.

Au contraire les ouvriers ont des organisations beaucoup plus importantes : nous allons prendre Gand comme type d'études :

Les syndicats socialistes ne pouvant placer ouvertement leurs membres (car peu de patrons recherchent cette nuance politique) s'efforcent de faire entrer dans chaque atelier important un homme de confiance qui prévient immédiatement le syndicat des vacances qui sont sur le point de se produire. Un des membres en chômage qui répond le mieux aux conditions exigées va se présenter et, arrivant au moment propice, il est souvent embauché par le patron ignorant de ses relations politiques.

Les syndicats antisocialistes (catholiques) en lutte moins directe contre les patrons, ont fondé une Bourse du Travail gratuite pour leurs adhérents ; sans négliger le placement mutuel par leurs membres, la Bourse intervient le plus souvent.

Les syndicats libéraux entretiennent les meilleurs rapports avec les patrons et ceux ci préfèrent toujours entre plusieurs ouvriers celui qui a une recommandation d'un syndicat libéral.

Il faut remarquer qu'en Belgique, les patrons, à la différence de ce que l'on voit en France et en Angleterre, sont loin d'être hostiles aux syndicats et préfèrent même souvent les ouvriers syndiqués pourvu qu'ils appartiennent à un groupe modéré.

Par cette union avec les patrons, les syndicats libéraux ont considérablement diminué le chômage. M. Varlez nous a communiqué la proportion pour Gand :

Chômage dans le syndicat libéral.	. . .	3 p. cent.
— antisocialiste.	. . .	10 p. cent.
— socialiste	. . .	23 p. cent.

TITRE II — Placement payant.

Le placement payant est pratiqué par des bureaux de placement qui ne sont soumis à aucune réglementation.

La liberté pour l'industrie de l'embauchage des ouvriers et domestiques, comme pour les autres industries, a été posée en principe par la loi des 2-17 mars 1791 avec l'obligation de se pourvoir d'une patente.

Par l'ordonnance de 1816, le gouvernement néerlandais consacra ce système introduit par la domination française ; en même temps, il divisa les communes en 7 classes d'après leur importance, et le chiffre de la patente était proportionnel à cette importance. Les bureaux de

louage pour domestiques payèrent une patente variant de 3 à 15 florins suivant le rang de la commune où s'exerçait cette industrie.

La loi du 21 mai 1819 donna le droit au patenté d'exercer sa profession partout où il le jugerait convenable. Toutes les communes du pays sont divisées en 6 rangs d'après leur importance, et dans chacune les placeurs sont classés d'après l'importance de leur office. Dans la dernière classe (émoluments de 300 florins par an), on paie 0,75 florins (1,70) de patente ; dans la 1^{re} classe des villes de 1^{er} rang, on paie 285 florins, soit 600 francs environ. Cette patente correspond à un revenu de 24.000 francs et il est douteux qu'il y ait en Belgique un seul bureau de cette importance.

Ces bureaux de placement sont d'ailleurs peu nombreux en Belgique et ne font guère que le placement des domestiques des deux sexes. Il n'y en a pas plus de 15 à Bruxelles, mais il faut ajouter plus de 60 maisons de logement et de réunion de servantes dont 20 à peine sont recommandables, les autres servant plus ou moins de prétexte à la débauche (1).

TITRE III. — Traits caractéristiques des Institutions de placement en Belgique.

De l'examen que nous venons de faire des institutions de placement, fonctionnant actuellement en Belgique, il

1. Enquête de la Bourse du Travail de Bruxelles en 1892.

paraît difficile de déduire quelques traits spéciaux qui caractérisent vraiment ces institutions.

Pour bien montrer cette difficulté, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les rapports des correspondants du Musée Social, M. Varlez et M. Lambrechts ; nous constaterons que rien de saillant ne sort de l'étude des institutions, mais nous verrons qu'une évolution très nette paraît se préparer dans le sens d'une extension plus grande des Bourses du Travail.

D'après M. Varlez, les bureaux de placement payants n'échappent que difficilement au soupçon d'exploitation et seront toujours suspects de ce chef.

Quant aux bureaux gratuits, aucune des formes actuelles ne paraît pleinement satisfaisante. Les bureaux exclusivement ouvriers sont peu en faveur auprès des patrons ; d'autre part, ceux-ci n'admettent pas tous les ouvriers indistinctement à profiter de leurs institutions de placement. Les Bourses du Travail communales ne sont pas exemptes de critiques (1). Enfin les bureaux municipaux dirigés par des fonctionnaires n'ont pas ce caractère d'œuvre professionnelle qui doit nécessairement être

1. Outre que les statistiques sont fort peu soigneusement faites (pour Gand par exemple, on est arrivé au résultat suivant : en 1896, on aurait eu 13.098 demandes d'emplois de la part des ouvriers et on en a placé 1.510), les patrons reprochent à la Bourse de ne leur fournir que de mauvais employés, et ceux-ci reprochent aux patrons de ne s'adresser à la Bourse qu'à la dernière extrémité. Cela provient du manque de connaissance professionnelle des directeurs des Bourses du Travail.

l'apanage d'un bon bureau de placement gratuit (1).

Pour arriver à une solution rationnelle, il faudra sans doute combiner les divers systèmes ; mais dans quelle dose homœopathique chacune des formes doit-elle intervenir ? C'est une chose que l'observation seule pourra indiquer, dit M. Varlez. Pour lui, les comités mixtes de patrons et d'ouvriers seraient encore ce qu'il y a de mieux. Malheureusement, trop souvent les parties, munies chacune d'un mandat impératif, discutent éternellement sans espoir aucun de se convaincre. Il faudrait de la conciliation de part et d'autre pour le plus grand bien des patrons et des ouvriers ; on pourrait diminuer le chômage et éviter une déperdition des forces vives de la nation.

Un autre correspondant du Musée social, M. Hector Lambrechts, bibliothécaire de l'Office du Travail à Bruxelles, donne ainsi son appréciation sur les différents moyens de placement :

« Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a des difficultés inhérentes à la matière et des intérêts contradictoires en jeu, rendant très pénible une organisation efficace. Je n'en énumère que quelques-unes, dit M. Lambrechts.

« La première clientèle qui accourt aux Bourses du Travail est la moins recommandable. Les donneurs d'ouvra-

1. Cependant ces institutions rendent de grands services et placent chaque année une dizaine de milliers d'ouvriers, résultat qui n'est pas à dédaigner. Non seulement elles font le placement dans la ville même où elles sont établies, mais elles ont organisé un service de renseignements intercommunaux et il reste encore beaucoup à faire dans cette voie : c'est là l'avenir de ces institutions.

ge ont des mécomptes nombreux; l'institution leur devient vite suspecte. Or, dès que la demande de bras s'écarte, tout est perdu.

« Le marché du travail où patrons et ouvriers se trouvent en présence est intéressant. Mais les hommes vous diront qu'ils perdent leur temps, les femmes, qu'elles risquent leur moralité; souvent ils diront vrai.

« Correspondre de ville en ville est un besoin de premier ordre. Mais à toute offre, la réponse stéréotypée est : venez vous présenter. Alors ou bien on expédie les ouvriers le long des grandes routes, en compagnie des malfaiteurs, et on leur fait faire l'apprentissage du vagabondage et de la mendicité, ou bien les frais de transport grèvent le budget et donnent lieu à des tromperies diverses.

« La publicité est à première vue l'élément essentiel. Seulement elle a des inconvénients graves. On a rappelé à son sujet la formule de la loi d'airain des salaires : Quand 2 ouvriers courent après un patron, le salaire baisse. Aussi les *Trade Unions* des pays anglo-saxons en sont venus à refuser d'une façon absolue tous les renseignements sur le chômage. S'il faut faire connaître les offres de bras pour obtenir une demande de bras, il faut, d'autre part, ne pas laisser naître une impression d'abondance qui avilirait le marché.

« Enfin les Bourses syndicales tombent aisément dans le trébuchet de la politique militante ».

Se plaçant au point de vue de son pays, M. Lambrechts voit deux organisations dont la coexistence est utile et possible.

1° Des Bourses du Travail organisées par les syndicats professionnels, avec fédérations par professions.

On y ferait un appel permanent aux patrons, on garantirait une certaine moralité professionnelle et on cacherait soigneusement les chômages actuels.

2° Des Bourses du Travail, quasi officielles, organisées par des institutions charitables (bureaux de bienfaisance, etc.,) sous le contrôle immédiat et direct des autorités locales, à l'aide de subsides officiels. Ces bourses aideraient la masse des demi-ouvriers, les offres de travail non qualifiées et, dans le tas, ne prétendraient pas opérer une sélection bien rigoureuse. La multiplicité des professions rencontrées en un mélange inclassé rendrait sans inconvénients, au point de vue de la baisse des salaires, un recours plus énergique à la publicité.

M. Lambrechts ne croit pas à l'efficacité des autres types analysés au cours de ce travail.

En outre de ses observations personnelles, M. Lambrechts a demandé à M. le vicomte d'Hendecourt, ancien député pour Bruxelles et dont la compétence en ces matières est universellement reconnue, de lui faire une note explicite de ses idées personnelles sur le placement. Nous la rapportons presque *in extenso* :

« En étudiant avec attention les résultats obtenus dans la plupart des pays de l'Europe, nous avons constaté que les Bourses du Travail qui y fonctionnent d'après différents systèmes n'ont pas répondu aux besoins de l'industrie et du commerce plus qu'à ceux de la classe ouvrière.

« Examinant, ensuite, les causes de ces succès, nous

avons été convaincu que l'intervention des pouvoirs publics ne pourrait y remédier.

« Ces causes, en effet, sont :

1° L'isolement dans lequel sont placées les différentes Bourses du Travail, leur manque de rapports entre elles et la nécessité qui s'impose, conséquemment, à une institution de ce genre d'avoir des correspondants réguliers, non seulement dans tout le pays où elle est établie, mais encore à l'étranger.

2° La nécessité dans laquelle se trouve toute Bourse du Travail de pouvoir donner des renseignements formels sur les capacités professionnelles et sur la moralité des individus qu'elle recommande.

« Il faut, à notre avis, si on veut arriver à un résultat sérieux et pratique, ne pas séparer ici les intérêts des patrons de ceux des ouvriers. Or les patrons ne s'adresseront pas, sauf dans les cas d'urgence toute spéciale, à des Bourses du Travail qui ne pourront leur donner de renseignements au sujet des individus qu'elles recommandent.

3° Les grands frais qu'exige la constitution d'une Bourse du Travail bien organisée, surtout si elle veut étendre ses rapports dans tout un pays et pouvoir répondre aux légitimes exigences des employeurs. Naturellement elle ne doit exiger aucune rétribution des ouvriers qu'elle renseigne.

« C'est en tenant compte de toutes les observations susdites que nous avons cherché à créer la Bourse nationale du Travail. Son but est de fédérer entre elles toutes les Bourses du Travail antisocialistes de Belgique

et de les grouper autour d'un organisme central siégeant à Bruxelles.

« Le bureau central supporte tous les frais de propagande et de publicité, moyennant une faible rétribution payée annuellement par les Bourses affiliées.

« Il s'adresse aux patrons pour obtenir leurs demandes d'ouvriers ou d'employés ; il envoie journellement la liste de ces demandes aux Bourses affiliées et reçoit de ces dernières les offres de travail de leurs membres. Il tient en même temps un registre de toutes les offres et demandes passant par son intermédiaire et y consigne pour chacune les renseignements professionnels et autres qui les concernent.

« Comme résultats, nous sommes, dans notre deuxième année d'existence et nous avons déjà en Belgique 67 Bourses du Travail fédérées et affiliées qui sont régulièrement en rapport avec notre bureau central.

« Nous n'avons qu'à nous louer du concours que nous donnent les patrons dans toutes les localités où notre œuvre est connue et nous espérons que cette confiance ne fera qu'augmenter en proportion des services que nous rendrons à tous.

« Dans le cours de notre première année d'existence, nous avons placé 1784 ouvriers et employés.

« Tout cela ne s'est pas fait sans peine et surtout sans de très grands frais. Jusqu'à présent, nous avons pu y faire face grâce au concours de personnes dévouées et généreuses. Actuellement, nous faisons une grande loterie pour trouver des ressources, et nous espérons que, lorsque le Gouvernement verra les résultats obtenus, il

voudra bien étudier la question et nous allouer un subside, comme il le fait aux sociétés mutualistes et à d'autres institutions d'une utilité incontestable.

« Cela serait le couronnement de l'œuvre et cet encouragement donné à l'initiative privée serait beaucoup plus efficace et moins onéreux que l'organisation par l'Etat lui-même d'agences de renseignement et de locaux destinés à la publicité. Tous les pouvoirs publics (provinces et communes) suivraient certainement l'Etat dans cette intervention sous formes de subsides.

« Il est inutile de vous démontrer combien il serait facile de faire servir dans l'avenir une semblable fédération à simplifier les rouages de bien d'autres institutions utiles à la classe ouvrière et à les mettre en rapports entre eux.

« Mon système peut donc se résumer en 3 points .

A. — Fondations d'institutions (Bourses) par l'initiative privée.

B. — Groupement en fédération de tous ces organismes similaires.

C. — Subsides des pouvoirs publics. L'Etat en réglementerait l'octroi comme il le fait pour les mutualités ».

Nous ne croyons pas que M. le vicomte d'Hendecourt ait jamais soumis son système à la Chambre des Représentants : au contraire une proposition de M. Hector Denis, relative à l'organisation du marché du travail industriel et agricole (1), a été soumise à cette Chambre en 1895.

L'art. 1 indique le but de la loi : « Il sera pourvu, dit-

1. Proposition n° 104, session de 1894-1895.

il, à l'organisation du marché du travail en Belgique par les Conseils de l'Industrie et du Travail, les colonies agricoles et les fédérations régionales ou provinciales de ces comices avec l'appui et le concours du service des postes et télégraphes et de l'Office national de statistique du Travail ».

Les postes transmettraient donc les demandes et offres d'emploi à des bureaux du travail, composés d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, et de divers représentants des administrations communales, provinciales et des Conseils de l'Industrie et du Travail. Pendant que ces organes locaux réaliseront directement le placement et l'embauchage, un appareil centralisé et relevant directement de l'Etat assurera la convergence constante de leurs opérations et leur donnera une direction rigoureusement scientifique.

L'Office du Travail interviendra d'une double manière : par sa division de statistique qui rassemblera les renseignements émanant de chaque bureau, les comparera et les publiera périodiquement ; par une division administrative propre exerçant le contrôle général des institutions régulatrices du marché du travail.

Le Conseil supérieur du Travail, dont l'influence scientifique et morale va toujours grandissant, intervient comme pouvoir consultatif pour préparer la généralisation définitive des Conseils de l'Industrie et du Travail, signaler les sièges nécessaires des Bourses du Travail, élaborer, de concert avec l'Office du Travail, tous les règlements généraux et toutes les applications des méthodes statistiques.

« Ce fut une erreur funeste d'assimiler le travail à une marchandise et d'attribuer au travailleur la mobilité de la marchandise qu'il produit, a dit M. Hector Denis (1). Les plus nobles et les plus purs efforts de la science moderne ont été dirigés contre les conceptions économiques dont cette vaine assimilation n'est qu'un aspect.

« Du fond de son comptoir, comme l'a dit Harrison, un marchand peut bien, à l'aide de quelques lettres, faire opérer le transport, d'un continent à l'autre, de la subsistance d'une ville entière. Il n'en est pas ainsi du travail humain : le travailleur n'expédie pas comme un colis sa force de travail, les manifestations de cette force sont inséparables du travailleur lui-même ; dès lors toutes les circonstances qui agissent sur le déplacement de l'homme sont les mêmes qui agissent sur la circulation de la prétendue marchandise-travail.

« Dans le problème de la circulation du travail, à mesure que l'on a mieux vu dans l'homme un assemblage complexe de sentiments et d'idées, rencontrant en dehors de lui des obstacles multiples contre lesquels il est plus ou moins puissamment armé, la doctrine absolue de l'individualisme, du laisser faire, du laisser passer, a fléchi aussi devant les exigences de la réalité historique.

« L'ignorance de l'état du marché économique est l'obstacle à la circulation normale du travail qui a frappé d'abord des économistes d'un grand mérite.

« C'est pour en combattre les effets que notre savant et vénérable compatriote, M. de Molinari a proposé, en

1. Hector Denis. Chambre des Représentants. Séance du 19 février 1895.

1846, l'institution de Bourses du Travail dont le principe fut étendu, vingt ans après, par M. Sève au marché international du travail et à l'émigration ».

Le principe des Bourses du Travail est dû en effet à la conception de M. Molinari, mais précisément certains auteurs ont reproché à M. de Molinari de considérer trop l'ouvrier comme un être abstrait, en tant que force transportable, alors qu'en fait l'ouvrier est attaché à sa patrie et qu'il se déplace difficilement (1).

M. Denis, dans son rapport de 1884 comme dans sa proposition du 19 février 1895, évite au contraire ce reproche, car s'il essaie d'obtenir, par une communication incessante entre institutions de placement, une connaissance complète de l'état du marché du travail, il ne s'attache à assurer la circulation du travail que dans des limites raisonnables et il paraît se placer à un autre point de vue quand il indique les qualités que doivent avoir les institutions de placement dont il cherchait à obtenir la création. Parlant des bureaux de travail dans sa proposition du 19 février 1895, M. Denis s'exprimait ainsi : « L'égalité représentation des intérêts, le caractère purement économique de l'institution, une assez large autonomie, la consécration du principe de neutralité absolue en cas de grève ou de *lock out*, semblent des garanties décisives ».

Malgré ses avantages, la proposition de M. Denis n'a

1. M. H. Saint-Marc lui reproche encore de ne pas tenir compte des aptitudes professionnelles et de la différence des valeurs suivant les lieux et le temps. *Revue d'Économie politique* 1891. p. 998.

pas été admise ; après un long stage en section, elle vient d'être repoussée par la section centrale qui estime que ces organisations doivent être l'œuvre de l'initiative privée et que le gouvernement n'a qu'à les encourager : « Rejet de la proposition de loi, mais accord unanime pour recommander les Bourses du Travail à l'appui du Gouvernement et des administrations officielles, telle est Messieurs, la solution à laquelle s'est arrêtée votre section centrale et que j'ai l'honneur de proposer en son nom à la Chambre (1). »

Ainsi que nous le disions plus haut, la législation des institutions de placement paraît donc évoluer dans le sens de la constitution de Bourses du Travail créées par l'initiative privée, mais subventionnées par l'Etat ou les communes.

1. Chambre des Représentants. Séance du 25 nov. 1898. Rapport fait au nom de la section centrale par M. Snoy.

CHAPITRE V

Le placement dans le Danemark, l'Espagne, la Grèce, la Hollande, l'Italie, le Luxembourg, le Portugal, le Roumanie, la Russie, la Serbie, le royaume de Suède et de Norvège et la Turquie

Nous allons étudier les institutions de placement dans chacun de ces pays, puis nous grouperons les traits caractéristiques de toutes ces institutions.

TITRE I. — Etude des institutions de placement dans ces divers pays.

SECTION I. — *Le Placement dans le Danemark.*

Le placement, quand il n'est pas personnel ou direct, est fait dans le Danemark par bureaux de placement.

Ces bureaux semblent prendre en Danemark une rapide extension : il y en avait 3 en 1889, nous en comptons 12 en 1892. Ils s'occupent de procurer des emplois aux ouvriers et employés de toute espèce et aux domestiques des deux sexes.

Pour les marins, relativement nombreux en Danemark

existe un bureau de placement spécial reconnu par le gouvernement et dont les taxes sont fixées par le ministère de l'intérieur. Les autres bureaux n'ont besoin que de l'autorisation du conseil municipal.

L'accroissement des bureaux de placement a rendu nécessaire une réglementation : elle a été faite par la loi du 1^{er} avril 1891 ; nous en donnons ci-dessous quelques articles :

Art. 1. — Il est défendu, à moins d'être muni d'une autorisation, de s'occuper du placement des ouvriers ou domestiques, soit pour le Danemark, soit pour l'étranger, soit par simple avertissement, soit de toute autre manière, que l'on reçoive un paiement direct ou indirect. Cette autorisation peut être donnée aux femmes aussi bien qu'aux hommes. Seules les personnes qui ont obtenu cette autorisation ont le droit de s'intituler placeurs et d'appeler leurs locaux bureaux de placement.

Art. 2. — Le nombre des bureaux sera déterminé pour Copenhague et dans les villes commerçantes par l'administration communale, dans les campagnes par l'autorité provinciale. L'autorisation émanera du magistrat pour Copenhague et de l'administration municipale ou provinciale pour les autres villes.

Cette autorisation peut toujours être supprimée pour infraction aux articles 3, 5 et 6.

L'article 3 exige que le local où se tient le bureau soit approuvé par l'administration. Le titulaire d'un bureau ne doit pas en même temps tenir une auberge. A Copenhague, et dans les villes de plus de 6000 habitants, les bureaux mixtes pour les deux sexes sont interdits ; cha-

que bureau doit indiquer d'une manière visible s'il place les hommes ou les femmes.

Aux termes de l'article 5, lorsque quelqu'un croit avoir une réclamation à faire à un domestique qui a été à son service, le placeur doit, sur la demande de l'intéressé, lui donner tous les renseignements qu'il peut se procurer sur la résidence du domestique.

L'article 6 prononce une amende de 10 à 400 couronnes, et même, selon les circonstances, des peines de prison contre le placeur qui contrevient aux articles 3 et 5, qui demande ou accepte une rémunération supérieure au tarif, qui donne sciemment à l'une des parties des renseignements inexacts sur les conditions du service ou du serviteur, qui engage un domestique à quitter son emploi pour lui en procurer un autre, qui place un domestique qui n'est pas encore libéré envers son ancien maître, qui ne s'est pas enquis avant de placer un domestique âgé de moins de dix-huit ans, si ce domestique avait l'autorisation de ses parents ou de son tuteur.

Ces institutions sont, paraît-il, très appréciées par les intéressés et le public, mais ne semblent pas attirer spécialement l'attention des hommes politiques en Danemark (1).

Signalons qu'un Office du Travail a été créé le 1^{er} janvier 1896 sous le nom de bureau de statistique de l'Etat; cette institution est chargée de la statistique générale et spécialement de tout ce qui touche aux questions ouvrières (2).

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 697.

2. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1896.

Enfin tout récemment, on a décidé la fondation d'un bureau de placement municipal à Copenhague, Le conseil communal de cette ville avait envoyé un de ses membres en Allemagne pour y étudier les bureaux de placement gratuits. Ce délégué a reconnu que l'indépendance étant nécessaire au bon fonctionnement des bureaux, ceux-ci devaient être fondés par les communes et non par les patrons ou les ouvriers. Celui de Copenhague sera donc créé et entretenu par la municipalité sous la direction d'un comité composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal sous la présidence d'un conseiller municipal (1).

SECTION II. — *Le Placement en Espagne.*

Dans les villes importantes seulement, on trouve de petites agences de placement qui s'occupent exclusivement des domestiques.

D'après M. Piernas Hurtado, professeur à l'Université de Madrid et correspondant du Musée social, bien que les bras inoccupés soient nombreux après la crise qui vient de sévir sur l'industrie espagnole, le besoin d'intermédiaires entre l'offre et la demande ne se fait pas sentir.

En résumé, ainsi que le constatait déjà en 1893 l'Office du Travail, l'accord des parties et le consentement de gré à gré, telle est la méthode suivie en Espagne pour l'engagement des ouvriers ou des domestiques (2).

1. *Soziale Praxis*, n° 10, 7 décembre 1899, p. 253.

2. Office du Travail. *Le placement* p. 698.

SECTION III. — *Le Placement en Grèce.*

Il n'y a en Grèce ni syndicats ni Bourses du Travail.

Pour les ouvriers, c'est l'embauchage direct qui est seul pratiqué et les intéressés débattent individuellement leur salaire.

Pour les domestiques seuls il y a quelques bureaux de placement à Athènes et dans deux ou trois autres villes. Ces bureaux prélèvent un droit de commission peu élevé. La police surveille la moralité de ces établissements, mais ils n'encourent aucune responsabilité à l'occasion de la conduite des domestiques. Une ordonnance de police du 31 décembre 1836 a d'ailleurs pris quelques mesures préventives contre les crimes qui pourraient être commis par les domestiques. Les domestiques des deux sexes sont astreints à présenter des certificats de bonne conduite émanant des maires de leur commune. C'est sur la présentation de ce certificat que les domestiques peuvent se placer ; mais, en pratique, cette ordonnance n'est guère appliquée et les patrons ne demandent pas de certificats aux gens qu'ils prennent à leur service (1).

Quant aux marins, l'embauchage se fait aussi directement parmi les marins inscrits sur les registres de l'inscription maritime.

Les chargeurs sont recrutés de la même manière que les autres ouvriers, mais, d'ordinaire, ils dépendent

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 699.

d'une espèce d'entrepreneur qui se rend garant de leur honorabilité et prend à forfait les chargements et déchargements de navires (1).

En somme, c'est le placement personnel ou direct qui est à peu près le seul employé ; quelques associations existent, mais leurs statuts leur défendent de s'occuper des questions de salaire et d'embauchage.

SECTION IV. — *Le Placement en Hollande.*

La question du placement fait l'objet de préoccupations un peu plus actives en Hollande, mais depuis peu d'années seulement. C'est en 1886 en effet que la Bourse du Travail a été créée à Amsterdam et l'Office du Travail signalait encore en 1893 que l'opinion publique paraissait peu se préoccuper des questions de bureaux de placement ; il ajoutait néanmoins qu'une commission d'enquête, instituée par le gouvernement, fonctionnait à la Haye sous la présidence de M. A. Kerdijk, membre de la Chambre néerlandaise (2).

Nous allons indiquer ici l'état actuel du placement en Hollande d'après le rapport de M. Tjeenk Willink, correspondant du Musée Social, et la thèse de doctorat de M. B. Gewin (Utrecht, 1898).

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 699.

2. Office du Travail. *Le Placement*, p. 705.

§ 1. — Placement gratuit.

A. — *Placement personnel ou direct.* — En Hollande, c'est le placement personnel qui domine sous deux formes principales : les relations et les journaux.

Les annonces deviennent de plus en plus nombreuses : dans un seul journal, on a trouvé dans 23 numéros qui ont paru dans l'espace d'un mois 1.556 demandes d'emploi ; 205 étaient faites par des ouvriers, presque toutes les autres par des domestiques du sexe féminin, (cuisinières, bonnes, etc.). Dans le même laps de temps, on avait publié 643 offres des patrons.

Pour les grands travaux, les patrons et les entrepreneurs ne traitent pas directement avec les ouvriers ; les chefs d'équipe leur servent d'intermédiaires.

Il existe encore dans certaines parties de la Hollande quelque chose d'analogue à nos places de grèves, ce sont les marchés des servantes, mais les places de grèves en France servent aux ouvriers tandis qu'en Hollande on y trouve surtout des garçons et des filles qui veulent se placer comme domestiques ; cette mode s'est surtout conservée dans les campagnes.

Quant aux marins, à Amsterdam, ce sont des marchands d'hommes qui les enrôlent, moyennant une commission de 5 pour cent sur le premier mois de gages ; à Rotterdam, ce sont des maîtres d'équipage, anciens marins tenanciers d'estaminets, qui mettent les matelots en rapport avec les capitaines de navires, moyennant « une commission qui varie de 1 à 6 florins selon la durée de

l'engagement et la rapacité de l'intermédiaire. L'administration n'intervient jamais dans ces questions (1) ».

Il y a aussi des courtiers de marine qui sont chargés d'engager les équipages entiers des bateaux de la même compagnie; ces courtiers sont en relations avec ces aubergistes et reçoivent eux-mêmes un courtage de 1 florin par matelot. En somme, ainsi que le constatait l'Office du Travail en 1892, « entre le capitaine d'un navire et le marin, on trouve le courtier et l'aubergiste, l'un et l'autre vivant, dans une certaine mesure, du matelot qu'ils exploitent (2) ».

Seules les grandes Compagnies de navigation pour les Indes et pour l'Amérique forment leurs équipages par l'intermédiaire de commis qu'elles désignent à cet effet, et le placement fait dans ces conditions est absolument gratuit.

Le placement est gratuit aussi en général pour les chauffeurs, qui sont choisis directement par le mécanicien en chef des vapeurs, même quand celui-ci est engagé par l'intermédiaire des courtiers.

On s'efforce actuellement d'améliorer les conditions du placement, mais les usages sont ancrés fortement dans les mœurs et la lutte est vive.

B. — *Placement charitable*. — Le placement se fait aussi beaucoup par les soins de sociétés philanthropiques. Une des plus importantes parmi ces sociétés est l'*Armenzorg* qui procure des emplois aux pauvres respectables.

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 700.

2. *Eodem loco*, p. 700 et 701.

Beaucoup de malheureux sont aussi placés par l'Armée du Salut, bien moins stricte que l'*Armenzorg* sur la respectabilité de ses protégés.

L'assistance, par le travail et le placement sont encore assurés par des colonies ouvrières dont la première en Hollande a été fondée en 1818 à Frederiksvord sous les auspices de la *Maatschappig von Walddigheid*. (Société de Bienfaisance).

Un an après sa fondation, la société comprenait 20.000 membres et les souscriptions annuelles dépassaient 114.000 francs. Les projets de la société comprenaient la création de colonies pour la répression de la mendicité, pour les indigents et les vieillards, pour les orphelins et les enfants trouvés, de colonies pour apprendre l'agriculture, et de colonies libres.

Les colonies de mendiants et les colonies libres sont les plus importantes ; les premières, soumises à une discipline très sévère ont été administrées par la Société jusqu'en 1859 époque à laquelle le gouvernement les a prises à sa charge ; les autres sont fondées sur un principe tout différent ; les colons libres sont des fermiers, avec cette différence que leurs déficits sont comblés par la société tandis qu'un véritable fermier n'a pas cette ressource (1).

C. — *Placement par associations*. — Les associations ouvrières s'occupent peu du placement ; leurs cotisations sont insignifiantes.

1. *Report on agencies and methods for dealing with the Unemployed*. p. 308 et ss.

Les bureaux qui réussissent le mieux sont ceux qui ont été installés depuis quelques années par des associations pour le placement gratuit des employés.

Parmi ces associations, il faut citer la société *Mercurius*, à Rotterdam, qui a été reconnue par décret royal en mai 1882 et qui prend de plus en plus d'extension. La principale cause de cette extension n'est pas seulement dans le but que se propose cette société et qui est de perfectionner l'éducation commerciale des employés de commerce ainsi que de leur faciliter l'obtention d'une place, mais surtout dans la sécurité que la société procure aux patrons relativement à la moralité de ses membres. La société ne place en effet que des sujets offrant toutes les garanties désirables : pour être membre du *Mercurius*, il faut être présenté par un des fondateurs, subir un ballottage et payer une cotisation de 10 florins : des cours ont lieu toute l'année et des examens tous les ans ; à la suite de ces examens, la société délivre, quand il y a lieu, un diplôme de capacité. Les employés *diplômés* seuls sont placés par le comité spécial moyennant 1 florin d'inscription valable pour une année, s'ils sont membres de la société ; dans le cas contraire, ils doivent, outre le florin pour l'inscription, payer 10 pour 100 sur les gages de la première année (1).

D. — *Placement par les Bourses du Travail.* — Des Bourses du Travail proprement dites ont été établies à Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Arnhem.

Celle d'Amsterdam a été fondée en 1886 et réorgani-

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 702.

sée en 1898. Elle fonctionne pour les ouvriers de tous métiers. Environ 2500 chômeurs venaient se faire inscrire chaque année dont 25 p. cent avec succès. C'était peu, eu égard à une population de 500.000 habitants. Après la réorganisation, il y a eu en quatre mois, 5000 demandes d'emploi : 15 pour cent ont été satisfaites.

La Bourse du Travail a un local mis à sa disposition par la commune et elle est surveillée par un comité de patrons et d'ouvriers.

La Bourse du Travail de Rotterdam est dirigée par un comité composé de 3 patrons, 3 ouvriers, et 3 personnes prises en dehors ; elle enregistre annuellement 1,300 demandes d'emplois.

La Bourse d'Arnhem ne fonctionne que depuis un an ; elle a été fondée par la collaboration des patrons et des ouvriers.

A La Haye, c'est l'Union populaire chrétienne qui a fondé une Bourse ; il y a 2 sections, une féminine et l'autre masculine. On compte chaque année de 800 à 900 demandes d'emplois faites par les hommes et une centaine seulement par les femmes.

Enfin l'Association orangiste fait une campagne en faveur d'une Bourse centrale nationale qui afficherait chaque semaine sur toutes les places publiques une liste des offres et des demandes d'emplois. Ce projet, dit M. Tjeenk Willink, n'est pas encore près de se réaliser.

§ 2. — Placement payant.

Le placement payant est fait par les bureaux de placement privés ; ces bureaux de placement sont très rares :

leur nombre va plutôt en décroissant par suite de la concurrence que leur font les annonces de journaux. On en trouve cependant quelques-uns à Amsterdam et un seul à Rotterdam ; ce dernier a même assez mauvaise réputation.

Ces bureaux font presque exclusivement le placement des bonnes et femmes de ménage moyennant 5 pour cent du salaire annuel. Il y a plus d'offres d'emplois que de femmes disponibles (1).

SECTION V. — *Le Placement en Italie.*

Il n'y a pas en Italie de législation spéciale sur les bureaux de placement.

Ces agences sont d'ailleurs beaucoup moins répandues que chez nous, et celles qui existent ne font guère que le placement de quelques spécialités, boulangers, cuisiniers, domestiques des deux sexes. Ces *mediatori* simplement tolérés par l'autorité vivent péniblement des taxes qu'ils extorquent des travailleurs en chômage ; ceux-ci rémunèrent seuls les intermédiaires, il n'est rien réclamé aux employeurs.

Ces agences, admises en principe, ont, paraît-il, un rôle souvent peu honorable et toujours préjudiciable à l'ouvrier sur le salaire duquel ils prélèvent un pourcentage élevé. Aussi s'est-on efforcé d'obvier à ces inconvénients.

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 701, 703 et 705.

Les patrons créèrent des bureaux gratuits dont ils confièrent la direction aux associations chargées de la défense de leurs intérêts. Mais les ouvriers refusèrent de considérer ces institutions comme un bienfait pour eux ; au contraire, ils les tinrent en suspicion et les firent échouer.

De leur côté, les ouvriers déployèrent, pour créer des institutions dépendant d'eux, une grande énergie qui n'obtient pas d'ailleurs de meilleur résultat à cause, cette fois, du mauvais vouloir des employeurs.

Les sociétés de secours mutuels organisèrent des bureaux spéciaux, mais leur action fut insignifiante à cause de l'opposition des *mediatori* et de l'hostilité des patrons.

Des Bourses du Travail furent créées. Ces *Camere del Lavoro*, analogues à nos Bourses du Travail, avaient pour but de fixer le tarif des salaires et de s'occuper du placement des travailleurs. Elles reçoivent ordinairement des subventions des villes, mais aucune loi ne les régit.

Les sociétés ouvrières au contraire sont soumises à une loi qui leur accorde la personnalité civile, mais ses dispositions sont si compliquées que bien peu de sociétés s'y conforment à moins d'y être obligées par la nécessité d'accepter des libéralités qu'elles ne pourraient autrement recevoir.

Les Bourses du Travail sont réglementées d'ailleurs par des statuts très complets. Voici un extrait des statuts de la Chambre du Travail de Milan :

Art. 2. — Les groupes inscrits à la Bourse du Travail sont divisés en sections d'après leur genre d'industrie.

Art. 3. — Il est expressément défendu, à la Bourse du Travail, de faire une réunion ayant un caractère politique

ou religieux, questions dont la Bourse du Travail se tient et se tiendra toujours éloignée.

Art. 4. — Tous les ouvriers sans distinction de nationalité, dès qu'ils sont inscrits à la Bourse du Travail, participent à tous ses avantages.

Art. 5. — La Bourse du Travail a pour but de servir d'intermédiaire entre la demande et l'offre de travail et de protéger les travailleurs dans tous les hasards de la vie par les moyens suivants :

a. — Elle met en contact perpétuel et constant les travailleurs et les habitue, en établissant entre eux une union durable, à la pratique de la solidarité, de la fraternité et de l'assistance réciproque ;

b. — Elle organise, pour chaque section d'industrie, un service d'informations, qui prend ses renseignements auprès des corporations, des chambres de commerce, des Bourses du Travail en Italie et à l'étranger, sur l'état du marché du travail afin de procurer aux ouvriers des renseignements sur les rapports existants entre l'offre et la demande dans les principaux centres industriels et agricoles et leur faire connaître les pays où le travail est plus recherché et mieux rétribué (1) ;

d. — Elle facilite les engagements convenables et les contrats de travail aux ouvriers des deux sexes au moyen de la publicité et des institutions fondées dans ce but ;

e. — Elle facilite la rentrée des libérés de prison dans les ateliers et veille à ce que leur réhabilitation s'effectue ;

f. — Elle favorise la fondation des syndicats pour toutes

1. Le § c'est relatif au travail des femmes et des enfants.

les branches d'industrie afin qu'ils soutiennent les chambres du travail lors de la fixation et de l'accomplissement des tarifs de salaires ;

g. — Elle prend auprès des communes et de l'Etat la défense des besoins et des intérêts des ouvriers salariés ;

h. — Elle favorise la formation des bureaux arbitraux entre les employeurs et les ouvriers, en vue de résoudre les questions relatives aux conditions du travail, à la durée de la journée et aux salaires, et elle doit veiller à ce que la loi concernant les *probi viri* soit sérieusement appliquée, aussi bien pour les ouvriers industriels que pour les ouvriers agricoles ;

i. — Elle favorise le développement de la coopération des sociétés de consommation, de production et de crédit, en faisant en sorte que les travaux publics soient confiés aux associations d'ouvriers ;

k. — Elle organise l'enseignement technique pour les diverses branches d'industrie ;

l. — Elle étudie enfin les moyens de développer les facultés intellectuelles, morales et techniques de la classe ouvrière, en fondant des bibliothèques, en publiant un bulletin officiel, etc. (1).

Ainsi organisées, les Bourses du Travail en Italie devaient donc, comme en France, servir de lieu d'informations sur la situation du marché du travail et d'intermédiaires pour la formation du contrat de travail, puis tra-

1. Les autres articles sont relatifs à l'administration de la Bourse par une commission exécutive ; ils fixent les travaux du Caissier, du premier et du deuxième secrétaires.

vailler à l'organisation de la classe ouvrière et à la défense de ses intérêts; elles différaient des Bourses françaises en ce qu'elles étaient réparties en sections spéciales chargées des intérêts des diverses branches d'industries tandis que les Bourses françaises abandonnent aux syndicats, qui leur servent de bases, le traitement des questions industrielles spéciales; elles en différaient en outre en ce qu'elles recevaient, non seulement les syndicats ouvriers, mais encore les sociétés de coopération, de secours mutuels, les syndicats mixtes et même des ouvriers non syndiqués.

Sur ces bases, des Chambres s'établirent à Milan, Rome, Venise, Bologne, Turin, Parme, Crémone, Brescia, Florence, Plaisance, Naples, Padoue, Vérone, Pavie, et ces chambres formèrent une fédération qui publiait à Milan, un bulletin qui avait pour titre : *Giornale delle Camere del Lavoro*.

Malgré tous ces efforts, ces diverses institutions n'ont pas réussi.

C'est l'absence de réglementation simple et pratique, et le manque de direction des associations ouvrières qui les ont fait dévier de leur but. Laissées à elles-mêmes, en butte aux passions contradictoires des employeurs et des employés, les sociétés de secours mutuels, leurs fédérations, les Chambres du Travail dont le but unique aurait dû être le développement de l'industrie et de la mutualité, et qui ont fait d'ailleurs sur ces divers points beaucoup de bien, ont été livrées sans défense aux partis politiques opposés.

A la suite des derniers mouvements révolutionnaires,

elles ont été dissoutes et l'autorité est hostile à leur reconstitution. Celle de Milan comptait de nombreuses sociétés adhérentes et possédait des ressources importantes.

En ce moment, le parti catholique oppose aux Chambres du Travail les syndicats du Peuple : le but apparent est le même, mais, au fond, il est bien différent.

En somme, l'organisation du placement en Italie est encore imparfaite. Pour l'améliorer, « les associations ouvrières, conclut M. Ch. Reyneri dans son rapport au Musée Social, devraient créer, de concert avec les entrepreneurs et les patrons, des offices dont tout esprit de lucre et tout courtage seraient bannis ».

M. Rayneri voudrait en outre que ces bureaux délivrent des certificats et soient déclarés civilement responsables en cas d'inexactitude des pièces. Cette exigence serait certainement une garantie sûre, mais, d'autre part, la responsabilité des offices nous semble bien lourde.

« Il y aurait lieu, continue le rapport, d'imposer aux courtiers une licence et des cautions pour garantir les amendes qui leur seraient infligées dans le cas d'irrégularité, mais il n'est pas facile de supprimer totalement les intermédiaires. La concurrence entre ces derniers et les offices créés par les intéressés sera utile pour en corriger et en améliorer le fonctionnement ».

SECTION VI. — *Le Placement dans le grand Duché de Luxembourg.*

Dans le grand Duché de Luxembourg, c'est le placement direct qui est le plus pratiqué, mais il y a, principalement pour les domestiques, quelques bureaux de placement.

Mais l'institution toute spéciale que nous trouvons au Luxembourg est l'organisation des Bourses du Travail créée par arrêté du gouvernement du 19 novembre 1892.

Aux termes de l'art. 1 de cet arrêté : « L'administration des postes est chargée provisoirement des opérations des Bourses du Travail qui ont pour objet la transmission des offres et demandes de travail entre patrons et ouvriers » (1).

Les offres et demandes de travail peuvent être adressées, soit à la Direction générale des Postes de la capitale, soit à un bureau quelconque. Il y a ainsi deux Bourses :

- 1° Une Bourse générale comprenant tout le Luxembourg.
- 2° Une Bourse particulière pour le ressort de chaque bureau de poste (2).

Les offres et demandes sont présentées verbalement ou au moyen de cartes postales spéciales, contenant des

1. Voir l'organisation et le fonctionnement de la Bourse du Travail dans le grand Duché de Luxembourg. 1892-1895. Luxembourg. 1896.

2. Sur tout ce qui concerne le Luxembourg, voir le cours de M. Jay.

indications sur le salaire et le travail demandés ou offerts et distribuées gratuitement dans tous les bureaux de poste ou par les facteurs ruraux (1).

Les listes des offres et des demandes de travail sont affichées dans tous les bureaux de poste qui sont au nombre de 52, ainsi que dans les stations de chemins de fer du pays (101). Elles sont aussi distribuées chaque semaine dans les cafés, restaurants, etc. (2).

Pour assurer cette publicité par affiches, chaque bureau de poste établit un tableau des offres et demandes qui lui ont été adressées et fait afficher ce tableau à son guichet. Cette liste est aussi envoyée à la Direction générale qui inscrit toutes les demandes ou offres sur un registre et qui, chaque jour après l'arrivée du dernier courrier, dresse un tableau qu'elle transmet à tous les bureaux afin de le faire afficher au guichet à côté du tableau particulier du bureau.

Pour que ces listes représentent toujours la réalité de l'offre et de la demande, il faut que les bureaux et la direction générale soient au courant des changements. Aussi y a-t-il des cartes postales gratuites pour prévenir la direction ou le bureau du retrait de l'offre ou de la demande. Les facteurs ruraux sont aussi chargés dans leur tournée de chaque vendredi de s'informer auprès des personnes inscrites s'il faut les maintenir sur les listes ou bien les rayer (3).

1. D'après des instructions récentes, les facteurs ruraux doivent toujours avoir sur eux un certain nombre de cartes formulaires 1 et 2 qu'ils donnent gratuitement sur demande.

2. *Bulletin de l'Office du Travail*. Mars 1895.

3. Voir page 294, note 1.

Il est à remarquer que la Bourse du Travail postale ne prend aucun renseignement et qu'elle ne s'occupe pas de mettre en rapport les offres et les demandes. D'autre part, les grands industriels se tiennent à l'écart de l'organisation nouvelle ; ils craignent que la grande publicité donnée à leurs offres n'augmente les exigences de l'ouvrier, surtout dans les industries où on peut avoir besoin tout d'un coup d'un personnel très nombreux.

Dans ces conditions, l'organisation n'a pas fait disparaître les bureaux spéciaux de placement rétribué (1).

Néanmoins, au Congrès de Munich de 1898, M. Henri Muller de Constance préconisait ce système adopté au Luxembourg en insistant sur l'emploi des facteurs ruraux pour faire connaître aux intéressés les offres et demandes d'emplois.

SECTION VII. — *Le Placement en Portugal.*

Pour les employés et les ouvriers de toutes sortes, l'offre directe et les annonces dans les journaux sont les deux modes de placement presque uniquement employés. Les marins sont embauchés par l'intermédiaire de courtiers ou des aubergistes qui les nourrissent, puis leurs procurent du travail pour se faire rembourser de ce qui leur est dû.

Les domestiques des deux sexes ont en outre recours à des bureaux de placement (*Agencia*) analogues aux nôtres. En 1891, il y en avait une quarantaine à Lisbonne.

1. Voir M. Jay, à son cours.

Ces bureaux sont réglementés par un édit du gouverneur de Lisbonne, en date du 20 février 1885, imposant pour l'ouverture de ces agences, une autorisation spéciale qui ne peut être accordée qu'à des personnes dont la moralité et les capacités sont reconnues (certificat du commissaire de police du quartier) et qui présentent une caution répondant pour elles des responsabilités qu'elles pourraient encourir.

Les bureaux ne peuvent placer que les domestiques munis d'un livret conforme aux règlements de police. Le directeur de l'agence est responsable avec le domestique du défaut de déclarations exigées par la police en cas de placement. Les infractions à cette réglementation sont punies d'amende.

Malgré cette surveillance, les bureaux exploitent les domestiques, aussi les bons domestiques évitent-ils de s'y adresser mais, ainsi que le faisait remarquer l'Office du Travail en 1891 : « Le public ne nourrit aucun sentiment d'hostilité contre eux, et, pour les hommes politiques, on peut dire que les questions de ce genre les laissent indifférents ». (1)

SECTION VIII. — *Le Placement en Roumanie.*

A. — Nous trouvons à ce sujet en Roumanie une loi du 29 mai 1892 sur les gens de service.

Le chapitre II de cette loi s'occupe de l'acceptation des

1. Sur tout ce qui concerne le placement en Portugal, voyez Office du Travail. *Le placement*. p. 707 à 710.

domestiques : l'art. 3 oblige les domestiques à se munir, dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, d'un livret contenant leurs nom, prénoms, lieu de naissance, état et signalement. Les livrets coûtent 3 francs et sont valables pour trois ans (art. 5), mais doivent être présentés chaque année à la police qui perçoit un droit de 1 franc. Les bureaux de placement doivent exiger les livrets des individus qu'ils placent afin d'être renseignés sur leur moralité ; de plus, pour les mineurs, il faut l'autorisation de leurs parents ou tuteurs.

Le chapitre V réglemeute les bureaux de gens de service : la première partie traite de l'organisation et du personnel ; l'art. 25 décide que l'administration de police de chaque commune du pays doit établir un bureau de placement.

Ces bureaux seront :

a. — Pour la ville de Bucharest, au nombre de 5 en tout provisoirement, c'est-à-dire 1 pour chaque arrondissement avec un bureau central à la Préfecture de police ;

b. — Pour les villes de Jassi, Galatz, Crajova, Braïla et Ploïesci, au nombre de 2 pour chacune.

L'article 27 règle la tenue des livres pour les bureaux.

L'art. 28 prononce des peines de 25 à 1.000 francs, et même de prison de 15 jours à 1 an contre les personnes qui violent cette loi.

Le chapitre VI traite des recettes et des dépenses. L'art. 31 attribue à la Caisse communale les sommes reçues lors de la délivrance et du contrôle des livrets ainsi que le montant des amendes.

B. — Nous avons ensuite un règlement du 15 mars 1895 sur les bureaux de placement.

L'article 2 décide que l'autorisation pour l'ouverture de ces bureaux doit être donnée par la Préfecture.

Aux termes de l'art. 3, le titulaire doit être roumain ou naturalisé, il ne doit avoir aucune condamnation criminelle, et doit se soumettre à tous les règlements sur les bureaux.

Les articles suivants exigent une déclaration du placeur à la Préfecture qui exerce la surveillance. L'art. 10 traite de la tenue des livres. L'art. 12 exige que l'inspecteur général des bureaux de placement ou un autre délégué de la Préfecture de police inspecte ces agences tous les quinze jours. Enfin, en vertu de l'art. 14, la caisse communale encaisse les amendes prononcées contre les titulaires des bureaux.

SECTION IX. — *Le Placement en Russie*

Le placement direct, par voie d'annonces dans les journaux ou par recommandations personnelles, est le plus pratiqué en Russie pour les employés, les ouvriers, les marins et les domestiques.

Mais le placement est aussi opéré par un certain nombre d'associations charitables ; en outre, nous trouvons pratiqué par les ouvriers le placement coopératif (*artèles*) et pour les domestiques, cuisiniers, femmes de chambre, bonnes, nourrices, le placement par bureaux privés.

A — L'action des associations charitables a été déter-

minée par un ukase impérial de 1895, rendu pour la création d'un curatorium sur les maisons d'application et de travail, sous le protectorat de S. M. l'Impératrice Alexandra Feodorovna.

La société de secours mutuels des commis de St-Petersbourg, qui existait déjà avant 1890, s'occupe accessoirement de placer ses adhérents.

Nous pouvons citer encore la Société pour la propagation des connaissances commerciales, « qui a pour but : 1° de recueillir, pour les associés, tous les documents et informations pouvant intéresser leur commerce et leur industrie ; 2° de servir d'intermédiaire entre les chefs des maisons de commerce et les employés cherchant des occupations de comptables, correspondants, caissiers, vendeurs et commis (1) ». Cette société fonctionne depuis 1890.

B. — Le placement est fait aussi par des associations coopératives, les artèles (2).

Les artèles d'ouvriers sont formées de paysans qui ne travaillent industriellement qu'une partie de l'année ; après l'affranchissement des serfs, les terres ont été insuffisantes pour nourrir les paysans ; aussi beaucoup travaillent l'hiver à la campagne et l'été à la ville, mais ils n'émigrent pas individuellement, ils forment, sous la direction d'un chef dénommé *staroste*, une *artèle* d'ouvriers. Au printemps, le *staroste* part seul pour la ville, il arrête toutes les conditions du travail avec les indus-

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 740.

2. Le mot *artèle* s'applique à toute société coopérative, de production, de consommation ou professionnelle.

triels puis il revient chercher ses compagnons après les fêtes de Pâques. Le pouvoir supérieur dans l'association est à l'assemblée générale de l'artèle, mais c'est le staroste qui, après avoir fait le contrat de travail, touche les salaires et les répartit entre les membres de l'artèle.

Les artèles d'ouvriers rendent surtout des services comme tâcherons, pour de petites entreprises. Dans les ports, et dans les gares, il y a des artèles permanentes qui s'occupent des déchargements, des messageries (1). C'est toujours le staroste qui cherche le travail et fait les contrats.

C. — Enfin, pour les institutrices, les nourrices, les domestiques, les cuisiniers, nous trouvons quelques bureaux de placement.

Ces bureaux, peu nombreux (2), constituent des institutions privées; ils sont soumis aux rescrits sur l'organisation des bureaux intermédiaires dans les affaires privées. Ils ne peuvent être ouverts qu'après autorisation du grand maître de police de la ville et après dépôt d'un cautionnement de 2000 roubles; ils doivent, en outre, payer une patente de 200 à 300 roubles ainsi que l'impôt sur le revenu.

Ainsi que le constatait l'Office du Travail en 1892: « Ces comptoirs ne donnent pas de très bons résultats, car ils ne jouissent pas de la confiance du public. La cause en est qu'ils ne peuvent pas recommander les sujets qui

1. Sur les artèles, voir le cours de M. Jay.

2. Sur cinq ou six de ces bureaux, deux suffisent aux besoins de la population de Saint-Pétersbourg.

cherchent des places par leur intermédiaire.... Aussi, beaucoup de maîtres hésitent-ils à recourir à l'intermédiaire des bureaux ». L'Office du Travail ajoutait : « Au point de vue politique, ces bureaux ne jouent aucun rôle, et il n'en est jamais question dans la presse. Au point de vue social, ils sont une nécessité, mais qui n'engendre jamais aucune difficulté sérieuse. Les différends entre les propriétaires de ces bureaux et les tiers qui s'en servent sont du ressort des juges de paix ; ils n'ont jamais qu'un caractère privé » (1).

SECTION X. — *Le Placement en Serbie.*

En Serbie, il n'y a ni loi ni règlement sur la matière.

Le placement gratuit se pratique, pour les ouvriers des divers métiers, soit par embauchage direct, soit au moyen de l'affichage, dans les lieux de réunion, tels que les cafés et brasseries, de tableaux qui portent les offres et les demandes de travail avec indication des salaires.

Le placement payant est fait par quelques bureaux à Belgrade : leur institution était récente encore en 1891 (2).

SECTION XI. — *Le Placement en Suède et Norvège.*

Pour les employés et les ouvriers, c'est le placement direct qui prédomine, sans aucune réglementation. « Une

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 712.

2. Office du Travail. *Le placement*, p. 713.

loi de 1833 réglementait les conditions d'embauchage des domestiques, mais elle est aujourd'hui tombée en désuétude. Actuellement, toute personne qui entre en service pour la première fois doit être munie d'un certificat de bonne vie et mœurs. Si elle a déjà servi, elle doit présenter un certificat de son dernier maître. On convient des gages et autres conditions ; le maître remet au domestique les arrhes stipulées ; l'engagement ne peut être résilié que du consentement des deux parties (1) ». Quant aux marins, c'est encore par le placement personnel ou direct que se fait leur embauchage, qui est réglementé par une ordonnance royale du 4 juin 1868.

A côté du placement direct, nous trouvons, pour les ouvriers et surtout pour les domestiques, le placement par bureaux.

Les bureaux de placement existant en Suède, sont réglementés par l'ordonnance royale du 28 novembre 1884 qui exige de celui qui veut être autorisé à ouvrir une agence : 1° qu'il soit Suédois ; 2° qu'il jouisse d'une bonne réputation ; 3° qu'il ait la libre disposition de sa personne et de ses biens, et lui enjoint, sous peine d'amende, de ne s'adjoindre ni employé ni agent sans une autorisation spéciale (2).

Ces bureaux ne peuvent en principe procurer d'emplois qu'en Suède et en Norvège. Pour pouvoir faire le placement à l'étranger, il faut qu'ils aient déposé une caution destinée à garantir le rapatriement des employés

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 713.

2. *Eodem loco*, p. 714.

qui seraient, à l'étranger, renvoyés par leur maîtres sans motif plausible.

Les directeurs d'agences doivent tenir registre de toutes les personnes qu'ils placent.

Malgré ces précautions, les bureaux de placement sont peu estimés et, en 1892, notre Office du Travail signalait « une réunion de quelques centaines de personnes, patrons et domestiques, tenue dans la petite ville de Bankeberg, dans la Suède méridionale, le 27 juin 1892 », et et dans laquelle « les assistants avaient, à l'unanimité, déclaré qu'ils désapprouvaient la création de bureaux de placement et qu'ils en désiraient la suppression. Il serait préférable, a-t-il été dit, de choisir dans chaque paroisse une personne qui serait chargée de recevoir les certificats et indiquer les places vacantes, sans aucune rétribution. L'assemblée a recommandé également l'emploi des insertions et annonces comme le seul moyen efficace et recommandable. Dans les communes, il faudrait afficher, en lieu convenable, la liste des places vacantes et des personnes à placer » (1).

Ce mouvement contre les bureaux de placement a suscité pour la Norvège, la réglementation des bureaux de placement pour domestiques, ouvriers, etc. par la loi du 12 juillet 1896.

Cette loi décide, dans son article 1^{er}, que toute personne qui veut s'occuper d'un placement quelconque doit obtenir une autorisation émanant de la police dans les villes et du président de district dans les provinces. Cette au-

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 716.

torisation ne peut être accordée qu'à des hommes ou des femmes, sujets norvégiens, habitant dans le royaume et connus pour leur honnêteté et leur bonne conduite. Les sociétés doivent avoir des directeurs connus.

Les institutions qui placent leurs élèves et les employés publics n'ont besoin d'aucune permission.

L'autorisation peut toujours être retirée (art. 2).

L'article 3 prescrit des règles à suivre pour la formation et la constatation du contrat, surtout pour les pays étrangers.

L'article 7 laisse à l'administration communale le soin de veiller au local des bureaux, de voir à ce que le titulaire ne soit pas en même temps aubergiste, et de fixer le tarif du placement.

Les articles 10 et 11 punissent d'amende ou de prison, selon les cas, le placeur qui donne sciemment ou par négligence évidente de faux renseignements à ses clients, qui attire la clientèle par de fausses promesses et des annonces erronées, qui engage un travailleur à quitter son emploi pour lui en procurer un autre, qui place un individu qui n'a pas le droit de quitter son emploi actuel.

Quelques mois plus tard, le 30 octobre 1896, l'administration communale de Christiania prenait sur compte-rendu du Conseil municipal, les conclusions suivantes : « Un bureau sera aménagé par les soins de l'administration communale dans le but de faciliter la rencontre des donneurs et des chercheurs de travail et de procurer du travail aux personnes en chômage. Ce bureau est placé sous la conduite d'une partie de l'administration communale et régi par les statuts du comité d'initiative

du 9 avril, qui déterminent la direction du bureau, la composition du conseil d'administration, etc. Les frais sont supportés par l'administration communale ».

Ce bureau créé en Janvier 1898 a reçu jusqu'au 1^{er} janvier 1899, 5.378 demandes d'emplois et en a satisfait 2.695. La direction comprend un nombre égal de patrons et d'ouvriers. En cas de grève ou de *lock-out*, le bureau cesse de fonctionner pour l'industrie intéressée (1).

SECTION XII. — *Le Placement en Turquie.*

Il n'y a, dans ce pays, ni loi ni règlement sur le placement.

Dans son ouvrage, l'Office du Travail ne mentionne que l'embauchage des marins de commerce ou des ouvriers de passage, qui est fait, soit directement, soit par les logeurs. Ceux-ci font l'office de courtiers pour les marins qui déposent leurs papiers chez eux et à qui ils donnent à crédit logement et nourriture : une fois en possession des papiers et certificats indispensables aux matelots, ils sont toujours sûrs d'être payés ; dès qu'ils leur ont procuré un emploi, ils se paient avec usure sur le salaire ; ils exploitent à leur gré les malheureux qui sont obligés de recourir à eux.

1. *Soziale Praxis*, 20 Juillet 1899 n° 42, p. 1129.

TITRE II. — Traits caractéristiques des institutions de placement dans ces divers pays.

L'organisation du placement n'a pas soulevé dans ces divers pays une bien grande agitation; néanmoins, en dehors de l'Espagne et de la Turquie où le mouvement est nul, il y a eu dans tous les autres pays au moins une préoccupation, des essais de réglementation de ces institutions.

Dans tous ces pays, nous avons vu le placement gratuit fonctionner sous la forme de placement direct, de placement charitable, surtout en Hollande où l'on peut citer notamment la société *Armenzorg*, en Russie où un ukase impérial de 1895 a déterminé l'action des associations charitables et où le placement est aussi organisé par les sociétés de secours mutuels. Nous avons vu aussi le placement pratiqué par les associations en Hollande où l'on cite notamment l'importante société *Mercurius*, en Italie où les associations avaient créé des bureaux gratuits, en Russie où les *artèles* fonctionnent avec succès; la Grèce est le seul pays où les associations ne puissent s'occuper du placement. Nous avons vu encore le placement pratiqué par les Bourses du Travail en Hollande dans quelques villes, en Italie où pendant quelque temps les *Camere del Lavoro* ont fait des efforts considérables; dans le Luxembourg où les Bourses du Travail générale ou particulière sont dirigées par l'administration des postes et où la publicité est assurée par les facteurs ruraux, au moyen de cartes postales gratuites et d'affiches dans

les bureaux de postes ou les stations de chemin de fer. Nous avons vu enfin l'organisation d'un bureau municipal à Christiania et de bureaux créés par l'administration de police de chaque commune du pays en Roumanie.

Quant au placement payant, nous l'avons vu, sauf en Turquie où le placement n'est fait que par les logeurs, pratiqué surtout par des bureaux opérant, sans réglementation ni autorisation préalable, pour les domestiques surtout, en Espagne, en Grèce à Athènes où la police surveille leur moralité, en Hollande à Amsterdam, dans le Luxembourg, en Serbie, pour certains ouvriers spéciaux et les domestiques en Italie.

Dans les autres pays, les bureaux sont soumis à une réglementation et à une autorisation préalable ; la réglementation dérive d'une loi en Danemark, d'une ordonnance royale en Suède et Norvège, d'un règlement en Roumanie ; l'autorisation est donnée par l'autorité municipale en Danemark, par le gouverneur civil à Lisbonne, par la préfecture en Roumanie, par le grand maître de la police de la ville en Russie, par la police dans les villes ou par le président du district dans les provinces en Suède et Norvège. La plupart font le placement des ouvriers et des domestiques, mais surtout des domestiques. Dans tous ces pays, nous sommes obligés de constater qu'aussitôt que les bureaux de placement payants acquièrent un certain développement ils soulèvent des réclamations à raison des abus, des exactions qu'ils commettent.

CHAPITRE VI

Le placement en Suisse.

Les institutions de placement ne présentent pas en Suisse un type uniforme : il n'y a pas, en effet, de loi fédérale réglant cette matière, les cantons ont toute liberté pour organiser le placement à leur gré.

Il faudrait donc, pour étudier complètement les institutions de la Suisse, examiner successivement tous les cantons ; l'espace nous fait défaut, mais nous allons donner une vue d'ensemble du placement en Suisse, puis nous étudierons les institutions spéciales aux cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Bâle, St-Gall, Argovie et Genève.

Signalons auparavant un essai de fédération pour le placement des Suisses à l'étranger et une proposition de règlement fédéral pour le placement à l'intérieur. La question du placement est d'ailleurs depuis longtemps à l'ordre du jour en Suisse parce qu'elle est intimement liée à la question du chômage.

En 1875, un concordat a été fait entre les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève pour la protection des jeunes gens à l'étranger.

« Personne ne peut ouvrir une agence de placement

pour domestiques, bonnes d'enfants, dames de compagnie, instituteurs, institutrices, etc, sans une autorisation de police, valable pour une année. Ces bureaux sont astreints à tenir des livres et sont surveillés par la police. (art. 1, 2, 3).

« Il est défendu d'envoyer hors de Suisse des jeunes gens ou jeunes filles au-dessous de 20 ans; il est interdit aux magistrats de leur délivrer des passeports si ce n'est après avoir consulté les parents ou tuteurs (art. 4 et 5).

L'article 7 édicte des peines.

Le Grand Conseil de Berne a décidé le 23 décembre 1886 que le canton ferait partie de ce concordat à partir du 26 février 1887.

Un nouveau Concordat fut signé le 13 février 1892 entre les cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève « pour étendre aux domestiques à l'intérieur du pays les dispositions protectrices assurées aux jeunes gens placés à l'étranger, par le Concordat de 1875. »

Les dispositions concernant les bureaux de placement sont les mêmes qu'en 1875, mais plus détaillées.

Le droit d'inscription est fixé à 50 cent. Le tarif des droits est fixe.

Une autorisation spéciale de la police est nécessaire pour adjoindre au bureau de placement un hôtel et un restaurant.

L'émigration des jeunes Suissesses en Autriche Hongrie a spécialement préoccupé les représentants des cantons concordataires, et une organisation spéciale a été reconnue

nécessaire. Elle a été faite par le règlement intercantonal du 26 mars 1887.

Les articles 1 et 3 soumettent l'émigration au contrôle de la police et des comités de patronage ; ceux-ci doivent aussi veiller à la rédaction du contrat entre les agences et les jeunes filles et recommander ces dernières aux *homes suisses* de Vienne et de Buda Pest.

Ces *homes* sont des agences reconnues et officiellement recommandées par les cantons concordataires, pour le placement des institutrices, des gouvernantes et des bonnes d'enfants. (art. 6).

Ils sont obligés de transmettre chaque année aux cantons concordataires un rapport sur leur marche administrative et leur comptabilité (art. 5).

L'article 4 règle le fonctionnement de ces *homes*, leurs droits et leurs devoirs en cas de maladie ou de rapatriement de leurs pensionnaires, les démarches qu'ils doivent faire pour leur procurer de l'ouvrage.

Les *homes* feront toutes diligences nécessaires pour obtenir le placement convenable des jeunes filles qui leur seront recommandées, et ils veilleront à leurs intérêts dans la rédaction des contrats.

D'autre part, en janvier 1893, une campagne très vive fut menée en Suisse en faveur du droit au travail (*Das Recht auf Arbeit*). Ce mouvement mené par le comité socialiste suisse (section de Bâle) et par le comité central du *Grutliverein* de Winterthur donna naissance à un projet de 9 articles dont l'un consacrait la création d'un placement effectif et gratuit reposant sur l'organisation professionnelle des travailleurs. Cette pétition couverte de

52.387 signatures fut présentée en vertu du droit d'initiative, au Conseil fédéral à la fin d'Août 1893.

A la session du printemps de 1894, la commission désignée à cet effet déclara à l'unanimité au *Nationalrat* qu'il fallait recommander au peuple le rejet du projet dû à l'initiative privée, sans présenter de projet contraire. Cependant afin que le mouvement ne restât pas sans quelque suite, la majorité de la Commission fit adopter la conclusion suivante :

« Le Conseil fédéral sera invité à rechercher et à faire un rapport, pour savoir si et de quelle manière il est possible et juste que la Confédération s'occupe plus effectivement du placement réel et gratuit ».

Le Conseil fédéral (*Bundesrat*) voulait donner un autre tour à la question. En outre, différents membres du *Nationalrat* ont apporté leurs propositions individuelles.

Après 3 jours de débats (9, 10 et 11 avril), la minorité de la commission l'emporta par 59 voix contre 57 et « le rejet du projet dû à l'initiative privée » fut seul proposé au peuple.

Le plébiscite eut lieu le 3 juin 1894. Le projet dû à l'initiative privée fut repoussé par 308.289 voix contre 75.880.

A la suite du rejet de cette proposition, les Chambres engagèrent le gouvernement Fédéral à étudier la question de savoir si la Confédération devrait intervenir pour subventionner les bureaux municipaux de placement et l'assurance contre le chômage.

En même temps, elles ont renvoyé au Conseil Fédéral, pour l'examiner, une pétition de l'Union *Helvétia*, société d'employés d'hôtels, garçons de cafés et de restaurants,

tendant à ce que : « toutes les institutions qui fournissent des renseignements sur le travail, c'est-à-dire les bureaux de placement, soient placées sous la surveillance et le contrôle de l'autorité de police compétente. Ces bureaux devraient soumettre leurs tarifs à l'approbation du Conseil fédéral ».

Le département fédéral de l'industrie a entrepris une enquête sur le sujet, mais il n'a pas encore publié les résultats. Aucun projet de loi fédérale sur les bureaux de placement n'a encore vu le jour.

**TITRES I. — Vue d'ensemble sur les institutions
de placement en Suisse.**

Le placement gratuit est fait par placement direct, par œuvre de charité, par associations, par bureaux publics.

Le placement payant est fait par des entreprises privées. Il faut reconnaître cependant que les bureaux publics perçoivent un droit d'inscription, mais ce droit est très minime et insuffisant, le plus souvent, à compenser les frais d'exploitation du bureau ; on ne peut en réalité donner à ce placement le nom de placement payant, ce mot désignant dans notre esprit le placement commercial, le placement par spéculation.

SECTION I. — *Placement gratuit.*

A. — *Placement personnel ou direct.* — Le placement se fait en Suisse par le jeu naturel de l'offre et de la demande. Le travailleur en chômage va se présenter lui-même à l'atelier, à la fabrique où il espère trouver une place. Ce procédé se nomme dans la Suisse allemande : *Das Umschauen*. Dans ce cas, le patron prend souvent l'employé à l'essai et ne l'accepte définitivement qu'après avoir éprouvé ses capacités.

Les dangers de l'*Umschauen* sont grands surtout pour les jeunes gens qui perdent leurs plus belles années à vagabonder à la recherche du travail, vivant comme ils peuvent. Ils prennent goût à cette vie errante et deviennent difficilement des ouvriers stables.

B. — *Placement charitable.* — Le placement se fait aussi par les établissements de bienfaisance *Gemeinnützige Institute*, parmi lesquels nous signalerons :

A Saint-Gall, le *Martaheim*, auberge pour les servantes ;

A Zurich, le *Marthahaus*, section de l'union des amies de la jeune fille.

A Neubourg, le Secours et le bureau de l'Union des amies de la jeune fille.

A Chaux-de-Fonds, l'établissement de la Famille.

Nous reparlerons plus loin de certaines de ces institutions dans l'étude détaillée des cantons.

Bâle possède un bureau complètement dégagé de toute attache officielle, qui fait le placement gratuit depuis

1883. Il s'occupe spécialement des hommes et est en rapport avec la *Herberge der Handwerksgesellen*. En 1894-1895 il y a eu 8.066 inscrits ; 1.005 seulement ont obtenu un emploi ; cela tient surtout à ce que Bâle étant sur la frontière, il y afflue de nombreux ouvriers qui se répandent ensuite dans toute la Suisse.

Il y a aussi à Zurich le bureau de placement de l'*Armenverein* ; contrairement à ce qui se passe à Bâle, c'est le placement des femmes qui domine ici ; cette institution est même devenue une petite bourse des ouvrières.

Le placement se fait encore encore en Suisse par les *Naturalverpflegungstationen*. De même qu'en Autriche et en Allemagne, elles ont surtout pour but les secours en nature, mais elles font aussi le placement et s'en occuperont vraisemblablement de plus en plus.

Le nombre d'emplois procurés en 1893-1894 par les 9 principales stations est d'environ 1500.

Il faut citer enfin les *Arbeiterkolonien*, installées sur le modèle des colonies allemandes.

Elles ne sont pas encore bien nombreuses. Un petit établissement de ce genre *Der Tannenhof* a été installé dans le canton de Berne en 1889.

Au commencement de 1895, dans l'est de la Suisse, sous les auspices d'hommes bienfaisants de presque tous les cantons allemands, s'est formée une union pour la fondation d'une colonie ouvrière à Herdern, canton de Thurgovie, dans une splendide propriété de 150,000 francs payés par les cantons, les sociétés charitables et les dons particuliers. L'établissement a été ouvert en novembre 1895.

C. — *Placement par associations*. — Le placement se

fait encore en Suisse par les bureaux des sociétés patronales et ouvrières.

Dès 1873, l'Union pour la fondation de bureaux de placement aux mains des ouvriers s'efforçait de mettre son programme à exécution et actuellement les travailleurs s'efforcent par leurs syndicats, généralement soutenus par des subventions municipales, d'attirer à eux tout le placement.

A Zurich, les serruriers, menuisiers, vitriers, peintres, jardiniers, etc, ont le placement en main.

A Genève, la plupart des métiers sont organisés en Chambres syndicales et un de leurs principaux objets est le placement tantôt des syndiqués seuls, tantôt de tous sans distinction.

A St-Gall, il n'y a pas moins de 12 syndicats qui opèrent le placement au contentement unanime des employeurs et des employés.

Certains bureaux embrassent dans leur action la Suisse entière, tel l'Office de placement des confiseurs et des employés d'hôtel.

D. — *Placement par les bureaux publics.* — Le placement est fait aussi par les bureaux publics officiels ou par les bureaux municipaux et par les Chambres du Travail.

Ce n'est qu'à Bâle qu'existe un bureau de placement public officiel, fondé par une décision du Grand Conseil du canton et dépendant du conseil d'Etat. Les autres bureaux publics, sont dûs à l'initiative des municipalités ; il en est ainsi à Berne, à St-Gall, etc. Nous renvoyons au Titre II pour les détails sur ces divers bureaux ou chambres.

SECTION II. — *Placement payant.*

Placement par les Bureaux privés.

Le placement se fait aussi en Suisse par des bureaux privés.

Ce sont des entreprises commerciales qui spéculent sur les ouvriers sans travail.

Il n'y a guère d'endroit de quelque importance en Suisse qui ne possède un *Placierungsinstitut* de cette espèce.

Le livre d'adresses de la ville de Zurich pour 1895 en accuse 12. Le canton de Genève a 23 bureaux ; celui de Berne, de mai 1887 à mai 1888, a donné 19 concessions, dont 10 pour la capitale ; Bâle possède aussi un certain nombre de ces offices.

Telles sont les institutions qui s'occupent du placement en Suisse : certains cantons les possèdent toutes, certains autres n'en ont que quelques-unes. Nous allons indiquer les particularités que présentent les plus importants d'entre eux.

TITRE II. — Institutions de placement spéciales aux cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Bâle, Saint-Gall, Argovie et Genève (1).

SECTION I. — *Canton de Zurich.*

Nous allons étudier les institutions spéciales à la ville de Zurich, puis nous dirons quelques mots du bureau de Winterthur.

1. A la Bibliographie, nous avons placé les cantons dans l'ordre alphabétique afin de faciliter les recherches. Nous les

A. — *Zurich*. — a. — Le canton de Zurich possède depuis le mois d'avril 1887 une Bourse du Travail « pour défendre, en dehors de toutes questions de partis ou de religions, les intérêts professionnels de la classe ouvrière à Zurich » (art. 1).

Cette Bourse, composée de délégués de toutes les associations d'après le nombre de leurs membres, a pour but le placement des travailleurs et les secours de voyage qui leur sont nécessaires.

En cas de grève, le placement est suspendu pour la profession en grève en vertu d'une décision de la Bourse du Travail. La reprise du placement dépend de la décision d'un comité composé moitié d'ouvriers et moitié de patrons.

b.—Grâce aux efforts répétés des ouvriers, Zurich a vu se fonder en 1897 une Chambre du Travail.

Les statuts lui ont été donnés le 18 Mars 1897.

Aux termes de l'art. 2 de ces statuts : La Chambre du Travail a pour but l'organisation raisonnée des travailleurs et des travailleuses ; elle organise le placement et les secours de voyage des syndicats, crée un bureau de renseignements et installe des moyens d'éducation sociale.

Cette Chambre du Travail a fourni son premier rapport embrassant l'espace de temps du 1^{er} mai au 31 décembre.

D'après une statistique du 1^{er} Juin 1894, il y avait à Zurich 40.000 travailleurs (30.000 hommes et 10.000 femmes) ; on ne sait pas exactement le nombre de ceux qui appar-

plaçons ici suivant le rang qu'ils occupent dans la Confédération.

tiennent à une association quelconque. Or, d'après le rapport de la Chambre du Travail, elle comprenait à la fin de 1897 environ 10.000 adhérents appartenant à près de 60 syndicats : 25 p. cent des travailleurs Zurichois seraient donc organisés.

Pendant l'hiver de 1897-1898, 618 ouvriers sans ouvrage (dont 496 hommes et 122 femmes) se firent inscrire : parmi eux, 476 habitaient Zurich depuis plus de six mois et étaient en droit d'obtenir un secours.

25 associations ouvrières ont ouvert des bureaux de placement, les uns dans le local de l'Union, les autres à la Chambre du Travail. Pendant les huit mois sur lesquels porte l'enquête, 1.418 patrons ont offert de l'ouvrage et 1.288 ouvriers en ont demandé : on a procuré 907 places.

Après avoir constaté les difficultés inséparables de tout commencement, le rapport auquel nous empruntons tous ces détails, déclare que la Chambre du Travail de Zurich est devenue indispensable et que son action s'augmentera de jour en jour : « Il va sans dire qu'un bureau de placement central embrassant toutes les professions n'atteint son but que lorsque les patrons s'y adressent aussi. La Chambre du Travail est toute disposée à reconnaître des droits aux associations patronales (droit de contrôle, etc), à condition qu'elles donnent leur clientèle à la Chambre. Un office de placement organisé de cette façon rendrait de grands services aux employeurs aussi bien qu'aux employés. *Einigkeit macht stark* : L'union fait la force.

c. — Conformément aux articles 1 et 15 des statuts de

la Société suisse des commerçants, il existe sous la raison : *Bureau central de placement de la société suisse des commerçants* une institution qui a pour but de faciliter aux commerçants l'engagement des employés, associés et représentants (§ 1 du règlement du Bureau central à Zurich).

L'entremise dont se charge ce bureau se fait de la manière suivante :

a. — Il reçoit les offres et les demandes de places commerciales, d'associations et de représentations ;

b. — Il prend les informations nécessaires sur les postulants, ainsi que sur les maisons offrant des places ;

c. — Il transmet aux patrons les offres qui paraissent répondre à leurs exigences. Les maisons peuvent se mettre en rapports directs avec les candidats proposés, mais dans tous les cas, le bureau devra être informé immédiatement de l'issue des pourparlers (§ 2).

L'administration du bureau central de placement se fera un devoir de gérer ses affaires d'après les principes les plus sérieux. Cependant, elle ne peut assumer aucune responsabilité pour le succès de ses démarches.

Le bureau ne se charge de l'entremise que pour des postulants sur lesquels il a des preuves suffisantes de moralité et de capacité.

Il proposera en première ligne dans le cas d'égalité des aptitudes, des postulants de nationalité suisse et ceux qui font partie de la société suisse des commerçants (§ 3).

Le bureau perçoit, sur ceux qui s'adressent à lui, une taxe d'inscription et une taxe de placement.

Mentionnons qu'il est aussi autorisé à servir d'intermé-

diaire pour l'achat et la vente des fonds de commerce. Les taxes y relatives sont fixées par la Commission de surveillance.

Il faut signaler aussi qu'un bureau de placement dont la préfecture de police a autorisé l'ouverture à Paris, dans l'intérêt des employés de commerce suisses, a été créé sur les instances de la légation de ce pays, comme agence correspondante de la société suisse des commerçants de Zurich (1).

d. — Zurich possède un bureau de chômage (*Arbeitslosigkeit bureau*) dont le principal but est de distribuer des secours aux travailleurs sans ouvrage, mais qui s'occupe aussi accessoirement de la statistique du travail et du placement.

D'après un rapport (2) adressé à la direction de l'Union Suisse du commerce et de l'industrie par la société des commerçants de Zurich « *Kaufmaennische Gesellschaft* », où elle étudie, au double point de vue philosophique et pratique, ce qui a été fait et ce qui reste à faire pour diminuer la misère des travailleurs sans emploi (3) et où

1. Office du Travail, *Le placement*, p. 368.

2. *Arbeitsnachweis u. Schutz gegen die Folgen der Arbeitslosigkeit* (Eingabe der Kaufmaennischen Gesellschaft Zurich an den Vorort des Schweiz. Handels u. Industrie Vereins). Zürich, 1895.

3. Ce rapport contient en outre une étude intéressante empruntée à Herkner (*Die Arbeiterfrage*) sur la classification des « sans travail » et les différents systèmes théoriques proposés pour y porter remède. Mais ces documents se rattachant surtout à la question de l'assurance contre le chômage nous ne faisons que les mentionner.

elle préconise le développement de ce système ; ces bureaux semblent tenir à la fois des offices de secours en nature allemands et autrichiens, des institutions de placement créées par les associations ouvrières et aussi des bureaux de placement municipaux auxquels on emprunterait, par exemple, une partie de leurs règlements.

Ce rapport a été fait dans les circonstances suivantes :

Les 12 et 26 juin 1894, les autorités fédérales après le rejet de la proposition dont nous avons parlé plus haut (1), décidèrent d'examiner par quelles institutions elles pourraient venir utilement en aide au placement gratuit et effectif. Le conseil national de son côté examina la question.

C'est alors que le ministère de l'Industrie et de l'Agriculture suisse a envoyé une circulaire aux autorités cantonales, aux corporations et unions ouvrières suisses, et au comité du commerce et de l'industrie. Celui-ci à son tour a demandé des renseignements à ses subdivisions et c'est ce qui a donné lieu au rapport de la *Kaufmaennische Gesellschaft*.

Nous donnerons au titre III la partie de ce rapport qui contient les considérations générales sur les institutions de placement et sur les modifications à apporter dans l'organisation du placement ; nous nous bornons à donner ici la partie du rapport qui traite des bureaux de chômage.

Les bureaux de chômage ne doivent faire que du placement proprement dit.

1. Page 312.

Les personnes *incapables* de travailler qui viennent s'inscrire doivent être adressées à la caisse de secours aux pauvres, celles *qui ont peur du travail* doivent être remises à la police et dirigées sur la maison de force ou la colonie ouvrière cantonale, voire même à la frontière s'il s'agit d'étrangers.

Les bureaux de chômage devraient, de plus, s'occuper, spécialement et de préférence, du placement des nationaux.

« L'acceptation d'ouvriers étrangers, spécialement de terrassiers et ouvriers du bâtiment italiens, constitue pour notre pays, dit le rapport, un danger toujours croissant, non seulement à cause de la concurrence, mais aussi de motifs sociaux. Le contrôle sur ces ouvriers est extraordinairement difficile ; l'intervention de la police est le plus souvent sans résultat ; des crimes demeurent fréquemment impunis. Quant à la concurrence, le danger est si grand que nos ouvriers nationaux se détournent de plus en plus des branches citées.

« Le nombre des Italiens occupés en Suisse n'est pas exactement connu ; on l'évalue de 30 à 40.000. En comptant un salaire moyen de 4 fr. et un travail annuel de 250 jours, cela représente un gain de 30 à 40 millions de francs. Pour peu que l'on remarque combien l'Italien vit chez nous frugalement, et qu'il envoie chez lui les deux tiers de ce qu'il gagne, il est aisé de voir quels importants dommages économiques causent à la Suisse les trimardeurs italiens. Un endiguement de ce torrent et une orientation meilleure de nos forces ouvrières vers les industries de la terre et du bâtiment seraient fort désira-

bles. Il est évident que le Gouvernement fédéral ne peut, à cause des intérêts et des traités commerciaux, interdire cette concurrence étrangère. Mais les bureaux de chômage devraient être obligés de s'occuper en première ligne du placement des ouvriers nationaux; de même, ils feraient bien de restreindre à ceux-ci l'assurance contre le chômage. Cette restriction exercerait une certaine pression sur les entrepreneurs qui se verraient alors dans la nécessité de subvenir eux-mêmes aux éventualités de travailleurs sans ouvrage et non assurés ».

Ces divers établissements cantonaux ont besoin d'ailleurs, ajoute le rapport, d'une réorganisation et d'une grande extension.

Les bureaux de chômage devraient être créés par les unions de métiers ou par les communes ou toute autre circonscription territoriale et forcés par l'Office central du gouvernement fédéral de lui rendre leurs comptes d'après un modèle donné.

Le gouvernement fédéral participerait (disons dans une proportion de 25 p. cent) aux dépenses de tous les bureaux qui accepteront cette prescription. Si l'on considère, par exemple, que le bureau de Berne s'en tire fort bien avec une aide annuelle de 3.000 francs environ, on peut estimer que la subvention fédérale pour le placement ne s'élèvera pas à une somme considérable. Comme ressources, on pourrait donner là un utile emploi au dixième de l'impôt sur l'alcool que l'on abandonne aux cantons.

Les budgets ne seraient importants que pour les grands centres de commerce ou dans les unions de métiers considérables. Les plus petits bureaux n'ont pas besoin d'un

gérant permanent ; l'écrivain communal ou un instituteur peut, sous la surveillance de la commission de chômage, être chargé de cet emploi comme occupation secondaire. De plus, il paraît évident que les communes ou les associations prendraient à leur charge les locaux, le chauffage, l'éclairage et l'ameublement du bureau.

Il ne nous paraîtrait pas raisonnable de fixer uniformément des taxes, ni de prescrire la gratuité obligatoire du placement, car les opérations sont trop différentes.

En somme, conclut le rapport, nous demandons au Gouvernement fédéral de donner aux bureaux de chômage les pouvoirs nécessaires pour organiser activement le placement parce que c'est là le meilleur moyen de diminuer le chômage, et prendre à sa charge le quart des frais que nécessitera le fonctionnement de ce service.

B. — *Winterthur*. — A Winterthur, c'est un bureau municipal qui s'occupe gratuitement du placement des travailleurs.

Nous croyons bien faire en donnant le texte des principaux articles de l'ordonnance du 16 février 1896 sur l'établissement et l'administration d'un bureau de placement et sur les ruptures entre patrons et ouvriers pour la ville de Winterthur.

§ 1. — La ville de Winterthur installe un bureau de placement avec une section spéciale pour les hommes et une autre pour les femmes.

§ 2. — Le bureau se charge de la publication des offres et des demandes d'emplois, ainsi que du placement des apprentis.

§ 3. — L'intermédiaire du bureau de placement est gratuit. Cependant, un droit peut être exigé pour les demandes des personnes qui n'habitent pas Winterthur ou pour le placement dans des situations d'un rapport annuel supérieur à 1500 fr. Une ordonnance fixera le tarif.

§ 5. — La conduite et la surveillance de l'office sont confiées à un comité directeur de 11 membres. Le président est un membre du conseil municipal qui le choisira dans son sein. Des 10 autres membres, 5 seront pris dans les *Handwerks-u-Gewerbevereine* de Winterthur et des environs, et 5 dans l'*Arbeiter union*. La commission fournit un délégué qui n'est pas rémunéré. Les nominations sont faites pour trois ans.

§ 6. — La direction de la section féminine peut être confiée à une commission de dames. Celle-ci est demandée par le comité directeur et ses membres ne reçoivent aucun dédommagement.

§ 7. — Le soin de la section masculine est confié à un gérant, le soin de la section féminine à une gérante ; tous 2 sont nommés pour trois ans comme les autres employés municipaux. Le traitement annuel du gérant est de 2400 à 3000 francs, celui de la gérante de 1500 à 2000 francs.

Les § 8 et § 9 déterminent la tâche des membres du comité directeur, dont le concours est entièrement gratuit.

Enfin, l'art. 13 de l'ordonnance du 16 février 1896 dispose : « Au cas d'une cessation manifeste du travail (grève ou *lock out*), le bureau, sur l'ordre de la commission directrice, interrompt le placement en ce qui concerne la ou les industries en grève. Si toute entente par

médiation est impossible, la commission directrice décide où et quand le bureau peut recommencer à faire le placement. »

L'instruction du 4 décembre 1896 règle les détails de fonctionnement du bureau de placement de Winterthur.

§ 2. Les obligations du gérant et de la gérante sont les suivantes :

a. — Acceptations des demandes des ouvriers et des offres d'emplois.

b. — Relations avec les patrons.

c. — Placement à Winterthur et ailleurs.

d. — Placement des apprentis.

e. — Informations et renseignements.

f. — Communications régulières avec les offices similaires.

g. — Ecritures.

h. — Observations générales et informations aussi dans les autres villes, surtout par les journaux.

i. — Contrôle et caisse.

k. — Rédaction des rapports.

l. — Présence aux séances de la commission avec voix délibérante.

Les § 5, 6 et 7 règlent la tenue des registres et la remise aux employeurs et employés de cartes pour prévenir le bureau des embauchages qui se produisent.

§ 7. — Les offres et demandes peuvent être faites oralement ou par écrit.

Pour l'entente personnelle des patrons et des ouvriers, un local spécial sera aménagé dans le bureau.

Le § 8 et dernier fixe le tarif annoncé par le § 3 de

l'ordonnance du 16 février 1896. Pour placer des personnes habitant hors de Winterthur ou pour procurer des situations d'un revenu annuel supérieur à 1500 fr., on exige 0,50 à 1 franc d'inscription et une taxe de 0,50 à 3 francs, mais celle-ci seulement pour placement effectif.

SECTION II. — *Canton de Berne.*

A. — A Berne, c'est le placement par bureau municipal qui tend à devenir le mode principal de placement.

Nous allons indiquer le fonctionnement du bureau municipal de Berne et les résultats qu'il a pu obtenir.

§ 1. — Fonctionnement.

Nous ne pouvons mieux faire, pour indiquer le fonctionnement du bureau, que de donner un extrait du règlement pour le bureau municipal de placement et la caisse d'assurance de la ville de Berne (1).

I.—*Dispositions générales.* — Art. 1.—L'établissement municipal a pour but de faire connaître les demandes de travail et les offres de travail respectables.

Art. 2. — La conduite et la surveillance de cet établissement sont confiées à une commission de 9 membres : 3 choisis par les ouvriers en chômage (*arbeitnehmer*), 3 par les patrons (*arbeitgeber*) et 3 par la commune. La durée d'emploi de la commission est de 4 ans.

1. *Anstalt fur Arbeitsnachweis in der Gemeinde Bern. Reglement über die städtische Anstalt fur Arbeitsnachweis u. die Versicherungskasse gegen Arbeitslosigkeit in der Gemeinde Bern. Bern, Obrecht 1895, br. in-8.*

La commune choisit 1 président et 1 secrétaire dans son sein.

Art. 3 à 6. — Le directeur aura des assesseurs ; ils doivent obéir ponctuellement à la commission. Le traitement du président sera de 3000 à 4000 fr. ; celui des assesseurs selon le budget, mais de 2000 fr. au maximum. Le directeur est nommé pour 3 ans à dater du 1^{er} avril 1898. Suivent des instructions sur l'installation, le chauffage, l'éclairage des locaux et les rapports à fournir.

II. — *Dispositions concernant l'établissement du bureau de placement.* — Art. 7. — L'installation du bureau de placement comprend une partie pour les hommes et une partie pour les femmes.

Les affaires de la partie masculine seront confiées à un directeur ; quant à celles de la partie féminine, une assesseur en sera chargée sous la surveillance du directeur.

Aux obligations du directeur et de l'assesseur pour la partie féminine appartient notamment la recherche des informations sur les ouvriers qui cherchent du travail, en ce qui concerne leur capacité et caractère, l'examen du marché du travail dans les feuilles quotidiennes, la recherche des relations dans la ville et en dehors, et le rassemblement des informations qui intéressent les intermédiaires du travail.

Art. 8. — L'établissement perçoit une légère taxe comme intermédiaire du travail. La fixation du tarif est faite par le conseil municipal (*Geneinderat*) sur présentation de la Commission.

Art. 9. — Sur les opérations de l'établissement pour

le placement et surtout la tenue des livres et la comptabilité.

Les excédents de dépenses seront couverts par la caisse communale; les excédents de recettes tombent dans cette caisse.

En cas de grève, le bureau doit cesser de fonctionner pour l'industrie intéressée par la grève (1).

§ 2. — Résultats obtenus par le bureau.

(A Berne, nous trouvons les résultats suivants: En 1896, la section qui s'occupe du placement des hommes a reçu 1.789 demandes et 977 offres. Il y a une légère diminution sur l'année précédente; la cause en est, dit le rapport, dans la mauvaise température du printemps, l'automne humide et froid et le manque de neige en hiver.

La section qui s'occupe du placement des femmes a reçu, en 1896, 1.226 demandes et 1.356 offres. Il y a eu, en 1896, une augmentation de 59 demandes et 193 offres.

Pour les 2 sections réunies, voici les totaux en 1896 :

Offres. . . .	2.199.
Demandes . .	2.016.
Placements. .	1.634.

1. Nous n'entrerons pas dans des détails sur les tentatives faites en vue de fonder une assurance contre le chômage. M. Victor Mataja, dans son étude sur le socialisme municipal (*Revue d'Economie politique*, 1894, p. 930 et suiv.), a donné le texte du règlement arrêté le 13 janvier 1893 par le conseil de Berne pour la caisse d'assurance contre le chômage, qui devait être fondée le 1^{er} avril 1893 et de la loi rendue à ce sujet par

On a satisfait à peu près les trois quarts des patrons et des employés qui ont eu recours au bureau.

B. — A côté du placement dans l'industrie privée, le placement dans les établissements des cantons peut avoir une certaine importance.

Le nombre des ouvriers occupés dans les établissements fédéraux de la ville de Berne et des environs est de 2,300 à 2.500 personnes.

Il nous a paru intéressant de mentionner la manière particulière dont se fait leur embauchage.

Les 16 groupes sur lesquels a porté l'enquête comprennent 1604 ouvriers ; 88 p. cent hommes et 12 p. cent apprentis. Le plus grand nombre est employé par la fabrique de munitions de Thun (855) ; 4 femmes sont employées à la monnaie, à Berne.

1.315 ouvriers sur 1.602, c'est-à-dire 81 1/2 p. cent restent au moins deux ans de suite au service de la confédération.

L'acceptation et le renvoi des ouvriers se fait dans la fabrique d'armes, de poudre, de réparation de téléphones de Berne et le bureau du matériel de l'administration des télégraphes de Berne, dans les chantiers de construction, fabrique de munitions, etc., de Thun par les directeurs respectifs. Naturellement les chefs des travaux, contremaîtres, etc., jouent un grand rôle.

L'embauchage et le renvoi des ouvriers du magasin

le grand conseil du canton de Saint-Gall le 19 mai 1894, à l'effet de rendre cette assurance obligatoire.

Voir aussi les circulaires du Musée social, série B: N° 2 (Berne) N° 5 (Saint-Gall).

central d'habits de Berne est fait par le directeur sur la proposition du comité technique de l'administration du matériel de guerre (*Kriegsmaterialverwaltung*).

Les ouvriers de l'administration du télégraphe à Berne sont embauchés par le chef du réseau de Berne, ceux du dépôt central de remonte par le commandant.

Les travailleurs des magasins et casernes de Thun sont pris et renvoyés par les administrations respectives après consentement du commissariat supérieur de la guerre (1).

SECTION III. — *Canton de Lucerne.*

Dans le canton de Lucerne, la question du placement est réglée par l'ordonnance du Conseil du Gouvernement du 19 août 1881.

Une autorisation est nécessaire pour créer un bureau; elle est valable pour un an et renouvelable moyennant un droit de 5 francs. Le titulaire doit présenter des garanties de moralité, tenir des registres et se soumettre au contrôle de la police.

SECTION IV. — *Canton de Bâle.*

A Bâle, nous trouvons une loi, celle du 10 mars 1892, concernant le bureau public de placement et promulguée

1. *Arbeitersekretariat der Stadt Bern u. Umgebung. Der Lohn u. Anstellungsverhältnisse der Eidgenössischen Arbeiter, von Dr Was-silieff, Arbeitersekretar. Berne Aeschlimann, 1898.*

au nom du Grand Conseil du canton de Bâle ville (1).

A. — Loi sur le bureau de placement public.

§ 1. — Le bureau public de placement a pour but de faciliter la rencontre de l'offre et de la demande entre les donneurs et les chercheurs de travail. L'établissement comprend une section pour les hommes et une autre pour les femmes.

§ 2. — Le bureau de placement dépend du département de l'Intérieur. On nommera une commission de 9 membres sous la présidence du directeur de l'Intérieur. Les membres de la commission seront choisis pour 3 ans; 3 membres doivent être des patrons, 3 autres des ouvriers; ils recevront 2 francs par séance. La section féminine sera surveillée par un comité de 6 dames choisies par la commission pour un temps illimité, et présidé par un membre de la commission.

§ 3. — Les affaires courantes seront expédiées par le gérant choisi pour six ans; il sera assisté d'une gérante pour la section des femmes.

Le gérant reçoit 3 à 4000 francs et la gérante 1200 à 2000 francs par an. Celle-ci doit déposer une caution de 500 fr., celui-là une caution de 1000 fr.

§ 4. — Un droit minime est perçu pour le placement.

En cas de grève, le bureau peut cesser de fonctionner, mais il n'y est pas obligé. La décision, sur ce point, est soumise à l'approbation du Conseil du Gouvernement.

1. Cf. Supplément du dictionnaire de Conrad, aux mots *Arbeitsweisung* et *schweizerische Blätter für social und wirtschaftliche Politik*.

Les détails du fonctionnement de ce bureau ont été déterminés par un règlement spécial.

B. — Règlement pour le fonctionnement du bureau public de placement.

D'après ce règlement du bureau de placement public de Bâle, on doit tenir dans chaque section, quatre livres de contrôle : deux sont réservés à l'offre du travail ; les autres à la demande. Sur l'un des registres on inscrit par ordre de date les demandes suivies du numéro de contrôle et selon le registre alphabétique : l'autre est divisé selon les diverses branches de l'industrie (§ 5).

Ces livres sont tenus en partie double. La Commission reçoit les comptes chaque mois. A la fin de décembre on arrête les comptes généraux qui doivent être présentés à la Commission avant le 31 janvier, ainsi qu'un rapport sur les opérations de l'année (§ 6).

Les ouvriers, en demandant du travail, sont interrogés sur leurs titres et leur capacité. Ils doivent présenter leurs certificats et papiers, dont un résumé est transcrit dans les livres de contrôle. On peut à l'occasion conserver ces papiers et faire sur l'état de ces personnes une enquête plus ample.

Le bureau répond à tout patron qui offre de l'embauche, soit en s'adressant directement au bureau, soit par l'intermédiaire des journaux locaux.

Le patron qui aura embauché le demandeur devra prendre le billet d'information qu'il lui présente, indiquer au dos la date du jour où il lui a donné du travail, signer cette déclaration et la retourner affranchie au bureau de

placement (le patron devra mentionner en outre s'il a besoin d'autres ouvriers).

On peut demander du travail verbalement ou par écrit.

Le bureau doit se renseigner exactement sur les prétentions et les capacités des demandeurs, sur l'époque du placement, l'espèce et le taux des salaires, les heures et autres conditions de travail, ainsi que sur le lieu et l'époque où l'ouvrier devra se présenter.

Les offres et les demandes d'emplois sont publiées deux fois par semaine dans le journal du canton ainsi que dans les journaux quotidiens qui voudront bien en faire l'insertion gratuite.

Le bureau met en rapport patrons et ouvriers offrant ou demandant du travail à l'étranger ou à des étrangers ; il doit entretenir des relations suivies avec les autres bureaux de placement existant en Suisse.

Le bureau perçoit, pour ses services, lors de l'inscription, les taxes suivantes :

1° Terrassiers, manœuvres, novices, ouvriers de fabriques, journaliers et journalières.	Des ouvriers	Des patrons
	0 fr. 20	0 fr. 40
2° Apprentis et artisans	0 fr. 30	0 fr. 60
3° Domestiques, personnel de brasseries, apprentis de commerce et commis.	0 fr. 50	1 fr.

Les patrons étrangers paient une taxe double.

Les taxes sont payables en entrant, elles ne sont pas remboursées si le placement n'aboutit pas. Mais les ouvriers ont droit de concourir trois fois dans le courant

du mois, sans payer de taxe nouvelle, pour les places vacantes inscrites au bureau, et les patrons peuvent, sans nouveau déboursé, exiger que le bureau leur fournisse les ouvriers demandés. On ne prélève aucune taxe pour le placement des ouvriers présentés par les bureaux de bienfaisance municipaux ou particuliers, ou par les prêtres.

On délivre aux patrons des carnets d'abonnement au prix de 5 fr.; ces carnets contiennent 20 coupons à 25 centimes. Une cotisation annuelle de 10 fr. dispense de toute taxe.

C. — Résultats obtenus par le bureau public de placement à Bâle (1).

a. — *Section des hommes.*

Années	Inscrits	Suisses	Etrangers	Offres	Bâle	Suisse	Etrang.	Placés
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1895	3388	1775	1613	2418	1793	452	173	2650
1896	3848	1817	2051	2766	2095	452	219	3140
1897	3369	1698	1671	2403	1747	455	201	2818

Il y a donc eu en 1897, 84,2 p. cent de placements.

Cette section place surtout les jardiniers, menuisiers et domestiques.

b. — *Section des Femmes.*

Années	Inscrites	Suisses	Etrangers	Offres	Bâle	Suisse	Etrang.	Placées
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1895	2431	905	1526	2057	1916	86	25	1963
1896	2529	939	1590	2266	2088	128	50	2126
1897	2645	967	1678	2341	2192	123	26	2250

soit 85 p. cent de placements.

1. Bericht über die Thätigkeit des öffentlichen Arbeitsnachweism-bureau des K. Basel-Stadt, 1895, 1896, 1897.

Les bonnes et femmes de service font la moitié du total, plus de 1.300; après, viennent les cuisinières bourgeoises et bonnes d'enfants.

Pour les hommes, les étrangers sont en moyenne aussi nombreux que les Suisses, et, pour les femmes, les étrangères l'emportent de beaucoup sur les femmes du pays.

En considérant les totaux généraux depuis la fondation: 1^{er} juillet 1890, on voit que le pourcentage des offres et des demandes satisfaites augmente constamment :

Années	Demandes d'emplois	Offres d'emplois	Offres et demandes satisfaites	Pourcentage
—	—	—	—	—
1890 (1)	1.928	1.408	1.823	54,6
1891	4.774	3.608	5.471	65,3
1892	4.860	3.538	6.144	72,7
1893	5.095	3.928	7.424	82,3
1894	5.050	3.883	7.706	86,3
1895	5.819	4.475	8.818	85,7
1896	6.367	5.032	9.959	87,4
1897	6.014	4.744	9.553	88,8
Total	39.907	30.666	56.898	80,6

Une légère diminution dans le nombre des inscriptions tant des patrons que des ouvriers s'est fait sentir en 1897. Le rapport en accuse 2 causes : la mauvaise température qui a gêné les travaux d'agriculture et de construction, et la difficulté toujours croissante pour avoir des ouvriers ruraux; dès qu'ils ont été une fois à la ville, ils prennent goût à la vie que l'on y mène et ne veulent plus retourner aux champs.

Les résultats n'en sont pas moins très satisfaisants et

1. Depuis le 1^{er} juillet seulement.

l'opinion des hommes politiques, sans distinction de partis paraît très favorable au développement le plus grand possible des bureaux de placement sur ce modèle (1).

SECTION V. — *Canton de Saint-Gall.*

A Saint-Gall, on s'est occupé des bureaux de placement comme suite naturelle du chômage.

Le *Gewerbeverein* a fait en 1885 une pétition demandant l'établissement d'un bureau municipal de placement.

Le 22 février 1887, l'assemblée trimestrielle de la *Gemeinnützige Gesellschaft* prend l'initiative d'une réunion de tous les intéressés à la fondation du bureau pour en discuter les points fondamentaux.

Cette réunion, formée des délégués de la *Gemeinnützige Gesellschaft*, de l'*Arbeiterverein*, du *Verein der Freundinnen junger Maedeln*, etc., eut lieu le 24 mars suivant : on fit les statuts et on les fit approuver par les 8 corporations qui avaient pris part à l'assemblée ; puis ils furent envoyés aux maçons, charpentiers, menuisiers, serruriers, cordonniers, vitriers, bouchers et tailleurs. Les statuts furent approuvés par l'assemblée générale de la *Gemeinnützige Gesellschaft*.

Ce bureau commença à fonctionner le 14 novembre 1887, divisé en 2 sections : une pour les hommes, l'autre pour les femmes.

La direction fut confiée à une commission de 11 membres : 2 du conseil communal, 2 de la *Gemeinnützige Ge-*

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 718.

sellschaft, 2 de l'*Arbeiter Union*, 2 du *Grütliverein*, et 3 de la société industrielle.

La commission reste en fonctions pendant deux ans ; elle choisit dans son sein 1 président, 1 vice-président, 1 secrétaire, 1 trésorier et le président de son comité des femmes.

Les ressources financières comprenaient :

1° Une taxe aussi minime que possible pour les chercheurs et offreurs de places : 0,40 cent. par cartes d'abonnement pour les *Arbeitsgeber* : 25 coupons 5 fr. ; pour l'année, 10 fr. minimum ;

2° Les subventions des autres *Vereine* ;

3° Les aides des fonctionnaires et des particuliers. La première année a laissé un déficit de 1663 fr. supporté par la Caisse municipale.

Du 14 novembre 1887 au 31 décembre 1888 :

A. — La section des hommes prit environ 1.388 chômeurs (1.022 Suisses et 366 étrangers), 405 faisant un travail qualifié, 983 un travail non qualifié. On en a placé 550, donc 39 p. cent.

Le rapport constate que si le bureau en a placé si peu, c'est à cause des vieux ; on n'accepte plus que des jeunes et célibataires et puis ils ne veulent pas aller à la campagne.

B. — La section des femmes a reçu 1.601 offres et 1827 demandes (762 suisses et 1065 étrangères) ; elle en a satisfait 1.120, donc 61 p. cent. Les quatre cinquièmes étaient domestiques, cuisinières et bonnes.

L'année suivante, le courant se ralentit. Pour les hommes, il y eut 423 demandes dont la moitié fut satisfaite ;

du côté des femmes, il y eut 900 demandes, 60 0/0 furent placées. La seconde section devait lutter, dit le rapport, avec la concurrence d'entreprises privées à vieille renommée.

Le bureau perdit de plus en plus son importance malgré les efforts des membres. La section des hommes fut supprimée en 1890 ; celle des femmes rattachée en 1891 à la *Hülfs-gesellschaft* (1).

L'équivalent de la section du bureau de placement pour les hommes a survécu et existe encore : ce sont les bureaux des corporations établis depuis de longues années ; il y en a 12 qui s'efforcent de donner satisfaction aux maîtres et aux ouvriers : les vitriers reçoivent environ 60 demandes, les cordonniers 70, les serruriers 150, les tailleurs 350, les bouchers 500. Il est difficile de connaître les résultats, car les bureaux ne sont pas toujours prévenus.

Quant aux femmes, à l'exception du bureau de la *Hülfs-gesellschaft* et de l'*Herberge* catholique, il y a 7 bureaux privés qui leur donnent généralement *unqualifizierte Arbeit*.

Les patrons et domestiques paient un droit d'inscription et, si une place est procurée, le domestique paie les gages d'une semaine.

Dans la spéculation des bureaux privés de placement pour les femmes, il y a deux dangers qu'on ne saurait méconnaître : le premier est l'exploitation pécuniaire,

1. Une institution analogue *Herberge mit Stellenvermittlung* pour bonnes catholiques fonctionne parfaitement depuis 10 ans.

l'autre la perte des mœurs. Car la justice a souvent à s'occuper de personnes qui joignent au métier honorable de placeur les manœuvres immorales d'entremetteur et l'on a souvent fait des vœux pour qu'une surveillance plus efficace empêche de pareils abus.

Plus récemment (1) le canton de Saint-Gall a fait un nouvel effort pour l'organisation du placement. En vertu d'une loi du 17 novembre 1897 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1898, le canton de Saint-Gall s'est uni au Concordat du 13 février 1892 formé, ainsi que nous l'avons vu plus haut (2), « pour étendre aux domestiques à l'intérieur du pays les dispositions protectrices assurées aux jeunes gens placés à l'étranger, par le concordat de 1875 ».

Enfin nous trouvons encore à Saint-Gall un règlement du 11 janvier 1898 sur les bureaux de placement en rapport avec les stations de secours pour les voyageurs indigents.

En voici les principales dispositions :

Art. 1. — Aux endroits où se trouvent des bureaux de secours en nature, on établira des offices de placement dont le but devra être de procurer aux voyageurs en chômage une occasion de travailler, toutes les fois que ce sera possible.

Art. 3. — Tout voyageur qui se présente au bureau de secours est inscrit à l'office du placement. On ne fera

1. Nous rappelons que, le 19 mai 1894, le grand Conseil du Canton de Saint-Gall a promulgué une loi rendant obligatoire l'assurance contre le chômage. Voir plus haut, p. 330, n° 1.

2. Voir titre I, p. 310.

d'exception que pour une incapacité prouvée de travailler.

Art. 4. — Quiconque n'accepte pas le travail proposé sans motif suffisant perd tout droit aux secours.

Art. 5. — Le bureau de placement est ouvert gratuitement à tous les employeurs.

SECTION VI. — *Canton d'Argovie.*

Le *Regierungsrath* du canton d'Argovie en exécution du § 4 de la loi du 21 août 1895 sur les secours à donner aux voyageurs nécessiteux, a décidé dans son ordonnance du 28 mai 1897:

§ 1. — Les stations de secours en nature installeront des bureaux de placement ayant pour but de procurer, si possible, des places aux passants qui voyagent à la recherche du travail.

Les bureaux voisins doivent communiquer entre eux. Ils sont tenus par les contrôleurs des stations de secours sous la surveillance de la commission (§ 2).

§ 3. — Tous les patrons peuvent s'adresser aux bureaux de placement moyennant une petite taxe ; on leur désigne les ouvriers qui peuvent leur convenir, mais sans aucune garantie quant à ce qu'ils valent.

§ 9. — Des taxes sont prélevées pour le placement :

1° Pour avoir inscrit et s'être occupé d'un travailleur en chômage : 30 c. ;

2° Pour avoir recommandé un ouvrier, lorsqu'il a trouvé un emploi : 60 c.

D'autre part, aux termes de l'instruction du 10 juin 1897 sur les bureaux cantonaux de placement :

Art. 1. — Les patrons, hôteliers, chefs d'atelier, etc., qui cherchent des ouvriers, en font part au moyen de la *carte blanche A* au bureau de placement le plus proche.

Art. 2. — Le bureau prévenu, inscrit la demande sur son livre et en prévient les autres bureaux par la *carte bleue B*.

Art. 3. — Si un passant s'est fait inscrire à un bureau et qu'il réponde à la demande, on l'envoie au patron muni d'une *carte verte C*.

Art. 5. — Si l'ouvrier convient et est embauché, il avertit aussitôt le bureau qui le fait savoir aux autres par une *carte rouge D*.

Art. 7. — Si un ouvrier refuse du travail sans motif plausible, il en est fait mention sur le livre du bureau et tous les autres bureaux de l'alliance intercantonale sont prévenus et refusent de le placer.

Art. 8. — Si le patron n'accepte pas l'ouvrier présenté sans qu'il y ait faute de celui-ci, l'employé du bureau peut lui donner une seconde *carte verte* pour un autre poste ou lui faire continuer son voyage.

SECTION VII. — *Canton de Genève.*

Le placement, dans le canton de Genève se fait par voie de placement direct, par œuvre charitable ou par les institutions municipales et cantonales.

A. — *Placement personnel et direct.* — A Genève, tous les dimanches, se tient un marché d'ouvriers, où les deux tiers des ouvriers agricoles de la région sont em-

bauchés, soit pour la Suisse, soit pour la Haute-Savoie (1).

B. — *Placement charitable.*

a. — *Par associations philanthropiques.* — A la page 128 et suiv. de l'*Annuaire philanthropique genevois*, nous trouvons ;

N° 263. Bureau du Travail (Fusterie).

Son but est de rendre aussi sûrs et aussi économiques que possible les rapports entre l'offre et la demande et a pour base la gratuité de l'inscription pour quiconque cherche du travail. Il demande seulement à ceux qui viennent chercher des employés une modeste contribution, et cela en vue de couvrir les frais généraux : 1 fr. pour les habitants du canton de Genève, 2 fr. pour les autres cantons et 5 fr. pour l'étranger.

Le conseil d'Etat du canton de Genève a aidé les débuts de cette institution par d'importants subsides.

Ce bureau est très populaire ; lors de son installation, des ouvriers se sont mis gratuitement à sa disposition.

Depuis le 6 août 1888, date de sa fondation jusqu'au 31 décembre 1895, nous trouvons :

Inscrits : 15.281 employés

Demandés : 7.918 »

Placés : 4.733 »

Ces personnes, placées par des agences, auraient dû payer 10 fr. de droits en moyenne, c'est donc une somme de 47.000 fr. qui, grâce au bureau, est restée dans la poche des ouvriers.

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 183.

Derniers résultats :

Années	Inscrits	Demandés	Placés
—	—	—	—
1896	2.589	1.552	826
1897	2.816	2.420	1.461

Nous trouvons ensuite :

N° 265. Lien fraternel.

Bureau gratuit de placement pour les femmes, sans distinction de culte ni de nationalité, il exerce aussi une action moralisatrice.

Ce bureau a été fondé en 1886 ; il a donné les résultats suivants :

Années	Demandes	Offres	Placements
—	—	—	—
1895	529	1.100	410
1896	538	1.088	356
1897	515	1.080	322

N° 266. Bureau de placement pour les domestiques protestants.

N° 267. Bureau de placement pour les domestiques catholiques.

L'asile de la société de Sainte-Blandine sert de bureau de placement pour les sociétaires et d'autres jeunes filles.

N° 268. Bureau de garde malades fondé en 1891 a pour but de faciliter l'engagement des garde malades et offre ses services gratuitement.

Nous n'avons parlé que des plus importantes de ces so-

ciétés par rapport au placement. Il y en a quelques autres qui s'occupent aussi de procurer des situations, mais d'une manière toute accessoire ; par exemple, l'Agence en faveur des institutrices et des gouvernantes suisses à l'étranger.

b. — *Assistance par le travail.* — La société de l'assistance par le travail de Genève a trois branches d'activité :

1° Le chantier du Pré-l'Evêque où, du 1^{er} juillet 1897 au 30 juin 1898, on a occupé 426 hommes, munis de bons ;

2° La pension du Chemin Vert ;

3° L'adresse-office, où l'on fabrique et distribue des prospectus, circulaires, prix courants et autres publications commerciales. Cet office a exécuté pendant l'exercice 1897-1898 pour 32.322 francs de travaux divers ; il a occupé 288 hommes, les bons de travail qu'il a payés représentent 11.790 heures pour 3.285 francs. Le travail soldé aux individus employés d'une manière un peu suivie, et qui est, en fait, le seul qui ait une véritable valeur, a représenté 8042 journées payées 17.442 francs. « Dans ce dernier chiffre, dit le rapport, n'est point compris ce qu'ont gagné nos hommes quand ils ont été appelés à travailler au domicile des clients (chose fréquente), parce qu'alors ils ont été réglés directement. C'est cependant notre bureau qui leur a valu ce gain, de même que, dans nombre d'autres cas notre directeur a procuré des places permanentes à des individus sans travail auprès de personnes qui s'étaient adressées à lui pour avoir un employé. On nous demande de plus en plus ce genre de service, sans doute parce que M. Wyler Reutsch est

mieux à même de juger des aptitudes des postulants que ne le seraient les bureaux de placement. »

C. — *Placement par bureaux publics.* — Enfin, en 1895, le conseil cantonal de Genève a créé une Bourse du Travail sur le modèle des nôtres, qui doit servir de bureau de placement à l'usage des patrons et des ouvriers.

A cette occasion, nous trouvons :

a. — Une loi du 19 octobre 1875 par laquelle un crédit de 10,000 francs est ouvert pour faciliter aux ouvriers l'organisation d'une Bourse du Travail.

b. — Un règlement organique de la Bourse du Travail, fait par la commission centrale des *Gewerberichter* dans sa séance du 20 avril 1896 et dont l'art. 1 indique le but de cette institution.

Article 1^{er}. — La Bourse du Travail a pour but de favoriser aux travailleurs l'occasion de se rassembler dans un local pour y discuter leurs intérêts communs et leur faciliter la recherche du travail.

Les articles 2 à 5 traitent des conditions exigées des membres du comité et des devoirs qui leur sont imposés.

Voici maintenant un extrait du règlement fait par le conseil d'administration :

CHAPITRE II. — *But.*

Art. 2. — La Chambre du Travail a pour but principal d'établir une relation aussi rapide que possible entre la demande et l'offre de travail, de fournir aux ouvriers les moyens de se réunir dans un local pour la discussion de leurs intérêts généraux, d'établir des statistiques mon-

trant s'il y a disproportion d'un côté ou de l'autre, d'entreprendre et de mener à bien toutes les recherches nécessaires pour pouvoir indiquer aux ouvriers et employés des deux sexes quels sont les débouchés qui peuvent s'offrir à leur activité, tant en Suisse que dans d'autres pays.

Art. 4. — Elle devra donner les renseignements sur... les contrats de louage de service.

Art. 5. — Les renseignements fournis par les fonctionnaires de la Chambre du Travail sur les offres et demandes d'emplois seront gratuits ; aucune rétribution ne pourra être exigée.

Enfin nous croyons bien faire en donnant un extrait du règlement organique adopté par la commission centrale des Prud'hommes dans sa séance du 20 avril 1896.

Art. 2. — La Chambre du Travail est administrée par un comité de 11 membres de nationalité suisse et domiciliés dans le canton de Genève, dont 7 au moins doivent être genevois.

Ce comité est élu par les juges ouvriers des onze groupes de Prud'hommes à raison de 1 par groupe (Loi du 19 octobre 1895, art. 2). Il se constitue lui-même, élabore les règlements intérieurs nécessaires à la mise en fonction de l'institution et les soumet à l'approbation du conseil d'Etat.

La Chambre du Travail a pour toutes ressources les 7000 francs accordés par l'Etat. Le département fédéral des postes lui a accordé la franchise pour les correspondances du bureau de placement seulement.

Ce bureau n'avait que 2 employés : le secrétaire et le

concierge qui fait les courses. On a dû adjoindre en 1898 un commis pour les écritures.

Le secrétaire s'efforce de sortir du rôle de simple enregistreur des offres et des demandes. Il distingue de son mieux les bons et les mauvais parmi les employeurs aussi bien que parmi les employés et conseille en termes courtois aux uns et aux autres de se faire des concessions pour leur plus grand bien à tous.

Le rapport de la Chambre du Travail donne, du 1^{er} août 1896 au 30 juin 1898, en 11 mois : 1.785 offres, 4,821 demandes, 748 placements.

La statistique suivante du 1^{er} juillet 1897 au 30 novembre 1898, en 17 mois, nous a été obligeamment procurée par M. Horace Micheli.

Elle indique : offres : 4.803.

Demandes : 7.305.

Placements : 2.034.

Pour 1898, le minimum de placements par mois est de 106 en février ; le maximum de 139 en juin et octobre.

TITRE III. — Traits caractéristiques des institutions de placement en Suisse.

Par le rapide exposé que nous venons de faire, on peut juger de l'importance que présente en Suisse la question du placement.

L'étude de ces institutions a attiré l'attention des travailleurs et des patrons, des hommes politiques comme des publicistes, et, à l'heure actuelle, si l'organisation

présente soulève quelques critiques, des études sont faites, des propositions nouvelles sont présentées dans le but d'améliorer ces institutions et d'activer l'organisation raisonnée et scientifique du placement.

Pour s'en rendre compte, il nous suffira, croyons-nous, de présenter les observations émanées de la Suisse, mais de deux côtés différents, car elles sont formulées, par un publiciste suisse et par une corporation suisse.

M. Horace Micheli, correspondant du Musée Social à Berne, formule ainsi les reproches adressés aux différents modes de placement pratiqués en Suisse et indique les efforts que l'on a fait pour y remédier.

Un certain nombre de bureaux privés donnent lieu en Suisse aux mêmes réclamations qu'en France ; on leur reproche d'exploiter les sans travail. Ceci est vrai de plusieurs agences, mais non de toutes et l'on aurait tort de généraliser.

Un grief plus sérieux, paraît-il, serait la traite des blanches, souvent pratiquée par des offices clandestins. La plupart ont leur siège à l'étranger, beaucoup en Hongrie, et n'entretiennent en Suisse qu'un agent chargé d'attirer les jeunes filles par de fallacieuses promesses. La police et les sociétés de protection des jeunes filles font tout leur possible pour découvrir ces bureaux et neutraliser leur action en prévenant le public de leurs agissements malhonnêtes. C'est pourquoi l'art. 6 du règlement intercantonal pour la protection des jeunes filles en Autriche-Hongrie dispose que « les adresses des bureaux recommandés seront rappelées périodiquement dans les feuilles officielles des cantons du concordat et communi-

quées à la presse ». Nous trouvons ici quelque chose d'analogue à ce que nous avons vu en Angleterre.

Les bureaux de placement des sociétés philanthropiques et religieuses ne donnent lieu à aucune plainte ; mais leur action est assez limitée, et, à part quelques cas exceptionnels, ne s'étend guère au placement dans l'industrie.

Les bureaux qui fonctionnent le mieux pour le placement dans l'industrie sont ceux des syndicats professionnels. Au courant du travail, ils sont plus à même que n'importe quel placeur d'apprécier les capacités professionnelles de l'ouvrier et de lui trouver un travail approprié à ses goûts et à ses forces. Il est évident que ces bureaux ont une très grande utilité, mais ils ne sont pas exempts d'inconvénients : une grande rivalité existe entre les offices patronaux et les bureaux ou vriers ; souvent ces deux sortes d'agences existent dans la même ville pour la même profession et se font une concurrence acharnée ; des discussions s'élèvent, souvent même des rixes ont lieu.

Les Chambres du Travail de Zurich et de Genève sont de création trop récente pour que l'on puisse apprécier les résultats qu'elles ont donnés jusqu'à présent.

Quant aux bureaux municipaux, nous les avons étudiés d'une façon toute particulière et l'on a pu voir combien d'une ville à l'autre les résultats varient. Les uns augmentent chaque année, les autres restent stationnaires ; le bureau de Saint-Gall a même été forcé de se dissoudre. Cela tient à des causes multiples : d'abord à la concurrence plus ou moins sérieuse faite aux bureaux munici-

paux par les offices des sociétés philanthropiques et autres, ensuite à la capacité des gérants et des commissions directrices. S'ils sont administrés d'une manière impartiale, ils peuvent être fort utiles à la fois aux employeurs et aux employés ; mais si la politique s'en empare, si le bureau au lieu d'être un intermédiaire de placement, au lieu de se borner à mettre en rapport l'offre et la demande de travail devient un élément de lutte sociale, il ne manque pas de dégénérer et soulève aussitôt des réclamations méritées.

Ceci est vrai de tous les bureaux de placement quels qu'ils soient :

« A notre avis, conclut M. Micheli, ce qui vaudrait le mieux, ce serait la création de bureaux mixtes organisés à la fois par les syndicats patronaux et par les syndicats ouvriers ».

D'autre part, le rapport dont nous avons parlé plus haut (1), déclare que d'après l'enquête qui a été faite à ce moment-là, le meilleur moyen de diminuer le chômage est une organisation active du placement, et il conclut en demandant dans ce but au gouvernement fédéral de donner aux bureaux de chômage les pouvoirs nécessaires et de prendre à sa charge le quart des frais que nécessitera le fonctionnement de ce service.

Après des données statistiques intéressantes sur le nombre des *sans travail* pendant l'hiver dans les grandes villes (Vienne, Londres, Berlin, Zurich, etc.) et un examen de l'installation et des résultats des bureaux de pla-

1. Voir page 321.

cement municipaux en Suisse, nous trouvons en effet, à la page 18, cette conclusion : « Le placement doit être le premier et principal but de tous les efforts pour la diminution du chômage. Une réforme, qui oublierait ou même négligerait seulement ce but, ne peut avoir d'importance. L'institution de caisses de secours et d'assurance ne doit venir qu'à un rang secondaire. »

Le rapport examine ensuite spécialement cette question posée à la *Kaufmännische Gesellschaft Zürich* par l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie « si, et éventuellement de quelle façon, une intervention du Conseil fédéral dans les institutions des bureaux de placement publics et pour la protection contre les suites du chômage serait possible et juste ? »

« La solution de ce problème doit être cherchée sur une base aussi large que possible. Des bureaux de placement installés dans quelques centres commerçants seulement ne peuvent lutter efficacement contre le chômage. Une organisation pour le pays tout entier et qui émane du pouvoir central, avec, en second lieu, des dispositions subsidiaires basées sur le point de vue territorial, peut seule être de quelque secours.

« Le concours du Conseil Fédéral doit consister en ce que :

1° Par une disposition et une loi, il donne aux bureaux de chômage la possibilité d'avoir une organisation intelligente et pratique, et une statistique fondée des ouvriers sans travail ; que l'exécution de détail soit au contraire laissée à l'initiative des associations, communes, districts ou cantons ;

2° Par des secours proportionnels, il subviennne aux frais de l'assurance contre le chômage et le placement ;

3° Il crée un office central pour le contrôle.

« Quant aux relations, non pas seulement dans les diverses unions de métiers, mais aussi de ville à ville, il ne serait pas prudent de les régler par une loi fédérale, pas plus d'ailleurs que l'organisation détaillée des bureaux de chômage. Il est bien préférable de laisser ce soin aux parties intéressées : unions de métiers intercantionales, centres industriels ou commerciaux, villes avec leur banlieue et districts entiers aussi bien que tout petits cantons.

« Le gouvernement fédéral ne doit poser que la base constitutionnelle afin que les bureaux de chômage ne soient pas entravés dans leur action.

« Maintenant, en ce qui concerne exclusivement le placement, les unions corporatives sont sans aucun doute les organes les plus propres à cette mission ; aux endroits où il n'en existe pas encore, il s'en créera d'ici peu sous la pression exercée par le gouvernement et avec la perspective qu'elles recevront de lui une protection efficace.

« C'est ce que feraient par exemple, chacun dans leur branche, les patrons et ouvriers des industries suivantes : machines, soieries, broderie, horlogerie, confection, etc., dans toute la Suisse, afin de combattre le chômage.

« Les règlements de Berne, Bâle, St-Gall, etc., pourraient, moyennant quelques changements, être pris comme fondement des statuts.

« Pour les associations qui sont impropres à une telle

organisation intercantonale et surtout comme organisation générale subsidiaire, on créerait des organisations territoriales, analogues à celles de Berne, Bâle, Saint-Gall, etc.

« Outre la différence d'organisation, dont nous avons déjà parlé pour les différentes branches et les différentes contrées, une telle organisation décentralisée a encore cet avantage que les petits cercles qui ont un gros intérêt dans la question, travaillent avec le plus grand soin et font dans leur rayon une meilleure installation que s'ils étaient soumis à une organisation toute pareille et bureaucratique.

« Il va de soi, qu'il faudrait prendre soin que des communications régulières par correspondance soient établies entre les différents bureaux, afin que les ouvriers qui, dans une association ou dans un endroit, ne trouvent aucun travail, puissent se procurer une occupation d'une autre façon ou dans un autre lieu.

« Une des choses les plus essentielles en prévision de la réforme sociale est la statistique du travail. Pour cela, les bureaux de chômage (*Arbeitslosenbureaux*) sont encore tout indiqués. Le gouvernement fédéral devrait leur attribuer le droit d'exiger des patrons dont les établissements sont situés dans leur rayon les renseignements nécessaires. Dans le cas qui nous occupe, par exemple, ce serait la communication bi-mensuelle de l'état numérique de leurs ouvriers. Cette exigence semble difficile à l'égard de tous les patrons, mais elle est du moins possible pour ceux qui sont soumis à la loi sur les

Fabriques fédérales du 23 mars 1877 et aux entrepreneurs de terrassement et du bâtiment.

« Par la réunion de ces documents, on serait en mesure au bout de quelques années de savoir fort exactement quelles branches en général à certains moments seulement, et encore dans quels lieux, souffrent d'un encombrement de travailleurs.

« Avec cette statistique, on pourrait étudier le remède à apporter au mal, par exemple, s'il faut empêcher l'entrée des jeunes gens dans certains métiers, s'il faut écarter le torrent des ouvriers étrangers; s'il faut au contraire diriger les forces disponibles vers une autre branche qui manque de bras. Cette statistique peut encore être utile à autre chose et peu à peu acquérir une très bienfaisante importance. Par exemple, afin de pouvoir faire un placement réellement effectif, il est nécessaire que les bureaux de chômage soient mis à temps au courant des congés. Les patrons devraient être obligés d'informer les bureaux, à ce désignés, le jour même du renvoi : à part des circonstances anormales, un délai de quinze jours devrait être suffisant dans la plupart des métiers pour que l'ouvrier congédié trouve une nouvelle place.

« Pour le contrôle, il serait très important de rendre obligatoires des livres de travail dans lesquels, en plus de l'état civil des ouvriers, on mentionnerait l'entrée et la sortie pour chaque emploi, conduite, chômage, renseignements sur l'assurance contre le chômage, les accidents, la maladie, etc. Outre qu'ils facilitent le contrôle des bureaux, ces livres de travail auraient naturellement une importance qui n'est pas à négliger comme recommanda-

tion de l'ouvrier vis-à-vis du patron ; il y aurait peut-être là un moyen de relever l'état moral de la classe ouvrière. »

En résumé, si nous voulons indiquer l'évolution des institutions de placement en Suisse, nous croyons pouvoir dire qu'elle tend aux résultats suivants :

1° Elle tend à assurer une organisation active et raisonnée du placement :

2° Elle préconise le placement gratuit organisé par l'initiative privée, mais subventionné par l'Etat ou la commune ;

3° Elle repose sur l'organisation professionnelle des travailleurs ;

4° Elle considère comme nécessaires les unions entre corporations et les communications entre les divers organes de placement afin d'assurer, par des statistiques scientifiquement établies d'après des méthodes uniformes, la connaissance exacte du marché du travail dans tous les pays et par suite des professions à encourager pour satisfaire tous les besoins économiques.

CHAPITRE VII

Le placement aux Etats-Unis (1).

Nous retrouvons, aux Etats-Unis, les deux grandes espèces de placement : le placement gratuit et le placement payant.

TITRE I. — Placement gratuit.

Le placement gratuit est fait par voie de placement direct, par œuvre charitable ou par les soins de l'Etat.

SECTION I. — *Placement personnel ou direct.*

Aux Etats-Unis comme partout ailleurs, le placement se fait souvent par relations, par embauchage direct, surtout à la suite d'une publicité dans les journaux. Tous les grands journaux des Etats-Unis contiennent des pages nombreuses remplies d'annonces; c'est assurément un des principaux moyens de placement employés dans ce pays.

1. D'après les documents officiels et le rapport de M. William Willoughby, *statistician expert of the department of Labour*, correspondant du *Musée social*, à Washington.

SECTION II. — *Placement charitable.*

Un grand nombre de sociétés de bienfaisance s'occupent accidentellement de placement, bien qu'elles aient surtout pour but l'assistance des malheureux (secours en nature, etc).

Mais nous pouvons citer « l'Association de New York » pour l'amélioration de la condition des pauvres, dont un des buts est de faire du placement le principe fondamental de tout secours. Cette société a fondé en 1895 une sorte de bureau gratuit qui ne *fait* pas le placement, mais le *facilite*.

SECTION III. — *Placement par bureaux publics.*

Signalons pour mémoire seulement un certain nombre de bureaux créés par les villes pendant la grande crise industrielle de 1893, la plupart n'étaient que temporaires et ont disparu rapidement.

Mais il y a lieu d'étudier plus longuement les bureaux de placement créés par les Etats, *state labour bureaux*.

C'est l'Etat d'Ohio qui prit l'initiative en 1890.

D'après Monsieur Willoughby, c'est l'exemple de nos bureaux municipaux français qui a inspiré cette création (1). Au moment de l'exposition de 1889, une

1. Nous croyons qu'il y a là une confusion ; ce ne sont pas les bureaux municipaux qu'on a voulu imiter aux Etats-Unis, c'est la Bourse du Travail qui avait captivé particulièrement l'attention des ouvriers délégués pour étudier les institutions ouvrières de l'Ancien Monde.

lique de journaux envoya une délégation des plus savants parmi les hommes quis'occupent des questions industrielles afin d'étudier l'organisation de l'Ancien Monde.

M. Lewis, qui devint plus tard le chef du Bureau de statistique du Travail de l'Etat d'Ohio, faisait partie de cette mission. A son retour, il appela l'attention de ses compatriotes sur cette institution française qui lui avait paru avantageuse, et le Congrès municipal du Travail à Cincinnati, composé de toutes les Trade Unions et Labour Unions de la ville, fut encouragé à examiner et à presser la création de bureaux analogues aux nôtres.

a. — *Création des bureaux publics.* — Les actes du 28 avril 1890 et du 24 mars 1891 règlent la matière.

Le commissaire de la statistique du travail doit fonder dans toutes les villes de l'Etat d'Ohio un bureau de placement public et gratuit; il en choisira le gérant qu'il pourra révoquer pour motifs plausibles. Toute rémunération directe ou indirecte est expressement interdite.

Un tableau très apparent placé sur le local choisi portera les mots : Bureau de placement public et gratuit.

Les gérants feront chaque jeudi une liste détaillée des offres et demandes d'emplois qu'ils enverront au commissaire; celui-ci dressera un état général qu'il renverra aux gérants le lundi suivant.

Les gérants doivent communiquer au commissaire tous les renseignements statistiques qu'il leur demande.

Tout manquement aux règles ci-dessus entraîne une peine maxima de 50 dollars ou 30 jours de prison.

En 1896, dans l'Ohio, il y avait depuis 1890 cinq bu-

reaux publics de placement établis à Cincinnati, Cleveland, Columbus, Toledo et Dayton.

Au 1^{er} Janvier 1894, depuis leur ouverture, ces bureaux avaient obtenu les résultats suivants :

demandes d'emplois : 108.310.

demandes de secours : 80.793.

placements effectués : 51.553.

En 1892, sur 26.854 demandes, il y avait eu 13.201 placements.

en 1893, sur 65.688 — 23.093.

— 1894, — 9.766.

— 1895, sur 27.958 — 11.725.

A plusieurs années d'intervalle, cet exemple a été suivi par les Etats de Montana, de New-York et de Nebraska.

Les statuts de 1895 concernant les bureaux de placement publics et gratuits de l'Etat de Montana, la loi du 28 mai 1896 de l'Etat de New-York, et l'Act du 13 avril 1897 dans le Nebraska sur le même sujet ordonnent la création de ces offices et règlent leur fonctionnement d'une façon analogue à ce qui se passe dans l'Ohio.

D'après le rapport de 1896, il n'y avait dans le Montana qu'un seul bureau de ce genre, au siège du commissaire.

Outre ces quatre Etats qui ont, par une législation spéciale, ordonné la création de ces bureaux gratuits, il faut en citer trois autres dans lesquels les commissaires du

1. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1895-1896-1897.

Travail se sont cru autorisés, aux termes généraux des *acts* qui les régissent, à créer des offices analogues à ceux décrits plus haut : ce sont le Missouri, la Californie et le Maryland (1).

b. — Fonctionnement des bureaux publics. — Le fonctionnement de ces bureaux est très simple. Il y a 2 registres : l'un pour les employeurs, l'autre pour les employés. L'inscription de ces derniers est valable pour 30 jours et périmée au bout de ce temps. Mais elle peut être renouvelée tous les trente jours jusqu'à ce qu'une place ait été procurée.

Quand un patron se présente au bureau, on lui donne plusieurs adresses de personnes inscrites sur le registre et dont la demande correspond à l'offre. Les parties se mettent alors en rapport directement et n'ont d'autres frais à supporter que le port des lettres.

c. — Résultats obtenus par les bureaux publics. —

La plupart de ces bureaux sont encore si récents que l'on ne peut guère juger de leurs résultats.

L'Etat d'Ohio l'emporte de beaucoup sur les autres, et ceci pour deux raisons : d'abord, il est le premier qui ait créé cette institution, ensuite cinq villes en possèdent, tandis que, dans les autres Etats, cette organisation n'existe que dans une seule cité.

Voici les résultats des trois dernières statistiques :

1. Le bureau de Californie date du 15 juillet 1895; celui du Missouri n'a été organisé qu'en octobre 1897. Le bureau de New-York fonctionne depuis octobre 1893.

Villes	Années	HOMMES		FEMMES	
		inscrits	placés	inscrites	placées
Cincinnati.	1894	2.778	267	3.162	1.144
»	1895	2.442	319	2.774	1.592
»	1896	1.821	237	2.181	1.233
Cleveland.	1894	2.942	273	3.517	1.846
»	1895	1.980	444	2.732	2.009
»	1896	1.290	323	3.479	2.691
Columbus.	1894	2.672	456	2.226	1.343
»	1895	2.887	499	2.187	1.590
»	1896	3.422	585	2.476	1.928
Toledo.	1894	2.472	367	1.950	1.359
»	1895	3.167	517	1.649	1.236
»	1896	2.557	836	1.937	1.616
Dayton.	1894	3.657	777	3.657	1.934
»	1895	3.689	868	3.689	2.621
»	1896	3.578	800	4.957	2.696
Totaux	1894	14.521	2.140	14.616	7.620
par	1895	14.169	2.677	13.793	9.048
année.	1896	12.668	2.781	15.030	10.164

On remarquera que le nombre des inscriptions et des placements pour la partie masculine de la clientèle de ces bureaux a diminué tandis qu'il a augmenté pour la partie féminine. En somme, la proportion des placements par rapport aux inscriptions est satisfaisante.

Le bureau de New-York a publié en janvier 1897 la statistique des opérations depuis octobre 1896 ; elle indiquait 6.458 hommes inscrits et 218 placés, 1.582 femmes inscrites et 265 placées. Le petit nombre des placements

opérés, dit le directeur dans son rapport, provient de ce que l'installation du bureau est toute récente ; il faut un certain temps pour entrer en relations avec les patrons et gagner leur confiance. De plus, la population dans une grande ville comme New-York est instable et flottante, les cinq sixièmes de la clientèle du bureau étaient restés trois ou quatre ans sans ouvrage fixe. Il est bien difficile de procurer une place à cette classe d'individus souvent peu recommandable.

Le bureau de Californie, pendant la première année de son existence, a enregistré : 14.251 hommes inscrits et 3.314 placés, 4.669 femmes inscrites et 2.531 placées. Pour aider la Commission du travail à continuer et à développer cette branche de ses occupations, les manufacturiers importants ont fait une souscription de 1.000 dollars.

Dans le Missouri, le mouvement du bureau, pendant les premiers mois du fonctionnement, fut le suivant (1) :

	Demandes d'emplois	Offres d'emplois	Placements opérés
Hommes	1.511	521	283
Femmes	237	266	223

Le rapporteur exprime son ferme espoir que le bureau rendra dans l'avenir de grands services.

d. Quelle doit-être l'attitude de ces bureaux en cas de grève ?

Le rapport du bureau de l'Ohio pour 1896 a répondu à cette question : « Les bureaux de placement, dit la Com-

1. 19^e rapport du *Labor Bureau* du Missouri pour 1897.

mission du Travail, ne devraient pas être autorisés à fournir aide et assistance au cas d'une discussion à propos du travail ou d'un conflit quelconque, et je recommande fortement au ministère de réglementer ce sujet. Actuellement; il n'y a aucun guide en cette matière si ce n'est la manière de voir personnelle et les sentiments d'équité du directeur. L'Etat de l'Ohio ne devrait certes pas prendre parti dans des troubles de cette espèce. L'Etat établit ces bureaux à la demande des *Labor unions* et dans l'intérêt général des travailleurs; les bureaux ne devraient pas pouvoir contribuer à leur faire du tort ».

Aucun trouble ne s'est encore élevé aux Etats-Unis par rapport à cette question. Le danger néanmoins est toujours présent et il est probable que, s'il arrivait une grève, tous les Etats prendraient des dispositions analogues à celles conseillées par le rapporteur du Missouri.

TITRE II. — Placement payant.

Le placement payant est pratiqué par des bureaux privés, *private employment offices*, appelés aussi parfois *intelligence agencies* qui ont pour but dominant la réalisation de bénéfices.

La profession de placeur est très fructueuse aux Etats-Unis, mais cet argent n'est pas toujours honnêtement gagné; car on adresse à ces intermédiaires les mêmes reproches qu'aux placeurs français, notamment l'exploit-

tation des ouvriers ou employés sans ouvrage par fausses annonces, fausses adresses, etc.

En 1892, « d'après les renseignements qui ont été fournis à ce sujet à M. le Ministre de la République Française à Washington par M. Carroll Wright, commissaire du Bureau du Travail aux Etats-Unis, il était impossible d'apprécier d'une façon précise les développements pris par les bureaux de placement aux Etats-Unis, cette question étant entièrement abandonnée à l'initiative privée et sans aucun contrôle administratif (1) ».

Mais, depuis, les bureaux officiels se sont livrés à des enquêtes multiples sur les agences privées et les ont toujours condamnées comme une institution nuisible.

Le rapporteur du *Labor Bureau* du Missouri, en 1897, s'exprimait ainsi : « Toutes les agences de placement ne doivent pas être considérées comme frauduleuses, mais dans toutes les enquêtes faites par notre bureau dans Saint-Louis seul, on en a trouvé une grande majorité qui l'emportaient sur les pires tripots et les maisons de jeu de la ville. Mais ce système de vol est si habilement dissimulé qu'il est presque impossible de les condamner avec la législation actuelle.

En 1896, la *Commission of Labor* du Maryland terminait ainsi son enquête spéciale : « Si les agences sérieuses peuvent faire du bien, il est certain que les autres suffisent à justifier l'opinion que ces institutions en général sont une menace perpétuelle pour ceux qui sont obligés d'y avoir recours pour trouver une situation ».

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 729.

Ces offices privés sont donc considérés comme entraînant plus de maux qu'ils ne rendent de services et, pour réprimer les abus qui ont été signalés ainsi, la plupart des Etats ont fait une législation spéciale concernant les bureaux privés (1).

Onze Etats ont pris des dispositions plus ou moins importantes.

Les uns, comme le New Jersey et Rhode Island, autorisent simplement les villes de leur ressort à imposer à tout gérant d'un bureau de placement privé l'obtention préalable d'une licence de l'autorité municipale, moyennant un certain droit.

Le Missouri, en 1889, et les Massachusetts, en 1894, ont interdit aux placeurs de retenir quoi que ce soit (argent ou objet) d'une personne qu'ils n'ont point placée.

La loi de 1894 des Massachusetts oblige le placeur à restituer les cinq sixièmes du droit perçu si la personne placée a été forcée de quitter son emploi avant le dixième jour à compter de son entrée en place pour un motif qui ne peut lui être reproché (180, section 2).

Les titulaires des bureaux doivent afficher dans leurs locaux trois copies de cette loi (section 3).

La section 4 punit d'une amende 25 à 50 dollars chaque contravention à la présente loi.

En Louisiane, toute personne qui désire ouvrir une agence de placement doit obtenir une licence et fournir une caution suffisante.

1. Recueil publié par la Commission du Travail. *Labor Laws of the United States* (2^e édit.), Washington, 1893.

Dans les Etats du Maine et de Montana, des dispositions similaires ont été prises.

L'Etat du Colorado a fait aussi une loi pour la réglementation des bureaux de placement, supprimant tous les autres règlements sur la matière. Des règles sévères sont édictées tant pour exiger des titulaires des garanties sérieuses de capacité et de moralité avant la concession que pour assurer ensuite un bon fonctionnement du bureau. La somme à payer lors de l'autorisation est de 100 dollars; la caution exigée s'élève à 2.000 dollars.

En Pensylvanie, la licence est délivrée moyennant 50 dollars. La délivrance d'une fausse indication par le gérant d'une agence est considérée comme un délit et punie comme tel.

L'Etat de New-York a édicté des règles analogues.

En résumé, les points visés dans la législation spéciale concernant les bureaux privés se rapportent à 4 principaux :

1^o La nécessité d'une autorisation (licences octroyées par les autorités municipales; en cas de contravention, ces licences sont retirées aux pétitionnaires) (1);

2^o Défense de percevoir un droit avant d'avoir procuré un emploi.

3^o Obligation de fournir une caution répondant des fraudes qui pourraient être commises;

4^o Assimilation des fraudes à un délit et leur punition comme telles (Les directeurs de ces bureaux sont poursui-

1. Office du Travail. *Le placement*, p. 729.

vis, conformément aux lois ordinaires, devant les tribunaux locaux) (1).

TITRE III. — Traits caractéristiques des institutions de placement aux Etats-Unis.

Nous avons indiqué les reproches qui étaient formulés contre les agences privées et les mesures de précaution prises à leur égard : il ressort de notre étude que les bureaux ou agences privés ne peuvent résoudre le problème du chômage aux Etats-Unis, et que même, dans certains cas, ils le compliquent.

Quant aux bureaux gratuits, organisés par les soins de l'Etat, des corporations ou de sociétés de bienfaisance, nous avons constaté qu'ils avaient pris définitivement racine et qu'ils croîtront en nombre et en importance.

Les résultats acquis, eu égard à la date récente à laquelle ces bureaux ont été créés, sont très satisfaisants et donnent de grandes espérances, dit M. Willoughby. Mais il est important qu'ils soient dirigés avec le plus grand tact et ne deviennent pas routiniers. Il leur faut écarter avec soin les incapables, car, bien qu'institués dans l'intérêt des travailleurs et inspirés par le désir de venir en aide à la classe ouvrière, ils doivent donner satisfaction aux patrons qui offrent du travail. De la confiance des employeurs dépend en effet le succès du bureau. Le gérant ne doit donc recommander les ouvriers qu'à bon escient, et lorsqu'il a toute raison de croire

1. *Eod. loco.*

qu'ils pourront remplir la place à la satisfaction de celui qui l'offre.

Le correspondant du Musée Social termine son rapport en insistant sur la nécessité de faire communiquer entre eux les différents bureaux de chaque Etat, et, lorsqu'il n'y en a qu'un, il est indispensable de lui créer des succursales dans les différents centres industriels. « Le manque d'emplois est souvent *géographique*. Le travail d'un certain genre peut être surabondant dans une ville et faire défaut dans une autre. Un bureau de placement, pour réaliser toute son utilité, doit donc se mettre au courant des conditions du travail dans tout l'Etat, afin de pouvoir égaliser les offres et les demandes d'emplois ».

TROISIÈME PARTIE

COMPARAISON DES INSTITUTIONS DE PLACEMENT FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES ET RÉFORMES PROPOSÉES.

Nous allons comparer les institutions de placement françaises et étrangères dans un titre I ; puis nous examinerons les réformes qui ont été proposées ou que l'on peut espérer voir aboutir en France.

TITRE I. — Comparaison des institutions françaises et étrangères

De l'étude des institutions étrangères que nous venons de faire longuement, nous pouvons conclure que l'ensemble de ces institutions présente les caractères suivants :

1° Dans tous les pays, nous constatons une très grande expansion des institutions de placement.

Nous avons signalé ce phénomène en Allemagne, mais nous pouvons le constater en Suisse, en Belgique, en Autriche-Hongrie, dans tous les pays enfin où l'industrie a quelque activité. Partout se créent des institutions ayant pour but de diminuer le chômage et d'éviter la déperdition des forces vives de la nation.

Est-ce un intérêt purement économique qui motive cet-

te expansion générale des institutions de placement, qui pousse tous les gouvernements, tous les pays à s'occuper du placement et à créer des institutions qui s'en occupent?

Nous ne le croyons pas; ce motif n'est pas le seul: il est appuyé par une compréhension de la nature du travail plus conforme à la science sociale.

« *Au sens purement économique*, le travail est une marchandise, rien de plus; comme toute autre marchandise, il est envoyé sur le marché pour être acheté et vendu à sa valeur échangeable. Mais, *dans le sens sociologique, moral et religieux*, le travail représente, selon l'expression de Taylor, les énergies accumulées de créatures vivantes et sentantes, entre lesquelles il y a une solidarité nécessaire (1). De plus, ces énergies vivantes font elles-mêmes partie d'un organisme plus vaste, en dehors duquel elles ne sauraient vivre, et qui est la société entière, avec sa solidarité enveloppant tous ses membres, dans le passé, dans le présent, dans l'avenir (2) ».

C'est donc une idée de solidarité et de justice sociale

1. « Si l'on tient à ce que le travail soit une marchandise, c'est en tout cas une marchandise *sui generis*, ne ressemblant à aucune autre et ayant ses lois toutes spéciales. Avec elle, en effet, la personnalité humaine tout entière est en jeu; derrière la main-d'œuvre, il y a l'homme. C'est là précisément ce qui complique tant les problèmes relatifs à l'organisation du travail. Les réduire à leur côté purement économique et matériel, c'est les abaisser et les mutiler; ils ont un côté humain et social qui en fait la beauté, mais aussi la difficulté et le péril ». (Alfred Fouillée. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1899. *L'idée de justice sociale*, p. 50).

2. Alfred Fouillée. *Eodem loco*, p. 49.

qui pousse tous les hommes à s'inquiéter les uns des autres, à rechercher les moyens de procurer du travail à ceux qui n'en ont pas, à créer des institutions de placement.

C'est à la sociologie en effet qu'appartient la tâche d'embrasser la totalité des rapports sociaux, d'en déterminer les lois et l'évolution possible. Vainement M. Enrico Ferri a-t-il prononcé cette étrange parole : « La sociologie sera socialiste ou ne sera pas » ; c'est au contraire le socialisme, c'est aussi l'économisme qui sera sociologique ou ne sera pas. Auguste Comte rendit à la société entière un service inappréciable en fondant sur des bases scientifiques, comme une science nouvelle et complémentaire de toutes les autres, la science même de la société. La sociologie, disait-il, « tout ensemble rectifiera l'économie politique et disciplinera le socialisme ». La politique sera une application des lois sociologiques. Ce sont toutes ces doctrines, trop longtemps négligées, qui s'efforcent aujourd'hui de se formuler et de se réaliser en France, de manière à introduire progressivement dans les rapports des hommes la raison et la justice. « Qu'on l'appelle science sociale ou autrement, a dit Dupont-White, qu'on lui conteste même le nom de science, toujours est-il que *« la charité dans les lois »* est une donnée qui, de nos jours, doit faire école, et qu'il y a là « un cas de conscience publique ». Au lieu de la charité, disons : la justice dans les lois, la justice complète, telle qu'elle résulte de la solidarité qui lie tous les individus et en fait une société. Plus récemment, c'est dans le même sens et avec la même raison qu'un esprit généreux déclarait au Parle-

ment français qu'il faut mettre dans les lois humaines « plus de fraternité et, pour tout dire d'un mot, plus de bonté » ; mais, ajouterons-nous, c'est à la condition de comprendre que l'objet même de la fraternité, quand elle s'exerce par la loi, ne doit être encore que la pure justice. Plus la civilisation se développe, plus les contrastes s'accroissent, plus les frottements augmentent, plus les relations des personnes se compliquent, plus les réciprocités se manifestent, plus il est nécessaire que l'Etat, pour faire régner le droit, règle les rapports sociaux et intervienne comme tiers arbitre. L'interventionnisme qui s'impose à toutes les nations et qui a toujours semblé juste à la nation française, sous la condition de n'avoir lui-même pour but que la justice, n'est ni l'économisme individualiste, ni le collectivisme socialiste ; et le nouveau progrès des doctrines, qui s'annonce de nos jours, consistera à bien marquer la différence (1).

Quelle est la situation de la France à ce point de vue ?

Nous savons que le placement payant y est organisé d'une manière générale, mais c'est la seule institution qui fonctionne dans tout le pays avec les syndicats.

A Paris, on a créé des bureaux d'assistance par le travail, des bureaux municipaux ; mais ce sont des institutions réservées à Paris.

Il n'y a encore en France que 50 Bourses du Travail, et encore les Bourses du Travail comme les syndicats sont-elles entravées à tout instant.

Le mouvement d'expansion du placement, qui fait hon-

1. Alfred Fouillée, *Revue des Deux mondes*, 1^{er} mars 1899, p. 74.

neur aux idées d'humanité des pays voisins, surtout de l'Allemagne, n'est donc pas assez apparent en France ou du moins il est localisé à Paris.

2° Dans tous les pays, nous constatons en outre la volonté unanime d'organiser le placement, non plus comme un simple moyen de rapprocher employeurs et employés, mais aussi comme un procédé destiné à faire connaître les places vacantes et à organiser les forces du travail disponibles.

L'Allemagne nous donne sur ce point un enseignement précieux : la Suisse et la Belgique d'ailleurs, font aussi des efforts des plus sérieux pour organiser scientifiquement le placement.

Quelle est la situation de la France à ce second point de vue ?

Ici nous trouvons notre malheureux pays dans une situation encore plus inférieure qu'au premier point de vue. Aucun essai d'organisation scientifique n'a été tenté, aucun du moins n'est en vigueur. Le placement a été organisé et l'est encore d'une manière empirique sans aucune préoccupation scientifique.

3° Dans tous les pays, nous constatons ensuite la prédominance du principe de la gratuité dans toutes les institutions de placement nouvellement créées.

En Allemagne, le principe est le seul consacré et appliqué ; en Autriche-Hongrie, il est déjà en vigueur et, tout récemment encore, à Budapest, une nouvelle application vient d'en être faite. En Belgique, en Suisse, c'est aussi le placement gratuit qui bientôt sera seul pratiqué. En

Angleterre, la gratuité est plutôt l'accessoire du placement corporatif que le but principal.

Le placement payant est encore admis dans certains pays, mais dès qu'il acquiert une certaine importance par suite d'une augmentation dans l'activité des industries, il soulève des protestations si vives que la suppression ou tout au moins la réglementation sévère en est demandée.

C'est qu'en effet le placement salarié de l'ouvrier ne peut être une industrie licite, il ne peut faire l'objet d'un trafic ou d'un négoce. Le droit de travailler c'est le droit de vivre, et le droit de vivre ne peut être un produit exploitable et négociable. Par suite le placement de l'ouvrier doit être avant tout une œuvre d'assistance sociale gratuite.

En Angleterre, on a proposé de faire une catégorie spéciale de bureaux *recommandés* ; en Suisse, on a recommandé certains bureaux afin d'enrayer la traite des blanches, mais ce ne sont que des moyens termes qui peuvent atténuer le mal, mais non justifier l'existence d'une pareille industrie.

Si on examine l'état du placement payant dans les divers pays, on constate que l'évolution de ces institutions semble suivre les phases suivantes :

a. Dans les pays où il n'y a qu'une industrie locale sans vigueur, nous ne trouvons d'abord aucune institution de placement c'est ce que nous constatons en Espagne.

b. Puis quand l'industrie devient plus active, il se crée des offices de placement payants qui opèrent librement. C'est que nous voyons en Grèce, en Serbie, en Hollande, dans le Luxembourg.

c. Mais dès que l'industrie augmente d'importance, l'exploitation des bureaux de placement payants devient plus lourde et des réclamations se font entendre ; c'est la période où se trouve l'Italie.

d. Les réclamations deviennent si vives qu'elles nécessitent la réglementation des bureaux ; la surveillance ne suffit plus, il faut une réglementation, une autorisation. C'est ce qui s'est passé récemment dans le Danemark, en Suède et Norvège ; c'est la situation dans le Portugal, la Roumanie, la Russie.

e. Enfin on demande leur suppression au nom de l'humanité et des droits de l'ouvrier, soit directement par voie d'autorité, soit indirectement par la concurrence des institutions de placement ; c'est cette dernière forme qui est employée en Autriche-Hongrie où l'on espère d'un jour à l'autre l'extinction des bureaux payants par suite d'inanition ; il en est de même en somme, bien qu'on le dise moins ouvertement en Suisse et en Belgique.

Quelle est la situation de notre pays à ce point de vue ?

Le placement gratuit est organisé comme accessoire de l'association syndicale et de l'association mutuelle (art. 6, Loi du 21 mars 1884 et art. 1, § 2. Loi du 1^{er} avril 1898).

Il est encore organisé à Paris, soit sous la forme d'assistance par le travail, soit surtout sous la forme de bureaux municipaux qui presque tous s'appuient sur les bureaux de bienfaisance ; mais c'est là encore une organisation toute parisienne et rien n'a été fait pour faire participer la France aux avantages d'institutions aussi remarquables.

Quant au placement payant, nous pouvons juger aisé-

ment à quelle période de l'évolution se trouve la France : la suppression des bureaux est instamment demandée depuis 1882.

4° Dans tous les pays, le placement tend à devenir professionnel, et c'est là en effet le placement idéal ; car le placement par professions, corporatif, est le seul qui puisse tenir compte des ressources et des besoins, équilibrer les offres et les demandes, assortir le placement suivant les aptitudes de chacun, organiser scientifiquement le travail.

C'est le système qui fonctionne actuellement en Angleterre grâce aux *Trade Unions* (1) ; en Autriche-Hongrie, les corporations sont obligatoires ; en Suisse, un mouvement puissant se produit en faveur des syndicats obligatoires (2).

Nous marchons vers une organisation complète du travail, et par suite du placement, par les corporations professionnelles (3).

1. Nous avons vu que les domestiques eux-mêmes formaient des unions.

2. Raoul Jay. *L'organisation du travail par les Syndicats*, 1894.

3. Dans la première période de l'histoire, l'individu est entièrement absorbé en un groupe plus vaste, famille, tribu, société religieuse et politique. Toutes les traditions et mœurs le rendent absolument solidaire du passé, au moins « jusqu'à la cinquième génération. » A une seconde période de l'histoire, l'individu se détache et réclame son autonomie ; la société se pulvérise en quelque sorte comme nous en voyons un exemple dans la démocratie américaine, où cette pulvérisation a pour contrepois la concentration en monopoles. Une nouvelle période s'annonce qui rétablira une union plus étroite et une

Mais, dira-t-on, c'est le retour aux anciennes corporations. Sans doute, mais n'est-ce pas une évolution nécessaire? Est-ce que, dans un Etat civilisé, toute organisation ne doit pas être semblable à celle de l'Etat lui-même? Les corporations renaissent, mais, ce qu'il faut bien remarquer, c'est qu'elles ne renaissent pas avec leur organisation aristocratique, leurs privilèges insupportables, la tyrannie de patrons nés; elles ont désormais une constitution, le suffrage universel est le seul régulateur et, par conséquent, une organisation du travail scientifiquement accomplie par ces corporations ne peut que sauvegarder les intérêts des ouvriers en même temps qu'elle assure leur dignité et leur liberté.

Ainsi se réalise une forme supérieure du louage de travail, où l'individu ne stipule pas isolément en face d'un autre, mais où se trouvent en présence des associations représentant des intérêts collectifs.

Il est certain que le mouvement syndical grandira fatalement tous les jours par suite de cette évolution, mais, à l'heure actuelle, malgré la loi de 1884, les ouvriers syndiqués ont à lutter contre la plus grande mauvaise volonté des patrons et naturellement le nombre des placements opérés par les syndicats n'est pas aussi important qu'il devrait l'être.

5° Mais, à côté du placement professionnel, pour le solidarité plus profonde entre les individus. Cette période finale de l'évolution sera la synthèse des deux précédentes, de l'individualisme et de la subordination à la communauté. (Alfred Fouillée. *Revue des deux mondes*, 1^{er} mars 1899, p. 74 et 75).

compléter, il faut aussi qu'un service public de placement soit organisé.

L'Etat est un être moral qui a pour mission de développer les forces latentes de la nation, de provoquer l'éclosion de ses facultés, a dit Bluntschli (1).

A cet effet, il doit toujours être éclairé sur les vœux du personnel de l'industrie (2) ; il doit aussi essayer de faire cesser le chômage en facilitant le placement gratuit aux employés ou ouvriers et en créant des institutions de placement s'il y a lieu (3) ; il doit aussi, par de fréquentes communications, diriger les forces productives vers les métiers les plus productifs où la main-d'œuvre est la plus rare.

En Allemagne, ce problème est résolu aujourd'hui au moyen des bureaux municipaux, qui existent aussi en Suisse, tout au moins dans certains cantons ; en Autriche-Hongrie, à Buda-Pest, un bureau public vient d'être créé à l'occasion d'une crise ouvrière ; en Angleterre, quelques bureaux avaient été créés dans une même occa-

1. Bluntschli. *Théorie de l'état*. p 276.

2. Cauwès n° 837. III. p. 98 et 99.

3. Il est des choses en effet que les individus ne feront pas, leur fussent elles éminemment utiles, parce que chacun ne peut ni les faire à lui tout seul, ni contraindre les autres à les faire avec lui, chacun comptant sur les autres et les autres sur lui, personne ne bouge. L'intervention de l'Etat est donc justifiée, dans les cas où l'initiative privée et l'association libre se montrent radicalement impuissantes à assurer l'exercice des droits individuels, ou à accomplir une œuvre indispensable de justice sociale et d'intérêt social tout ensemble. Alfred Fouillée. *L'idée de justice sociale*. *Revue des Deux mondes*. 1^{er} mars 1899, p. 67.

sion, mais ils ont périclité depuis; aux Etats-Unis, des bureaux publics ont été créés aussi et ils ont remarquablement réussi.

Il est à remarquer que, dans la plupart des cas, l'Etat n'intervient pas directement dans la constitution des organes publics de placement gratuit, il laisse ce soin aux municipalités qu'il aide à cet effet au moyen de subventions; mais, s'il ne se préoccupe pas de la gestion des bureaux, il s'occupe au contraire des statistiques et de la centralisation des renseignements nécessaires pour assurer la connaissance exacte du marché.

Ajoutons qu'en Allemagne les bureaux municipaux s'appuient sur les conseils de Prud'hommes en sorte que leurs commissions de surveillance sont formées à la fois de patrons et d'ouvriers, ce qui est de nature à donner pleine sécurité aux uns et aux autres.

En Norvège, en Roumanie, nous trouvons aussi un bureau municipal, un bureau administratif.

Enfin en Hollande, en Belgique, nous trouvons des Bourses du Travail; en Suisse, on vient de créer des Chambres du Travail; en Italie, les *Camere del Lavoro* fonctionnaient bien, mais, à la suite des mouvements révolutionnaires, ces Bourses ont été fermées; la plus parfaite des institutions de ce nom est celle du Luxembourg qui, par la publicité en affiches ou par cartes postales gratuites, est reliée à tout le pays.

Quelle est la situation de notre pays à ce point de vue?

L'Etat, par son organe central, n'a rien fait; c'est l'initiative privée qui, à Paris, a créé des bureaux municipaux.

paux qui fonctionnent avec une subvention de la ville de Paris; l'Etat n'intervient que pour subventionner 4 de ces bureaux et pour une somme infime.

Quelques Bourses du Travail ont été créées, mais c'est là encore un rouage municipal destiné à aider les syndicats ouvriers. L'Etat n'a rien fait en leur faveur; le gouvernement a au contraire entravé leur marche en faisant fermer la Bourse de Paris pendant près de deux ans.

Malgré cette indifférence de l'Etat, les bureaux municipaux de Paris et la Bourse du Travail ont opéré à eux deux, l'an dernier, près de cent mille placements! A quels résultats n'arriverait-on pas si l'Etat remplissait son devoir!

6° Enfin, dans tous les pays, nous voyons s'opérer une liaison de tous les bureaux entre eux et une fédération de toutes les institutions de placement afin d'assurer l'application uniforme des méthodes statistiques et la convergence constante de toutes les opérations de placement dans le but de mettre en valeur toutes les forces productives du pays et maintenir sur tout le territoire l'équilibre entre les offres et les demandes de travail.

L'Allemagne a réalisé cette union dans plusieurs Etats et entre eux; nous en avons indiqué les avantages; bientôt la fédération s'étendra à tout l'Empire. Ces unions complètent l'organisation parfaite du placement en Allemagne et, chaque année, des Congrès en discutent l'amélioration.

La Suisse a déjà conclu des concordats entre plusieurs Etats; elle est encore en voie de formation, mais bientôt elle aura réalisé, elle aussi, l'organisation complète de

tous les rouages nécessaires à un bon placement. En 1892, l'Assemblée tenue à Schaffouse par les délégués de l'Union Suisse des Arts et métiers votait déjà la création de bureaux de placement (1).

Grâce à cette organisation, la plupart des pays, qui ont suivi les lois de la science dans la constitution des organes de placement, peuvent parer aux inconvénients qui résultent du manque géographique d'emplois ou de bras.

Quelle est la situation de la France à ce point de vue ?

Hélas ! l'infériorité de notre pays est encore plus manifeste ici qu'à tous les autres points de vue.

Nous avons, il est vrai, un *Office du Travail* au ministère du commerce ; cet office pourrait rendre les plus grands services s'il était relié à des organes de placement départementaux ou communaux, mais ceux-ci n'existent pas.

Les placeurs se sont syndiqués, mais leur syndicat est constitué dans l'unique but de soutenir leurs prétentions et de défendre leurs intérêts qui sont, nous l'avons vu, manifestement contraires à ceux des ouvriers.

Nous savons qu'il existe quelques unions de syndicats, quelques compagnonnages rayonnant sur toute la France mais l'influence de ces institutions ne se fait pas sentir encore.

A Paris même, les bureaux municipaux ne sont pas reliés entre eux et nous avons vu qu'ils manquaient ainsi de réaliser 8 à 10 mille placements !

1. Rioul Jay. *L'organisation du travail par les syndicats professionnels*, p. 29.

En 1891, M. Rouanet avait demandé la centralisation des offres et des demandes communiquées au moyen de l'administration centrale à tous les bureaux de quartier. Le conseil municipal de Paris, bien qu'en général il soit plutôt bienveillant pour les institutions démocratiques de placement, a repoussé cette proposition.

En 1895, au moment où il ordonnait la réouverture de la Bourse du Travail, M. Mesureur avait prévu la création d'un organe central de placement gratuit pour Paris.

Aux termes de l'art. 7 du décret du 7 décembre 1895 portant organisation de la Bourse du Travail, en effet, la ville de Paris a la faculté d'installer à la Bourse un bureau central et permanent de placement gratuit municipal, un bureau de statistique du travail et de publier un annuaire et un bulletin de la Bourse du Travail contenant tous les renseignements et informations relatifs au travail et au placement des ouvriers. — La ville de Paris pourra également ouvrir à la Bourse une bibliothèque et instituer des cours et conférences. — Ces services seront publics, les ouvriers, syndiqués ou non, auront libre accès dans les bureaux de statistique et de placement municipal, les salles de bibliothèque, de cours et de conférences.

En vertu de l'art. 8 du même décret, les services de la Bourse du Travail ouverts au public sont administrés par le préfet de la Seine, conformément aux délibérations du Conseil municipal de Paris.

Mais cet organe central n'a pas été créé ; peut-être, il est vrai, le Conseil municipal de Paris a-t-il voulu en retarder la création afin de bien faire entendre aux syn-

dicats ouvriers qu'ils étaient maîtres chez eux à la Bourse du Travail ! Mais le bureau de statistique central pouvait être créé, sa création n'aurait pas soulevé les susceptibilités des syndicats ouvriers puisque la commission consultative de la Bourse du Travail en a elle-même demandé la création ; mais elle demandait 4.000 francs pour ce service, le Conseil municipal n'en voulait donner que 1.000 et la situation est restée la même. C'est ainsi qu'en France les efforts individuels sont paralysés faute d'une direction générale qui réunisse dans sa main tous les organes de ce service et qui les emploie tous, dans une division du travail bien comprise, vers un but commun.

En résumé, à tous les points de vue, l'organisation *légale* du placement en France est complètement inférieure à l'organisation du placement dans tous les pays civilisés qui ont une industrie active.

Des efforts admirables ont été faits par quelques municipalités ; c'est ainsi qu'on a pu créer, à Paris, 16 bureaux municipaux et que, dans la France entière, 50 Bourses du Travail fonctionnent régulièrement en ce moment ; l'initiative privée et le dévouement de quelques particuliers ont assuré le succès de ces institutions et obtenu des résultats vraiment prodigieux.

Mais à quels résultats arriverait-on si une loi, sérieusement conçue suivant les données de la science sociale, s'inspirant des exemples des grands pays voisins, donnait à notre pays une organisation uniforme du placement municipal tout en laissant fonctionner, dans sa pleine

liberté, le placement professionnel et, sous un contrôle rigoureux, le placement charitable !

Nous allons examiner les efforts qui ont été faits en vue d'une réorganisation du placement en France, et nous indiquerons brièvement la solution qui nous paraît la meilleure.

TITRE II. — Tentatives de réforme.

La première proposition qui ait été faite en vue de modifier la législation du placement date de 1882.

Le 7 août de cette année, M. Clovis Hugues, en présence des abus qui avaient été relevés et dénoncés par des protestations nombreuses de chambres syndicales et par diverses manifestations de l'opinion publique, demandait à la Chambre des députés l'abrogation pure et simple du décret du 25 mars 1852. Mais, M. Letellier, chargé par la cinquième commission d'initiative parlementaire de faire un rapport à ce sujet, conclut au rejet de cette proposition par ce motif qu'en abrogeant purement et simplement le décret de 1852, qui n'institue pas les bureaux de placement, mais cherche à en réfréner les abus, on ne ferait que rendre ces abus plus faciles et plus nombreux.

Depuis cette époque une série de propositions avaient été soumises à la Chambre des Députés ; toutes demandaient l'abrogation du décret du 25 mars 1852 et la consécration du principe du placement gratuit ; la plupart organisaient le placement municipal. Aucune n'était venue en discussion en temps utile.

Enfin, en 1897, le 26 février, commençait à la Chambre des Députés la première délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Coutant et plusieurs de ses collègues, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions ; 2° la proposition de loi de M. Mesureur sur le placement gratuit des ouvriers et employés des deux sexes ; 3° la proposition de M. Georges Berry, tendant à la suppression des bureaux de placement par extinction.

La commission, présidée par M. Bovier Lapierre et ayant comme rapporteur M. Georges Berry, avait adopté une proposition dont les principales dispositions consacraient la suppression des bureaux de placement autorisés dans un délai de cinq ans, la consécration légale du placement gratuit et l'organisation du placement municipal.

Mais cette proposition échoua devant la Chambre par suite de la tactique parlementaire de M. Guillemin qui vint agiter, devant cette assemblée, le spectre du socialisme (1). M. Julien Goujon soutint le droit de propriété des placeurs.

1. « Ce sont seulement les socialistes qui mènent la campagne contre les bureaux de placement. Il importe de rechercher quels sont leurs motifs :

« Le premier est très simple : ils veulent commencer une expropriation partielle, sans indemnité, d'un certain nombre de citoyens. C'est l'application d'une partie de leurs théories.

« Le second motif pour lequel les socialistes tiennent absolument à la suppression immédiate des bureaux de placement, c'est qu'ils savent que rien actuellement n'est organisé pour les

La Chambre repoussa la suppression des bureaux de placement dans la crainte de donner trop de puissance aux syndicats et renvoya la proposition à la commission.

Le Gouvernement présenta alors un projet qui, tout en maintenant le placement payant, essayait d'améliorer l'organisation du placement, d'une part en consacrant légalement le placement gratuit notamment le placement municipal, et d'autre part en cherchant à restreindre certains abus du placement payant.

Les améliorations consistaient surtout en ce que la perception d'un droit d'inscription préalable était interdite (1), et que les droits devaient être acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée (art. 9 du projet), enfin que les droits de placement n'étaient dûs qu'après un placement réellement effectué et qui aurait duré pour chaque profession et suivant l'usage des localités un temps déterminé par l'autorité municipale.

Le projet du Gouvernement réprimait ensuite certains abus, notamment les offres d'emplois imaginaires ou non vacants, et les manœuvres qui ont pour but de faire perdre à un employé la place qui lui a été procurée afin d'en placer un autre et de percevoir de nouveau un droit de

remplacer. Les ouvriers seront affolés : ils ne trouveront rien, ils ne sauront plus à qui s'adresser, et alors il leur faudra forcément aller aux syndicats ».

1. Le droit d'inscription a été supprimé par l'ordonnance du préfet de police Piétri le 16 juin 1857, mais cette disposition est presque restée à l'état de lettre morte et la perception illégale d'un droit d'inscription est un des reproches les plus fréquemment adressés aux placeurs.

placement ; il prévoyait expressément la répression du délit qui consiste à s'entremettre pour adresser, à leur insu, des personnes en quête d'emploi à des maisons de débauche. Enfin il renforçait les pénalités encourues pour les infractions à la loi. Les délinquants, qui n'ont à répondre actuellement de leurs fautes que devant le tribunal de simple police devenaient justiciables des tribunaux correctionnels.

Au cours de la discussion, M. Chauvin proposa une disposition additionnelle à l'art. 9 ainsi conçue : « A partir de la promulgation de la présente loi, les placeurs ne pourront plus faire la vente des fonds de commerce ».

M. Chauvin justifia ainsi sa proposition : « Une enquête officieuse a été faite en 1885 par les chambres syndicales ouvrières de l'alimentation, et la situation précaire du petit commerce parisien n'a fait que s'aggraver depuis cette époque. Cette statistique établissait que sur cent établissements de commerce, quatre-vingt étaient en vente dans les bureaux de placement. Or, il est incontestable que le commerçant qui a mis son établissement de commerce en vente dans un bureau de placement se trouve obligé d'aller chercher son personnel dans ce bureau parce qu'il espère que le titulaire lui fera vendre son établissement.

« Vous pouvez être certains que l'ensemble des chambres syndicales patronales du petit commerce parisien désirent vivement être arrachées à cette tutelle des bureaux de placement, afin de pouvoir prendre leurs ouvriers soit dans les bureaux de placement syndicaux, soit dans ceux des municipalités.

« Mais si vous laissez subsister la faculté pour le placeur d'être en même temps placeur et marchand de fonds de commerce, vous rendrez inapplicable la loi que vous êtes en train d'élaborer » (1).

M. Léon Guillemin vint appuyer la disposition additionnelle proposée par M. Chauvin. « Nous ne voulons pas, dit-il, que les bureaux de placement payants soient obligatoires pour personne. Il est certain que les placeurs qui font en même temps la vente des fonds de commerce obligent les patrons à s'adresser chez eux. Ils les menacent de ne plus s'occuper de la revente de leurs fonds s'ils prennent ailleurs leurs employés.

« Dans ces conditions, si nous voulons assurer à tous la liberté, je crois que nous devons établir l'incompatibilité demandée par M. Chauvin ».

Ce projet avait le tort de maintenir le placement payant et de consacrer le droit des tenanciers des bureaux payants. Mais il rétablissait l'égalité de l'ouvrier et du patron sur certains points. Ceci parut inadmissible à certains membres du Sénat.

Le projet, modifié par le Sénat, laissait aux placeurs le droit de faire la vente des fonds de commerce et leur permettait de percevoir une avance à titre de dépôt remboursable en cas de placement. Le Sénat avait supprimé la disposition d'après laquelle les droits de placement devaient être acquittés moitié par le patron et moitié par l'ouvrier. Enfin, dans la crainte d'abus de pouvoir, le Sénat avait bien décidé que l'autorité municipale resterait

1. Chambre des députés. Séance du 9 avril 1897.

chargée d'établir les tarifs sous l'approbation du préfet ; mais en cas de désaccord sur les tarifs et sur l'application de ces tarifs, la fixation devait appartenir au préfet qui devait statuer dans le délai d'un mois.

En somme, sous prétexte de sauver l'ouvrier de la tyrannie des syndicats et d'assurer la liberté de tout le monde, le projet fortifiait la situation des placeurs, consacrait certains abus incriminés et laissait l'ouvrier sans défense en face d'un syndicat d'exploiteurs plus puissants.

Il est heureux que la Chambre des Députés n'ait pu adopter ce projet de loi ; ses pouvoirs ont expiré avant que le projet vint en discussion.

Il est vrai que le projet organisait le placement gratuit et c'est le motif qui avait décidé le rapporteur M. Léon Guillaïn à proposer, malgré tout, à la Chambre des Députés l'adoption du projet remanié par le Sénat. Mais la situation des placeurs devenait tellement puissante par l'adoption de la plupart de leurs prétentions que la France, déjà bien inférieure aux grands pays de l'Europe sous le rapport de l'organisation du placement, se fut trouvée pour longtemps au-dessous de tous les pays civilisés.

La situation inférieure de la France au point de vue du placement se serait trouvée désormais fixée par une loi : aujourd'hui elle n'est que le résultat de l'incohérence des efforts individuels ou municipaux, et d'une tolérance des municipalités ; elle pourrait cesser en vertu d'un acte énergique et éclairé du législateur ou même de l'administration supérieure, mais, si la loi avait été votée, la France se trouvait désormais dans une infériorité *légale* et il est probable que c'eût été pour longtemps.

Tout le monde était d'accord cependant, disait le ministre M. Boucher, pour reconnaître les avantages que présenterait pour les classes laborieuses la gratuité du placement.

M. Guillemin déclarait que, pour résumer son système, il ne pouvait mieux faire que de citer la déposition qu'a publiée l'Office du Travail dans son beau livre sur le placement. « Ce sera ma conclusion, disait-il : » Lorsque le placement gratuit sera organisé dans de meilleures conditions, alors seulement les bureaux de placement, devenant inutiles, se fermeront d'eux-mêmes ; mais tant qu'ils existeront, ils seront la preuve qu'ils sont utiles et que les méthodes nouvelles ne sont pas préférées, et par conséquent ne sont pas préférables » (1).

M. Lourties, rapporteur au Sénat, n'hésitait pas à déclarer que l'institution du placement gratuit aurait pour conséquence de créer une concurrence qui détruirait à bref délai les bureaux payants.

Tout le monde reconnaissait combien ces bureaux payants étaient nuisibles, mais personne n'osait y toucher dans la crainte d'être accusé de collectivisme.

Nous avons vu cependant que les gérants des bureaux de placement autorisés ne peuvent avoir un droit de propriété sur leurs offices et que leur suppression peut être ordonnée sans indemnité.

De même que le marchandage est supprimé, de même le courtage de placement doit être prohibé.

1. Chambre des Députés. Séance du 2 avril 1897.

A quoi servirait de voter des lois (1) assurant un salaire normal à l'ouvrier si celui-ci est ensuite livré à la merci de syndicats de courtiers dont l'unique souci est d'accroître leurs bénéfices personnels !

Une pareille législation est contraire à l'humanité, au progrès et à la science sociale.

La lutte d'ailleurs va recommencer bientôt à la Chambre des Députés.

Le 8 novembre 1898, une nouvelle proposition de loi relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions a été présentée par MM. Coutant, Vaillant, Chauvière, Walter, Groussier, Létang, Dejeante, Renou, J.-L. Breton, Poulain, Lassalle, Compayré, Antide Boyer, Baulard, Albert Gallo^t, Allard, Basly, Lamendin, Bénézech, Cadenat, Carnaud, Lucien Cornet, Calvinhac, Chassaing, Colliard, Defontaine, Desfarges, Fournier, Goujat, Gras, Paschal Grousset, Clovis Hugues, Aucouturier, Jourde, Krauss, Mirman, Pajot, Pastre, Rouanet, Millerand, Sauvanet, Pierre Vaux, Viviani, Zevaès, Gervais, Balandreau, Emile Chauvin, Salis, Berteaux, Loup, Pierre Baudin, Charles Bos, Fernand Rabier, Emile Dubois (Seine), députés (2) : comme c'est sur cette proposition que la discussion va s'ouvrir devant

1. Allusion aux décrets du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État et des départements, rendus à la suite des propositions de loi discutées à la Chambre des Députés en mai 1899. (*J. O.*, 5 mai 1899).

2. N° 328. Chambre des Députés. Septième législature. Session extraordinaire de 1898. Annexe au procès-verbal de la séance du 8 novembre 1898.

les Chambres, nous en donnerons presque *in extenso* l'exposé des motifs et nous indiquerons sur quels points elle s'écarte du projet de loi voté par le Sénat en 1897.

« Nos aïeux de l'immortelle Révolution française ont inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 « qu'il est un devoir à la société de procurer du travail à ceux qui en manquent ».

« Le Gouvernement provisoire de 1848, imbu des principes démocratiques, ferma les bureaux de placement dits libres ou autorisés, et les législateurs de cette époque inscrivirent dans la Constitution : « La République doit protéger le citoyen dans son travail. »

« Depuis plus de quarante ans les travailleurs des deux sexes demandent l'abrogation du décret impérial du 25 mars 1852 réglant l'institution de ces louches officines qui les rançonnent si impitoyablement, et des conditions humaines de travail.

« Les congrès tenus par les organisations ouvrières, et notamment celui qui eut lieu cette année à Rennes, demandent aux pouvoirs publics l'abrogation du décret précité.

« Nos collègues des deux dernières législatures et les nouveaux élus eux-mêmes savent combien cette question des bureaux de placement tient une large place dans les revendications ouvrières et combien les débats parlementaires ont démontré la nécessité d'en finir avec cette institution d'un autre âge, véritable honte pour notre démocratie.

« En effet, messieurs, est-il juste, doit-il être permis sous la République de fonder une industrie sur un salai-

re qui n'est pas encore né, de tuer le salaire dans son germe, de prélever un courtage sur la misère? Non! Cependant une catégorie d'individus dits industriels — (*placeurs*) — sous la protection d'une ordonnance de police du 5 octobre 1852, tirent leurs revenus de ceux qui n'ont pas de pain, se logent grâce à ceux qui n'ont pas de toit pour abriter leur tête, prospèrent grâce à des travailleurs réduits aux abois; ils spéculent sur ces deux sentiments diamétralement opposés qui se rencontrent si étrangement dans l'âme humaine; pour les ouvriers et ouvrières sans travail, le suicide ou le vol; pour les placeurs, la spoliation.

« M. Thévenet l'avait si bien compris qu'en 1891 dans son rapport fait au nom de la commission chargée d'étudier la question des bureaux de placement, il disait au Conseil supérieur du Travail :

« Le décret de 1852 est un obstacle sérieux au développement des bureaux de placement des syndicats professionnels. Le Gouvernement de la République, en donnant aux patrons et ouvriers la liberté complète d'association, a voulu que les travailleurs s'occupassent eux-mêmes de leurs intérêts sans le secours d'intermédiaires qui prendraient, sous forme de rétribution, une partie de leur salaire ».

« Sans nul doute, par ces quelques mots, M. Thévenet a voulu dire que le placement des personnes sans travail ne devait être ni une industrie, ni un commerce, mais un devoir social, une fonction sociale; qu'il était indigne, à l'heure où le travailleur manque de tout, au moment où la société devrait le guider, l'éclairer, ranimer son cou-

rage défaillant, de lui montrer la plaque d'un bureau de placement quand il ne peut plus acheter de pain.

« Les partis politiques, même les plus modérés disent qu'il y a lieu de s'occuper des questions ouvrières, et la formule la plus répandue dans la société actuelle est : d'améliorer les rapports entre le capital et le travail par le relèvement des salaires. Mais ces partis semblent ne pas s'apercevoir que la première amélioration à apporter, c'est de supprimer la dîme sur les salaires aussi arbitraire que la dîme nobiliaire et cléricale supprimée par la Révolution française que tous les républicains honorent.

« Messieurs, nous ne rappellerons pas à votre mémoire l'immoralité, les abus de confiance, l'avilissement des salaires dus aux bureaux de placement que les citoyens Coutant, Vaillant, Jaurès, Guesde, etc., ont signalés à la tribune de la Chambre au cours de la sixième législature. Vous les connaissez !

« Ces quelques lignes peignent mieux le bureau de placement que toutes les longues critiques dont nous pourrions embellir notre exposé des motifs. Aussi venons-nous, sans autre préambule, déposer sur le bureau de la Chambre la proposition de loi suivante, en y ajoutant le vœu qu'elle ne dorme pas comme ses aînées, pendant trois ou quatre ans, dans les cartons d'une commission.

Proposition de Loi.

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 25 mars 1852 réglant l'institution des bureaux de placement est abrogé.

L'ordonnance de police du 5 octobre de la même année, spéciale aux bureaux de placement du département de la Seine, est rapportée.

ARTICLE 2.

Le placement gratuit des ouvriers et ouvrières, ainsi que des employés des deux sexes, sera fait à l'avenir par l'entremise des Bourses du Travail, des syndicats ouvriers, groupes corporatifs, et par les municipalités, qui y sont du reste autorisées par la loi municipale de 1884.

ARTICLE 3.

Le préfet de police de Paris et les maires dans les autres villes de France auront à prendre les mesures nécessaires pour que, dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi, il n'existe plus aucun bureau de placement dans le ressort de leur administration.

D'autre part M. Mesureur nous a informé qu'il avait l'intention de reprendre, en l'améliorant, la proposition de

loi qu'il avait présentée. Pour lui, la solution de la difficulté se trouverait dans la création de bureaux municipaux et de bureaux mixtes formés par les syndicats patronaux et ouvriers.

M. Mesureur nous a très aimablement donné les renseignements suivants en nous autorisant à les citer :

1^o M. Mesureur condamne absolument le placement payant et réclame la suppression complète des bureaux commerciaux dès que cela sera possible.

Il est donc de l'avis de M. Georges Berry en ce qui concerne le projet de loi de M. Henry Boucher, soumis aux Chambres en 1897-1898 et devenu caduc. Cette loi ne serait qu'un compromis ne satisfaisant personne et mécontentant tout le monde. Il n'admet ses dispositions qu'en ce qui concerne le placement gratuit.

Mais M. Georges Berry voulait la suppression à terme des bureaux payants, au bout de cinq ans par exemple ; M. Mesureur en demande la suppression immédiate et radicale, car avec ces délais, on ne fait rien jusqu'à ce que le moment soit arrivé.

2^o M. Mesureur est *contre la liberté*, parce qu'il ne peut admettre que l'on excuse la liberté d'une chose immorale. Les partisans de la liberté disent : « On vend le travail qui est une marchandise ». Mesureur répond : « Ce n'est pas le travail que l'on vend, c'est l'individu lui-même et, s'il a faim, il est en mauvaise posture pour se défendre ».

M. Mesureur admet d'ailleurs toute sorte de placement gratuit ; mais il préconise surtout :

a. — Le placement municipal. — Il se rend compte

cependant que l'employé fonctionnaire ne peut avoir la souplesse du placeur au point de vue des aptitudes du sans travail.

C'est pourquoi il préfère :

b. — *Le placement professionnel ou syndical.* — M. Mesureur voudrait que l'Etat interdise aux syndicats la lutte qu'ils soutiennent contre le patronat. Il déplore que les syndicats ouvriers exercent une pression sur leurs membres et les excitent contre les patrons en leur faisant promettre de lutter contre eux. Il est regrettable, d'autre part, que les patrons refusent souvent de prendre des ouvriers, parce qu'ils sont syndiqués.

M. Mesureur ne croit pas à la possibilité des *syndicats mixtes*. Il fait observer que jusqu'à présent ils n'ont guère réussi. Ce qu'il demande, ce sont des bureaux mixtes, c'est-à-dire dirigés par des représentants des patrons et des ouvriers. « Les syndicats, dit M. Mesureur, peuvent continuer la lutte économique sur tous les points, mais, pour le placement, les ouvriers et les patrons devraient s'unir et faire des bureaux mixtes (1) ».

1. C'est aussi l'avis de M. de Mun et de M. Challemel-Lacour. « Il est clair, disait ce dernier au Conseil supérieur du travail, que les Chambres syndicales soit de patrons, soit d'ouvriers, sont naturellement indiquées pour aider les ouvriers sans travail à se placer. Là serait la solution de la question, la solution complète et décisive peut-être si deux conditions étaient remplies : la première, c'est que les syndicats de patrons et d'ouvriers pussent s'entendre pour former des bureaux de placement mixtes ; la seconde serait que ces bureaux mixtes prêtassent leur concours à tous les ouvriers sans exception, moyen-

M. Mesureur compte reprendre bientôt dans ses traits principaux, la proposition de loi qu'il avait présentée en 1894, mais en l'adaptant aux exigences nouvelles.

En outre de M. Mesureur, nous avons tenu à avoir l'avis d'un des hommes les plus compétents en la matière, et nous avons soumis nos conclusions à M. Georges Berry, député de Paris, rapporteur de la commission lors de la discussion du dernier projet et auteur d'une des propositions examinées dans la dernière législature.

L'honorable député a bien voulu nous donner son appréciation sur les propositions que nous voulions défendre :

a. — En ce qui concerne les bureaux de placement, M. Georges Berry en réclame la suppression pure et simple ; pour lui, c'est une industrie immorale à tous les points de vue. Tout en rendant hommage à la probité de certains placeurs, M. Georges Berry estime qu'ils exercent un commerce mauvais en lui-même et qu'ils sont amenés par la force des choses à commettre des actes indéliçats et répréhensibles.

b. — Quant à la création de bureaux municipaux et de bureaux formés par des syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers, M. Georges Berry se rallie entièrement à ces idées et même, non content de les approuver, il nous a encouragé à les répandre dans tous les milieux et il espère que les lecteurs de cet ouvrage, en reconnaissant la valeur et le désintéressement de nos propositions, nous aideront à propager ces idées de concorde et de

nant une légère rétribution imposée à ceux qui ne feraient pas partie des syndicats, ce qui serait légitime ». Conseil supérieur du Travail, 1^{re} session, février 1891, p. 22.

paix pour le plus grand bien des patrons et des ouvriers.

Comme nous, M. Georges Berry déplore que certain parti politique exploite toutes les occasions pour faire de l'agitation et prenne pour prétexte toutes les discussions sur les lois ouvrières. Pendant les séances où le dernier projet sur le placement a été examiné par les Chambres, certains meneurs créaient des manifestations plus ou moins factices à la Bourse du Travail et ailleurs, de sorte que, la nouvelle en étant apportée de suite au Parlement, les adversaires des ouvriers qui sont déjà trop nombreux avaient beau jeu.

Enfin nous avons tenu à voir M. Beauregard qui nous a prié de nous reporter à ses articles antérieurs. Nous en donnons ci-dessous le résumé : « Des bureaux mixtes pour le placement des ouvriers rendraient de tels services, qu'ils se seraient déjà créés d'eux-mêmes, et c'eût été possible. Mais leur institution et leur fonctionnement demanderaient, entre patrons et ouvriers, une entente presque parfaite, la question du placement touchant, de la façon la plus directe, aux intérêts des uns et des autres. Cette entente n'existe pas encore, et elle sera l'œuvre non pas de quelques jours, ni de quelques subventions, mais du temps et du progrès des mœurs.

« Nous comprendrions, cependant, que l'expérience fut tentée. La question du placement est, sous le rapport moral et au point de vue économique, assez importante pour en justifier une, et l'Etat en a fait de plus coûteuses et de plus contestables. Mais il faudrait que ce fut réel-

lement une expérience. Peut-être ferait-on bien de la limiter, d'abord, aux syndicats mixtes, ou à ceux qui se constitueraient. Elle aurait ainsi plus de chances de réussir, et si elle échouait, elle n'aurait pas coûté trop cher.

« Certes, le régime actuel des bureaux de placement est mauvais et nous sommes loin de le défendre. D'autre part, l'idée d'instituer auprès de chaque municipalité un bureau de placement n'est pas pour nous déplaire (1).

« Le rôle économique de l'Etat comporte, selon nous, le soin de recueillir et de grouper les renseignements, pour les offrir libéralement au public ; il implique, aussi, une obligation morale d'assistance, et l'assistance par le travail est des plus recommandables (2).

Mais pourquoi interdire, à côté des bureaux publics gratuits, l'existence de bureaux libres et payants ?

D'après M. Beauregard : « un seul régime a, jusqu'ici fonctionné d'une façon à peu près satisfaisante : celui de la liberté, pratiqué de 1823 à 1848. Il faudrait y revenir en proclamant le droit, pour chacun, d'ouvrir un bureau de placement, payant ou gratuit. Une réglementation sévère et simple suffirait à empêcher les abus, et la concurrence amènerait bientôt la disparition des mauvais bureaux au profit des bons. Les partisans du projet de la commission s'écrieront, sans doute, que le placement ne peut être une opération commerciale, qu'il est immoral de prélever une taxe sur le travail. Mais ce ne sont là que des déclamations. Tout service loyalement ren-

1. *Le Monde Économique*, 5 novembre 1892, p. 506, 2^e colonne.

2. *Le Monde Économique*, 13 mai 1893, p. 506., 2^e colonne.

du donne légitimement droit à la rémunération. C'est à la prévoyance de la loi et à la surveillance de la police d'empêcher que ce service ne dégénère en une exploitation abusive » (1).

La liberté pour tous, sous une réglementation sévère, et l'organisation de bureaux municipaux, subventionnés, au besoin, par l'Etat, voilà donc, à notre avis, la solution de la question, concluait M. Beauregard en 1893.

En somme, la lutte va reprendre très chaude à la Chambre des Députés ; mais il nous semble qu'elle s'engage aujourd'hui dans des conditions bien meilleures, car l'opinion publique nous paraît mieux informée, les bureaux municipaux commencent à être connus et réussissent admirablement, les Bourses du Travail fonctionnent et donnent des résultats appréciables ; on ne peut plus dire que les bureaux de placement payants ne pourraient être suppléés. Leur suppression peut être édictée sans dangers, les bureaux municipaux, les syndicats et les Bourses du Travail feront le placement gratuit à la satisfaction de tous !

1. *Le Monde Économique*, 13 mai 1893, p. 506, 2^e colonne.

CONCLUSION

Nous avons pu constater, par l'étude comparée des institutions de placement en France et en pays étranger, combien l'organisation du placement en France était insuffisante et combien il était nécessaire de procéder au plus tôt à une réorganisation en s'appuyant rigoureusement sur les données de la science sociale.

Nous avons vu que, dans tous les pays, le placement s'organisait scientifiquement et que, pour donner satisfaction à tous les besoins économiques, une bonne législation du placement devait rendre les services suivants :

- 1° ne tolérer que le placement gratuit ;
- 2° permettre le fonctionnement régulier du placement professionnel ;
- 3° organiser un service public et municipal de placement afin de compléter ou de remplacer le placement professionnel ;
- 4° relier, entre eux d'abord tous les organes régionaux de placement, puis lier tous ces organes régionaux à un organe central afin d'assurer, par des communications régulières rédigées suivant une méthode de statistique sévère et uniforme, une connaissance approfondie et précise du marché du travail et rendre ainsi la circula-

tion et la distribution du travail aussi régulières, aussi promptes et aussi générales que possible.

Nous avons vu que l'Allemagne était près de réaliser la perfection sur ce point et nous avons signalé la constatation de ce fait dans un rapport du Consul général de France à Hambourg : « On prévoit, dit ce rapport, que le jour où la concentration des bureaux de placement se sera effectuée par la pratique dans chaque localité, il sera possible d'en arriver à une centralisation générale dans toute l'étendue du royaume et par suite de l'Empire ».

Et nous avons constaté que ce qui semblait alors (en 1892) un rêve se rapportant à un avenir lointain a eu, dès l'année dernière, un heureux commencement de réalisation.

Ce n'est pas sans un certain sentiment de tristesse que nous constatons l'infériorité de notre pays en cette matière, d'autant plus que, nous en sommes persuadés, la supériorité de l'organisation du placement en Allemagne est une des causes de la supériorité, dans la prospérité tout au moins, des industries allemandes.

Malheureusement toutes les tentatives d'organisation du placement en France se sont heurtées à deux difficultés :

1° L'existence des bureaux de placement autorisés par les municipalités en vertu du décret du 25 mars 1852.

2° La prévention des patrons contre les syndicats (1).

La première difficulté est la plus sérieuse, c'est la seule

1. Il y a aussi une troisième difficulté, c'est l'incurie presque générale de nos législateurs en matière de lois ouvrières et leur négligence à étudier ces questions si graves avec le soin nécessaire.

qui, en réalité, ait mis un obstacle à l'établissement du placement gratuit en France ; c'est aussi la seule, il est vrai, qui ait attiré l'attention publique sur notre question.

Nous croyons que, pour résoudre cette difficulté, il suffit de la bien préciser : on a toujours parlé de suppression des bureaux de placement ; nous croyons que, même présentée sous cette forme, la difficulté aurait dû être résolue, car nous l'avons vu, les tenanciers des bureaux autorisés ne peuvent soutenir que l'autorisation municipale, qui leur est donnée, leur assure un droit de propriété, un droit acquis sur l'exercice monopolisé du courtage de placement ; on pouvait donc supprimer ces bureaux sans indemnité, mais le grand principe de la liberté de l'industrie a été solennellement invoqué et cette emphatique abstraction a suffi pour égarer les esprits.

Pour éviter cet égarement des esprits et mieux préciser la question, nous croyons qu'il suffirait d'un simple article de loi décidant que le courtage de placement est, de même que le marchandage, prohibé comme contraire au principe de la fraternité (1) et puni des peines prévues dans l'article unique de l'arrêté du 21 mars 1848.

Cette prohibition ne portera atteinte à aucun *droit acquis* ; les tenanciers des bureaux de placement conserveront le droit au bail de leurs locaux, leur matériel et tous les accessoires, tout ce qui en un mot est ou peut être l'objet d'un droit de propriété ; ils pourront subsister comme agents d'affaires, les plus honnêtes d'ailleurs trouveraient des emplois dans les bureaux syndicaux ou mu-

1. Décret du 2 mars 1848.

nicipaux. La difficulté serait ainsi résolue sans violer aucun *droit acquis* ni aucun principe et l'exploitation des ouvriers aurait cessé.

Quant à la deuxième difficulté, nous croyons qu'elle s'atténuera au fur et à mesure que la marche régulière et sans violence des syndicats démontrera la nécessité de leur existence au point de vue de l'organisation du travail ; ensuite il nous paraît évident qu'elle n'aura plus de raison d'être le jour où des bureaux mixtes de placement seront organisés après entente par les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers dans toutes les industries ; cette deuxième difficulté ne devrait même pas exister en France où nous possédons depuis longtemps une institution susceptible d'effacer ou du moins d'atténuer toutes les préventions : ce sont les Conseils de Prud'hommes. Il suffira d'imiter l'exemple de l'Allemagne (1).

Ces deux difficultés résolues, il nous reste à remarquer que le placement charitable prend en France des proportions considérables ; une de ses formes, qui tend à se développer le plus, est, avons-nous vu, le placement comme suite et comme couronnement à l'assistance par le travail ; c'est même sous l'influence de cette tendance que

1. En Allemagne, l'organisation des Prud'hommes est toute récente, mais elle a déjà produit ce résultat que les municipalités ont pu créer une institution de placement, appuyée sur les conseils de Prud'hommes et qui donne satisfaction aux patrons et aux ouvriers. Pourquoi ne donnerait-on pas en France à ces conseils le pouvoir arbitral qui leur a été attribué chez nos voisins d'Outre-Rhin ?

certain bureaux municipaux ont été créés et c'est pour cela que la plupart sont appuyés sur les bureaux de bienfaisance.

Assurément cette tendance doit être encouragée et il ne faut pas laisser le bureau de bienfaisance complètement en dehors des institutions de placement. Mais, d'une part il ne faut pas que, sous prétexte d'assistance, ces œuvres n'aboutissent qu'à l'exploitation des malheureux par des spéculateurs sans scrupule, et par conséquent le placement charitable devra être toujours sévèrement contrôlé, d'autre part, ainsi que l'a dit très justement M. Dejeante (1), « le travail doit être respecté par dessus tout et les conditions les plus dignes doivent être faites au marché du travail », et par conséquent nous préférierions voir les bureaux municipaux appuyés sur les Conseils de Prud'hommes.

Nous arrivons ainsi aux conclusions suivantes :

1° Il faut que le placement soit essentiellement gratuit en France.

2° Le placement doit être professionnel, et dans ce cas pratiqué par des bureaux mixtes fondés par les syndicats ouvriers et patronaux.

3° Le placement doit faire l'objet d'un service public municipal chargé de remplacer ou de compléter l'œuvre des bureaux mixtes des syndicats. Pour les matelots, un bureau gratuit devra être installé dans chaque siège de l'inscription maritime.

4° Enfin tous les organes municipaux de placement seront

1, Chambre des Députés. Séance du 19 mars 1893.

reliés entre eux et avec un organe départemental, puis tous les organes départementaux reliés à l'Office du Travail qui devra indiquer, dans son bulletin hebdomadaire l'état du marché du travail en France.

La France n'a pas de grands efforts à faire pour arriver ainsi à une organisation modèle du placement. Nous ne saurions souhaiter assez vivement qu'elle se relève enfin de son infériorité : elle aura ainsi assuré l'emploi actif des forces productives que nous possédons et les progrès de notre pays dans la formation de la richesse.

Vu par le Président de la thèse,

RAOUL JAY

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD

Jouve et Boyer, Imprimeurs, 15, rue Racine, Paris.
